N° 519 - 44e année — JUIN 1997

LE MONDE diplomatique

32 pages - 22 F

Allemagne : 7,50 DM - Antil./Guyane : 26 F - Autriche : 60,00 ATS - Belgique : 150 FB - Canada : 4,95 $C - Espagne : 550 PTA - Etats-Unis : 4,50 $US - G.-B. : 2,90 £ - Grèce : 1 100 DR - Italie : 7 000 lires - Luxembourg : 150 FL - Maroc : 30 DH - Portugal (Cont.) : 730 PTE - Réunion : 26 F - Sénégal : 2 200 F CFA - Suisse : 6 FS - Tunisie : 3,8 din.

Abonnements : voir tarif page 9

Publication mensuelle - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

5000

2 - JUIN 1997

Le sexe des sciences

(Pages 18 et 19)

Marshall nostalgie

Par IGNACIO RAMONET

IL y a cinquante ans, le 5 juin 1947, dans un discours à l'université Harvard, le général George Marshall, secrétaire d'Etat américain et principal conseiller du président Harry Truman (démocrate), définissait les bases de son célèbre *« European Recovery Program »* (« Programme pour la reconstruction de l'Europe »), que l'histoire devait retenir sous le nom de « plan Marshall ».

La détresse et la désolation, au sortir de la seconde guerre mondiale, régnaient en Europe. Partout, misère, chômage, faim et prostitution ; les sans-logis et les réfugiés se comptaient par millions. *« Notre devoir*, déclara alors le président Truman, *est d'aider les peuples libres à travailler à leur propre destinée selon leur propre voie. Je crois que notre aide doit être d'abord économique et financière, essentielle à la stabilité économique et à l'ordre politique* (1). »

C'est à ce projet que répondait le discours du général Marshall : *« Recontruire l'Europe*, dira-t-il, *c'est défendre une certaine forme de civilisation qui nous est commune.* » Et il ajoutera : *« Notre politique n'est dirigée contre aucun pays ni doctrine, mais contre la faim, la pauvreté, le désespoir et le chaos* (2). » En effet, l'aide s'adressait à tous les Etats d'Europe ayant subi la guerre (à l'exception de l'Espagne franquiste), y compris l'Union soviétique et les pays de l'Est. Mais Staline la refusa et entraîna dans son refus les Etats d'Europe orientale. Les partis communistes s'alignèrent sur Moscou pour également combattre cette aide.

Quelles qu'aient été les arrière-pensées politiques de Washington, il apparaît évident, avec le recul, que l'aide Marshall fut un acte de très grande solidarité. Il constitue, indéniablement, un modèle de coopération internationale audacieuse, par son ampleur comme par sa méthode. Il permit l'expansion du commerce intra-européen, poussa à l'intégration économique et constitua le premier embryon de ce qui allait devenir la Communauté européenne. Pendant quatre ans, de 1948 à 1951, les Etats-Unis fournirent, pour l'essentiel sous forme de dons, quelque 14 milliards de dollars d'aide (soit environ 170 milliards de dollars d'aujourd'hui) (3). Cela permit, en France, en Italie, en Belgique, au Royaume-Uni, en Allemagne et dans douze autres pays, la reconstruction des grands secteurs stratégiques de l'après-guerre : énergie, sidérurgie, travaux publics et transports. Cela plaça l'Europe sur les rails des trente années de plus forte croissance de son histoire, les « trente glorieuses ».

Le plan Marshall était un projet profondément marqué par les thèses interventionnistes de l'économiste britannique John Maynard Keynes et par sa *General Theory of Employment, Interest and Money*, selon laquelle les gouvernements ne doivent pas seulement miser sur le marché, mais tout mettre en œuvre pour assurer le plein-emploi grâce à une meilleure redistribution des revenus. Le plan fut aussi une manière de populariser chez les Européens le modèle du New Deal expérimenté avant la guerre par les Etats-Unis pour mettre fin, avec succès, à la récession provoquée par la crise de 1929.

EN célébrant, le 28 mai dernier à La Haye, le 50e anniversaire du plan, le président William Clinton n'a pas manqué de replacer l'aide Marshall au cœur des débats actuels sur le rôle de l'Etat dans l'économie. Comme l'avait déjà fait M. Jacques Delors en affirmant : *« Le plan Marshall exprimait l'idée qu'un rattrapage économique fondé sur les seules forces du marché devait s'accompagner d'un dispositif volontariste d'aide et d'assistance, de nature à surmonter les principaux obstacles structurels* (4). »

Comment ne pas être frappé par l'actualité de cette problématique et par l'aveuglement des responsables politiques jurant seulement par les forces du marché et oubliant que les pays d'Asie du Sud-Est dont ils vantent la réussite – Corée du Sud et Taïwan, par exemple – ont reçu pendant des années des aides massives équivalant à un véritable plan Marshall et ayant permis leur décollage ?

La détresse de beaucoup de régions du monde redonne une modernité à la planification économique et rappelle la nécessité de stratégies de développement conduites par l'Etat. Il faudrait lancer des dizaines de plans Marshall. A commencer par la France, où le nouveau gouvernement serait bien inspiré de mettre sur pied, d'urgence, un indispensable plan Marshall pour reconstruire les banlieues, comme M. Jacques Chirac l'avait promis. Sans parler de l'Union européenne elle-même, qui, au lieu de tout attendre du marché, devrait lancer son propre New Deal pour faire disparaître ses 18,5 millions de chômeurs et ses 50 millions de pauvres.

Les pays de l'OCDE devraient accorder une aide massive à trois autres chantiers de reconstruction : en premier lieu au Maghreb et à ses 80 millions d'habitants aux prises avec l'islamisme, la pauvreté et la violence ; ensuite à la Russie et aux Etats de l'ex-URSS guettés par les guerres et le chaos ; enfin à l'Afrique pauvre, où vivent un demi-milliard de personnes disposant au total d'un revenu égal à celui des 7 millions de Suisses...

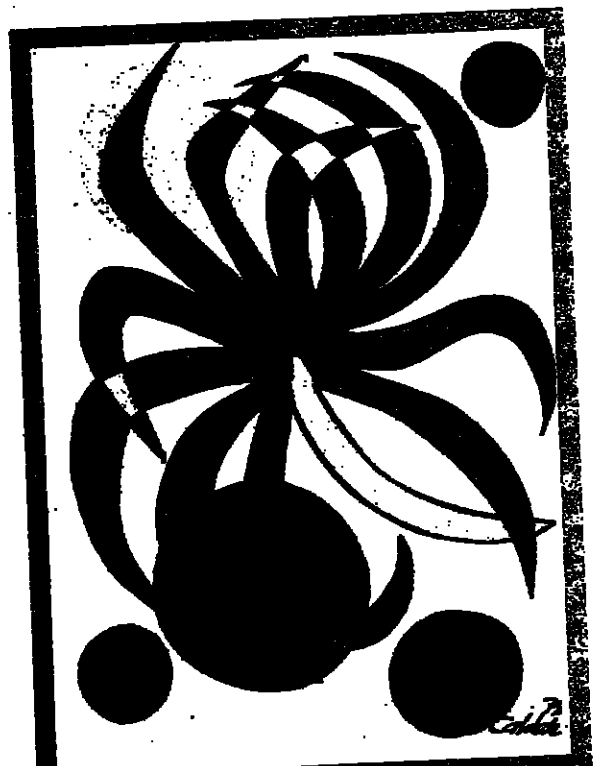
Dans un monde gagné par l'égoïsme, retrouver l'esprit du plan Marshall n'est-ce pas, pour l'Etat, se souvenir que la démocratie ne pousse pas dans un désert de pauvreté ?

(1) *Cf.* Gérard Brossat, *L'Europe occidentale à l'heure américaine, 1945-1952*, Complexe, Bruxelles, 1992.

(2) *Foreing Affairs*, New York, mai-juin 1997.

(3) Lire *Newsweek*, 26 mai 1997.

(4) *Cf. Le Plan Marshall et le relèvement économique de l'Europe* (actes du colloque de Bercy, 21-23 mars 1991), Ministère des finances éditions, Paris, 1993.



DR

CALDER. – Sans titre (1972)

VERS UNE TRANSITION TRANQUILLE ?

Le Maroc prêt pour l'alternance

Dans un environnement particulièrement dramatique, avec à ses portes la guerre civile algérienne, le Maroc s'apprêterait-il à entamer une transition politique tranquille ? Le 13 juin, des élections communales ont lieu. Elles devraient se dérouler, pour la première fois, dans une atmosphère de réelle transparence et ses résultats devraient permettre de tester la volonté des autorités de respecter l'esprit du pacte politique signé en février dernier pour favoriser la démocratisation. Si tout se passe bien, des élections législatives pourraient avoir lieu en septembre prochain. L'enjeu de celles-ci serait alors d'une tout autre envergure car, malgré l'inconnue du vote islamiste, la gauche semble bien placée, selon diverses enquêtes, pour les emporter et pour appliquer son programme de réformes (modérées). Ce qui, dans un pays marqué par de très fortes inégalités et par une situation sociale explosive, constituerait, à l'échelle de l'ensemble du monde arabe, un événement historique.

Par ZAKYA DAOUD et BRAHIM OUCHELH *

LE 28 février 1997, à Rabat, onze partis politiques, dont cinq de l'opposition, ont signé, avec le ministre de l'intérieur, M. Driss Basri, une charte politique visant *« à la consolidation du régime démocratique fondé sur la monarchie »* par la voie du consensus. Les termes de ce document sont révélateurs de l'atmosphère politique qui domine l'actuelle transition au Maroc. Tous les signataires se sont engagés à respecter la loi ; l'administration s'oblige à veiller *« au respect de l'égalité, de l'impartialité envers tous les partis politiques »* et à *« sanctionner les pratiques illégales »*. Quant aux partis, ils promettent de mobiliser leurs électeurs *« dans un esprit positif »* et de ne pas contester, *a priori*, la sincérité des scrutins.

L'opinion publique, à l'annonce d'un tel accord, a été passablement stupéfaite. Un journaliste a exprimé sa propre surprise en ces termes : *« Depuis quand, dans les démocraties, éprouve-t-on le besoin de signer un engagement, en en faisant une montagne médiatique, qui stipule spectaculairement... que les gens vont respecter la loi* (1) ? »

En fait, cette charte a marqué, indiscutablement, un tournant politique. L'opposition, et tout particulièrement l'Union socialiste des forces populaires (USFP), rompt ainsi avec une culture du refus, entretenue depuis 1959, et qui l'a tour à tour amenée, au travers d'épisodes constamment dramatisés, à « souffler sur la braise » ou à « apaiser le feu ».

(Lire la suite page 8.)

* Respectivement écrivain-journaliste, et militant associatif des droits de l'homme.

(1) *La Vie économique*, Casablanca, 7 mars 1997.

En vente dans les kiosques :

PROCHE-ORIENT, LA PAIX INTROUVABLE

100 pages, 45 F

Manière de voir, n° 34

DANS CE NUMÉRO :

Indispensable résistance

« L'aide Marshall, écrit Ignacio Ramonet, *fut un acte de très grande solidarité. Il constitue, indéniablement, un modèle de coopération internationale audacieuse, par son ampleur comme par sa méthode.* » Les pays riches devraient s'en inspirer pour venir en aide, en particulier, à l'Afrique noire.

STÉRÉOTYPES

Si les statistiques font état d'une amélioration économique en Afrique, les politiques imposées privilégient le court terme et la spéculation. Au Zimbabwe, les bailleurs de fonds étrangers s'inquiètent eux-mêmes des effets de leurs réformes sur l'éducation et la santé *(pages 4 et 5)*. Alors que le Japon n'en finit pas de payer la note de la bulle spéculative *(page 11)*, la Roumanie accélère sa transition vers l'économie de marché *(pages 12 et 13)*. Mais, au Pérou, la brutalité des méthodes du président Fujimori a créé les conditions propices à une perpétuation de la violence *(page 3)*. Longtemps tenue pour inévitable, la mondialisation suscite de plus en plus de résistances dans les sociétés, mais aussi de grands débats *(pages 14 à 17)*.

Au Proche-Orient et au Maghreb, les régimes autoritaires se maintiennent, mais cette « exception arabe » jouit de la complicité de l'Occident, les dictatures pro-occidentales étant parfaitement tolérées *(page 7)*. De même que les colons qui, s'installant en Cisjordanie, y augmentent la tension *(page 6)*. En Birmanie, le régime militaire ne fait pas bon ménage avec la démocratie *(page 10)*, mais, au Maroc, les prochaines élections législatives pourraient avoir lieu dans une atmosphère de réelle transparence *(pages 8 et 9)*.

ÉMIETTEMENT

Fragilisant les communautés immigrées installées en Europe, le regard des médias accumule des clichés *(pages 22 et 23)*. Aux Etats-Unis, tirant parti des nouvelles technologies, une myriade de publications minoritaires expriment le rejet des valeurs dominantes dont elles font pourtant le jeu *(page 24)*. L'indépendance associative est plus que jamais nécessaire en France *(pages 20 et 21)*, tandis que l'absence des femmes dans le domaine scientifique pose un grave problème de société *(pages 18 et 19)*.

Lire le sommaire détaillé page 32.

M 2136 - 519 - 22,00 F

SCIENCES POLITIQUES
RELATIONS INTERNATIONALES
PARIS

**INSTITUT D'ETUDES DIPLOMATIQUES
RELATIONS INTERNATIONALES**

Etablissement libre d'enseignement supérieur
175, rue du Faubourg-Poissonnière 75009 PARIS
Tél. : 01 42 81 53 01

3es CYCLES SPÉCIALISÉS

EN

- *diplomatie et relations internationales*
- *droits de l'homme et droit humanitaire*
- *administration des organisations internationales*

Formations réservées aux titulaires d'une maîtrise ou d'un niveau équivalent

BROCHURE GRATUITE N° 27 SUR DEMANDE

UNE LIVRAISON DE « MANIÈRE DE VOIR »

Paix introuvable au Proche-Orient

ENTRE 1967 à 1997, points de départ et d'arrivée choisis par cette nouvelle livraison de *Manière de voir* (1), l'histoire du Proche-Orient a connu une longue succession de conflits : la guerre de six jours, la « guerre d'usure », la guerre d'octobre 1973, la guerre civile du Liban avec son cortège d'interventions étrangères, la guerre de juin 1982, la guerre du Golfe de 1991, dont les origines et les causes remontaient à la première guerre du Golfe, celle qui opposa l'Irak à l'Iran.

Encore faudrait-il y ajouter la série de coups d'Etat, attentats, raids et assassinats politiques, expression des crises internes et des conflits externes qui déchiraient la région. Au printemps de l'année dernière, l'opération « Raisins de la colère », culminant avec le massacre de Cana, n'en fut que l'ultime épisode, à coup sûr un des plus tragiques.

De cet enchaînement presque ininterrompu de drames, on trouvera ici l'écho, les analyses, les comptes-rendus. On pourrait, naturellement, en redouter le foisonnement, avec ses risques d'obscurité ou de confusion. Mais non, car au travers des textes rassemblés on voit apparaître une ligne de fracture simple, mais décisive : celle qui partage la période 1967-1997 et marque la coupure entre l'existence et la disparition du camp de l'Est.

Rien n'a changé, sur place, dans les facteurs endogènes des crises et des conflits : ni la question palestinienne, ni le problème de l'existence d'Israël et de son environnement proche-oriental, ni la pérennité des *dictatures et des monarchies traditionnelles* ainsi que leur inadaptation aux changements de la société, ni le fossé sans cesse grandissant entre la fraction de la population impliquée dans le marché international et la modernisation de la vie économique et sociale et celle, bien plus nombreuse, qui *reste « au bord de la route ». Mais une rup*ture fondamentale d'équilibre s'est produite sur la scène internationale et nulle part plus qu'au Proche-Orient les conséquences n'en sont aussi considérables.

On le voit au fil des pages, à mesure que se précise cette « manière de voir ». Dans une première phase, l'échiquier stratégique du Proche-Orient est marqué par la double présence des Etats-Unis et du camp de l'Est, même si les premiers l'emportent sur le second par leurs moyens économiques, financiers, militaires, politiques. Mais cet équilibre se maintient plus ou moins. Plusieurs des acteurs de la région en jouent : la Syrie, l'Irak, la résistance palestinienne et jusqu'aux clans qui s'affrontent au Yémen. Dans la phase suivante, tout, au contraire, est marqué par l'hégémonie exclusive des Etats-Unis. On mesure en particulier avec le recul, par les textes qui lui sont consacrés, combien la guerre du Golfe a eu pour enjeu, sinon pour but, l'établissement d'une emprise américaine sans partage sur cette région du monde. Du même coup, on voit se dessiner les orientations nouvelles que ce renversement stratégique extraordinaire impose à tout le monde : l'accord d'Oslo en est directement issu.

ETAIT-CE la chance d'une paix qui s'était dérobée jusqu'ici ? Il n'y avait rien d'illégitime à l'espérer. Et Alain Gresh *peut invoquer ici le propos de l'ancien pré*sident Ronald Reagan qui, après la guerre de l'été 1988, déclarait : *« Si nous manquons cette chance qui nous est donnée de prendre un nouveau départ, il viendra un moment où, jetant un regard en arrière, nous constaterons combien notre défaillance nous aura coûté à tous. »* A la lumière de cette livraison de *Manière de voir*, comment ne pas craindre que la « chance » qui s'est offerte – ou dont on croyait qu'elle s'offrait – risque, elle aussi, d'être gâchée ?

PAUL-MARIE DE LA GORCE.

(1) « Proche-Orient 1967-1997, la paix introuvable », *Manière de voir* n° 34, mai 1997, 45 F. En vente dans tous les kiosques.

Colloques et rencontres

● ROMAN NOIR ET SOCIÉTÉ. Thème du *premier Festival littéraire annuel organisé par* l'Atelier de travail et de recherche sur l'espace de Montpellier. A Clermont-l'Hérault, les 13, 14 et 15 juin. *(Théâtre-Cinéma Alain Resnais et Chapelle des Pénitents. – Contact : 04-67-69-99-94.)*

● POUR UNE NOUVELLE APPROCHE D'ACCÈS AU CRÉDIT DANS LES PAYS DU SUD. *Réunion d'information organisée par* Peuples solidaires, avec la Coopérative financière pour le développement de l'économie solidaire (Cofides). A Lyon, le 17 juin, à 19 heures. *(Secrétariat Peuples solidaires, 10, rue Lanterne, 69001 Lyon. – Contact : 01-78-29-67-99.)*

● TRAVAIL ET POLITIQUE. Quelles rencontres, pour quel savoir ? Trois journées organisées sur ce thème d'actualité par l'*Association pour la promotion des recherches* interdisciplinaires sur le travail. A Aix-en-Provence, les 19, 20 et 21 juin. *(Université de Provence. – Contact : 04-42-95-30-32).*

● L'ENGAGEMENT DE LA PRESSE DANS LE « COMBAT » CULTUREL. La presse, généraliste et spécialisée, a-t-elle les moyens de témoigner de la réalité de la vie culturelle en France ? Rencontre organisée par le mensuel *Cassandre, le théâtre en courants*. A Paris, le 28 juin à 10 heures. *(Théâtre national de la colline. – Contact : 01-42-87-43-20.)*

● AUTOUR D'AIMÉ CÉSAIRE. Exposition dans le cadre de l'hommage que l'Unesco rend à l'un des plus grands penseurs et humanistes de notre temps. (Un hommage qui se poursuivra en octobre prochain, en présence du poète.) A Paris, du 1er au 31 juillet. *(Hall Ségur de l'Unesco. Contact : 01-45-68-45-92.)*

● « RÉSISTANCES ». Premier Festival international de cinéma consacré à la résistance, sous toutes ses formes, à l'initiative des Amis du film de l'Ariège (AFA). Avec, notamment, Bertrand Tavernier, Ken Loach, Claude Cheysson et José Cubero. A Tarascon, du 5 au 10 juillet. *(Parc pyrénéen de l'art préhistorique. – Contact : 05-61-05-13-30.)*

● **Précisions.** – Dans le supplément « Mali » publié dans notre numéro de mai 1997, la dernière ligne de l'article d'Elie Ramaro, « Les limites d'un consensus » a sauté. Il fallait lire *« le flux d'immigration vers l'Europe (9) »*.

– Le « petit glossaire de campagne », publié page 9 du même numéro, a été rédigé par Serge Halimi et François Brune.

Faites l'expérience de l'international en francophonie

MBA

Ecole Supérieure des Affaires

Beyrouth

Le MBA Temps Plein de l'ESA est un programme intensif de *12 mois se déroulant à Beyrouth* et privilégiant une approche concrète de la gestion, dans un environnement à la fois francophone et international. Son équipe pédagogique est issue du corps professoral des Etablissements d'Enseignement Supérieur de Gestion gérés par la Chambre de Commerce et d'*Industrie de Paris* (HEC, ESCP, EAP). Il s'adresse à des étudiants de niveau minimum Bac + 4 ou équivalent, qui souhaitent vivre une expérience internationale et obtenir un diplôme reconnu dans un contexte multiculturel.

ESA

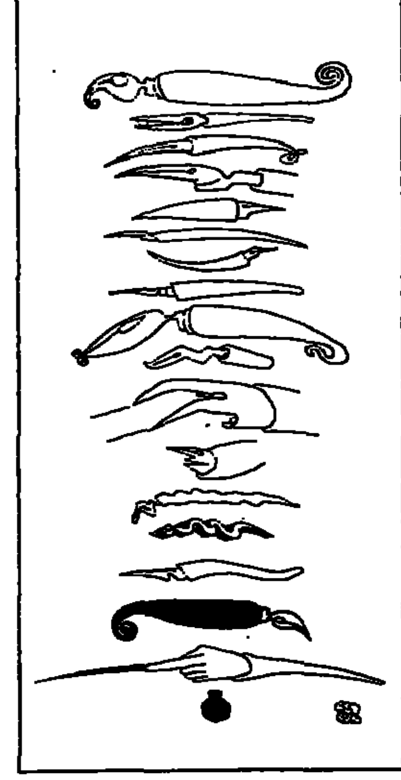
Informations FANNY MALAUD
Bureau de l'ESA à Paris
Tél. : 33 1 49 54 28 79 - Fax : 33 1 49 54 28 90

Date limite de dépôt des dossiers pour les épreuves de sélection se déroulant à Paris : **15 juin 1997.**

Campus de l'ESA • 289, rue Clémenceau - Beyrouth - Liban
Tel. 961 1 373 373 - Fax. 961 1 373 374

Etablissement d'Enseignement Supérieur géré par CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

COURRIER DES LECTEURS



Capitaliser en Bourse le génome humain

*Suite à l'article de Philippe Froguel et Catherine Smadja sur les biotechnologies (*Le Monde diplomatique *de mars), M. Gérard Choplin (Bruxelles) établit un lien avec l'affaire de la « vache folle ». Et il écrit :*

(...) Certaines fuites en avant technologiques en médecine ou en production alimentaire, sans réflexion éthique préalable suffisante, sont du même ordre de régression symbolique, porteuse à terme des pires violences collectives. Bien gentiment dénommées biotechnologies par l'industrie, *pour se donner une bonne image* auprès de l'opinion publique, les technologies génétiques, en soi ni bonnes ni mauvaises, sont utilisées pour transférer des gènes entre espèces, et, plus grave, entre genres, et mêmes entre animaux et végétaux. Des gènes de poisson sont introduits *dans des tomates, des gènes humains dans* des cochons, etc.

Alors que l'histoire de l'évolution biologique depuis cinq milliards d'années est d'abord une succession d'étapes de différenciation, à l'origine entre animaux et végétaux, puis entre les animaux et entre les végétaux, pour arriver à l'immense diversité biologique que nous connaissons, l'utilisation actuelle de ces techniques nous ramène symboliquement vers l'indifférenciation originaire, qu'elle soit fœtale pour l'individu, ou antécambrienne pour l'humanité, c'est-à-dire à une formidable régression, conduisant à terme l'individu humain et la société à la folie, au sens vrai du terme. (...)

Edité par la **SA Le Monde diplomatique**
Société anonyme avec directoire et conseil de surveillance
Actionnaires : SA Le Monde, Association Gunter Holzmann, Association Les Amis du *Monde diplomatique*

Directoire : Ignacio RAMONET, président, directeur de la publication ; Bernard CASSEN, directeur général

Directeur de la rédaction : Ignacio RAMONET
Rédacteur en chef : Alain GRESH
Rédaction : Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Serge HALIMI, Maurice LEMOINE, Dominique VIDAL
Secrétariat de rédaction et conception artistique : Solange BRAND
Documentation : Maria IERARDI
Secrétariat : Josette CAPRON, Monique SALOMÉ

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Anciens directeurs : François HONTI (1954-1972), Claude JULIEN (1973-1990)

Conseil de surveillance : Jean-Marie COLOMBANI, président ; Alain GRESH, vice-président

Rédaction
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05
Tél. : 01-42-17-20-00 – Télécopieur : 01-42-17-21-40
Courrier électronique : Secretariat@Monde-Diplomatique.fr

Responsable de la diffusion : Patrick MANCHEZ
Tél. : 01-42-17-33-78

Relations clientèle, abonnements : tél. : 01-42-17-32-90

Publicité
Responsable : Natacha HERCEGOVA
Tél. : 01-42-17-28-34 – Fax : 01-42-17-21-83

Le Monde diplomatique est imprimé sur papier recyclé.

L'affaire Audin, une si longue attente

Mme Geneviève Buono, de Bezons, nous envoie ce témoignage sur son oncle, Maurice Audin, assassiné il y a quarante ans :

Juin 1957. La France est en guerre. Elle est en guerre et elle refuse de le reconnaître. L'Algérie ? « Des événements », *tout au plus. Le sang de Dien* Bien Phu n'est pas encore tout à fait sec, mais l'idée ne vient pas aux gouvernements qui se succèdent de tirer les leçons de l'Histoire.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est une évidence pour Maurice Audin, engagé dans la lutte pour l'indépendance aux côtés de ses camarades du Parti communiste algérien – interdit en 1955. A vingt-cinq ans, Maurice est assistant de mathématiques à la faculté d'Alger. Très uni, le jeune couple qu'il forme avec son épouse a déjà trois enfants.

Massu a lâché ses parachutistes sur l'Algérie, et la torture est devenue une institution. Interrogé, un membre du parti avoue qu'il a soigné un dirigeant du PCA au domicile d'Audin. Celui-ci est arrêté à son tour. Affreusement torturé, il ne parle pas. On le soumet à une confrontation avec Henri Alleg, arrêté alors qu'il se rendait chez lui. Il est de nouveau supplicié. Exaspéré par son silence, un parachutiste étrangle Maurice Audin le 21 juin 1957.

On ne retrouvera jamais sa dépouille mortelle. Officiellement, il demeurera à *jamais « disparu »*. Soucieuse de couvrir ce qu'elle considère comme « une bavure », l'autorité militaire invente une invraisemblable histoire d'évasion, avec faux témoignage à l'appui. Mais Mme Audin alerte l'opinion publique : son mari a bel et bien été assassiné. Très choquée *de découvrir les pratiques* que l'on commet en son nom, une partie de la gauche française s'empare de l'affaire. A Paris, un comité Audin voit le jour et un mouvement se crée pour dénoncer la torture et pour que la lumière soit faite. La justice, elle, ne sera jamais rendue. Jamais la République ne reconnaîtra que Maurice Audin a été assassiné. « Porté disparu », « évadé », voilà les mentions qui, invariablement, accompagneront ce héros non reconnu que fut Maurice Audin.

2 décembre 1957. La thèse de doctorat de Maurice Audin est soutenue *in absentia*. Le public recueilli conservera, gravé en meurtrissure, le souvenir de ce mort sans sépulture dont, de part et d'autre de la Méditerranée, de nombreuses rues portent aujourd'hui le nom.

En 1958 paraît *La Question*, le livre d'Henri Alleg. Cet implacable témoignage sur la torture a un retentissement énorme. Mais il faudra attendre encore quatre ans (juillet 1962) pour que triomphent les thèses de Maurice et de ses camarades : toute tentative de soumission d'un peuple au joug colonial est, tôt ou tard, vouée à l'échec.

Aujourd'hui, on ne peut s'empêcher de se demander quel serait le visage actuel de l'Algérie si, au lieu de les supplicier, on avait donné la parole aux Justes d'hier... Une chose est sûre : la France mériterait pleinement le qualificatif d'« Etat de droit » si, au lieu de se murer dans un silence complaisant vis-à-vis des nostalgiques de l'OAS dont les voix s'élèvent avec de plus en plus d'insolence, elle se décidait enfin à dire la vérité. Il y quarante ans, Maurice Audin était étranglé par un parachutiste...

« Offensive sociale du Front national »

*L'article de Jacques Breitenstein « Offensive sociale du Front national » (*Le Monde diplomatique *de mars) a inspiré ces remarques de M. Alain de Benoist, de la rédaction de la revue de la nouvelle droite,* Eléments :

Depuis quelques mois, la prétendue « influence » de la nouvelle droite sur le FN est une antienne qui se propage lentement, mais sûrement dans les rédactions parisiennes. Or M. Mégret, qui est tout de même le mieux placé pour se reconnaître des influences, s'est à de nombreuses reprises démarqué de l'étiquette « nouvelle droite » en général et du Grece en particulier. Symétriquement, la nouvelle droite a plusieurs fois exprimé son opposition aux thèses du FN et a dressé, en trente ans d'existence, une critique en règle du totalitarisme, du nationalisme, du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme.

Dans la mesure où la nouvelle droite est indirectement accusée de promouvoir un *« projet fasciste moderne »*, je souhaiterais, bien sûr, que ces remarques soient publiées dans votre prochaine livraison. Mais, à en juger par l'état désastreux du débat démocratique dans notre pays, je doute fortement qu'elles le soient.

INFORMATION ET SOLIDARITÉ

Grâce à vous, nous avons pu abonner, depuis janvier 1995, 378 centres de lecture collective, dont 205 en Afrique et au Proche-Orient, 71 en Amérique latine, 90 en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique et 12 en Asie.

Dans les pays du tiers-monde, comme en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique, les difficultés économiques et, souvent, la non-convertibilité des monnaies interdisent l'accès à l'information et aux journaux étrangers. La circulation des idées, la réflexion sur la démocratie et la justice sociale sont ainsi freinées. L'absence de moyens est particulièrement criante dans les centres de lecture collective : bibliothèques, *universités, instituts de recherche, groupements associatifs et organisations humanitaires.*

Pour aider ces organismes à recevoir Le Monde diplomatique, participez au fonds « Lecteurs solidaires »

A retourner à : Le Monde diplomatique, « Lecteurs solidaires », 21 *bis*, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville : Pays :
Je verse par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal la somme de :
☐ 350 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.
☐ 395 F pour un abonnement en Amérique latine ou en Asie.
ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F
destinés au fonds commun « Lecteurs solidaires »

Risque de guerre au Chiapas : le prix Nobel, un pas vers la paix

PRIX NOBEL POUR LA PAIX 1997 POUR DÓN SAMUEL RUIZ – CHIAPAS

L'évêque Samuel Ruiz, de San Cristobal de las Casas, *Etat du Chiapas, Mexique*, mérite le prix Nobel pour la paix. Nous vous prions de soutenir sa candidature.

Depuis 1994, Don Samuel Ruiz est le seul médiateur accepté par tous les partis dans les pourparlers de paix entre le gouvernement mexicain et les Indios du Chiapas. Soutenir le médiateur, c'est soutenir la paix.

La paix est très, très fragile. Notre campagne pour le prix Nobel de la paix à Samuel Ruiz attire l'attention de l'opinion publique mondiale sur cette région et sur la conclusion de la paix, lui assurant ainsi une protection.

La paix donne aux Indios organisés du Chiapas et aux personnes engagées qui entourent Samuel Ruiz la tranquillité et la sécurité pour continuer à développer leurs projets agricoles et de coopératives déjà commencés. Non seulement une guerre empêcherait ce travail, mais elle mettrait brutalement fin au dialogue social entre riches et pauvres, amorcé dans tout le Mexique. Les Indios deviendront alors les ennemis internes et la misère générale serait oubliée.

Les Indios représentent aujourd'hui *un nouvel espoir pour le Chiapas, pour le Mexique, et* aussi pour nous tous.

Si vous voulez soutenir cet appel, merci de l'envoyer à : INSTITUT NOBEL, Drammenstr. 19 - 8, OSLO 2 Norvège

Coupon à nous retourner pour le comité de soutien
Cornélius KOCH, Abbé, 4, chemin du Rail, CH-1283 LA PLAINE

J'ai envoyé la lettre de soutien ci-jointe à Oslo

Prénom : .... Nom : ....

Profession : .... Adresse : ....

Le Pérou otage



Morts vivants et morts

هكذا من الاصل

هكذا من الأصل

DICTATURE CIVILE, SOCIÉTÉ MILITARISÉE

Le Pérou otage d'un pouvoir autoritaire

EPUISÉE par une longue guerre dont elle fut la première victime, la population péruvienne n'a ni approuvé ni soutenu le commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) dont la spectaculaire occupation de la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima s'est terminée, le 22 avril 1997, en massacre. Mais elle se détourne tout autant du président Alberto Fujimori, de sa politique économique et de ses méthodes de choc.

Par PABLO PAREDES *

Quand M. Alberto Fujimori gagna l'élection présidentielle de 1990 (battant le favori des sondages, l'écrivain Mario Vargas Llosa), un illustre historien qui, comme la grande majorité des Péruviens, ne savait rien de ce fils d'immigrants japonais s'exclama : *« Le Pérou vient de sauter dans le vide. »* Le pays traversait, depuis quelques années, la pire crise de son histoire. Les cinq années de la gestion de M. Alan Garcia (social-démocrate) avaient été catastrophiques à tous égards : économique, politique, social et moral. N'importe quelle situation nouvelle paraissait alors préférable.

C'est ainsi que M. Fujimori bénéficia, dès le début de son mandat, d'un appui massif et que, comme on devait le constater rapidement, les citoyens allaient supporter stoïquement le dur sacrifice imposé quelques mois après son arrivée au pouvoir : le « fujichoc » (1). Un programme ultralibéral brutalement mis en pratique et n'ayant rien à voir avec celui, peu consistant et populiste, présenté durant la campagne, qui, pour dire vrai, se résumait en une formule simpliste, *« Travail, technologie, honnêteté. »* Le traitement de choc ultralibéral était une copie aggravée de celui qu'avait proposé M. Vargas Llosa.

Les Péruviens apprirent à connaître celui qu'ils avaient élu comme président : un homme autoritaire, hermétique, obstiné, pragmatique à l'extrême, qui définit ainsi sa méthode : *« J'agis d'abord, j'informe ensuite. »* Un exemple : son « auto-coup d'Etat » du 5 avril 1992.

En 1995, M. Fujimori fut réélu pour un second mandat. Alors qu'il avait quasiment convaincu les Péruviens que le Sentier lumineux (SL) et le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) avaient été rayés de la carte, voici que, en décembre 1996, un commando du MRTA occupait la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, ressuscitant le fantôme du terrorisme.

Le 17 décembre 1996, à 20 h 38, pendant que battait son plein la réception à laquelle avaient été invitées quelque huit cents personnalités pour célébrer l'anniversaire de la naissance de l'empereur Akihito (jour de la fête nationale japonaise), les quatorze membres du commando firent irruption. Ils prirent en otage tous les invités, prévenant qu'ils avaient semé d'explosifs différents endroits de la résidence. Tout laisse penser qu'il était dans leurs plans de capturer le président Fujimori, lequel aurait dû assister à la réception si l'avion qui le ramenait à Lima, au terme d'une tournée à l'intérieur du pays, n'était arrivé en retard.

L'action déconcerta. L'ambassade japonaise était l'une des plus protégées, pensait-on. Puis on découvrit de très graves négligences de la police nationale, des Services d'intelligence nationale (SIN). Des rapports de la police antiterroriste remis au gouvernement, d'après une source policière (2), avaient averti que le MRTA se préparait à libérer ses combattants détenus dans différentes prisons du pays. L'un des otages, l'ex-directeur de la Division nationale contre le terrorisme (Dincote), le général Carlos Dominguez, avait reçu pour sa part un rapport l'assurant que l'ambassade de Bolivie allait être attaquée par un commando du MRTA. En fait, une énorme erreur fut commise : sous-estimer le MRTA parce que l'ordre avait été donné de s'intéresser en priorité au Sentier lumineux. Quelques heures après la prise d'otages, au cours de laquelle seul un membre du MRTA fut blessé (3), le commando relâcha toutes les personnes âgées ainsi que les femmes, dont la mère et la sœur du président Fujimori. Plus tard, les rebelles libéreront progressivement, en plusieurs groupes, la plupart des captifs, jusqu'à n'en retenir que soixante-douze. Parmi ceux-ci figuraient d'importantes personnalités nationales et étrangères : ambassadeurs de plusieurs pays, hommes d'affaires (surtout japonais), ministres, parlementaires, militaires spécialisés dans la lutte antiguérilla et du SIN, médecins, journalistes, ainsi que le frère cadet du président Fujimori. On ne sut que quatre jours après la prise de la résidence que le dirigeant des rebelles était Nestor Cerpa Cartolini, *alias* « Comandante Evaristo ».

Dans les derniers jours du régime militaire, à la fin des années 70, les occupations d'usines et les affrontements violents avaient été fréquents. En février 1979, la police prit d'assaut l'usine textile Cromotex, à proximité de Lima, occupée depuis décembre 1978 par un syndicat dont le secrétaire général était le jeune dirigeant Nestor Cerpa Cartolini. Six ouvriers (et un capitaine de police) périrent dans cet affrontement, qui devint pour la gauche le « massacre de Cromotex ». Ce bain de sang valut à Nestor Cerpa son unique condamnation à dix mois de prison. Ayant purgé sa peine, le syndicaliste se radicalisa et opta pour la lutte armée.

Les origines du MRTA remontent à 1979, quand un groupe de militaires et d'intellectuels décident de s'unir pour forcer le gouvernement militaire du général Francisco Morales Bermùdez à revenir aux sources du vélasquisme (4).

Après le ralliement de plusieurs organisations et factions, le mouvement armé, de tendance guévariste, lança ses attaques les plus audacieuses durant la décennie 80 (5). Il commença à décliner lorsque, en mai 1992, son principal dirigeant, Victor Polay – « Comandante Rolando » –, fut capturé par les forces de sécurité.

La presse a insisté sur le caractère international du mouvement (6). Néanmoins, le nom de l'organisation s'inspire du chef indien Tupac Amaru Segundo – de son vrai nom José Gabriel Condorcanqui –, cacique descendant des derniers Incas qui se souleva contre les Espagnols en 1780, puis fut cruellement exécuté sur la place d'armes de sa ville natale, Cuzco. Il symbolise, pour les Péruviens, l'esprit de rébellion et de résistance face à l'envahisseur.

Les occupants de la résidence de l'ambassadeur du Japon exigeaient la libération de tous les membres du MRTA emprisonnés (quatre cent quarante), ainsi que le changement de la politique économique du gouvernement. M. Alberto Fujimori rejeta leur demande et, dès le début de la crise, choisit l'option militaire, bien qu'à diverses reprises – et pour gagner du temps – il se soit déclaré favorable à une issue pacifique et négociée.

Une longue période de négociations de dix semaines s'ouvrit à travers une commission des garants. Dans son premier communiqué, Nestor Cerpa avait déclaré que son mouvement en était arrivé à cette mesure extrême afin de sauver la vie de ses camarades soumis à un rigoureux régime carcéral *(lire ci-dessous)*. En pleine crise, le général Hector John Caro, ex-chef de la Dincote, déclara que Cerpa était incapable de tuer parce que, syndicaliste, il était rompu à la négociation, et parce qu'il avait laissé la vie sauve à son fils, le sous-lieutenant James John, lors de la prise de Juanjui, dans la vallée du Haut Huallaga.



M. FUJIMORI CONTEMPLANT LE CADAVRE DE NESTOR CERPA

De toutes les images filmées après l'assaut des troupes de choc le 22 avril 1997, celle-ci est la seule à avoir fait le tour du monde. Pourquoi ? Pour deux raisons. En *premier lieu, parce que c'est un emblème, elle résume et synthétise, dans la logique des grands médias de masse,* l'affrontement politique ; qui, selon ces médias, n'est jamais la confrontation de deux thèses, de deux argumentations, de deux conceptions du monde mais, avant tout, le duel singulier de deux hommes. En *second lieu, parce que c'est une* « photo de genre », une *photo de chasse, dans* laquelle le tueur exhibe sa puissance en étalant le cadavre de sa proie. – I.R.

AFP

Causes sociales de la violence

LA libération des soixante et onze otages, on le sait, a été obtenue à sang et à feu, le 22 avril 1997, avec un solde tragique de dix-sept morts (tous les guérilleros, un otage et deux militaires).

Quinze jours après ces événements, la popularité du président Fujimori, qui avait atteint 65 % immédiatement après la libération des otages, redescendit d'un coup de 17 points. Ce qui signifie que plus de la moitié de la population rejette son gouvernement et surtout ses manœuvres pour se faire élire une troisième fois. Une commission du Congrès, dominé par une majorité « officialiste », a entamé une procédure contre quatre magistrats du Tribunal constitutionnel connus pour leur indépendance. Pour beaucoup de Liméniens, cette plainte n'est rien d'autre qu'une action de représailles gouvernementale, trois d'entre eux s'étant prononcés, à la fin 1996, contre un troisième mandat de M. Fujimori.

Durant le dernier demi-siècle, le Pérou a connu cinq coups d'Etat triomphants. En 1980, l'Assemblée élue démocratiquement avait approuvé une nouvelle Constitution pour tenter de freiner la résurgence du militarisme. Mais, cette même année, le *Sentier lumineux* commettait ses premiers attentats, et commençait alors une guerre interne subversive (et contre-subversive) pas encore terminée, provoquant l'apparition d'un *nouveau militarisme qui viole les droits* de l'homme.

L'« auto-coup d'Etat » de M. Fujimori, en 1992, fut organisé contre les institutions que ni lui ni la hiérarchie militaire ne contrôlaient encore. Particulièrement contre le *Congrès de la République*. L'année suivante, le président faisait approuver une nouvelle Constitution permettant sa réelection. En 1995, grâce à un scrutin marqué par les intimidations de l'armée, il parvint à ses fins.

Sur le plan économique, la politique axée sur le remboursement de la dette extérieure augmente le chômage et la détresse sociale. 45 % des Péruviens sont touchés par la pauvreté et l'extrême pauvreté, dont 20 % n'ont même pas de quoi manger. En d'autres termes : 15 % de la population (les chefs d'entreprise et leurs salariés) voient leur situation favorisée par cette politique économique, tandis que les autres 85 % perdent chaque jour un peu plus l'espoir.

Pourtant, malgré ses réformes néolibérales, le gouvernement de M. Fujimori a longtemps bénéficié d'un appui populaire. La politique de privatisations a injecté dans l'économie une forte « dose » de capital étranger – environ 6,4 milliards de dollars pour la période 1990-1997. Mais après sept années de gestion fujimoriste, la majorité des Péruviens, malgré les exhortations des médias à l'unité et au patriotisme, s'interrogent sur leur avenir.

Les succès économiques (réduction de l'inflation, croissance économique, augmentation des réserves en devises et du produit intérieur brut, insertion du pays dans la communauté financière internationale), le retour du tourisme et, surtout, la victoire contre la subversion (25 000 morts en huit ans), ne sont pas suffisants pour que de larges secteurs de la population voient avec optimisme l'avenir.

Pour se faire réélire en l'an 2000, M. Alberto Fujimori compte sur l'appui de son énigmatique conseiller, M. Vladimiro Montesinos (7), à la tête du SIN, et du général Hermoza Rios, chef du commando conjoint de la force armée. Avec raison, la société a peur, car, après l'issue sanglante de la prise d'otages de Lima, nul ne saurait affirmer que de nouveaux phénomènes subversifs n'apparaîtront pas si les causes sociales de la violence ne sont pas éradiquées.

* Journaliste à Radio-France internationale, Paris.

(1) Lire Michel Chossudovsky, « Pérou "ajusté", Péruviens écrasés », *Le Monde diplomatique*, octobre 1991.

(2) Agence France Presse, 16 février 1997.

(3) Durant les cent vingt-six jours au cours desquels il eut entre ses mains les otages, le commando du MRTA ne fit aucune victime.

(4) Le général Juan Velasco Alvarado, venu au pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat militaire en 1968, entreprit un vaste programme de réformes.

(5) Sa première et spectaculaire opération armée rurale eut lieu le 8 octobre 1987, vingtième anniversaire de la mort de « Che » Guevara en Bolivie.

(6) Le MRTA se joindra brièvement, en 1985, au Bataillon America – aux côtés du M-19 colombien et de l'« Alfaro Vive » équatorien.

(7) NDLR – Principal conseiller politique du président Fujimori, M. Vladimiro Montesinos fut expulsé de l'armée en 1977 en raison de son rôle d'« agent de la CIA ». Il a été l'avocat de narcotrafiquants péruviens et colombiens et est suspecté d'être mêlé à la mafia du trafic de cocaïne.

Morts vivants et morts tout court

QUELQUE 4 000 « subversifs communistes » sont incarcérés au Pérou pour leur appartenance au Sentier lumineux ou au Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA). Plus de 900 d'entre eux, d'après Amnesty International, ont été inculpés à tort de « crimes terroristes » et beaucoup d'innocents, condamnés comme les autres par des « juges sans visages », purgent de lourdes peines de détention, dans d'effroyables conditions.

Le sort réservé aux dirigeants tient plus de la revanche que de l'application de la justice, plus de la cruauté que du maintien de la sécurité publique. Les téléspectateurs du monde ont pu voir les images du show aberrant au cours duquel M. Victor Polay Campos, dirigeant du MRTA, et M. Abimaël Guzman, fondateur du Sentier lumineux, tous deux arrêtés en 1992, furent exhibés à la presse, en tenue rayée de bagnards, enfermés dans des cages.

Les conditions de détention de M. Abimaël Guzman – chef d'un mouvement armé qui a commis d'odieux attentats et fait des milliers de victimes innocentes parmi les populations civiles – ont été finalement humanisées parce qu'il s'est « repenti ». *En revanche, M. Victor Polay, « Comandante Rolando », et ses compagnons*, qui ont refusé d'appeler publiquement à la démobilisation du MRTA, subissent la vengeance des autorités.

Soumis à un isolement total, M. Victor Polay est enterré vivant dans un rectangle de béton armé de 3 mètres sur 2, creusé à 8 mètres sous terre dans la base navale d'El Callao, à la périphérie de Lima. *Une prison-tombeau conçue pour briser physiquement*, psychiquement et moralement. La construction comporte huit étroites cellules, chacune avec une claire-voie si petite qu'elle ne permet l'entrée directe de la lumière du soleil que pendant une dizaine de minutes. Isolé vingt-trois heures et demie par jour, sans contact physique avec les gardiens, presque aveugle en raison de l'obscurité permanente, *M. Victor Polay, tout comme ses camarades, n'a droit* qu'à une visite de trente minutes par mois.

L'amélioration des conditions de détention des membres du MRTA était l'un des objectifs du commando qui occupa la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima. Et dont les membres avaient sans doute mesuré les risques d'une action de ce type. Mais pas forcément que plusieurs d'entre eux seraient froidement assassinés.

L'assaut mené par les commandos de choc des forces *armées fut, sur le plan militaire, une brillante opération.* Des sources péruviennes admettent que les militaires auraient reçu une aide technologique des Etats-Unis et que des spécialistes du Royaume-Uni et d'Israël les auraient préparés *pour libérer les otages* (1). *L'affrontement fut cependant* limité, le groupe d'assaut étant informé qu'à ce moment les guérilleros disputaient, comme chaque jour à la même heure, une partie de *futbito* (football de salon). Contrairement aux affirmations des autorités, des membres du MRTA *ont été exécutés alors qu'ils s'étaient rendus, étaient désarmés*, certains ayant été conduits vivants dans un bâtiment attenant à la résidence. D'après d'anciens otages, l'un des rebelles, Ernesto (Tito) Cruz, fait prisonnier, fut emmené avec les mains liées (2). Une jeune femme, *également capturée vivante, implora, toujours d'après d'anciens otages* encore anonymes : *« Ne me tuez pas ! »*

Mi-samouraï, mi-empereur romain, M. Fujimori put parader, à peine le massacre terminé, au milieu de ses troupes victorieuses. Après l'amnistie qu'il fit accorder en 1995 à tous les militaires et membres des forces de l'ordre impliqués, *depuis 1980, dans la « sale guerre »* contre les groupes subversifs, les dossiers des violations des droits de l'homme (environ 5 000 « disparitions » et exécutions) ont été classés sans suite...

Juste récompense ? Lors des élections au Conseil économique et social (Ecosoc) des Nations unies, le 1er mai 1997 à New York, le Pérou a été élu membre de la Commission des droits de l'homme avec siège à Genève pour une période de trois ans.

MAURICE LEMOINE.

(1) *El País*, Madrid, 28 avril 1997.

(2) *International Herald Tribune*, Paris, 26-27 avril 1997.

C. E. D. S.



CENTRE D'ÉTUDES DIPLOMATIQUES ET STRATÉGIQUES

CYCLE D'ENSEIGNEMENT DIPLOMATIQUE SUPÉRIEUR

Réservé aux diplomates, aux fonctionnaires internationaux, aux membres du corps consulaire *et aux cadres supérieurs.*

Cycle de conférences, de séminaires et de voyages d'études sanctionné par un Diplôme d'Études diplomatiques supérieures de 3e cycle

3e CYCLES SPÉCIALISÉS EN ETUDES STRATÉGIQUES ET POLITIQUES DE DÉFENSE ET EN AFFAIRES INTERNATIONALES

Renseignements :

à l'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES

Etablissement libre d'enseignement supérieur fondé en 1899

54, avenue Marceau, 75008 PARIS – Tél. : (1) 47-20-57-47

UN CONTINENT À L'ÉCART

Fausse embellie économique en

ALORS que la chute du régime Mobutu et la transformation du Zaïre, en République démocratique du Congo, laissent le pays exsangue en dépit de ses énormes richesses minières guettées par d'avides investisseurs étrangers, les statistiques économiques du Fonds monétaire international font état d'une apparente amélioration de la situation en Afrique noire. Mais, à l'instar de ce qui se passe au Zimbabwe, les politiques imposées d'*ajustement structurel*, *de privatisations et de déréglementation* n'ont été jusqu'à présent qu'une source d'appauvrissement du plus grand nombre, dans des pays écrasés par la dette et livrés aux *capitaux spéculatifs*.

Par SANOU MBAYE *

Les images de mort et de misère en provenance d'Afrique noire laisseraient difficilement croire aux signes d'amélioration de la situation économique dont font état les statistiques du Fonds monétaire international publiées en octobre 1996 (1). D'après cette institution, les taux moyens de croissance économique annuelle y ont été de 2,9 % en 1994, 3 % en 1995 et 5 % en 1996. Comparés au taux moyen de 1,7 % enregistré entre 1981 et 1990 et celui de 0,7 % entre 1991 et 1993, les résultats de ces trois dernières années auraient représenté les signes avant-coureurs d'une renaissance économique s'ils ne masquaient, mesurés à l'aune des critères de la mondialisation, des déficiences fondamentales.

A l'ère de la mondialisation, le succès ou la marginalisation des économies d'une région sont fonction du rapport qui existe entre le commerce extérieur et le produit national brut (PNB), de la part des produits manufacturés dans le total des exportations, du volume des investissements privés étrangers, et du degré de solvabilité. Sur le premier point, relatif au commerce extérieur et au PNB, les matières premières agricoles et minières dominent encore le gros des exportations de l'Afrique noire. Dans nombre de ces pays, l'agriculture contribue jusqu'à 90 % du PNB. La présente amélioration trouve son origine dans la hausse circonstancielle des cours des matières premières, notamment ceux du café et du cacao, dont le principal producteur est la Côte-d'Ivoire.

* Expert financier sénégalais basé à Londres.

Ce pays a connu un taux de croissance économique de 6,5 % en 1996, contre 1,8 % en 1994. Les cours du coton se sont aussi appréciés, ce qui a permis au Mali, premier producteur régional, d'afficher des résultats encourageants. Une bonne pluviométrie en Afrique australe a augmenté sensiblement la production de céréales. Le Zimbabwe a vu sa production agricole augmenter de 20 % *(lire ci-dessous l'article de Victoria Brittain)*.

L'« aide » est la deuxième composante de la formation du PNB des pays de la région, à l'exception de l'Afrique du Sud. Elle y compte pour 11 %, comparée à 1,2 % pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, 0,7 % pour l'Asie et 0,4 % pour l'Amérique latine. Or ces financements appelés « aide », accordés par les pays industrialisés, le FMI, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAD), représentent en fait une industrie. Les emprunteurs se voient ouvrir des crédits, qu'ils utilisent pour acheter exclusivement les biens et services des pays prêteurs, et pour l'exécution de projets qui ne répondent pas aux besoins réels, exacerbant les divisions et générant des dettes qui saignent à mort les populations rurales. Ces projets servent à remplir les carnets de commandes des pays prêteurs et à enrichir les élites des pays bénéficiaires, et non à promouvoir le développement. Ces prêts ou « dons » peuvent aussi servir à payer des arriérés d'intérêts qui donnent accès à de nouveaux crédits, à moins qu'ils ne servent à acheter des armes.

La seconde condition à l'insertion d'une région dans l'économie globale est la part de ses produits manufacturés dans le total des exportations. Chantres de la théorie économique des avantages comparés, la Banque mondiale et le FMI ont assigné à l'Afrique noire le rôle de pourvoyeuse de matières premières dans la division internationale du travail. Dans cette logique, les recettes tirées de la vente de ces produits de base devaient servir à financer l'industrialisation. C'était compter sans l'effritement continu des cours depuis bientôt trente ans.

D'après l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi), la croissance industrielle a été de moins de 1 % en Afrique dans les années 90 – 8 % dans les années 60 –, avec, pour conséquence, des pertes de parts de marché aussi bien pour la production que pour l'exportation. Le coût des transports, des assurances et des télécommunications, le plus élevé du monde, a également contribué à cette absence de compétitivité. En 1991, les paiements relatifs au fret et aux frais d'assurances ont absorbé 15 % du montant total des exportations (5,8 % pour le reste des pays en voie de développement). Dans 15 pays d'Afrique noire, ces coûts se sont même élevés à plus du quart des recettes d'exportation. Ainsi la part de l'Afrique dans le commerce mondial est tombée de 3 % en 1990 à 2,5 % en 1996.

La troisième condition du succès économique sur le plan mondial, le volume des investissements privés dans une économie, dépend des réformes engagées. En Afrique noire, sous la houlette de la Banque mondiale et du FMI, les contrôles de change ont été levés. Les taux de change sont déterminés par le marché. Des initiatives sont prises pour permettre au secteur privé de contrôler l'administration et la maintenance des infrastructures, la gérance des ports, la production et la distribution d'électricité et d'eau et l'acquisition des réseaux de téléphone (2). Un portefeuille de 1 milliard de dollars est investi dans les marchés boursiers du continent – Afrique du Sud, Côte-d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Kenya, Namibie, Zimbabwe et à l'île Maurice –, tous les pays envisageant d'en ouvrir un.

Pures et simples liquidations

LE secteur bancaire s'est également mis de la partie. Au Kenya, le gouvernement, qui avait déjà vendu 20 % du capital de la Kenya Commercial Bank en 1994, a décidé de réduire encore sa participation. Le Ghana en a fait autant en cédant 60 % de sa participation dans la Ghana Commercial Bank. Mais les plus grands bouleversements dans la consolidation du secteur bancaire en Afrique noire vont venir d'Afrique du Sud. La First National Bank a acquis les opérations de Méridien BIAO au Swaziland. Standard Bank of South Africa a acheté le réseau africain d'ANZ Grindlays et les opérations de Méridien BIAO en Tanzanie et possède 77 succursales dans 14 pays africains.

Seules les banques françaises opérant sous la protection des Banques centrales d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, sous contrôle français, demeurent étrangères à ces mouvements de réformes et de restructuration. Elles préfèrent s'en tenir au financement à court terme, plus rémunérateur, surtout quand il s'agit d'achat de produits pétroliers, de denrées alimentaires et de produits de luxe. Elles disposent d'un quasi-monopole depuis la disparition des banques locales sous l'effet des coups de boutoir que leur ont assenés les programmes d'assainissement des finances publiques. La nature des opérations des banques de l'ancienne métropole prive les pays francophones des financements à moyen et long terme dont leurs PME ont besoin pour prospérer et participer à l'industrialisation du continent.

Toutes ces mesures ont permis de privatiser près de 550 entreprises publiques. Des centaines d'autres le seront dans les dix années à venir (3). Entre 1988 et 1994, la cession d'établissements parapublics au secteur privé s'est élevée à 2,4 milliards de dollars, à comparer aux 113 milliards de dollars qu'ont rapportés les privatisations dans l'ensemble des pays en voie de développement. La modicité des sommes perçues par la région est d'autant plus frappante qu'elle inclut les 500 millions de dollars qu'Elf-Aquitaine a investis dans l'exploitation pétrolière au Nigeria et les 400 millions de dollars qui proviennent de la privatisation des mines d'or d'Ashanti, au Ghana. La raison de ce manque à gagner vient du fait que les privatisations, dans la plupart des cas, n'ont pas fait l'objet d'une mise aux enchères internationales ouverte à plusieurs sociétés, mais ont été de pures et simples liquidations.

Ce fut particulièrement vrai dans les pays de la zone franc, où des groupes industriels français, anticipant la dévaluation du franc CFA, s'adjugèrent à crédit des actifs dans les secteurs rentables de l'économie (énergie, eau, télécommunications, etc.). La dévaluation qui a suivi a réduit à néant la valeur de telles acquisitions et les recettes qui auraient dû en découler pour les pays concernés. Ce fut une fraude légalisée avec la bienveillance d'une élite complice aux dépens des populations qui comptent parmi les plus démunies de la planète. Les réformes draconiennes imposées aux pays en voie de développement par la Banque mondiale et le FMI et les taux d'intérêt extrêmement élevés qui ont cours pour contenir l'inflation rendent les marges bénéficiaires plus considérables que dans les pays industrialisés. Dans le cas de l'Afrique noire, les taux de profit les plus élevés ont atteint 40 % en 1995, faisant de la région le marché émergent le plus performant du monde durant cette période (4).

(1) *Cf. World Economic Outlook*, FMI, Washington, octobre 1996.

(2) Pour mener à bien ces privatisations, douze Fonds d'investissements avaient déjà été mis sur pied au 1er janvier 1996.

(3) *Cf. A Continent in transition : Sub Saharian Africa in the Mid 1990s*, Banque mondiale, Washington, novembre 1995.

(4) « Reforms catch the eyes », *Financial Times*, Londres, 20 mai 1996.

Le Zimbabwe prisonnier

Par notre envoyée spéciale VICTORIA BRITTAIN *

A flanc de colline, dominant une luxuriante vallée où vaches repues, champs de tabac, de petits pois et de fleurs pour l'exportation s'étendent à perte de vue, se dresse l'une des plus importantes exploitations agricoles du Zimbabwe. Une prospérité insolente masque les huttes de chaume et de plastique de Porta Farm, un camp misérable où 2 000 personnes ont trouvé refuge il y a six ans, après avoir été chassées de la capitale au cours d'un « nettoyage » effectué par le gouvernement pour la venue de la reine d'Angleterre. Pour tous ces gens, l'idéal serait d'être embauché pour 16 dollars locaux par jour (environ 8 francs), plus le lit. Mais aucun d'entre eux n'y est jamais parvenu. Leur seul lien, à ce qu'ils disent, avec cette ferme qui les fait rêver se limite au vol d'une vache par une belle nuit. Des ouvriers qui ont perdu leur travail à la ferme, généralement des Mozambicains et des Malawiens clandestins, rejoignent de temps à autre le camp, remplaçant les quelques chanceux qui ont bénéficié du programme gouvernemental de redistribution des terres.

Surpeuplées et miséreuses, les campagnes sont au centre de la crise politique, sociale et raciale qui secoue le pays. La fin du régime de M. Robert Mugabe marque aussi la fin d'une époque : corruption et incompétence ont jeté le discrédit sur le gouvernement et le parti au pouvoir, l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (ZANU-PF) ; les bailleurs de fonds étrangers, en particulier la Banque mondiale, sont de plus en plus inquiets des effets de leurs réformes de l'éducation et de la santé ; la majorité de la population vit dans des conditions pires qu'au jour de l'indépendance : quant à l'ouverture économique réalisée grâce aux investisseurs étrangers d'Afrique du Sud et d'Asie, elle demeure réduite et a provoqué une réelle « désindustrialisation » (1).

La cruciale question foncière fut à l'origine de la guerre entre l'immense majorité noire et le régime des colons blancs de M. Ian Smith. L'espoir de posséder sa propre terre entraîna des dizaines de milliers de paysans dans la lutte ou le soutien à la guérilla, qui fit 20 000 morts et des centaines de milliers de blessés. Fin 1979, lors de la conférence de Lancaster House, qui mit fin à la guerre et aboutit à l'indépendance du Zimbabwe, le gouvernement britannique imposa une Constitution garantissant à la minorité blanche et aux étrangers la possession des ressources agricoles, minérales et industrielles pour dix ans (2).

* Journaliste au *Guardian*, Londres.



HARARE
Sous la pression des bailleurs étrangers

PATRICK LAGÈS

Qui aurait pu croire que, dix-sept ans après l'indépendance, les fermiers blancs domineraient encore l'économie, avec 4 000 fermes occupant 60 % des meilleures terres? Qui aurait pu croire qu'un seul homme régnerait sur une exploitation de 27 000 hectares ? 20 % de la population travaille sur ces fermes dans des conditions aussi dures que celles qui ont conduit la génération précédente à prendre les armes (3). La concentration des richesses entre les mains des fermiers opulents a enfermé le pays dans un modèle de croissance qui exclut les masses rurales.

La Banque mondiale a admis que les deux tiers de la population ne bénéficieraient pas des possibilités ouvertes par le plan d'ajustement structurel (4). La grande majorité des Noirs vivent dans des zones communales, qui regroupent 45 % des surfaces cultivées, généralement pauvres, sèches, dégradées et sans infrastructures. Si le gouvernement a échoué dans son programme de redistribution des terres, c'est en partie parce qu'il n'a pas les ressources nécessaires pour les acheter. Il avait promis un million de petits paysans bénéficiaires, ils ne sont que 60 000, sur des parcelles médiocres.

Face au mécontentement populaire, le président Robert Mugabe a menacé d'exproprier les fermiers sans aucune compensation. Pour faire baisser le prix de la terre, le conseil des ministres envisage également de suivre l'exemple jamaïcain et d'augmenter fortement la taxe foncière. Mais l'agriculture commerciale, vitale pour l'économie, représente 14 % des échanges extérieurs. M. Denis Norman, ministre blanc de l'agriculture depuis 1980 et lui-même agriculteur, a démissionné en avril dernier, pris en tenaille entre la colère grandissante de la majorité noire et les pressions de son électorat blanc, dont le pouvoir économique est devenu l'obsession des 11 millions de citoyens, bien qu'il représente à peine 1 % de la population.

Dans un club très fermé d'Harare, au centre de la capitale, on trouve de huit à dix Blancs pour un Noir, et l'on se croirait encore en pleine époque coloniale, dont les Rhodésiens blancs étaient sans doute les représentants les plus bigots et les moins cultivés. L'indépendance du Zimbabwe est une réalité que nombre d'entre eux ignorent, avec un racisme non dissimulé.

Mais, au-delà de la redistribution des terres, il est un problème plus grave encore que le gouvernement préfère ignorer : la pauvreté. Au cours de la décennie qui a suivi l'indépendance, les progrès du pays en matière de services sociaux ont servi de modèle à l'Afrique. L'espérance de vie passa de cinquante-cinq à soixante-quatre ans ; l'accès à l'éducation doubla pour le primaire et décupla pour le secondaire ; le taux de vaccination des enfants augmenta de 25 % à 80 % ; le taux de mortalité des nouveau-nés et des mères en couches diminua sensiblement. Tous ces « progrès » furent accomplis alors que 25 % de la population vivait au-dessous du seuil de pauvreté.

Un pays plein de contradictions

DÉSORMAIS, 62 % de la population vit au-dessous de ce seuil. Des gamins des rues abandonnés à leur sort aux enfants des villages en ruine, la misère est trop visible pour qu'on l'oublie. Entre 1988 et 1994, le pourcentage des enfants sous-alimentés a augmenté d'un tiers, pour atteindre 17 %. Dans le même temps, la malnutrition a doublé, touchant désormais 3 % d'entre eux.

Le programme d'ajustement structurel (ESAP) de la Banque mondiale a eu un effet dévastateur sur les budgets sociaux : les dépenses de santé ont chuté de 32 % ; les dépenses par habitant consacrées à l'éducation ont baissé de 32 % pour le primaire et 34 % pour le secondaire ; les dépenses consacrées au développement de l'agriculture de 26 % et le budget de la sécurité sociale de 32 % (5). Le ministère des services publics et sociaux estime que 19 % des enfants entre six et dix-sept ans qui vivent à la campagne – où 32 % des instituteurs sont inexpérimentés – et 11 % des enfants qui vivent en ville ne vont pas à l'école, rendue trop chère par les diverses contributions demandées.

Le principe du recouvrement des dépenses de santé auprès des bénéficiaires, introduit par la Banque mondiale, n'a pas eu l'effet escompté. Suivant « une logique qui pourrait avoir des conséquences désastreuses », les pauvres retardent au maximum l'échéance des soins ; les mères ne vont plus à l'hôpital pour accoucher, tandis que les visites externes, les examens gynécologiques et le temps d'hospitalisation diminuent (6). De l'enfant d'Harare qui s'est cassé le bras, mais refuse de subir une radio parce que sa mère ne peut pas payer, au vieux paysan tremblant de malaria qui ne va pas à l'hôpital parce qu'il ne peut s'offrir ni les médicaments ni les 12 francs d'une consultation, les effets sur les pauvres sont si dévastateurs que l'Unicef a demandé que l'on renonce à cette mesure, « inéquitable et inefficace ».

Le Zimbabwe connaît une des pires épidémies de sida du continent africain. Militaires, policiers et écoliers de plus de treize ans sont d'ores et déjà exclus des donneurs de sang. On estime qu'un million de personnes – soit un quart de la population active – sont séropositives. Les malades du sida occupent 70 % des lits d'hôpitaux. D'ici quinze ans, les répercussions de l'épidémie devraient faire chuter la croissance du PIB de 10 %, faire baisser les fonds d'épargne et d'investissement, augmenter la charge familiale de chaque adulte et réduire à néant les gains sociaux acquis par les femmes, puisque ce sont elles qui prennent soin des malades.

La pression de plus en plus grande exercée sur le petit nombre de travailleurs

(1) Michel Chossudovsky, « Quand l'apartheid s'exporte au sud du continent », *Le Monde diplomatique*, avril 1997.

(2) Colin Stoneman, *Zimbabwe's Inheritance*, Macmillan, Londres, 1981.

(3) Dedi Esi Amanor-Wilks, *In Search for Zimbabwe's Farm Workers*, Panos, Londres, 1996.

(4) *Zimbabwe : Achievlhg Shared Growth*, Banque Mondiale, Washington, 1995.

(5) Mumbamo Chisuo et Lauchlan Munro, *Social Dimension of Adjustment 1990-1994*, Unicef, 1994.

(6) Kevin Watkins, *Cost Recovery and Equity in the Health Sector*, Wider, Helsinki 1997.



CONTINENT À L'ÉC

conomique

DU DÉVELOPPEMENT

Afrique subsaharienne

Pourtant, en 1991, les fuites de capitaux africains étaient estimées à 135 milliards de dollars (5) – cinq fois le *montant total* des investissements, onze fois les investissements du secteur privé et cent vingt fois les investissements étrangers. Le retour de 10 % de ces *capitaux représenterait* plus du double des capitaux privés investis en Afrique subsaharienne, hors Afrique du Sud, qui ne se sont montés qu'à 4,7 milliards *de dollars* en 1994 *et* à 5 *milliards* de dollars en 1995. C'est moins qu'en Argentine, au Brésil ou en Thaïlande. D'autant que les trois quarts des crédits *sont* allés à trois pays – le Nigeria : 1,9 milliard de dollars (40 %) ; le Ghana : 838 millions (18 %) ; et l'Angola : 409 millions (8,5 %) – pour financer des investissements dans l'exploitation des ressources naturelles, particulièrement le pétrole, le gaz et les minerais.

Les investissements étrangers privés dans le pétrole, le gaz et l'exploitation minière ne font que perpétuer la dépendance de la région et son appauvrissement résultant d'une exploitation systématique de ses ressources sans la *contrepartie d'investissements productifs*, de créations d'emplois et d'exportations de biens manufacturés. Cette incursion des capitaux privés dans la *région* risque d'accentuer ce phénomène, car les risques d'insolvabilité qui inhibaient les investisseurs privés n'ont plus leur raison d'être depuis l'apparition des prêts hypothéqués sur les actifs et les *liquidités des emprunteurs*.

La *solvabilité*, le dernier critère qui mesure l'éligibilité d'un pays à la mondialisation, vient aussi tempérer l'optimisme né des statistiques de croissance *de l'Afrique noire publiées par le FMI*. L'endettement de la région est estimé à 223 milliards de dollars, dont 175 proviennent des fonds bilatéraux fournis par les pays industriels et des prêts multilatéraux octroyés par la Banque mondiale, le FMI et la Banque africaine de développement. Le service de cette dette absorbe un cinquième des recettes *d'exportation des pays de la région*, à l'exclusion de l'Afrique du Sud. Néanmoins, les arriérés s'accumulent. Ils sont passés de 32,7 milliards de dollars *en 1990 à 62 milliards en 1995 ; soit les* trois quarts des recettes annuelles d'exportation. La situation devenant incontrôlable, trois *solutions ont été* avancées.

Première option : la remise de la dette. Elle a porté sur 6 milliards de dol*lars en 1994 et 1995. La plus grande par*tie a été accordée par la France à la suite de la dévaluation du franc CFA. Les principaux bénéficiaires ont été la Côte-d'Ivoire *(1,1 milliard de dollars)*, le Cameroun (500 millions de dollars), le Gabon et le Sénégal (200 millions de dollars chacun), la *Zambie* (500 millions de dollars), seul pays *n'appartenant* pas à la zone franc.

La deuxième solution, à l'instigation de M. James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, propose l'allégement des dettes dues à son institution et au FMI par les pays les plus pauvres et les plus endettés en contrepartie de la mise en place de... *« réformes »*, *dont* on connaît les effets !

La troisième solution concerne l'engagement des bailleurs de fonds de s'assurer que les futurs programmes de prêts ne contribuent pas à aggraver la situation. Il est tout à fait louable que l'Erythrée, dont l'indépendance remonte à 1993, ait décidé d'éviter le piège de cette assistance et de ne recourir qu'à ses propres moyens et à l'investissement réel.

Une stratégie d'intégration régionale

L'AFRIQUE a besoin *d'une industrie* prospère qui satisfasse ses besoins internes en matière d'alimentation, de logements, d'habillement et d'articles *manufacturés, d'une industrie qui* exporte pour payer les importations nécessaires à toute industrialisation. Pour être viable, cette politique d'industrialisation doit forcément donner la priorité à l'autosuffisance alimentaire, à l'augmentation du pouvoir d'achat des paysans et à l'épargne. Elle doit s'appuyer sur une stratégie d'intégration *régionale pour passer de marchés internes* exigus à des marchés plus larges et pour faire tomber les barrières douanières, qui ont réduit le commerce intra-*africain à moins de 3 % des échanges* des pays du continent (6). D'où la nécessité de renforcer et de faire des groupements régionaux tels que la Banque continentale d'import-export Afreximbank (7), la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) (8), la Southern African Development Community (SADC) (9) et la Communauté économique *des Etats de l'Afrique de l'Ouest* (Cédéao) (10), les pôles d'expansion économique de la région.

La consolidation et l'ouverture du capital d'Afreximbank aux pays industrialisés et à leurs institutions financières permettraient de réduire les coûts exorbitants d'assurances, de transport et de communications qui entravent l'expan*sion du commerce extérieur africain*.

Parmi les pays membres de la ZEP, l'Ouganda, grâce à son industrie et au *secteur de la construction*, a réussi à aligner des taux de croissance économique de 11 %, 6,5 % et 6 % en 1994, 1995 et 1996 ; le Soudan, en dépit de l'ostracisme international, a enregistré, durant la même période, des taux de 4,3 %, 4,5 % et 4 % ; le Kenya, pour sa part, a été crédité des taux de 3,9 % et deux fois 5 % ; l'Ethiopie, qui, pendant des années, symbolisait la famine en Afrique, est désormais pratiquement autosuffisante sur le plan alimentaire, et son PNB a crû de 30 % depuis le changement de régime, en 1992.

Les pays de la SADC ont un PNB combiné de 134 milliards de dollars. Certains d'entre eux, comme le Lesotho, le Botswana, l'Angola ou le Mozambique, ont enregistré des croissances économiques spectaculaires en 1995 et 1996. Des projets régionaux dans le domaine de l'énergie et du transport *impliquant* l'Afrique du Sud, le Mozambique, le Swaziland et le Zimbabwe, les programmes de relance des activités de l'East African Community entre le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda sont autant d'initiatives qui vont dans le sens d'une approche correcte à la résolution des problèmes chroniques de l'Afrique.

Il n'est *malheureusement* pas possible d'en dire autant de la Cédéao. Les accords financiers qui lient les pays francophones de ce groupement à la France *au sein de l'Union économique* et monétaire ouest-africaine (Uémoa) (11) entravent toute tentative sérieuse d'intégration sous l'impulsion du Nigeria, de la Côte-d'Ivoire et du Ghana, les trois économies géantes du groupe.

Pourtant un développement de l'Afrique *fondé sur* une *stratégie* correcte en matière de politique d'investissements, de production et d'emploi financé avec des crédits à long terme générerait pour les pays industrialisés des marchés aux potentialités comparables à celles que constitua pour les Etats-Unis la reconstruction de l'Europe et du Japon d'après-guerre *(lire, page 1, l'éditorial d'Ignacio Ramonet)*. Mais qui se soucie de long terme dans un univers où une création monétaire débridée, liée à un endettement qui ne cesse de grossir, privilégie le court terme et la spéculation au détriment de l'investissement productif ?

SANOU MBAYE.



BRUCE CLARKE. – « Le Cœur au ventre » (1966)

(5) *Cf.* « Left out in the cold », *Financial Times*, 20 mai 1996.

(6) Lire Sanou MBaye, « Souhaitable union des *économies africaines* », *Le Monde diplomatique*, septembre 1995.

(7) Afreximbank : banque d'import-export au capital de 750 millions de dollars dont le siège se trouve au Caire. Principaux actionnaires : Banque africaine de développement (BAD), Nigeria, Egypte, Zimbabwe, Tunisie, Côte-d'Ivoire, Sénégal, Cameroun, et des institutions bancaires internationales.

(8) Pays membres : Burundi, Comores, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Malawi, Maurice, Ouganda, Rwanda, Soudan, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

(9) Pays membres : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Zimbabwe, Zambie, Mozambique, Swaziland, Tanzanie, Namibie, île Maurice.

(10) Pays membres : Nigeria, Ghana, Côte-d'Ivoire, Sénégal, Niger, Gambie, Guinée, Mali, Guinée Bissau, Liberia, Sierra Leone, Bénin, Togo, *Cap Vert*, Burkina-Faso et *Mauritanie*.

(11) Pays membres : Bénin, Burkina-Faso, Côte-d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

we prisonnie

de ses créanciers

employés dans l'économie officielle a provoqué un vaste mouvement de grèves dans plusieurs secteurs, y compris dans le *secteur public*, parmi les médecins et les infirmières. Le gouvernement a menacé de les remplacer par des étrangers, ce qui a poussé les infirmières à s'exiler et les médecins à *rejoindre le secteur privé*. Dans le même temps, en ville, les ouvriers ont vu leurs revenus baisser des trois quarts entre 1980 et 1987. En outre, les réductions des dépenses dans les secteurs public *et privé ont conduit*, selon M. Morgan Tsvangirai, secrétaire général du congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU), à la suppression de 50 000 emplois depuis le début du programme d'ajustement en 1990.

La part importante accordée à l'éducation – elle représente 22 % du budget – n'ayant pas de prolongement dans l'agriculture et l'industrie, les 300 000 jeunes qui *arrivent tous* les ans *sur* le *marché du* travail se retrouvent pour la plupart au chômage. Beaucoup, venus des campagnes, errent dans les rues de Chitinguizhou, *le « Soweto » d'Harare, amers* et déçus de ne pas avoir trouvé le travail qu'ils étaient venus chercher.

Les exportations, qui selon les plans de la Banque mondiale doivent constituer la base de la croissance, n'ont pas créé d'emplois pour les jeunes diplômés. Les fleurs et les légumes à destination de l'Europe *sont cueillis et traités par une* main-d'œuvre bon marché, émigrés mozambicains ou malawiens pour la plupart. Le secteur industriel, mis à mal par les nombreuses années d'embargo économique, est incapable de se mesurer au marché mondial. L'industrie du textile, par exemple, s'est effondrée face à l'Afrique du Sud : son activité a chuté de 60 % ces deux dernières années. Les relations avec le gouvernement de l'ANC sont tendues. Pretoria refuse de signer un accord commercial préférentiel avec le Zimbabwe bien qu'étant son principal fournisseur (38 % des importations) (7).

Mais ce sont surtout les séries de scandales qui ont éclaboussé la famille et les *amis du président qui portent préjudice* à l'économie. Des projets récents, tels que l'installation de téléphones cellulaires, l'extension de l'aéroport d'Harare, la *construction d'une centrale thermique*, ont été décidés en pleine irrégularité, les contestations de certains officiels ne faisant que précipiter leur destitution. C'est *cette corruption – ainsi que la rhétorique* d'« indigénisation » – qui rebute les investisseurs étrangers.

Le fabuleux train de vie de l'élite a *certes provoqué une vive opposition* à l'égard du ZANU-PF, mais le monopartisme est une réalité, et son autorité demeure incontestée. Mme Margaret Dongo, jeune *femme intrépide, ancien guérillero*, a cependant osé se présenter comme candidate indépendante aux dernières élections d'avril 1995 et a même réussi, *malgré le harcèlement des autorités*, à se faire élire dans sa circonscription ouvrière de la capitale. Une fois au Parlement, elle a fait une série de rapports sur la corruption en général, et plus récemment sur le paiement des pensions aux victimes de guerre accordées à de nombreux dirigeants, parmi lesquels des ministres en fonctions, qui ont revendiqué une infirmité à 90 %. Une *enquête a été ouverte* et les paiements suspendus. Plusieurs conseillers locaux ont suivi son exemple et ont défié la machine locale du ZANU-PF en se présentant en candidats indépendants. Mais le climat politique est *dangereux, et nombreux sont ceux qui* craignent pour la sécurité de Mme Dongo.

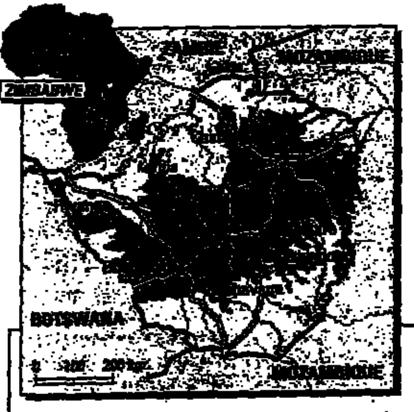
Les zones rurales, où vivent 70 % de la population, ne sont pas dénuées de vie politique. Quelque 200 communautés théâtrales montent des petites pièces en *anglais ou en shona, qui sont* d'acerbes satires de la vie institutionnelle. C'est précisément dans ces campagnes qu'agissent des organisations pour les droits *de l'homme, telles que la Zimrights* et la très respectée Commission catholique pour la justice et la paix (CCJP), en organisant des réunions d'éducation civique qui, week-end après week-end, rassemblent des centaines de personnes enthousiastes, de la police locale aux intellectuels. Associations et coopératives de toutes sortes – femmes, résidents, parents d'élèves, associations pour les observances religieuses, les enterrements, etc. – font partie intégrante de la vie du pays, aussi bien à la ville qu'à la campagne.

Des organisations créées dans les années 50 puis réprimées par les Blancs renaissent de leurs cendres, comme une réponse à la pauvreté. Dans les zones isolées, elles fournissent un cadre au courant civique venu d'Harare. Les diri*geants de la Zimrights et du CCJP, qui ont* travaillé dans l'ombre durant des années sur des sujets aussi sensibles que les massacres du Matabeleland par l'armée na*tionale dans les années 80 ou le déplace*ment forcé des squatters dans des camps tels que Porto Farm, sont courtisés, tout comme Mme Dongo, par l'argent de réseaux internationaux. Mais il est encore trop tôt pour dire à quel point ces nouveaux alliés vont dénaturer ce qui est un authentique mouvement populaire.

Le Zimbabwe est un pays plein de contradictions. La *société* civile a peut-être été étouffée au cours de la dernière décennie, mais les anciennes valeurs, les mêmes qui ont conduit à la guerre de libération, *subsistent* toujours. *La génération* future ne saurait les ignorer.

VICTORIA BRITTAIN.

(7) Economic Intelligence Unit, Londres, 1997.

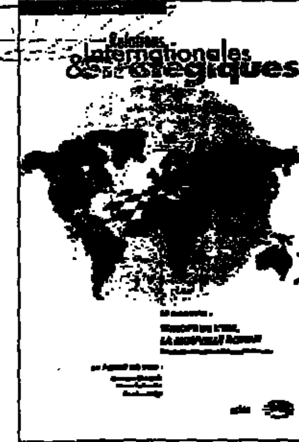


Points de repère

Capitale : Harare.
Superficie : 390 759 km².
Population : 11 millions (1995).
Densité : 28,8 habitants/km².
Répartition démographique : Population urbaine, 32 % ; rurale, 68 %.
Religions : chrétiens (44,8 %), animistes (40,4 %) et autres (14,8 %).
Taux d'accroissement de la population : 2,1 %.
Espérance de vie : 57 ans.
Taux de mortalité infantile : 55 pour mille.
Taux d'alphabétisation des adultes : 83,4 %.
PNB : *5,9 milliards de dollars.*
Dette extérieure : 4,4 milliards de dollars, soit 80 % du PNB.
Industries extractives : or, amiante, charbon, nickel, cuivre, etc.

De l'indépendance à la crise du régime

1965 : M. Ian Smith, premier ministre du gouvernement blanc, déclare unilatéralement l'indépendance de la Rhodésie et rompt avec la puissance coloniale, la Grande-Bretagne.
***10 septembre** 1979 :* A la suite d'une longue lutte armée et sous l'impulsion des Britanniques, la conférence constitutionnelle de Lancaster House prépare la formation d'un gouvernement noir.
18 avril 1980 : *Suite aux élections qui ont eu lieu en février*, le Zimbabwe devient indé*pendant*. M. Robert Mugabe, chef de la Zimbabwe African National Union (ZANU), devient premier ministre. M. Joshua Nkomo, chef de la Zimbabwe African People's Union (ZAPU), est ministre de l'intérieur.
22 décembre 1987 : *Les deux partis rivaux fusionnent* en un seul, la ZANU.
31 décembre 1987 : A la suite de la réforme constitutionnelle d'octobre, M. Mugabe, seul candidat, devient le premier président de la République du Zimbabwe.
1991 : Adoption du programme d'ajustement structurel économique de la Banque mondiale. La ZANU *renonce au marxisme-léninisme* et adopte l'économie de marché.
17 mars 1996 : Réélection contestée de M. Robert Mugabe.

N° 26 - ETE 1997
L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE
Relations Internationales et Stratégiques
La revue de l'IRIS
R.I.S N° 26
LE DOSSIER :
EUROPE DE L'EST, LA NOUVELLE DONNE
Sous la direction d'Ewa Kulesza-Mietkowski
R.I.S. N°25 : LA POLITIQUE ETRANGERE* DU PRESIDENT CHIRAC
R.I.S. N°24 : LES EMBARGOS
R.I.S. N°23 : LES CONFLITS EN AFRIQUE
R.I.S. N°22 : L'INDE
Renseignements :
IRIS, avenue J.B. Clément
93430 Villetaneuse
Tél. : 33 (0) 1 49 40 33 36
Fax. : 33 (0) 1 49 40 36 06
1 an : 280 FF, étudiant : 220 FF, Étranger : 350 FF


ISBN n° 2-910975-13-4
IRIS presse - arléa
* NUMERO SPECIAL
100 FF



CES « FILS PRÉFÉRÉS D'ABRAHAM »

Les certitudes bibliques des colons israéliens

« Le cœur de l'accord d'Oslo s'est brisé », vient de déclarer M. Martin Indyk, ambassadeur américain en Israël. De ce constat, les Etats-Unis ne semblent tirer qu'une conclusion : il faut laisser aux parties en présence le temps de mûrir. Pourtant, chaque jour qui passe voit augmenter la tension dans les territoires qui restent occupés. Et chaque jour s'y installent des colons convaincus que cette terre leur a été donnée par Dieu et que leur droit de propriété est confirmé par l'Ancien Testament.

Par notre envoyé spécial PATRICK COUPECHOUX *

FRANÇOIS SAGNES

PERCEMENT D'UNE ROUTE JÉRUSALEM-HÉBRON
Des voies dévoreuses de terre, pour contourner les Palestiniens

David Shapira a ajusté son casque sur sa tête et posé ses feuilles sur la table. Sa voix n'est pas tout à fait assurée. Il n'est pas encore un professionnel de la radio, même s'il estime avoir fait des progrès depuis quelques mois devant le micro. Les studios – moquette épaisse, sièges confortables, climatisation – sont accueillants, on s'y sent bien. David travaille sur un ordinateur, il reprend en français chaque soir les informations du journal diffusé en hébreu dans tout le pays. Dans le fond, entre deux plantes vertes, une télé muette diffuse CNN en continu.

19 heures. La lampe rouge s'allume : *« Les titres : le conseil local de Judée-Samarie demande à "Bibi" d'être ferme à la veille de son voyage à Washington ; Clinton s'immisce dans les affaires israéliennes sur la question de Har Homa. »* Suit un reportage sur une manifestation de la gauche à Jérusalem. On *donne la parole à Nadia Matar, une jeune femme* d'origine belge – responsable de l'association « Les *Femmes en vert* » – *qui s'est fait connaître lors des* occupations de terres par les colons en Cisjordanie. *Ici, on la surnomme affectueusement* « la Reine des collines », « la Jeanne d'Arc des colons ». Durant *l'entretien, elle dénonce ces Israéliens « qui osent serrer la main du meurtrier Arafat ».*

C'est David qui a eu l'idée de proposer ce programme français à Aroutz Sheva – Canal 7 –, une station financée par des donateurs américains. Celle-ci émet depuis un cargo en Méditerranée, les radios privées étant illégales en Israël. Elle possède aussi un studio sur la terre ferme, à Beit El, une implantation juive à 18 kilomètres au nord de Jérusalem et à 2 kilomètres à peine de Ramallah – sous autorité palestinienne –, en Cisjordanie occupée. C'est là que vit et que travaille David. *« Nous voulons faire une radio juive et positive, afin de contrer les stations officielles, dont les journalistes, comme tous leurs collègues du monde, sont de plus en plus à gauche ! »* Un exemple ? *« Est-il juste de dire qu'un soldat israélien a blessé un Palestinien si l'on ne révèle pas qu'auparavant celui-ci avait lancé sur lui un cocktail Molotov ? »*

Une grande famille protégée de la délinquance

EN fait, si le studio d'Arouz Sheva se trouve à Beit El, c'est parce que les créateurs de la radio ont compté parmi les fondateurs de la colonie. *« C'était en novembre 1977,* raconte Zeev Magnis, qui vit ici depuis une dizaine d'années. *Après l'élection de Menahem Begin, des pionniers ont décidé de s'installer en Judée-Samarie pour y fonder douze implantations, dont Beit El. »* Ce choix ne doit rien au hasard. *« Une échelle était dressée sur la terre, son sommet atteignait le ciel et des messagers divins montaient et descendaient le long de cette échelle. Puis l'Eternel apparaissait au sommet et disait : "Je suis l'Eternel, le Dieu d'Abraham et d'Isaac. Cette terre sur laquelle tu reposes, Je te la donne à toi et à ta postérité" »,* nous apprend la Genèse. Jacob érigea alors un autel. Et il appela ce lieu Beit El, la maison du Seigneur.

Le village – passée une énorme barrière coulis*sante jaune actionnée par un garde en armes perché* dans un mirador – ressemble à une cité heureuse. *Les habitations sont faites de cette magnifique* pierre blanche de Jérusalem. Maisons individuelles *ou immeubles bas, coquets et confortables.* Dans les rues propres, des parents poussent des landaus, des *gosses se rendent en petites bandes joyeuses à* l'école. Au jardin d'enfants, les gens échangent quel*ques mots – ici tout le monde se connaît.* Un jeune homme assis à l'ombre d'un arbre lit un bouquin *ouvert sur les genoux, son fusil automatique Uzi au* côté. C'est lui qui est chargé de la sécurité des lieux. Le village est *« une grande famille, un ghetto, protégé de la délinquance »,* dit Maguy Myriam, artiste peintre qui vit ici depuis une dizaine d'années. *« La porte de l'appartement n'est jamais fermée à clé,* explique en souriant Nathalie Blum, une jeune mère de famille, *et mes enfants vont seuls à l'école. Nous sommes à la campagne ! »*

Une singulière campagne protégée par des mira*dors et ceinte de grillages. De l'autre côté de la route* qui va de Ramallah à Naplouse, en bas de la colline, *il y a les villages palestiniens. Certaines maisons* arabes touchent les maisons juives. *« Les gens vivent comme cela les uns à côté des autres,* explique Zeev Magnis, *sans jamais échanger un seul mot. »* Durant les années de l'Intifada (la révolte des pierres), cette route était le théâtre d'affrontements très durs. *« Tu étais dans ta voiture, et d'un seul coup la route était barrée par des pneus en feu, des jeunes surgissaient devant et derrière et commençaient à te jeter des pierres. Tu te disais : "C'est fini, je vais mourir !" »* Récemment encore, un cocktail Molotov a été lancé sur un camion de l'armée. Celui-ci a brûlé, il y a eu douze blessés. L'armée a investi l'un des villages palestiniens voisins.

Une imposante caserne jouxte la colonie, mais on ne voit guère l'armée dans les rues de Beit El, sauf les veilles de shabbat, lorsque les jeunes soldats en armes viennent faire quelques emplettes dans l'une des deux petites épiceries. L'Intifada est un mauvais souvenir, en dépit des soubresauts de violence dus à la construction de l'implantation juive sur la colline de Har Homa, à Jérusalem-Est. D'autant que, depuis les accords d'Oslo, on a construit une nouvelle route, un magnifique ruban bleuté qui court dans les collines pierreuses et désertes entre la colonie et Jérusalem. Auparavant, il fallait passer le long des villages palestiniens et par Ramallah.

Les habitants de Beit El peuvent donc se poster à la sortie de Jérusalem pour faire du stop chaque jour. Ceux qui ont une voiture le savent, ils passent toujours par là pour prendre les compatriotes qui sont à pied. *« Il règne ici un vrai esprit communautaire »,* explique Haim Sultan, le « maire » du village, en fait le président du comité local : Beit El n'est pas une municipalité à part entière. Avec ses 4 000 habitants – rabbins, professeurs, artisans, employés à Jérusalem –, elle n'a pas droit à ce titre et dépend du comité régional des implantations juives de Benyamin, responsable de trente-quatre colonies. Le comité local est composé de cinq membres élus tous les trois ans par les quatre cents familles – une voix par famille – et gère le budget de fonctionnement de l'implantation. *« La Judée-Samarie,* explique David Chaouat, secrétaire général de la « maison communautaire » – la mairie, en quelque sorte –, *est sous la responsabilité directe de l'armée. Nous vivons ici sous trois systèmes juridiques : anglais, ottoman et jordanien, mais c'est toujours Tsahal qui a le dernier mot. »* Selon Haïm Sultan, 30 % des terres appartiennent à l'Etat israélien – qui a remplacé la Jordanie –, 30 % à des particuliers, et *« le reste à des disparus, ce sont des terres que personne ne réclame ».* Daniel Lévy, l'un des rabbins les plus influents de la colonie, est plus direct : *« La terre,* dit-il, *appartient à celui qui a fait pipi dessus ! »*

Lorsqu'ils arrivent à Beit El, les nouveaux immigrants – deux nouvelles familles par semaine, selon *Haïm Sultan – sont logés dans des caravanes.* Ils peuvent ensuite louer leur maison ou devenir propriétaires. *Zeev Magnis, par exemple, a acheté son* appartement – deux chambres claires, salon, cui*sine, salle de bains – 45 000 dollars. « Soit trois fois moins qu'à Jérusalem. »* Trente-deux nouvelles maisons sont en chantier dans le village, *construites par* des ouvriers palestiniens. *« Ils coûtent moins cher et ils travaillent bien. »* Mais les habitants de Beit El aimeraient bien étendre leur colonie. Durant l'été 1995, ils ont été les fers de lance de la « guerre des collines ». Ils ont occupé une colline environnante et ont dû être délogés – en douceur – par l'armée. L'affaire a fait un certain bruit dans la presse israélienne.

Avec la terre et l'accueil des nouveaux venus, le comité local se préoccupe également de la sécurité. Celle-ci est organisée par un officier de réserve nommé et payé par l'armée. Chaque habitant est tenu de participer aux gardes, trois heures toutes les six semaines. *« Pour obtenir le droit de porter une arme automatique,* explique David Chaouat, *il faut en faire la demande à l'officier de réserve, passer une visite médicale et psychologique, posséder un casier judiciaire vierge, et, s'il y a un problème, l'arme est immédiatement retirée. »* De nombreux habitants ont un revolver à la hanche. *« La procédure d'attribution est la même, mais elle dépend du ministère de l'intérieur. »* Y a-t-il eu quelquefois des dérapages ? David Chaouat assure que non, même si, en 1993, à la suite de la mort d'un jeune homme, les habitants ont voulu faire une expédition punitive contre les villages palestiniens. *« Nous les en avons finalement dissuadés. »* Il est vrai, admet Haïm Sul*tan, qu'il y a eu par le passé de lourdes « bavures »,* celle de Baruch Goldstein, originaire de Kyriat-Arba, *un juif extrémiste qui a tué vingt-neuf Palestiniens* au Caveau des patriarches à Hébron en 1994. *« Mais il s'agissait d'un acte de déséquilibré »,* dont la tombe est pourtant devenue un lieu de pèlerinage pour de *nombreux colons...*

En fait, le village vit toujours plus ou moins sur le pied de guerre. *« Ici, six familles ont eu un de leurs membres tué durant l'Intifada »,* assure Zeev Magnis. Mais cela n'entame en rien leur détermination. Beit El est une implantation où vivent des religieux. Pas des orthodoxes à papillotes et à longue barbe, comme on pourrait le penser. *« Mais des gens qui ont choisi de vivre comme des juifs. »*

C'est le cas, par exemple, de Menahem Cohen, un jeune homme qui a fait son *aliyah* – son « retour » – il y a six mois. Chaque jour, il se lève à 5 h 30, se rend à la synagogue pour la prière à 6 heures, au travail à l'épicerie de 7 heures à 14 heures. L'après-midi est consacré à la recherche d'un travail plus adapté à sa formation – maîtrise de gestion à la Sorbonne – à Jérusalem. Prière à 16 h 30, cours de pensée juive à 19 h 30, puis retour à la maison auprès de sa femme et de son fils *« nouveau-né ici en Israël ».* Il n'a pas de télé – *« être devant le poste est une attitude égoïste vis-à-vis de sa famille ».* Mais il se défend d'avoir une vie repliée sur elle-même : *« J'ai mes amis, je vais me promener à Jérusalem, je lis la presse. »* Lui, s'il a choisi Israël, *« c'est pour vivre en juif, ce qui en France n'a aucun sens : là-bas la diaspora s'assimile et disparaît finalement ».*

Vivre en juif, c'est peut-être d'abord vivre cette vie de communauté – *« Je suis venu ici pour trouver une autre société »,* explique un habitant – avec, comme ciment, la religion. Sur quatre cents familles, il y a ici cent rabbins, *« la plus forte concentration au monde »,* plaisante Zeev Magnis, trois synagogues et la yeshiva – l'école talmudique –, fréquentée par plus de cent cinquante étudiants. Evidemment, nul n'oblige un arrivant à être religieux, mais, avant d'être accepté, celui-ci doit satisfaire à un entretien avec le comité local, *« afin de tester s'il peut s'adapter à la vie communautaire ».*

La communauté, c'est aussi un engagement poli*tique partagé.* Le Parti national religieux rafle ici 75 % des voix, le reste allant au Likoud de Benyamin *Nétanyahou.* Aucune voix *pour* les travaillistes. Vivent ici Benny Elon, député d'extrême droite du parti *Modelet, sa femme Emouna, conseillère du* premier ministre, ainsi que la fiancée d'Igal Amir, l'assassin d'Itzhak Rabin. *« On a toujours vécu la politique d'une façon positive,* explique Zeev Magnis. *A un attentat répondait une nouvelle construction. Sauf au moment de la mort de Rabin. »* Sur les murs de Beit El étaient alors apparues des inscriptions : *« Rabin traître. » « Après sa disparition, deux courants de pensée se sont affrontés. Chlomo Avilner, un rabbin très influent ici, pensait que nous étions collectivement responsables et que nous devions nous repentir de nos fautes. D'autres estimaient, au contraire, que nous n'y étions pour rien. »*

Pas une conquête mais une libération

POUR Daniel Lévy, vivre en juif consiste en fait à ne jamais déroger à cette définition simple : une terre, un peuple, une religion. La terre fait partie intégrante de l'identité juive. David Chaouat cite par exemple l'ancien président d'Israël récemment décédé, Haïm Herzog, qui disait : *« Lorsque l'on creuse la terre conquise, on y trouve la trace de nos ancêtres. »* Et il précise : *« Trois cent cinquante sites archéologiques juifs ont été mis au jour sur le plateau du Golan, et, pour savoir à qui appartient Jérusalem, il suffit d'ouvrir la Bible. »* Cette terre, promise à Abraham, *« s'étend du Nil à l'Euphrate, jusqu'à la frontière turque au nord, mais nous avons le temps : nous avons attendu vingt siècles ! ».*

Car vivre en juif, c'est aussi reconnaître l'existence d'un peuple, le « peuple élu » qui aspire à retourner sur « la terre de ses ancêtres ». Daniel Lévy ne doute pas qu'il y parvienne. *« Il y a soixante ans, on disait : il ne peut exister au monde à la fois Hitler et les juifs. Hitler a disparu – comme les Romains –, et les juifs sont toujours là. »* L'identité israélienne ne peut donc être qu'une identité juive. *« Les problèmes que nous rencontrons actuellement sont des problèmes juifs : nous vivons une véritable crise, elle s'est exprimée clairement au moment des accords de Camp David – qui portaient en eux les accords d'Oslo – lorsque nous avons commencé à céder la terre. Les juifs retrouveront cette identité lorsqu'ils n'aspireront plus à vivre comme en Amérique. »* Zeev Magnis s'irrite de son côté lorsqu'il raconte qu'en 1967 Moshe Dayan a laissé les clés des lieux saints islamiques de Jérusalem – le Dôme du Rocher et la mosquée El Aqsa – au Wafq, l'autorité musulmane de la ville.

Evidemment, sur cette terre existe un autre peuple. *« Créé de toutes pièces,* s'insurge Daniel Lévy. *Le mot "Palestine" est un mot anglais. Qu'est-ce que ce peuple qui n'a même pas un mot de sa propre langue pour se désigner ? »* De toute façon, précise-t-il, *« il ne peut y avoir deux peuples pour une seule terre, cela ne s'est jamais vu ! ».* Pis : les Arabes doivent réparer l'injustice faite aux juifs depuis des siècles – *« lorsque ceux-ci avaient le pied sur la tête »* –, et le monde doit s'habituer à *« voir les juifs autrement que persécutés ! ». « Aujourd'hui,* ajoute-t-il, *le retour sur cette terre n'est pas une conquête, mais une libération. »* Mais alors, que faire des Palestiniens ? Une solution jordanienne ? Pourquoi pas ?, admet Zeev Magnis, 70 % de la population de ce pays sont palestiniens. Impossible ? *« C'était également impossible que le peuple juif survive à tant d'épreuves, et pourtant il l'a fait ! »*

Au fond, il n'est pas contre l'existence d'une autorité palestinienne. *« Ils savent très bien se gérer eux-mêmes, c'est une charge en moins pour nous. »* Une vie en commun dans un même Etat ? *« Chaque peuple a droit à l'existence,* explique Daniel Lévy, *nous ne nions pas ce droit au peuple arabe. L'abbé Grégoire disait : "Aux juifs, on donne tout en tant que citoyens, rien en tant que nation." Pour les Arabes, c'est la même chose ! »* Lorsque le Temple sera reconstruit à Jérusalem, tout le monde pourra venir y prier, *« à condition qu'il n'y ait pas d'idolâtrie ».* De cette idolâtrie que combattent les juifs, qu'elle soit celle du sexe ou de l'argent, comme dans les sociétés occidentales. Un habitant de Beit El dit les choses autrement : *« Tout sera simple lorsque les Arabes auront compris que le fils préféré d'Abraham n'était pas Ismaël, mais Isaac. »*

* Journaliste.

Lettre d'un détenu palestinien

Dans un rapport publié en avril dernier, Amnesty International dénonce les « détentions administratives » dans les territoires occupés par Israël. Ces mesures, qui consistent à emprisonner une personne sans inculpation ni jugement pour une durée de six mois, sont en effet fréquemment renouvelées avant l'expiration de la peine. Imad F. Sabi, prisonnier palestinien détenu arbitrairement depuis décembre 1995, a écrit au* Monde diplomatique *de la prison de Meggido, en Israël.

Mon avocate, Mᵉ Tamar Pelleg-Sryck, m'a appris qu'elle se rendait en France pour trois semaines. Et comme à chaque fois qu'elle part à l'étranger, elle m'a dit : *« Est-ce que je peux vous ramener quelque chose ? »* Alors je lui ai demandé un livre en français – *Ya Basta !* du sous-commandant Marcos – et des cassettes vidéo. Mais surtout, je voulais qu'elle vous remette cette lettre, et si possible qu'elle vous la remette en main propre.

C'est la seconde fois que je vous écris pour vous demander de publier un article sur les 250 détenus administratifs palestiniens – des prisonniers politiques détenus arbitrairement, sans même avoir été jugés (...). Je trouvais alors quelque réconfort dans les mots du poète W. B. Yeats, persuadé que nos tentatives d'attirer l'attention sur notre cause resteraient aussi vaines que *« la lutte de la mouche dans la marmelade ».* Me revenait également en mémoire une phrase : *« Crie aussi fort que tu veux, personne ne t'entendra », extraite d'un article sur le Comité vérité et réconciliation en Afrique du Sud,* publié par *Le Monde diplomatique* en juillet 1996. C'était ce que disaient à leurs victimes les tortionnaires des forces de sécurité de l'apartheid.

En avril dernier, Gideon Löwy, journaliste israélien du journal *Haaretz*, avec qui j'entretiens une correspondance et qui a déjà publié une de mes lettres dans *Haaretz Magazine*, a obtenu l'autorisation de me rendre visite. Il m'a apporté un livre – *Les Mémoires d'Hadrien*, de Marguerite Yourcenar – et l'édition du mois de janvier 1997 du *Monde diplomatique* en arabe. Un certain nombre d'articles étaient consacrés à la vie dans les territoires occupés à la suite des accords d'Oslo, parmi lesquels un long reportage de Christian de Brie sur Naplouse.

C'est justement pour avoir critiqué les accords d'Oslo que nous, détenus administratifs, sommes emprisonnés. Reprenant la loi sud-africaine des *quatre-vingt-dix jours de détention d'urgence*, on nous a placés en détention administrative. Mais celle-ci ressemble fort à une détention à perpétuité, notre ordre de détention – habituellement de six mois – étant régulièrement renouvelé.

Ainsi, le 19 mars dernier, tandis que l'attention était rivée sur le mont Abou-Ghneim (Har-Homa pour les Israéliens), la prison administrative de Meggido – *où nous sommes enfermés* – nous délivrait une nouvelle série de prolongations de peines. Nos protestations ont rapidement tourné à l'émeute, faisant 9 prisonniers et 4 soldats israéliens blessés (selon la version officielle des événements).

Aujourd'hui, 1ᵉʳ avril, j'ai été informé par un avocat que ma peine avait été prorogée de six mois, ce qui la portera à *vingt-deux mois. D'autres ici sont détenus depuis trente, trente-trois et cinquante-deux mois* – près de 30 détenus administratifs sont emprisonnés depuis plus de deux ans.

B'Tselem, l'organisation israélienne des droits de l'homme, a publié au mois d'avril dernier un rapport sur les détenus administratifs palestiniens, tout comme Amnesty International, qui nous a enfin reconnus « prisonniers d'opinion ». Ces organisations demandent *« un procès équitable ou une libération immédiate »*, c'est aussi ce que nous demandons.

Pendant plus d'un an, tous les jours, j'ai écrit à ma fille Deena, âgée aujourd'hui de vingt-deux mois. Je vous envoie la lettre n° 242, qui décrit – je pense – certains aspects de notre détention (...).

AVEC LA COMPLICITÉ DE L'OCCIDENT

Le monde arabe orphelin de la démocratie

SIX ANS après la fin de la guerre du Golfe, le monde arabe apparaît étrangement immobile. Alors que partout ailleurs le modèle libéral et parlementaire s'est imposé, au Proche-Orient et au Maghreb les régimes autoritaires se maintiennent sans réformes profondes. Cette « exception arabe » ne tient pas à une quelconque « spécificité culturelle » mais, en partie, à la politique occidentale soucieuse de garantir un accès à bon marché aux ressources pétrolières et inquiète de la montée en puissance de l'opposition islamiste.

Par GILBERT ACHCAR *

En ces temps où mondialisation semble rimer avec démocratisation, où le libéralisme économique se conjugue en général avec un libéralisme politique présenté comme son auxiliaire naturel, le monde arabe fait figure d'exception : non seulement parce qu'il s'agit du seul ensemble géopolitique encore soumis à diverses formes d'absolutisme, mais aussi parce que les puissances occidentales paraissent s'accommoder de cet état de choses.

De tous les grands espaces géopolitiques, l'ensemble arabe est le seul où la « désétatisation » relative de l'économie, pourtant inaugurée en Egypte par Anouar El Sadate au début des années 70, ne s'accompagne pas d'une désétatisation de la politique, le seul aussi où l'expression politique de la société civile ne parvient pas à s'émanciper du contrôle de l'Etat bureaucratique ou despotique. Les régimes politiques des pays arabes vont des monarchies absolues *de jure* aux républiques absolutistes *de facto*. Dans les pays qui se prétendent démocratiques, ce ne sont qu'élections en trompe-l'œil et, dans le meilleur des cas, libertés octroyées aussi chichement que sélectivement, et étroitement surveillées.

Pis, il n'y a pas la moindre lueur d'espoir à l'horizon prévisible : les progrès enregistrés au plus fort de l'impulsion démocratique mondiale à la fin des années 80, en Algérie, en Jordanie et au Yémen en particulier, ont été balayés par les retombées régionales de la guerre du Golfe (1). Même le Liban, qui, naguère, se distinguait par une pratique électorale et parlementaire relativement crédible et de réelles libertés d'expression, tout en restant soumis aux oukases de ses autorités de tutelle syriennes, est en voie d'être remis au pas (2).

Pourquoi cette exception arabe ? Et surtout, pourquoi est-elle si bien tolérée par ces mêmes puissances qui donnent des leçons de démocratie au reste de la planète ? L'Occident a fermé les yeux devant l'interruption brutale des élections en Algérie en 1992. L'émir du Koweït, qui doit pourtant son trône à la puissance militaire américaine, a pu continuer tranquillement sa carrière de potentat, tandis que l'effroyable dictature de Saddam Hussein était préservée au nom d'une non-ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak. L'Autorité palestinienne octroyée à M. Yasser Arafat, loin de s'inspirer du modèle politique libéral d'Israël dont elle subit le diktat colonial, ressemble à s'y méprendre à ses voisins arabes.

Ces faits s'expliquent-ils par le caractère particulier de la « culture arabe », voire « musulmane » ? Un des concepteurs de la politique étrangère américaine, Amos Perlmutter, n'hésitait pas à écrire dans le *Washington Post* : « *L'islam, qu'il soit intégriste ou pas, est-il compatible avec la démocratie représentative de type occidental, orientée vers les droits de l'homme et libérale ? La réponse est clairement non* (3). »

La thèse culturaliste relève d'un racisme à peine déguisé. Elle ne résiste pourtant pas à un examen comparatif : plusieurs pays musulmans n'ont rien à envier à leurs pairs du tiers-monde en matière d'évolution démocratique, sans avoir renié l'islam pour autant. Mais sa véritable fonction est d'ordre politique : elle permet de justifier tant la complicité de l'Occident avec les pires tyrannies musulmanes – sans rien exiger d'elles en matière de démocratie sous prétexte de respecter leur « spécificité culturelle » – que l'écrasement dictatorial des courants se réclamant de l'islam militant, au nom de valeurs démocratiques. Le fond de l'argument est alors : puisque dictature il faut, autant qu'elle soit pro-occidentale ! Ainsi l'article d'Amos Perlmutter justifiait-il, à chaud, l'interruption par la junte militaire en Algérie des élections les plus libres qu'ait jamais connues le monde arabe !

La malédiction du pétrole

DEUX données fondamentales permettent de comprendre cette exception despotique arabe. La première, c'est la malédiction du pétrole, la seconde, c'est la nature de l'opposition à l'ordre établi, dominée par les islamistes.

La perpétuation, voire l'installation, par la tutelle occidentale de dynasties tribales archaïques dans les entités pétrolifères de la péninsule arabique contrastait déjà fortement avec le bouleversement colonial des structures traditionnelles en d'autres lieux, au profit de modèles imitant la modernité politique. La « *mission civilisatrice* » de l'Occident en matière d'institutions ne s'est pas étendue à ces entités : là, au contraire, il s'agissait de *consolider* l'*arriération* afin de garantir la libre exploitation des ressources en hydrocarbures par les puissances tutélaires. Ce fut le cas notamment en Arabie saoudite.

Parce que cet Etat dispose des réserves de pétrole les plus importantes du monde, il *est un de ceux auxquels* Washington attache la plus haute importance. Longtemps gérants directs des affaires économiques et *sécuritaires du royaume*, les Etats-Unis y ont entretenu une rigidité sociale maximale, de manière à conjurer le danger de *désordres populaires. Ils ont ainsi veillé* à ce que ne s'y développe pas une classe ouvrière autochtone. La formule – identique à celle appliquée dans les autres *entités pétrolifères*, mais plus sangrenue en Arabie saoudite du fait de la taille de la population – a consisté à favoriser le développement d'une *classe moyenne privilégiée* parmi les nationaux et, pour les activités productives et les services manuels, à recourir pour l'essentiel à une main-d'œuvre immigrée, *taillable et corvéable* à merci, numériquement restreinte par un recours irrationnel aux technologies de pointe dans la production.

La structure de l'armée *saoudienne obéit à la même conception* : relativement réduite en nombre, de façon à diminuer le risque intérieur de coups d'Etat républicains (de telles entreprises ont fait tomber la monarchie en Egypte, en Irak ou en Libye), elle dispose d'un matériel impressionnant acquis à des coûts prohibitifs et, bien sûr au grand bénéfice des marchands de canons occidentaux. Ainsi, pour une population quatre fois plus importante que celle de la Jordanie voisine, l'Arabie saoudite dispose d'un personnel militaire à peine deux fois plus nombreux, mais dépense pour sa défense 33 fois le budget militaire du royaume *hachémite* (4) !

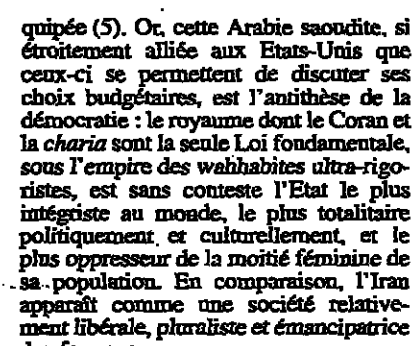
Calquées sur les structures tribales du pays, l'armée et la garde nationale saoudiennes sont essentiellement une milice prétorienne *de la monarchie, dont* l'efficacité dissuasive envers les menaces extérieures est fort douteuse et, en tout cas, sans commune mesure avec son *coût*, 2,5 fois plus *élevé* que celui de l'armée israélienne. Les armes de pointe que possède Ryad sont, pour une bonne part, du matériel « prépositionné » en vue d'un usage éventuel par les troupes américaines, selon une formule qui a la faveur du Pentagone depuis l'énorme effort logistique qu'il dut fournir dans les mois qui suivirent l'invasion du Koweït, en août 1990. Et nul n'ignore *que le gigantesque aéroport de Djeddah* n'a pas pour seule vocation l'accueil des pèlerins.

Le récent projet de l'Arabie saoudite, *révélé* par *le Washington Post*, de commander 102 F-16 à Lockheed Martin pour la bagatelle de 15 milliards de dollars (dont 3 pour les appareils, et 12 pour *leur équipement*, leur maintenance et la formation des pilotes !) est révélateur de la prodigalité du royaume. Au-delà des traditionnelles objections israéliennes, qui visent le plus souvent à obtenir en compensation des largesses militaires supplémentaires de la part de Washington (en l'occurrence, des F-22 « furtifs »), le quotidien de la capitale fédérale fait état d'une polémique fort édifiante au sein de l'*establishment* américain lui-même. Alors qu'une partie des responsables (*au sein du département* d'Etat) préfèrent que ces fonds soient utilisés à des fins sociales permettant de préserver la stabilité intérieure du royaume, d'autres (au Pentagone) *souhaiteraient* que les Saoudiens modernisent leur armée de terre plutôt que d'accroître les moyens de leur armée de l'air, déjà suréquipée (5). Or, cette Arabie saoudite, si étroitement alliée aux Etats-Unis que ceux-ci se permettent de discuter ses choix budgétaires, est l'antithèse de la démocratie : le royaume dont le Coran et la *charia* sont la seule Loi fondamentale, *sous l'empire des wahhabites ultra-rigo*ristes, est sans conteste l'Etat le plus intégriste au monde, le plus totalitaire politiquement et culturellement, et le plus *oppresseur* de la *moitié féminine* de sa population. En comparaison, l'Iran apparaît comme une société relativement *libérale, pluraliste et émancipatrice* des femmes...



UN DELPIERRE-METIS

ALEXANDRIE, ÉGYPTE
Un espace politique étrangement immobile



On perçoit ici la grande hypocrisie de ceux qui sont prompts à pourfendre l'intégrisme au nom de la *démocratie* et de la laïcité, quand il est d'orientation anti-occidentale, tout en se réjouissant de l'amitié lucrative saoudienne. Et l'on *comprend à quel point les populations* arabes ont pu juger mensonger et irrecevable le discours de la coalition anti-irakienne durant la guerre du Golfe, lorsque cette même coalition, Etats-Unis en tête, prétendait défendre les valeurs démocratiques à partir du royaume saoudien et avec sa participation.

Voici l'une des raisons fondamentales de l'exception despotique arabe : l'Occident ne saurait promouvoir verbalement des *valeurs démocratiques* dans le monde arabe sans risquer de porter atteinte à ses protégés du Golfe.

Mais il y a aussi une seconde raison *fondamentale* : le *développement impétueux* de l'autre versant de l'intégrisme, radicalement anti-occidental, à l'iranienne. L'Occident récolte ainsi ce qu'il avait *contribué* à semer : durant près de trois décennies, son combat contre le nationalisme progressiste, avec pour modèle *le nassérisme soutenu par* l'URSS, s'était allié à la propagande islamique du royaume saoudien, ennemi juré du régime égyptien. Soutenant les Frères musulmans contre le président égyptien Gamal Abdel Nasser, Ryad finançait et accueillait sur son sol, avec l'*aide de la CIA*, la *majeure partie* de la nébuleuse internationale de l'intégrisme islamique.

Au moment de la décomposition du *nassérisme*, les *régimes de la* « *restauration* pro-occidentale » avaient reproduit cette même alliance pour combattre la gauche et les partisans de l'ancien régime, à l'instar du président Anouar El Sadate. Celui-ci fera figure d'apprenti sorcier : ayant grandement contribué, au *début de sa présidence*, à *libérer* et à *renforcer* les activités des intégristes musulmans, et ce afin de venir à bout de son opposition de gauche, il finira par être *assassiné* au *nom* de l'islam. Entre-temps, la révolution iranienne de 1979 avait révélé, à la grande surprise de Washington et de Ryad, un nouveau visage de l'opposition *militante* à *la domination* occidentale.

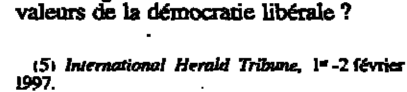
Ainsi, après tant d'années de combat anticommuniste et antinationaliste mené sous la bannière de l'islam plutôt que *sous celle de la démocratie libérale*, le nationalisme en banqueroute et la gauche impuissante ont laissé le champ libre à l'intégrisme islamique. La pente qui s'offrait le plus naturellement à la contestation populaire nationaliste et sociale était celle de la religion, bien huilée par Ryad et Washington.

Il s'ensuivit une longue période d'hésitation, pendant laquelle les dirigeants saoudiens et leurs conseillers américains crurent possible de *circonscrire* la contagion *en jouant de la* spécificité chiite de l'Iran, en opposant les « chiites extrémistes » aux « sunnites modérés ». Ryad continua à parrainer les mouvements intégristes sunnites, en particulier la mouvance issue de l'organisation des Frères musulmans. Mais ce pari renouvelé s'avéra tout aussi désastreux : en 1990, au moment de la crise du Golfe *opposant* l'Irak à l'*Arabie saoudite, des* fractions majeures de la mouvance intégriste sunnite, soutenues par Ryad, prirent le parti de Bagdad pour ne pas se couper de leur base sociale. Le fiasco était cuisant pour la monarchie saoudienne.

L'écroulement de l'URSS en 1991 reléguant le communisme à une survivance, Washington décréta que le nouvel ennemi numéro un de l'Occident était dorénavant l'islam radical d'inspiration iranienne. On passa ainsi, en peu de *temps, de la* « *fin de l'histoire* » *au* « choc des civilisations ». Certes, la même hypocrisie qui faisait de la monarchie saoudienne une alliée de la civilisation occidentale continuait à jouer : elle a même produit récemment une autre « réussite », en Afghanistan, où l'on sait *quelle fut la collusion de Washington et* de Ryad avec les talibans (6).

Le fait que l'islamisme anti-occidental *représente le principal vecteur de* la contestation populaire dans le monde arabe s'ajouta donc au propre rayonnement antidémocratique de la monarchie saoudienne pour justifier, depuis 1990, que, à l'inverse de l'évolution générale de la planète, la variante arabe du nouvel ordre mondial repose sur le despotisme. C'est pour préserver la stabilité de l'Arabie saoudite autant que pour conjurer une prise de pouvoir des pro-iraniens à Bagdad *que les troupes du général* Norman Schwarzkopf s'arrêtèrent à quelques kilomètres de la capitale irakienne et laissèrent la dictature de Saddam Hussein *se ressaisir face aux révoltés* du Nord kurde et du Sud chiite du pays. Pour les mêmes raisons, l'Occident donna son aval au coup d'arrêt de l'expérience démocratique en cours en Algérie, après que le FIS algérien se fut rangé aux côtés de l'Irak dans la crise du Golfe.

Point n'est donc besoin de remonter au septième siècle pour comprendre l'*exception arabe, la seconde moitié* de notre siècle finissant suffit largement à l'expliquer (7). Mais puisque exception il y a, de quelle règle l'est-elle, au juste ? Peut-on encore croire, après examen du cas arabe, aux affinités électives entre la mondialisation économique néolibérale *sous hégémonie occidentale et* les valeurs de la démocratie libérale ?



(1) Lire Alain Gresh, « Ces colonnes vacillantes du Proche-Orient », *Le Monde diplomatique*, novembre 1996.

(2) On a assisté l'année dernière, au Liban, à la fin du pluralisme politique dans les médias audiovisuels et au renouvellement d'un type d'arrestations politiques auquel le pays n'était plus accoutumé depuis longtemps.

(3) *International Herald Tribune*, Paris, 21 janvier 1992. Le titre de l'article était : « Islam et démocratie ne sont tout simplement pas compatibles ».

(4) Chiffres de 1993. L'Arabie saoudite est au *neuvième rang mondial du point de vue des* dépenses militaires, après les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, ainsi que l'Allemagne, l'Italie et le Japon !

(5) *International Herald Tribune*, 1er-2 février 1997.

(6) Lire Olivier Roy, « Avec les talibans, la charia plus le gazoduc », *Le Monde diplomatique*, novembre 1996.

(7) Certes, les raisons invoquées ici n'épuisent *pas pour autant la question*. Elles se combinent avec divers autres facteurs plus ou moins endogènes, dont on trouvera un très bon exposé dans *Démocraties sans démocrates : politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, ouvrage collectif sous la direction de Ghassan Salamé (Fayard, Paris, 1994), qui s'inscrit en faux contre la thèse *culturaliste*. Le *principal* reproche que l'on pourrait cependant adresser à ce recueil est de faire *l'impasse sur la responsabilité de l'Occident*, pourtant fondamentale.

* Université Paris-VIII.



VERS UNE TRANSITION TRANQUILLE ?

Le Maroc prêt pour l'alternance

(Suite de la première page.)

Le sociologue Mohamed Guessous explique l'attitude passée de ce parti par ce qu'il appelle *« la blessure profonde de l'exclusion »*, engendrée, dès avant les années 60, par la mainmise du régime sur toutes les institutions et par le refus des autorités de prendre en compte *« la légitimité populaire »* dont parlait Mehdi Ben Barka (2).

Le pouvoir, estimant qu'il contrôle suffisamment la situation, prône désormais l'ouverture, joue le jeu de la transparence et rompt, par le biais de ce pacte, avec ce que M. Abderrahmane Youssoufi, secrétaire général de l'USFP, appelle *« des tripatouillages indécents »*.

Il y en eut notamment en 1993, lors d'élections législatives qui succédèrent à un référendum constitutionnel pour lequel l'opposition avait fait campagne en faveur du « non ». L'opposition, rassemblée au sein de la Koutla (3), cria alors au truquage des urnes, incriminant le ministre de l'intérieur, M. Driss Basri, dont elle réclama le départ. Excédé, M. Youssoufi choisit même de s'exiler pendant un an et demi, non sans avoir exigé une révision de la Constitution et de la loi électorale, accusant celle-ci de freiner la démocratisation.

Le monarque, Hassan II, afin de débloquer la situation, proposa alors à l'opposition d'accéder au gouvernement, mais en lui refusant le droit de choisir le premier ministre ainsi que les responsables de l'intérieur, de la justice et des affaires étrangères. L'opposition n'accepta pas.

C'est pourquoi l'assainissement des listes électorales et la création d'une Commission nationale de contrôle des élections ont donné lieu à de longues tractations entre les autorités et l'opposition – celle-ci exigeant des garanties pour éviter les fraudes si fréquentes naguère et si grossières. Selon les chiffres publiés récemment par la presse marocaine, plus de 4,5 millions d'inscriptions électorales seraient sujettes à caution, pour un corps électoral de 12 millions de votants potentiels... Pour parvenir à ce constat, il a fallu sept mois de négociations, et quelque vingt-six réunions, par exemple, ont été nécessaires pour que le ministère de l'intérieur accepte enfin l'accès aux fichiers et permette à l'opposition de corriger des dizaines d'irrégularités. Ce qui conforte l'argumentation de l'opposition, selon laquelle, *« après quarante ans d'indépendance, nul ne peut réellement prétendre connaître la vraie carte politique du pays »*.

Le pouvoir semble avoir fait l'analyse qu'il lui fallait changer d'équipe en s'appuyant sur d'autres forces politiques, ne serait-ce que pour répondre aux injonctions des maîtres d'œuvre de son économie que sont le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Il estime aussi que l'intégration à l'économie mondiale ne réussit jamais mieux qu'avec des réformes politiques. Depuis 1992, l'opposition et le gouvernement ont amorcé un rapprochement. La première a usé de toutes les habiletés et a expérimenté tous les moyens pour s'approprier des parcelles de pouvoir sans se compromettre avec le régime, mais n'y est jamais parvenue. Désormais, devant la perspective d'une victoire aux élections législatives de l'automne prochain, ses cadres piaffent à l'entrée des ministères, refusant d'épouser les vieilles querelles d'antan.

L'opposition a pu mesurer, au surplus, pendant les élections de 1992-1993, les « dangers de l'obscurantisme » que dénonce M. Noubir Amaoui, secrétaire général de la Confédération démocratique du travail (CDT) (4), *« les tentations populistes fascisantes et les résurgences passéistes »*, la montée de l'islamisme (5) et surtout l'importance de ce *« Maroc maffieux »*, dont les profits, contrebande, drogue, utilisation abusive du pouvoir administratif et politique, corruption, représenteraient, selon Mohamed Guessous, 50 % du PNB marocain (6).

Mais *« l'implacable dynamique de changement »* dont parlait le neveu du monarque, M. Hicham Ben Abdallah El Alaoui *(lire son article « La monarchie marocaine tentée par la réforme »,* Le Monde diplomatique, *septembre 1996)*, a rattrapé effectivement les partenaires. Tous se rangent désormais à l'avis de M. Youssoufi selon lequel *« l'alternance doit venir des urnes »*.

Le déclic s'est produit en septembre 1996, quand l'opposition, non semble-t-il « sans états d'âme », décida de faire campagne en faveur du « oui » lors du référendum constitutionnel. C'était une première pour l'USFP, qui avait boycotté ou voté « non » lors des quatre modifications constitutionnelles précédentes (7). Pourquoi a-t-elle accepté en 1996 ce qu'elle refusa en 1992 ? *« Parce que*, répondent les dirigeants de l'opposition, *nous avons enfin obtenu que le gouvernement soit issu des urnes, qu'il soit responsable devant le Parlement et que la première Chambre de celui-ci soit élue directement par les citoyens. »* Certains ajoutent qu'*« on ne peut pas aller plus loin, à l'heure actuelle, en matière de réformes »*. Le mode de représentation a été modifié lors du référendum du 13 septembre 1996. Le système actuel (une seule Chambre dont un tiers des députés sont indirectement désignés par le pouvoir) sera remplacé par deux Chambres ; la totalité des membres de la Chambre basse seront élus au suffrage universel, tandis que ceux de la seconde, dite Chambre des conseillers, seront élus au suffrage indirect et représenteront « les forces vives du pays ».



DANS UNE RUE DE GUELMIN
Les changements doivent venir des urnes

ABBAS-MAGNUM

Des garanties fragiles

A la base, de nombreux citoyens pensent que le pari est risqué. Et l'enthousiasme manifesté par la classe politique et par les médias officiels n'est point partagé par tout le monde. Certains dirigeants de l'opposition expriment même, *sotto voce*, quelque inquiétude.

Sur les garanties, d'abord. Par exemple, M. Mohamed Bensaid, secrétaire général de l'Organisation de l'action populaire et démocratique (OADP), qui avait déjà refusé de suivre les autres partis d'opposition dans l'acceptation de la réforme constitutionnelle de 1996 et avait vu à cette occasion son parti éclater, s'interroge ouvertement sur les indispensables structures démocratiques à mettre en place pour assurer le respect de la charte. M. Abderrahmane Youssoufi, à sa manière, a également souligné la fragilité de la caution : *« Nous n'avons que la parole du roi. »* Et les autorités ne sont certainement pas prêtes à accepter la présence, lors des prochains scrutins, d'observateurs internationaux...

Néanmoins, l'apurement des listes électorales n'est pas terminé, notamment aux échelons locaux et professionnels, pour appliquer le principe *« une seule inscription, une seule carte d'électeur, une seule voix pour un seul votant »*. Et il n'est pas certain que ce « travail de titan » puisse être terminé pour les prochaines consultations de l'automne 1997. Si les 297 articles du code électoral ont été acceptés par le Parlement après trois moutures au moins, rien n'est encore précis sur de nombreux textes fondamentaux et sur la composition concrète de la seconde Chambre du futur Parlement.

On sait seulement qu'elle serait constituée aux trois cinquièmes d'élus communaux, municipaux et régionaux, ce qui aboutira à une surreprésentation du monde rural, et pour le reste par des élus professionnels et syndicaux. L'opposition ira donc à la bataille, en septembre prochain, en partie les yeux fermés, encore que, pour une fois, en rangs unis. La Koutla va présenter des candidatures communes, comme pour les quelque 25 000 circonscriptions municipales du 13 juin 1997. Les partis de l'actuelle majorité, dits « de l'administration » (Union constitutionnelle, Mouvement populaire et Parti national démocrate), groupés au sein du Wifak, devraient faire de même, mais certains de leurs élus, sentant le vent tourner, se rapprochent déjà de la Koutla.

On irait donc vers une bipolarisation de fait, sans compter les candidatures sans appartenance politique, toujours possibles. Mais, dit M. Abderrahmane Youssoufi : *« Nous n'avons pas d'autre choix. Nous refusons la politique du pire. Le pays a déjà perdu quatre ans. »*

Cette étape de la démocratisation suscite d'autres réserves. Les petits partis de la gauche radicale se sentent exclus, et, avec les islamistes, dont certaines organisations sont insérées dans le jeu politique (8), ils en sont réduits, comme en janvier 1997, à exprimer leur force dans la rue (9). Tous ces groupes pourraient être tentés de reprendre le flambeau contestataire et de s'ériger en une sorte de Front du refus. Les associations de la société civile en émergence se demandent, perplexes, comment s'insérer, en tant qu'acteurs, dans le débat politique : organisations féminines, partagées sur la question des quotas ; organisations de défense des droits de la personne humaine (10) ; émigrés qui réclament de siéger, au moins dans la seconde Chambre (11).

Certains militants des partis de la Koutla se résignent mal, pour leur part, à devoir sortir de la logique de la confrontation : ils craignent les manœuvres, la manipulation et l'instrumentalisation. Ce désenchantement est, sans doute, attisé par les opposants aux réformes qui ne peuvent s'avancer à visage découvert.

La désaffection à l'égard du politique d'une large fraction de la population, et notamment d'une jeunesse sevrée de rêves et d'espoirs, est également fort pesante. M. Youssoufi, homme pondéré, rassembleur, partisan actif de cette transition tranquille, s'en indigne : *« Nous avons besoin*, dit-il, *de la mobilisation de tous. De nouveaux horizons s'ouvrent. Les chantiers sont énormes. »* Et d'en citer cinq principaux inscrits au programme de l'opposition : *« Montrer que l'on peut gouverner autrement ; créer, enfin, des rapports citoyens avec une administration et une justice transformées ; restaurer la notion de service public ; redonner, par le sérieux, l'efficacité, la rationalisation, l'intégrité et la bonne gestion, un nouveau souffle à une économie en mal d'investissement ; se pencher, enfin, sur le sort et le devenir de la jeunesse. »*

Mais, dans un pays où tant de choses ont été si longtemps négligées, les dossiers à traiter sont innombrables et urgents. En particulier, et même si la croissance devait atteindre cette année le taux record de 9,5 %, de larges pans de l'économie sont en crise et les problèmes sociaux, un an après les violentes émeutes du 5 juin 1996 à Tanger, demeurent explosifs : analphabétisme (50 %, le taux le plus élevé du Maghreb) ; chômage (20 % de la population active urbaine, surtout jeune, y compris plus de 300 000 diplômés du supérieur) ; énormes disparités en matière de revenu, de salaires, de santé, d'enseignement, qui créent une situation extrêmement conflictuelle ; gestion urbaine chaotique ; délaissement du monde rural ; injustices permanentes, arbitraire, inégalités, insécurité, etc.

En outre, le déficit de confiance des citoyens et des investisseurs (à peine 5 % de la capitalisation de la Bourse de Casablanca – 9 milliards de dollars – sont détenus par des investisseurs étrangers) doit être résorbé, les finances publiques assainies, et la nouvelle administration aura également à s'attaquer aux problèmes de la dette, de l'inflation, des déficits, de la cherté de la vie... L'économie, ravagée par le libéralisme sauvage et la corruption, doit être humanisée et relancée, ainsi que la politique culturelle ; il faudra résoudre d'autres problèmes en attente, notamment en finir, par la négociation, avec la question du Sahara occidental ; intégrer les exclus, jeunes, chômeurs, femmes, émigrés. En somme, créer un Etat de droit.

Bien que les principaux chefs de l'opposition soient actuellement assez circonspects pour se méfier des effets d'annonce démagogiques, ils savent que pour entraîner l'adhésion populaire et le *« sursaut contre la résignation »* il faudra réformer, fixer de nouvelles orientations réalistes et pragmatiques. Ils ont pour eux la crédibilité que leur confèrent leurs combats historiques : *« Nous avons payé le prix de nos idées*, affirme M. Abderrahmane Youssoufi, *et nous n'avons pas dévié de notre ligne. »*

ZAKYA DAOUD
et BRAHIM OUCHELH.

(2) Dirigeant socialiste marocain enlevé dans des conditions tragiques et non encore élucidées le 29 octobre 1965 devant la brasserie Lipp à Paris. Malgré cette « disparition », l'assassinat d'autres dirigeants, dont Omar Benjelloun, et quantité de procès (6 000 militants arrêtés et détenus dans les années 70), les contacts entre l'USFP et les autorités n'ont jamais été totalement rompus.

(3) La Koutla al Démocratyia est un front comprenant quatre partis d'opposition : l'Istiqlal, le vieux parti nationaliste fondé par Allal el Fassi ; l'Union socialiste des forces populaires (USFP), *héritier du parti fondé par Mehdi Ben Barka* ; le Parti du progrès et du socialisme (PPS), ex-Parti communiste ; et l'Organisation de l'action populaire et démocratique (OADP) (gauche), qui s'est scindée en septembre 1996, après le cinquième référendum constitutionnel, et dont certains cadres ont fondé le Parti socialiste démocratique (PSD), également signataire de cette charte.

(4) Reconduit à son poste de secrétaire général en mars 1997, M. Noubir Amaoui a fait longtemps figure de dirigeant d'une gauche plus radicale à la tête de son syndicat, la Confédération démocratique du travail, pour avoir été arrêté et détenu deux ans pour délit d'opinion.

(5) *Cf. Libération*, organe en langue française de l'USFP, 4 juillet 1996 ; lire aussi Abderrahim Lamchichi, « L'islamisme s'enracine au Maroc », *Le Monde diplomatique*, mai 1996.

(6) La Banque mondiale, dans un rapport d'octobre 1995, parle aussi de « centres de résistance à la réforme » constitués par des profiteurs des quarante ans écoulés. Lire Hubert Prolongeau, « Bidonvilles et trafic de drogue à Tanger », *Le Monde diplomatique*, mai 1996.

(7) Constitutions de 1962, 1970, 1972 et 1992. En 1996, sur 12 millions d'électeurs, 10 millions de votants et autant de « oui », le « non » n'a recueilli que 45 324 suffrages.

(8) La fraction de M. Abdelilah Benkirane a intégré en 1994 le petit parti du docteur Khatib, le Mouvement populaire pour la démocratie constitutionnelle.

(9) Al Adl Wa Lihssane, de M. Yacine, dominante dans l'Université, a animé en décembre 1996-janvier 1997 des grèves estudiantines. Sur fond de crise économique, sociale et morale, les islamistes ont les mêmes dynamiques et motivations que partout ailleurs.

(10) Malgré une amnistie générale déclarée en août 1994, le sort de certains disparus des années 70 reste non éclairci, M. Abraham Serfaty n'est toujours pas autorisé à regagner son pays. Les organisations des droits de l'homme ont constaté dans leur rapport de la fin 1996 une régression en la matière (rapport de l'OMDH, janvier 1997).

(11) Ils ont manifesté leur vitalité en créant en janvier 1997 un collectif « Maroc Solidarité ». Leur représentation au Parlement a été supprimée en 1993 et promise en 1996.

Manière de voir
LE TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR LE MONDE DIPLOMATIQUE



Une autre manière de voir la politique internationale et d'aborder les grands problèmes de notre temps. Des dossiers étoffés, rigoureux sur des sujets d'actualité. Dans chaque numéro, un point complet sur une grande crise sociale, morale, économique, écologique ou culturelle.

ABONNEZ-VOUS

BULLETIN D'ABONNEMENT

A renvoyer à : Manière de voir - Service abonnements - 24, av. du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex
VALABLE UNIQUEMENT POUR LA FRANCE MÉTROPOLITAINE

OUI je m'abonne à *Manière de voir* :

☐ 2 ans (8 numéros) : 289 F au lieu de 360 F (prix d'achat au numéro)
Tarif spécial pour les abonnés du *Monde diplomatique** : 246 F

☐ 1 an (4 numéros) : 157 F au lieu de 180 F (prix d'achat au numéro)
Tarif spécial pour les abonnés du *Monde diplomatique** : 135 F

* Notez votre numéro d'abonné : ______

J'ai bien noté que chaque dossier paraîtra dans l'année aux dates suivantes : février, mai, août, novembre
Pour les tarifs étrangers, nous consulter au : (33) 01.42.17.32.90 de 8 h 30 à 17 heures.

Nom ______ Prénom ______
Adresse ______
Code postal ______ Ville ______
Mode de règlement : ☐ Chèque bancaire
☐ Carte bancaire n° ______
Signature

701 MV 002



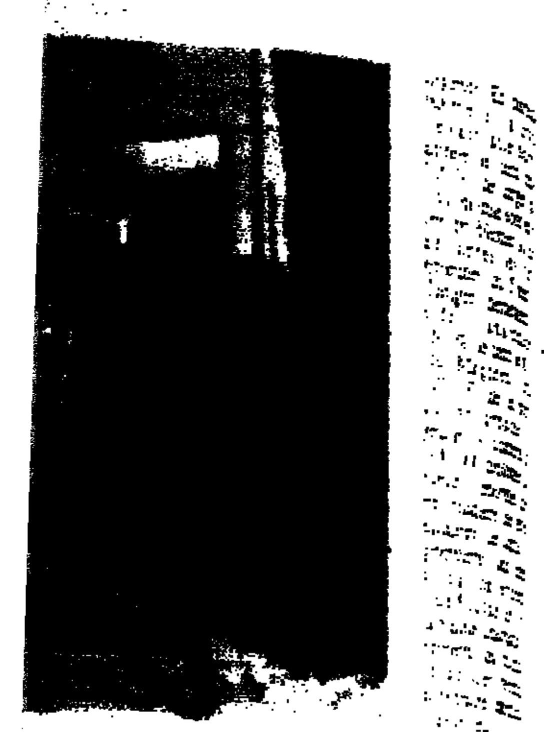
Entre autres, dans le numéro de juin 1997 :

Hong-Kong — Philippe LE CORRE
Les élections algériennes — Lakhdar BELAÏD
Nicolaï Kantchev — Denitza BANCHEVA

Figures libres
Choix de films, Chroniques de théâtre,
Revue des livres, Choix de disques...

Le n° (144 pages) : 58 F - étr. : 65 F — Rédacteur en chef
Abon. (11 nos/an) : 485 F - étr. : 590 F — Henri MADELIN

*En vente dans les grandes librairies • Pour recevoir ce numéro, tapez sur Minitel 36 15 SJ*ETUDES (2,23 F la min.) ou envoyez vos nom, adresse et règlement à l'ordre d'ETUDES :*
14, rue d'Assas - 75006 PARIS ☎ 01 44 39 48 48



UN ESPACE MAGIQUE DE SOCIABILITÉ

Jemaa-el-Fna, patrimoine oral de l'humanité

Par JUAN GOYTISOLO *

COMME le montre Mikhaïl Bakhtine dans son admirable analyse de l'œuvre de Rabelais, il fut un temps où le réel et l'imaginaire se *confondaient*, où *les* noms supplantaient les choses qu'ils désignent, où les mots inventés *avaient leur existence* propre : *ils* grandissaient, se développaient, s'accouplaient et se reproduisaient comme des êtres en chair et en os. Le marché, la grand-place, l'espace public étaient le lieu idéal de leur épanouissement : les discours s'entremêlaient, *les légendes revivaient*, le sacré était sujet à moqueries sans cesser d'être sacré, les parodies les *plus acerbes étaient* conciliables avec la liturgie, le conte bien tourné maintenait l'auditoire en haleine, *le rire* se mêlait aux actions de grâce, et le jongleur, ou le forain, en profitait pour passer la sébile.

Cet univers de fripiers et de porteurs d'eau, d'artisans et de gueux, de *maquignons* et de voyous, de filous aux mains soyeuses, de simples d'esprit, de femmes de *petite vertu*, de *forts en gueule*, de garnements, de débrouillards, de charlatans, de cartomanciens, de tartufes, *de docteurs* à la science infuse, tout ce monde haut en couleur, ouvert et insouciant, qui donna sa force vitale aux sociétés chrétienne et islamique – beaucoup moins différenciées qu'on pourrait le croire –, à l'époque de l'archiprêtre de Hita, a été *supprimé* peu à peu, ou de façon radicale, par la bourgeoisie naissante et l'Etat quadrilleur de villes et de vies ; il n'est *plus* qu'un vague souvenir pour les pays techniquement avancés et moralement vides. L'emprise de la cybernétique et de l'audiovisuel nivelle les populations et les esprits, « disneyise » l'enfance et atrophie ses capacités imaginatives. Seule une ville conserve le privilège d'abriter le défunt patri*moine oral* de l'humanité, qualifié par beaucoup avec mépris de tiers-mondiste. Je veux parler de Marrakech, *et de la place* Jemaa-el-Fna, aux abords de laquelle, depuis plus de vingt ans et à intervalles réguliers, j'écris, je déambule et j'habite.

A Jemaa-el-Fna, les jongleurs, les saltimbanques, les clowns, les conteurs sont presque aussi nombreux, et d'une qualité tout aussi grande que lorsque je suis arrivé à Marrakech, ou quand Elias Canetti y fit une *visite qui laisserait* une trace si féconde, ou encore à l'époque où les frères Jérôme et Jean Tharaud *écrivirent leur récit de* voyage, *c'est-à-dire* soixante ans plus tôt. Si l'on compare son aspect actuel avec les photos prises au début du protectorat, on y découvre bien peu de différences : quelques immeubles plus compacts, quoique discrets ; une augmentation du trafic ; la prolifération vertigineuse des bicyclettes. Mais ce sont les *mêmes remous, les mêmes fiacres* ; *les groupes* de maquignons se mêlent *toujours aux cercles qui se forment autour des conteurs*, dans la fumée vagabonde et accueillante des cuisines ; le minaret de la Koutoubia protège, immuable, le royaume des morts et l'existence affairée des vivants.

En l'espace de quelques décennies ont apparu, puis disparu, les baraques en bois avec leurs vendeurs de boissons, leurs bazars, leurs librairies d'occasion : un incendie a eu raison d'elles, et on les a reconstruites dans le très *florissant* Nouveau Marché (seuls les librairies ont subi un exil cruel à *Bab Doukala*). *Les compagnies d'autocars regroupées en haut* de Riad Zitoun – tintamarre, va-et-vient *incessant, voyageurs, portefaix*, marchandises ambulantes, crieurs, cigarettes, sandwichs –, elles aussi ont pris le large pour s'installer à la gare routière toute flambante où règne l'ordre. Conséquence des splendeurs et des fastes de la réunion du GATT en 1995, la place Jemaa-el-Fna a été goudronnée, nettoyée, pomponnée : les vendeurs *à la tire qui s'y installaient* à heures fixes et déguerpissaient en un clin d'œil dès qu'un agent de *police était en vue ont émigré vers des* climats plus propices. La place y a perdu un peu de son animation grouillante, mais elle a *préservé* son authenticité.

ENTRE-TEMPS, la mort a causé ses ravages habituels parmi les personnalités les plus célèbres. Ce fut d'abord Bakchich le clown, avec son bonnet à queues de vache, dont le numéro attirait quotidiennement vers l'univers insulaire de sa halca (1) un cercle compact de badauds, adultes et enfants. *Puis vint le* tour de Mamadh, l'artiste de la bicyclette, *capable de sauter du guidon sur* la selle *sans* cesser de virevolter et tourbillonner dans son cercle magique d'équilibriste. Il y a deux ans, elle a frappé à la porte de Sarouh (la Fusée) : prédicateur solennel et conteur effronté, qui inventait des histoires piquantes sur le candide et rusé Jeha, il maniait sans contrainte une langue d'une extrême richesse, et *ses métaphores allusives* et élusives vibraient comme des *flèches autour de l'innommable* cible *sexuelle*. Son *imposante silhouette* – crâne rasé, bedaine pontifiante – s'inscrivait dans une tradition ancienne de la place, incarnée il y a bien longtemps par Berghut (la Puce), et dont les origines remontent à des temps plus durs et cruels, lorsque les opposants à l'auguste autorité du sultan apparaissaient pendus à des crocs de boucher pour servir d'*exemples ou se balançaient*, sous les yeux d'une *population effrayée et silencieuse*, à la *sinistre* « balançoire des braves ».

J'ai appris avec retard, il n'y a pas très longtemps, la mort accidentelle de Tabib Al Hacharat (Docteur des insectes), à qui Mohamed Al Yamani a consacré quelques très belles pages dans la revue *Horizons maghrébins*. Les habitués de Jemaa-el-Fna connaissaient bien ce petit homme aux cheveux clairsemés et hirsutes qui, entre chacune de ses apparitions, de *plus* en *plus rares, se promenait en titubant autour de la place et ronflait* comme une locomotive asthmatique sous les tentes des gargotes, près des fourneaux accueillants. Son histoire, mélange de vérité et de légende, pourrait se comparer à celle de Sarouh. Comme lui il avait



BRUNO BARBEY-MAGNUM

LA PLACE CENTRALE DE MARRAKECH EN 1977

choisi la voie de *la* pauvreté et de l'errance, passé des nuits dans les cimetières et les commissariats, fait *quelques brefs séjours en prison – qu'il* appelait « la Hollande » – pour ébriété sur la voie publique. Quand il en avait assez du Maroc, comme il disait, il faisait son baluchon et partait « en Amérique », c'est-à-dire jusqu'aux terrains vagues entourant l'Holiday Inn. Son génie verbal, sa capacité d'invention, ses jeux de mots, ses *palindromes renouaient sans le savoir* avec les *Makamat* d'Al Hariri – ignorés par notre arabisme officiel si indigent –, et s'inscrivaient dans un paysage littéraire qui, comme l'a fort bien vu Shirley Guthrie, tient à la fois des audaces d'Al Hariri et de l'« esthétique du risque » de Raymond Roussel, des surréalistes et de l'Oulipo (2). Ses parodies du journal télévisé, sa recette du meilleur tajine du monde sont un modèle d'imagi*nation et d'humour. Je ne résiste pas au plaisir de transcrire quelques* paragraphes sur les vertus thérapeutiques des produits qu'il conseillait à son auditoire : ni filtre d'amour ni potion magique, comme les charlatans de métier, mais du verre moulu, et de l'ambre extraite du trou du cul du diable...

« Et le charbon ?

– Il sert pour les yeux, pour le robinet de l'agate de l'iris de l'œil, du coup de phare de l'œil. Tu poses le charbon sur *l'œil malade*, tu laisses *lever jusqu'à l'éclatement de l'œil, tu prends un clou 700*, et tu *l'enfonces* bien dans l'œil, et tu touilles bien jusqu'à ce que tu arrives à sortir ton œil, et quand tu l'auras dans la main, tu pourras voir sur une distance de trente-sept années-lumière ! Si tu as des puces à l'estomac, des souris dans le foie, une tortue dans le cerveau, des cafards dans les genoux, une sandale, un morceau de zinc, un concasseur, j'ai trouvé une chaussette chez une femme de Dawdiyat. Demandez-moi : où tu l'as trouvée ?

– Où tu l'as trouvée ?

– Je l'ai trouvée dans le cerveau d'un professeur (3) ! »

Mais la perte la plus grave a *été* la fermeture inattendue et définitive du Café Matich : bien qu'il ait coulé depuis beaucoup d'eau sous les ponts – averses, rafales, inondations –, Jemaa-el-Fna ne s'en est pas encore remise.

Comment définir ce qui, par son caractère protéiforme et sa cordialité insinuante, échappe à tout schéma réducteur ? Sa position stratégique, dans le coin le plus fréquenté, en faisait le bastion, le cœur de la place. Quiconque y était assis pouvait l'embrasser du regard tout entière, y surprendre ses secrets : querelles, rencontres, salutations, ruses, attouchements de mains furtives ou d'une tumescence cherchant une concavité propice, insultes, agitation, psalmodie itinérante des mendiants, gestes de charité. La foule qui se bouscule, le *corps-à-corps involontaire*, l'*espace en* perpétuel mouvement composaient la trame d'un film sans fin, renouvelé. Des histoires ou des anecdotes à n'en plus finir, des fables à la morale pour le moins suspecte, telle était la nourriture quotidienne de ses habitués. A la terrasse du café se mêlaient musiciens gnaouas (4), maîtres d'école, professeurs *de lycée*, *marchands de bazar, bateleurs, trafiquants à la petite* semaine, voyous au grand cœur, vendeurs de cigarettes à l'unité, journalistes, photographes, étrangers atypiques, clients aux poches vides. La simplicité des rapports les mettait sur un pied d'égalité. Au Matich, on parlait de tout et on ne se scandalisait de rien. Le préposé au service de ces *royaumes épars possédait une solide culture littéraire, et n'accordait* à *la* clientèle qu'une attention intermittente – dont ne s'impatientaient que les nouveaux venus –, plongé qu'il était dans une lecture d'une traduction arabe de Rimbaud.

J'AI vécu là-bas la terrible tension et la douloureuse amertume de la guerre du Golfe : quarante jours tragiques et inoubliables. Les touristes avaient déserté la place et les résidents étrangers, mis à part une poignée d'excentriques, ne s'y aventuraient guère. *Un vieux* maître *gnaoui écoutait* les *informations, l'oreille collée au transis*tor. Les terrasses panoramiques du Glacier et du Café de France restaient désespérément vides. Au crépuscule, le soleil rouge saignait sur la place, comme s'il prédisait l'horrible massacre.

J'y ai passé aussi la Saint-Sylvestre la plus délicieuse et poétique de ma vie. J'étais assis là avec quelques amis et j'attendais, bien emmitouflé, la venue de l'*année nouvelle. Soudain, comme dans* un rêve, un fiacre vide apparut. Le cocher, sur son siège, avait du mal à se tenir droit. Son regard embrumé s'arrêta sur une jeune fille blonde installée à l'une des tables. Ebloui, il lâcha les rênes ; le fiacre réduisit son allure, et finit par s'immobiliser. Comme dans une scène de cinéma muet filmée au ralenti, le modeste cocher saluait la belle et l'invitait à monter dans sa voiture. *Comme la belle ne semblait pas faire cas de lui, il descendit de son siège*, s'approcha d'un pas incertain et avec un « *madam, madam...* » *laborieux*, il refit son geste seigneurial, l'invitant cérémonieusement à monter dans sa Rolls ou son carrosse royal, son landau somptueux. L'attitude amicale des clients donnait une réalité à son amour, à ses vieux vêtements transfigurés en habits de fête, à *l'élégante* voiture de sa splendeur éphémère. *L'un d'eux, cependant, intervint pour briser cette idylle*, et l'escorta courtoisement jusqu'à son fiacre. *Le jeune homme ne parvenait pas à rompre* le charme : l'autre regardait en arrière, lançait des baisers et, pour se consoler de son échec, flatta avec une ineffable tendresse la croupe de sa jument (il y eut des applaudissements et des rires). Puis il essaya de remonter sur son siège, y parvint après maints efforts, mais bascula aussi*tôt et tomba en arrière, roulé* en boule, au fond de *la* voiture (nouvelle salve d'applaudissements). Quelques *volontaires le remirent d'aplomb et*, les rênes à la main, il dessina des lèvres un baiser d'adieu à la déesse scandinave, avant de se perdre au petit trot sur le goudron indifférent et poussiéreux, dans le halo mélancolique de son éden aboli. Depuis l'époque bénie des films de Chaplin, je n'avais jamais assisté à une scène pareille : *aussi délicate, onirique, pleine* d'humour, délicieusement romantique.

Depuis la fermeture du café, ses *habitués se sont* dispersés comme une diaspora d'insectes privés de leur fourmilière. Les *gnaouas* se regroupent la nuit sur l'asphalte inhospitalier, ou bien s'entassent dans un vieux fondouk (5) de Derb Dabachi. Les autres, dont je suis, se consolent comme ils peuvent de la disparition de ce centre international des cultures, en se remémorant épisodes et anecdotes de son passé mythique et *glorieux, comme le feraient des émigrés nostalgiques, provisoirement* réfugiés dans l'exil.

Mais Jemaa-el-Fna résiste aux assauts conjugués du temps et d'une modernité dégradante et bornée. Les halcas continuent de prospérer, de nouveaux talents se révèlent, et un public toujours aussi friand d'histoires fait cercle autour des jongleurs et des artistes. Grâce à son incroyable vita*lité et à ses capacités digestives, elle agglutine les éléments* les plus divers, elle abolit momentanément les différences de classes et les hiérarchies. Les autobus chargés de touristes qui viennent échouer là comme des cétacés sont immédiatement pris dans sa fine toile d'araignée, et neutralisés par ses sucs gastriques. Cette année, pendant les nuits du ramadan, la place a attiré des dizaines de milliers de personnes autour de ses cuisines ambulantes, *parmi les* cris des vendeurs de chaussures, de vêtements, de friandises et de jouets. A la lueur des lampes à pétrole, *j'ai* cru remarquer la présence de Rabelais, de l'archiprêtre de Hita, de Chaucer, d'Ibn Zaïd, d'Al Hariri, et de nombreux derviches. Dans cet espace encore préservé, on ne voit pas de ces idiots bécotant leur téléphone portatif. L'éclat et l'incandescence du verbe prolongent miraculeusement son règne. Mais je tremble parfois en pensant *combien elle est vulnérable*, *et je sens monter* à mes lèvres cette question qui résume toutes mes craintes : *jusqu'à* quand ?

* Ecrivain espagnol, auteur, entre autres, de *Cahiers de Sarajevo*, la Nuée bleue, Strasbourg, 1994 ; *la Longue vie des Marx*, Fayard, Paris, 1995 ; *El Sitio de los Sitios*, Alfaguara, Madrid, 1995.

(1) *Cercle des spectateurs.*

(2) NDLR. Sigle de l'Ouvroir de littérature potentielle, groupe littéraire français caractérisé par son goût pour les recherches formelles et dont le représentant le plus célèbre est Georges Perec (1936-1982).

(3) Ce passage a été traduit de l'arabe par Mohamed Yamani.

(4) Musiciens noirs, descendants des confréries d'esclaves venus de Guinée.

(5) Hôtel.

TARIFS	1 AN	2 ANS
France (y compris DOM-TOM, et pays à accords postaux*)	230 F	418 F
Tarif spécial (étudiants, lycéens, chômeurs, RMistes sur présentation d'un justificatif. France métropolitaine uniquement)	200 F	340 F
Etranger		
Voie normale (y compris Union européenne par avion)	290 F	538 F
Voie aérienne		
Tunisie	285 F	528 F
Autres pays d'Europe (sauf Union européenne, Suisse) Algérie, Maroc	310 F	578 F
DOM, Afrique francophone	330 F	618 F
Etats-Unis, Canada, Moyen-Orient	350 F	658 F
Amérique Centrale, Amérique du Sud, Mexique, Afrique anglophone, Japon, Chine, autres pays d'Asie	395 F	748 F
TOM	410 F	778 F
Océanie, Australie, Nouvelle-Zélande	435 F	828 F

Bulletin d'abonnement

(à découper, à photocopier ou recopier sur papier libre)

Oui, je souhaite m'abonner au *Monde diplomatique.*

je vous indique la durée d'abonnement choisie :

☐ 2 ANS (24 NUMÉROS) ☐ 1 AN (12 NUMÉROS)

Je vous communique, ci-dessous, mes coordonnées :

701 MD 004

Nom : ______ Prénom : ______

Adresse : ______

Code postal : ______ Localité : ______

Pays : ______

Je joins mon règlement de : ______ F. par :

☐ Mandat international en F.F. ☐ Carte bancaire

☐ Eurochèque libellé en F.F. ☐ Carte American Express

(les virements ne sont pas acceptés)

N° Carte bancaire : ______

N° carte A.E. : ______

Date de validité : ______ Signature obligatoire :

LE MONDE diplomatique

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :
Le Monde diplomatique, Service abonnements
24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex France

EN DÉPIT DE VIOLATIONS RÉPÉTÉES DES DROITS DE L'HOMME

Reconnaissance régionale pour la junte birmane

EN Birmanie, les « valeurs asiatiques » dont se réclame le régime militaire ne font pas bon ménage avec la démocratie. Depuis le 20 mai dernier, une vague d'arrestations frappe, encore une fois, les partisans de Mme Aung San Suu Kyi, la grande figure de l'opposition à la junte. Cette répression a coïncidé avec l'entrée en vigueur, le même jour, de l'interdiction par les Etats-Unis de tout nouvel investissement américain dans ce pays. Elle ne devrait pas cependant détourner l'Association des pays du Sud-Est asiatique d'accueillir bientôt en son sein les généraux birmans.

Par ANDRÉ et LOUIS BOUCAUD *

Les généraux qui dirigent la junte birmane exultent. En dépit des réserves des Etats-Unis et de l'Union européenne, le régime de Rangoon est en passe d'être admis, le 1er juillet prochain, au sein de l'Association des pays du Sud-Est asiatique (Asean) (1). Condamnée à de nombreuses reprises par les instances internationales, la narcodictature birmane va ainsi gagner en légitimité (2).

Renforçant l'appui, déjà acquis, des milieux d'affaires et des dirigeants singapouriens et de la Malaisie, le président indonésien, M. Suharto, a confirmé son soutien au Conseil d'Etat de restauration de la loi et de l'ordre (Slorc), au pouvoir à Rangoon, lors de sa rencontre avec le général Than Shwe en février 1997. Mais c'est l'abandon des réserves thaïlandaises qui ouvre toutes grandes aux militaires birmans les portes de l'Asean. En novembre 1996, lors d'un bref passage à Bangkok, le président William Clinton avait pourtant dénoncé le rôle du trafic de drogue dans la vie politique et économique de la Birmanie et le refus des militaires d'honorer leurs engagements pour un retour à la démocratie.

La volte-face de la Thaïlande était prévisible depuis la victoire électorale, en novembre 1996, de M. Chaovalit Yongchaiyut. Huit ans plus tôt, le général Chaovalit, alors chef de l'armée, avait conduit une imposante délégation à Rangoon pour y entamer un dialogue avec le général Saw Maung, qui se trouvait à la tête de la dictature birmane. Les deux hommes sont d'anciens camarades de promotion à l'académie militaire américaine de West Point. Lors de cette visite, M. Chaovalit s'était déclaré partisan d'une politique d'engagement constructif entre les deux pays.

A l'époque, les généraux birmans étaient à la recherche d'appuis, pour rompre leur isolement, et de devises, pour redresser une situation financière catastrophique. Ils ouvrirent leur économie et bradèrent des ressources naturelles encore relativement préservées. A Bangkok, les critiques des méthodes brutales du régime de Rangoon et les réticences traditionnelles envers l'ennemi héréditaire birman furent rapidement étouffées par l'opportunisme des affairistes thaïlandais.

Pour atteindre ses ambitions politiques, M. Chaovalit devait se constituer un énorme trésor de guerre, dont le teck birman sera l'enjeu. Il négocie les premières concessions, puis ses émissaires, tous des militaires, multiplient les missions à Rangoon. Son nom est mêlé, de près ou de loin, aux principales compagnies forestières exploitant les forêts de teck tout le long de la frontière birmano-thaïlandaise. Sirin Technology, Union Par Co, Chaophraya & Irrawaddy et Silom Complex sont les principales compagnies – leur valeur est estimée à 2,5 milliards de francs – liées à M. Chaovalit, à sa femme, Phankruea, et à son gendre, M. Preecha Nawawong. Une situation qui met l'ancien chef de l'armée thaïlandaise en position de dépendance face aux généraux du Slorc. Depuis lors, M. Chaovalit a continué à faire des affaires en Birmanie, malgré la dégradation, survenue entre-temps, des relations entre la Thaïlande et le Slorc.

Premier producteur d'opium

PLUS le régime birman s'est consolidé ces dernières années, notamment grâce à ses victoires sur les insurrections des minorités ethniques, plus il a durci le ton à l'égard de Bangkok, accusé d'apporter son soutien aux dites rébellions. L'armée birmane campe désormais sur presque toute la longueur de la frontière commune entre l'Etat shan (3) et la Thaïlande. Son objectif est la reconquête totale des frontières. Après avoir forcé la rébellion karenni (KNU) à se replier vers l'intérieur, elle a lancé une offensive contre elle en février 1997.

A l'égard des Karens, deux tendances se sont opposées au sein du Slorc. Celle du général Khin Nyunt, patron des services de renseignement, partisan de négociations séparées, une méthode qui lui avait bien réussi avec les autres minorités, et celle du général Maung Aye, chef des armées, favorable à un anéantissement des insurgés par les armes. C'est cette dernière qui a prévalu. Fuyant l'assaut des troupes du général Maung Aye, des milliers de civils karens sont venus rejoindre les 100 000 réfugiés déjà regroupés en Thaïlande.

Pour la première fois depuis des décennies, Thaïs et Birmans se trouvent donc face à face, sans le tampon protecteur des insurgés ethniques qui tenaient l'autre côté de la frontière. Or le gouvernement birman tient un discours très dur envers Bangkok. Récemment, des officiers ont évoqué l'idée de reconquérir par la force des territoires « birmans » passés sous contrôle thaïlandais. Aucune sanction ni démenti n'ont suivi ces discours martiaux.

Les dirigeants thaïlandais ont toutes raisons d'être inquiets face à ces fortes pressions, même s'ils minimisent systématiquement les incidents à la frontière. A plusieurs reprises, les troupes birmanes et leurs alliés karens renégats ont pénétré en Thaïlande pour mettre à sac, en toute impunité, les camps de réfugiés. En soutenant l'adhésion de la Birmanie à l'Asean, les dirigeants thaïs espèrent que les Birmans assoupliront leur position à leur égard. Ils comptent aussi sur le soutien de leurs partenaires de l'Asean pour faire diminuer la pression exercée par Rangoon.

La volonté de l'Asean d'intégrer la Birmanie dans ses rangs est aussi destinée à contrer l'influence de la Chine. L'axe Pékin-Rangoon ne cesse de se resserrer, la junte militaire birmane s'alignant de plus en plus sur la politique chinoise. Le général Than Shwe, président du Slorc, n'a-t-il pas déclaré lors d'un voyage en Chine, à la fin de 1996, que Taïwan devait être considérée comme partie intégrante de la République populaire ? Pékin vient de renouveler des ventes d'armes à la Birmanie, à des conditions financières particulièrement favorables. D'autre part, des compagnies chinoises ont obtenu de larges concessions dans les forêts de teck des Etats shan et kachin, et l'une d'entre elles, la société Lin Po, opère même dans l'Etat karenni, alors que la plupart des compagnies thaïs ont été évincées depuis 1993. Selon une étude de la Banque mondiale, la déforestation, en Birmanie, progresse de 600 000 hectares par an. D'ici à la fin du siècle, la couverture forestière aura été réduite de 32 à 25 millions d'hectares.

A la fin de 1996, à l'occasion d'un voyage en Chine, le général Maung Aye a signé l'accord final pour la construction d'un pont à Ta Saang, sur le fleuve Salween. Cet ouvrage permettra de rétablir l'ancienne route reliant Mong Pan et Mong Ton, dans l'Etat shan, à Chiang Mai, en Thaïlande. Les Chinois sont également impliqués dans plusieurs autres projets d'infrastructure à vocation stratégique et économique entre le Yunnan et la Birmanie centrale.

Face aux critiques occidentales des violations des droits de l'homme en Birmanie, le ministre des affaires étrangères de Singapour, M. Shanmugam Jayakumar, a justifié la position de l'Asean en déclarant que, en Asie, *« on se marie d'abord et on espère ensuite que la femme s'adaptera au mariage »*. Mais la dot de la future mariée peut devenir embarrassante. La Birmanie est, en effet, le premier pays producteur d'opium et d'héroïne du monde. Le pouvoir militaire est directement impliqué dans ce trafic. Ce régime, d'une rare brutalité, exerce une répression impitoyable envers ses populations, qu'elles soient birmanes ou appartiennent à des minorités ethniques. Et il a élevé la corruption en un système économique dans lequel se côtoient affairistes et investisseurs étrangers (4).

M. Lo Hsing Han, considéré comme le plus puissant des barons birmans de la drogue, est associé au magnat sino-malaisien, M. Robert Kuok, à travers le Myanmar Fund. Il détient ainsi des parts dans l'hôtel Traders de Rangoon, qui appartient à M. Kuok, tandis que celui-ci est présent dans la société Asia World de M. Lo Hsing Han. Dans ce même fonds d'investissement, on trouve aussi M. Halpin Ho, un homme d'affaires sino-birman installé en Thaïlande à la tête d'un groupe spécialisé dans l'immobilier et les pierres précieuses, et qui serait lié à M. Khun Sa, l'ex-roi de l'opium, et la société d'investissement GIC (Government of Singapour Investment Corporation). Révélée par des journalistes australiens en octobre 1996, cette information a provoqué des remous, et pas seulement à Singapour. Le fils de M. Lo Hsing Han, M. Stephen Law, suspecté d'être impliqué dans le trafic des stupéfiants, s'est vu refuser un visa d'entrée par les Etats-Unis.

Les responsables américains évoquent de plus en plus ouvertement la pénétration de l'argent de la drogue dans l'économie et les institutions financières birmanes. Ainsi, Mme Madeleine Albright, secrétaire d'Etat, n'a pas hésité à mettre en cause le lien entre M. Lo Hsing Han et les dirigeants de la dictature birmane. La famille de M. Lo posséderait des participations dans 15 % des investissements étrangers, ce qui éclaire d'un jour singulier lesdits investissements.

Problématique aussi est la présence de certaines sociétés multinationales, en particulier dans le secteur du pétrole, celles de la compagnie américaine Unocal et de la française Total, associées à la compagnie d'Etat birmane Myanmar Oil & Gaz Enterprise (MOGE), qui participe à hauteur de 15 % au projet d'exploitation du gisement offshore de Yadana, dans le golfe de Martaban, en mer d'Andaman. La MOGE est soupçonnée d'être une société écran utilisée par le Slorc, notamment pour blanchir l'argent de la drogue (5). Cette accusation a amené le syndicat américain du pétrole à demander des explications aux dirigeants d'Unocal. Des actionnaires de cette société ont présenté une résolution en vue d'obtenir une enquête sur l'éventuel rôle de la MOGE dans le blanchiment de narcodollars. La direction d'Unocal a tenté d'écarter cette résolution, mais a été déboutée par la Security Exchange Commission (SEC), l'équivalent américain de la Commission des opérations de Bourse (6).

Tensions dans la population

EN janvier 1996, après la reddition de M. Khun Sa, les généraux birmans avaient prétendu avoir remporté une victoire dans la lutte contre la drogue. Un an après, le constat est tout autre. Selon le département d'Etat américain, les superficies plantées en pavot seraient estimées à 164 000 hectares, pouvant produire environ 2 560 tonnes d'opium brut par an. Des opposants shans et birmans, de retour d'un séjour dans le nord de la Birmanie, ont confirmé, au début de 1997, l'extension des plantations de pavot, tant dans les Etats shan que kachin, dans des zones désormais sous contrôle gouvernemental.

Le long de la frontière thaï, dans l'ancien territoire de M. Khun Sa, désormais occupé par l'armée birmane, les raffineries d'héroïne se sont réimplantées. Ce sont des Chinois, anciens cadres de la MTA (Mong Tai Army) de M. Khun Sa, qui les contrôlent. Ces fidèles de longue date de M. Khun Sa gèrent leurs activités avec la collusion des officiers birmans du secteur, dont le brigadier-général Chit Maung, commandant à Ho Mong. Il n'y a certes pas de liens formellement établis entre les responsables des raffineries et M. Khun Sa. Celui-ci dispose sur place de sociétés légales (transports, compagnies forestières, travaux publics), directement supervisées par l'un de ses fils, M. Sam Heung. Ces entreprises serviraient de façade légale à la logistique de son réseau de drogue.

La junte militaire semble tenir fermement le pays par une répression accrue, mais les signes de tension dans la population se multiplient. Les manifestations étudiantes de décembre 1996 ont inquiété la junte, d'autant que ses services de renseignement n'avaient pas su les anticiper. Le Slorc pensait avoir maté l'opposition en isolant à nouveau Mme Aung San Suu Kyi, arrêtant ses partisans par centaines, sans parler des disparitions et meurtres déguisés. Mais les menaces n'ont toujours pas fait céder la dirigeante charismatique de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), et les foyers de révolte continuent d'exploser çà et là en pleine année du tourisme, décrétée par le Slorc.

L'objectif de la dictature est de présenter aux investisseurs étrangers un pays où règne l'ordre. L'offensive brutale contre les Karens de la KNU (Karen National Union) répond entre autres à cet impératif. Il s'agit de rassurer les dirigeants d'Unocal et de Total quant à la sécurité de leur gazoduc. Celle-ci ne sera garantie que lorsque les Karens seront chassés de la région du Tenasserim que traverse, sur une soixantaine de kilomètres, le gazoduc de Yadana. Le Slorc a donc annoncé son intention d'opérer un nettoyage ethnique total du Tenasserim et de transformer la région en un vaste parc naturel destiné à recevoir des rhinocéros...

Le sud de la Birmanie n'est malheureusement pas le seul secteur concerné. Dans l'Etat shan, la reddition de l'armée de M. Khun Sa n'a pas été totale, certains groupes de nationalistes shans, dirigés par le major Yord Serk, ayant refusé la capitulation. Il a réorganisé une petite armée, la Shan United Revolutionary Army, forte de 2 500 à 3 000 hommes, qui mène une guérilla de harcèlement. Sans menacer la suprématie de l'armée birmane, son action maintien l'esprit de la résistance Shan parmi les autochtones. Pour couper les rebelles des populations locales et les priver de toute aide matérielle, l'armée birmane détruit des centaines de villages, forçant les habitants à rejoindre des zones de regroupement. Selon une ONG locale, la Shan Human Right Foundation, 100 000 refugiés shans de l'intérieur auraient été déplacés sur de nouveaux sites dépourvus de tout, tandis que des dizaines de milliers d'autres fuient dans une errance incertaine, essayant de s'infiltrer par petits groupes en Thaïlande.

Dans l'Etat kachin, les promesses de développement faites par le Slorc après les accords de cessez-le-feu avec les rebelles kachins n'ont toujours pas été tenues. La production de drogue, après avoir reculé, a explosé à nouveau. Les trafics liés au jeu, à la prostitution et à la consommation d'héroïne se développent, sous le regard impassible des autorités. La toxicomanie toucherait 4 % des hommes du fait de la situation politique et sociale désastreuse.

Selon un rapport confidentiel d'une agence des Nations unies portant sur l'ensemble de la Birmanie, 60 % à 70 % des drogués à l'héroïne dans le pays sont porteurs du virus du sida, soit 450 000 à 500 000 personnes. Le Slorc s'en tient, pour sa part, au chiffre de 15 000 contaminés. Le général Kyaw Ba, ministre du tourisme, a accusé les ONG de désinformation dans le but de ternir la réputation du régime.

Dans le reste du pays, une organisation de masse, l'Union Solidarity Development Association (USDA), sert de relais de transmission au Slorc. Elle est chargée d'encadrer la population, d'organiser les manifestations « spontanées » de soutien au régime, mais aussi de provoquer des troubles dans le but de discréditer l'opposition. L'agression dont Mme Aung San Suu Kyi fut victime en novembre 1996 s'est produite lors d'une manifestation encadrée par des membres de l'USDA (7). Le 3 février 1997, elle a accusé le colonel Win Sein, ministre des transports, d'avoir ouvertement appelé les supporters de l'USDA à la tuer. Mais ni les menaces ni la peur ne feront dévier de son combat le Prix Nobel de la paix.

DANS LE TRAIN POUR MINSDALON
Une « nouvelle lumière », sinistre, éclaire la Birmanie

MAX PAM - MÉTIS

* Auteurs de *Burma's Golden Triangle. On the Trail of Opium Warlords*, ASIA 2000, Hongkong, 1992.

(1) Les pays membres de l'Asean sont : la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, l'Indonésie, les Philippines, Brunei et le Vietnam.

(2) A la mi-avril, la Commission des Nations unies pour les droits de l'homme a adopté une résolution exprimant, une nouvelle fois, sa préoccupation au sujet des violations des droits de l'homme en Birmanie. *Cf. International Herald Tribune*, Paris, 23 avril 1997.

(3) Peuplés de minorités ethniques, les Etats kachin, shan, karenni et karen forment, du nord au sud, le long de la frontière birmano-thaïlandaise, un chapelet de territoires en rébellion armée, depuis des années, contre les autorités de Rangoon.

(4) Lire les articles d'André et Louis Boucaud, « La dictature birmane sur la voie capitaliste » et « Victoire totale des généraux birmans », *Le Monde diplomatique*, mai 1995 et mai 1996 et de Renaldo Gassi « Le viol permanent du peuple birman », *Le Monde diplomatique*, décembre 1995.

(5) *Cf.* le rapport « La Birmanie, Total et les droits de l'homme : dissection d'un chantier », publié par la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH), Paris, hors série, n° 224, octobre 1996, 50 F.

(6) Cette résolution doit être présentée le 2 juin à l'assemblée générale des actionnaires d'Unocal. *Cf. Los Angeles Times*, 17 avril 1997.

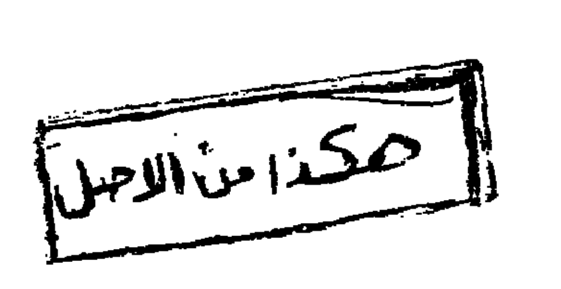
(7) Lire *Aung San Suu Kyi : la voix du défi*. Conversations avec Alan Clements, Stock, Paris, 1996.

La mondialisation des anti-sociétés
ESPACES RÊVÉS ET LIEUX COMMUNS
Sous la direction de Gilbert Rist
Les *Nouveaux Cahiers de l'IUED*
Institut universitaire d'études du développement, Genève
Presses Universitaires de France, Paris, 1997

- **Les nouvelles formes d'élision du lien social**
- **Une approche critique de la «communication-monde»**
- **Des analyses, des controverses, une bibliographie**

220 pages
prix 120 francs

Les anti-sociétés prolifèrent. La mondialisation abolit l'espace géographique et accroît les écarts sociaux. Les rêves identitaires tournent au cauchemar de l'épuration ethnique. Certains nomades émigrent du Sud au Nord, d'autres sur les sites de la Toile. Le réel et le virtuel, le vrai et le faux, sont eux aussi devenus «sans frontières».







SUR LES DÉCOMBRES DE LA BULLE SPÉCULATIVE

Mue douloureuse de la société japonaise

TOKYO n'en finit pas de payer la note de la bulle spéculative. La multiplication de plans de relance coûteux (plus de 3 000 milliards de francs de 1992 à 1995) n'a pas réussi à faire repartir la croissance. En 1995 et 1996, le nombre des faillites d'entreprises a atteint des chiffres records. Et la dégradation des finances publiques est dramatique. Mais le dynamisme de certains nouveaux secteurs industriels, un excédent commercial en progression et les aspirations de la jeune génération à une transformation en profondeur de la société permettent de relativiser une analyse trop pessimiste de l'évolution de l'archipel.

Par CHRISTIAN SAUTTER *

Le Japon émet tant d'informations contradictoires qu'il est difficile de s'y repérer : stagnation économique, mais faiblesse du chômage ; déroute bancaire, mais financement du déficit américain par l'épargne japonaise ; discrédit des bureaucrates du ministère des finances, mais adulation de « M. Yen », ce haut fonctionnaire qui a fait chuter la monnaie nationale de 33 % en dix-huit mois. Autres signaux chaotiques : une incroyable bulle spéculative, mais aussi une croissance positive entre 1985 et 1990, suivie d'une stagnation entre 1990 et 1995. L'année 1996 a vu un redémarrage honorable de 3,6 %, mais 1997 se présente mal, en raison d'un budget déflationniste.

Le Japon est-il en crise ou en mue ? Ou bien se trouve-t-il dans un état de « latence » pendant lequel se produisent des changements de structure qui conditionnent l'avenir ?

La mutation industrielle s'inscrit dans une tradition : les secteurs moteurs de l'économie se suivent par vagues successives, selon un phénomène appelé « développement en vol d'oies sauvages ». Les industries légères, textiles et diverses, appartiennent au passé (avant 1973) et sont maintenant l'apanage des pays les moins avancés d'Asie (Chine et Vietnam). Les industries lourdes et chimiques n'ont pas non plus résisté à la crise pétrolière de 1973, et le relais a été passé à la Corée du Sud et à Taïwan.

Les industries des « trois C » (en anglais, car, cooler, color TV, autrement dit, automobile, climatiseur et téléviseur couleur) ont atteint leur zénith, en 1985, avant la hausse du yen. Depuis, les exportations d'automobiles et de téléviseurs déclinent. Mais ces industries n'ont pas dit leur dernier mot. Elles poursuivent la compétition à l'échelle mondiale par d'autres moyens. Essentiellement par la fabrication à l'intérieur des marchés les plus importants (Amérique du Nord et Europe de l'Ouest) ou les plus dynamiques du monde (pays émergents d'Asie). La production d'automobiles hors des frontières, négligeable en 1980, atteint de 5 à 6 millions de véhicules au milieu des années 90, qui s'ajoutent aux 13 millions de véhicules fabriqués au Japon même. L'industrie automobile nippone est la seule présente sur quatre continents. Bref, cette industrie n'est pas en crise, mais en mue. Elle n'a pas renoncé à son premier rang mondial, malgré le retour en force des grands producteurs américains, et alors que la plupart des constructeurs de l'Union européenne vivotent sur leur seul continent.

Seconde vague en pleine avancée : l'industrie des biens d'équipement qui approvisionne l'Asie émergente et, au-delà, diffuse ses machines-outils dans le monde. Pour les entreprises de ce secteur, il n'est pas question de délocalisation ni d'évidement (*hollowing out*). C'est la colonne vertébrale de l'industrie manufacturière, la plus forte concentration de main-d'œuvre hyperqualifiée. Elle a vocation à rester au pays.

En plein développement aussi, les services à haute valeur ajoutée, tournés vers les entreprises (logiciels, télécommunications, finance, services juridiques) comme vers les ménages (multimédia, téléphone mobile, Internet, etc.). Cette troisième vague, impulsée par les Etats-Unis, a surpris les industriels, qui sont, par tradition, d'excellents mécaniciens travaillant mieux la matière que l'immatériel. Mais le marché intérieur est en train d'exploser et, bon gré mal gré, les entreprises devront répondre aux nouveaux besoins.

Renaissance d'un esprit communautaire

C'EST dans ce mouvement que s'inscrit la crise bancaire. Au passif du Japon. Son origine n'est pas accidentelle. Durant l'âge d'or de la croissance, le pays vivait dans un système pyramidal cohérent : les entreprises étaient surendettées auprès des banques pour financer leurs énormes investissements ; les banques étaient surendettées auprès de la Banque du Japon, car, malgré l'abondance et le faible coût de l'épargne et une propension à faire crédit aux entreprises du même groupe, elles avaient besoin du soutien de la banque centrale. Et celle-ci était soumise aux directives du ministère des finances, confortablement installé au sommet d'une pyramide de crédit soigneusement protégée de toute influence étrangère. Par ailleurs, le pantouflage des fonctionnaires aux postes supérieurs des institutions financières créait au sommet de la pyramide une connivence.

Ce sont les entreprises industrielles qui ont commencé à mettre à mal ce bel édifice, car, sitôt la crise de 1973 survenue, elles ont financé leurs investissements davantage par autofinancement que par endettement. Privées de ces clients privilégiés, les banques ont d'abord placé des emprunts d'Etat, puis recherché des clientèles plus périlleuses, celle du crédit à la consommation et, surtout, celle du crédit spéculatif à des opérateurs plus ou moins respectables, qui ont fait plusieurs fois la culbute dans le foncier, l'immobilier et les titres en Bourse.

La seconde perturbation est venue d'une dérégulation mal maîtrisée. Les Etats-Unis ne supportaient pas de voir le Japon disposer seul d'un filon, unique au monde, d'épargne copieuse et faiblement rémunérée. Ils ont exercé une forte pression pour que soient abattus les murs du donjon financier japonais. L'accord « yen-dollar » de 1984 et la baisse du dollar à partir de 1985 ont été les temps forts de cette stratégie. La finance a mal supporté l'épreuve. Elle essaie maintenant de résorber ses mauvaises dettes, reliquat des spéculations aberrantes de la fin des années 80. Sur les vingt grandes banques, cinq auraient besoin d'encore quatre ans pour provisionner leurs mauvaises créances et sont susceptibles de disparaître d'ici peu.

La crise bancaire va donc durer encore quelques années, mais les établissements les plus sains seront revenus dans la course mondiale bien avant la fin du siècle. Néanmoins, une fragilité subsistera plus longtemps : celle d'un système d'informations où la complaisance l'emporte parfois sur la rigueur. Dans un système administré par le ministère des finances et replié sur lui-même, les relations personnelles de confiance suffisaient. L'ouverture aux vents de la concurrence mondiale impose des obligations d'information des actionnaires, des partenaires, des clients, qui ne sont pas encore parfaitement comprises.

A chaque fois que le Japon doit changer de génération industrielle se pose la question de la créativité. Cette fois, la question est particulièrement délicate, pour deux raisons. La première est que les cycles de vie des nouveaux produits et services sont devenus très courts et que le retardataire n'a plus le temps de se faire une place au soleil, car l'innovateur, actuellement le plus souvent américain, sature immédiatement le marché mondial de ses inventions.

La seconde raison est que le système éducatif excelle à former des « gestionnaires », intelligents, travailleurs, disciplinés, davantage que des « entrepreneurs », inventifs, non conformistes, audacieux. Le contraste est facile à souligner entre les grands groupes pyramidaux du Japon, héritiers des *zaibatsu* d'avant guerre, qui ont déjà raté, durant les années 60, la révolution de l'automobile et de l'électronique grand public, d'un côté, et, de l'autre, le foisonnement organique de la Silicon Valley avec ses PME innovantes appuyées par des professionnels du capital-risque. Des PME pourront-elles trouver leur place au soleil entre les grands groupes comme Sony, Matsushita ou Honda nés dans la confusion de l'immédiat après-guerre ? La réponse reste en suspens.

Les Japonais opposent l'argument du « vieillissement » de la population à ceux qui affirment que leur pays a un avenir, que la dépréciation compétitive du yen va donner un second souffle à son industrie, que l'archipel a des ressources en jeunesse qualifiée, en épargne longue, en recherche-développement lui permettant de retrouver une croissance rapide. En 2020, plus du quart de la population aura plus de 65 ans, contre 21 % en Allemagne, 20 % en France et 16 % aux Etats-Unis. Les retraites seront-elles pour autant en péril ? C'est improbable, car l'âge de la retraite vient d'être reculé de 60 à 65 ans à l'horizon 2002, et il devrait se rapprocher de 70 ans en 2020, tant manquera alors la main-d'œuvre.

Et le Japon conserve une marge d'augmentation des prélèvements obligatoires que l'Europe continentale a épuisée depuis longtemps. En outre, l'allongement de la vie va ouvrir le marché lucratif des produits et services destinés aux retraités, dont le pouvoir d'achat individuel dépasse celui des familles de quadragénaires, au Japon comme en France.

En revanche, l'effondrement de la natalité est une calamité, dont les responsables du pays ne semblent chercher ni les explications ni les remèdes. Avec une moyenne de 1,4 enfant par femme (1995), le pays est promis à une diminution rapide de sa population à partir de 2010-2015. Cette dénatalité est urbaine : un enfant par femme dans la mégalopole Tokyo-Osaka. La faiblesse de la natalité en ville renvoie aux conditions de travail et de vie des femmes. Contraintes de choisir entre « la carrière ou l'enfant », elles optent de plus en plus pour la poursuite d'une carrière professionnelle, à laquelle leur niveau élevé d'études universitaires leur donne désormais droit. Le célibat devient plus fréquent, le mariage plus tardif ; l'enfant paraît plus tard et reste, plus souvent, unique. L'absence de garderies, de classes maternelles publiques, les trajets domicile-travail aberrants, les longs horaires professionnels concourent à cette grève des naissances et au lent suicide de la population.

La dernière originalité du modèle est celle des garanties dont jouit l'aristocratie ouvrière et technicienne, environ un tiers de la main-d'œuvre, des hommes en grande majorité. Les « trois trésors » de l'emploi à vie, du salaire à l'ancienneté et du syndicat d'entreprise ont résisté au ralentissement de la croissance depuis 1973 et à son arrêt entre 1991 et 1995. Le nombre des syndiqués est resté à peu près constant ; l'industrie automobile a évité les licenciements secs.

Ces trois trésors sont incompatibles avec la nouvelle religion libérale de la « flexibilité ». Les salariés qualifiés sont considérés comme du capital humain qui se bonifie avec l'expérience professionnelle et qui apporte son concours aux efforts de qualité et de productivité « pas à pas ». Ils savent que les gains d'efficacité réalisés ne se retourneront pas contre eux. Mais il y a des limites à la conservation de sureffectifs durant les périodes creuses d'activité. La brusque dépréciation du yen en 1995 et 1996 a évité aux industries exportatrices des choix douloureux, inévitables si la stagnation s'était prolongée encore deux ou trois ans. Jusqu'à présent, les employeurs ont rusé, en écrêtant les hausses de salaires automatiques vers 50-55 ans, en recrutant davantage d'employés « temporaires », en organisant une intense mobilité professionnelle et géographique à l'intérieur des groupes. L'essentiel du contrat implicite entre la grande entreprise et ses salariés permanents a donc été préservé. Mais que se passera-t-il dans les secteurs, comme la banque, promis à des restructurations brutales, ou dans les nouvelles industries à l'affût de spécialistes créatifs, jeunes et mobiles ? Il est probable que les garanties des employés y seront limitées, voire supprimées.

Dans le champ politique, les évolutions ne sont pas moindres. Le « triangle de fer » composé d'une oligarchie de parlementaires conservateurs (le Parti libéral-démocrate), de fonctionnaires et de patrons de grandes entreprises a pratiqué jusqu'à présent un despotisme se voulant éclairé en faveur de la croissance la plus rapide possible.

En 1993, le PLD a perdu le pouvoir qu'il détenait depuis la guerre, sauf une brève interruption. En 1996, il l'a retrouvé. Entre-temps, la loi électorale a été modifiée : désormais, 300 députés sont élus au scrutin uninominal à un tour, et 200 à la proportionnelle. Cette loi devrait provoquer une polarisation autour de deux grands partis. L'un sera le PLD. Quel sera l'autre ? La gauche a pris un mauvais départ et se retrouve dans la nouvelle Assemblée élue en octobre 1996 avec un nombre de sièges infime. Si elle se distingue du PLD par une politique extérieure axée sur le pacifisme, elle n'a pas encore proposé, en politique intérieure, une solution de rechange au parti conservateur.

La société bouge, mais ses aspirations ne sont pas prises en charge par un parti du mouvement. Dans la jeune génération, les femmes souhaitent plus de choix : « l'enfant ou la carrière », mais aussi « l'enfant et la carrière ». Elles sont dynamiques, comme le prouve leur plus grande propension à créer des entreprises que celle des hommes de leur âge. Dans les quartiers renaît un esprit communautaire qui refuse les directives venues d'en haut. Le système de commandement par une oligarchie de diplômés des mêmes universités qui se cooptent est de moins en moins bien accepté. Il existe une aspiration diffuse à une démocratie venant de la base, qui parte des besoins de qualité de vie, les crèches, les écoles maternelles, les transports en commun étant parmi les sujets les plus importants.

Deux incidents récents dans un petit surgénérateur et dans une unité de retraitement nucléaire semblent significatifs d'un changement de comportement. La diffusion tardive et tronquée d'informations par les responsables a choqué. Dans la nouvelle démocratie en germe, la population accepte les erreurs mais ne supporte plus leur dissimulation. La société civile s'éveille ; parviendra-t-elle à fusionner tous ces mouvements ponctuels en une expression politique collective ?

DANS UN HÔTEL A AKASAKA
Un pays plongé dans la compétition mondiale

PINKHASSOV-MAGNUM

* Auteur de la *La France au miroir du Japon : la croissance ou le déclin*, Odile Jacob, Paris, 1996.

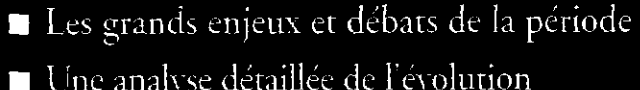

Imprimerie du *Monde*
12, r. M.-Gunsbourg
98852 IVRY

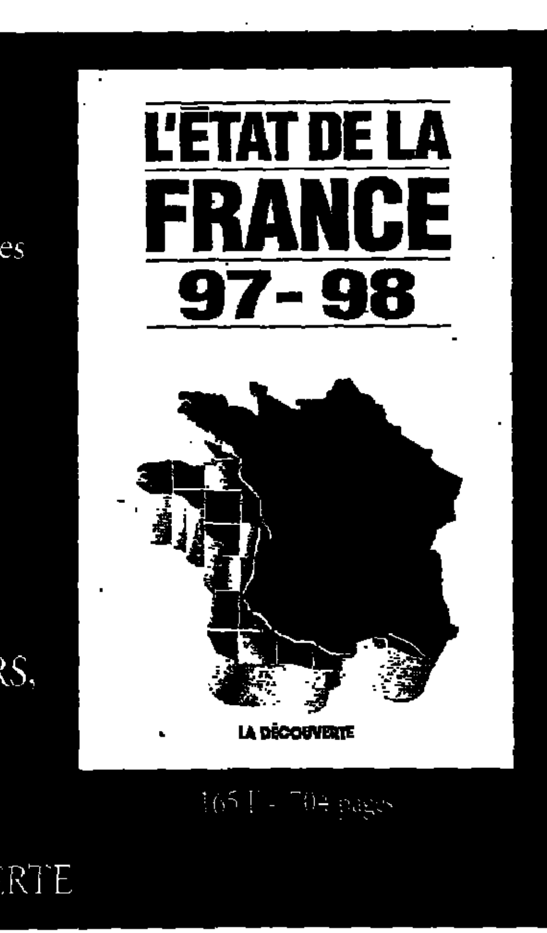
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts :
Paris et sa banlieue : 0 800-03-11-36
Province : 0 800-36-11-11.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

© ADAGP, Paris 1997, pour les œuvres de ses adhérents

■ Les grands enjeux et débats de la période

■ Une analyse détaillée de l'évolution des conditions de vie
■ L'état de l'opinion et le mouvement des idées
■ Le bilan de l'année pour chacune des 22 régions métropolitaines
■ Une radioscopie complète de l'économie
■ Les politiques conduites par l'État
■ La place de la France dans le monde
■ 130 auteurs spécialistes issus de nombreux centres d'étude et de recherche (CEVIPOF, OFCE, INED, DARES, IRES, Céreq, CNRS, INSEE...)
■ 170 articles dont 110 inédits





FRAGILE ÉTAT DE GRÂCE POUR LE GOUVERNEMENT

La réforme roumaine entre villes et campagne

Après sept années de pouvoir de M. Ion Iliescu, les Roumains ont choisi, le 17 novembre 1996, en élisant pour président M. Emil Constantinescu, d'accélérer la transition vers l'économie de marché. Nommé à la tête du gouvernement le 9 décembre 1996, M. Victor Ciorbea entend faire, en deux cents jours, la preuve de sa capacité à sortir le pays de l'impasse. Dans son programme d'ajustement structurel inspiré par le Fonds monétaire international, présenté le 17 février 1997, figurent l'assainissement des finances publiques, mais aussi l'extension des privatisations ainsi qu'une décentralisation accompagnée d'une épuration de l'administration. Ces réformes sont-elles de nature à assurer une croissance durable ? Le soutien populaire à la nouvelle équipe résistera-t-il aux mesures impopulaires qu'elle a prises et prendra encore ? Le pays pourra-t-il éviter une crise comme celle qui a ébranlé la Bulgarie ou fait imploser l'Albanie ? Autant de questions à prendre au sérieux et dont la réponse dépend largement de la capacité à transformer les campagnes.



UNE ÉCONOMIE D'AUTOASSISTANCE

Par notre envoyé spécial JEAN-YVES POTEL *

ACCROCHÉ au flanc des Carpates, près de Buzau, le petit village sort à peine de l'hiver. Un soleil froid caresse les lattes de bois rarement peintes, parfois sculptées, des palissades. La route reste marquée par les blessures du gel : de rares véhicules évitent les trous. Des paysans vont tailler leurs rangées de vigne sur les coteaux. Un paysage encore gris, paisible, où les premiers bourgeons semblent hésiter, et une population âgée qui va et vient.

« Nous manquons d'eau », regrette notre hôte, *un colosse au visage taillé à la serpe, aux yeux* doux, qui nous accueille devant sa ferme bordant la rue centrale et unique (1). Ion habite une maison moderne. Sur le pas de la porte, deux petites filles et Aurélia, sa jeune femme, saluent avant de disparaître aussitôt. Dans la grande pièce, la table est dressée, nappe blanche et couverts, sur laquelle il sert la *zuika,* un alcool plutôt raide. *« Bienvenue à tous ! »* – nous sommes huit autour de la table, huit hommes. De temps en temps, on aperçoit le visage interrogateur d'Aurélia derrière la porte – son mari ne paraît pas la voir, tout occupé à présenter ses amis : un autre agriculteur, l'instituteur du village. Puis un geste imperceptible, et sa femme entre. Elle pose, silencieuse et souriante, des plats débordant de victuailles : charcuterie, fromage blanc sec, œufs durs joliment décorés, macédoine de légumes, saucisses de mouton... *« Tout est fait à la maison »,* dit Ion avec fierté : il verse son petit vin rosé, légèrement pétillant – *de casa !*

Le lendemain, visite des vignobles, mais c'est le manque d'eau qui attire l'attention. Il faut parcourir 11 kilomètres pour trouver une source capable d'approvisionner le village, et de longues tractations ont été nécessaires pour qu'une adduction soit enfin prévue. Pourquoi alors la production agricole est-elle si abondante – vignes, maïs, blé, bétail... – dans une vallée sans eau ? De vieilles femmes ramènent des seaux remplis à un puits sec six mois par an. Le matin, en tout cas, il n'y a qu'une tasse d'eau chaude pour se raser... Difficile de croire que, depuis des siècles, les gens vivent ainsi, même si ce serait une excellente manière d'illustrer la misère des campagnes roumaines, « digne du Moyen Age ».

Une décollectivisation radicale et vengeresse

A force de poser des questions, le mystère s'éclaircit. L'eau est effectivement une question ancienne, mais une question de pouvoir. La *collectivisation d'après-guerre l'avait résolue à sa* manière. Le village se trouvait au centre d'une coopérative d'Etat de plusieurs centaines d'hectares où Ion a travaillé comme ingénieur agronome. L'eau était distribuée par des camions-citernes qui approvisionnaient les puits artificiels de toutes les fermes. Or cette répartition centrale est vite devenue source de puissance. Certains étaient mieux servis que d'autres, selon leur zèle ou la contrepartie qu'ils offraient aux chefs. Lesquels, des bureaucrates ou des techniciens, souvent haïs par les paysans, subissaient à leur tour les brimades de la ferme zootechnique voisine, plus grande et plus riche. Ils devaient partager des ressources naturelles tout de même limitées, souvent aux dépens de la coopérative.

En 1991, la décollectivisation fut radicale et vengeresse. Chacun s'est servi, les troupeaux de la ferme ont été partagés en quelques jours et les bâtiments détruits, sinon pillés. La distribution d'eau a été complètement désorganisée. Les conducteurs de citernes ont tenté de se reconvertir en petits entrepreneurs : faute de moyens, ils les ont attelées à des chevaux – *« On en voit beaucoup plus depuis 1990 »,* confirme Ion – et « louent leurs services ». Mais c'est cher : l'instituteur, qui vient de se faire livrer 4 000 litres (un mois de consommation pour sa famille, son bétail et ses cultures vivrières), a dû payer l'équivalent du revenu mensuel d'un agriculteur de la région...

Au sein de chaque famille coexistent en fait deux modes *de vie, deux « économies » également* encouragées par les réformes et les changements intervenus en Roumanie depuis 1989, deux types d'activités opposées mais aussi complémentaires.

Il y a d'abord, pour reprendre l'expression de l'historien Fernand Braudel, « la vie matérielle » : des productions qui circulent et des échanges qui se négocient en dehors de la sphère monétaire. Traditionnel à la campagne, le troc a contribué à la régulation de la distribution dans l'économie planifiée : il s'est incrusté comme un moyen moderne d'assurer le bon fonctionnement des coopératives et des fermes d'Etat, de négocier ici de l'eau, là une faveur, des outils ou des engrais.

Avec la décollectivisation et la parcellisation extrême des propriétés, le paiement en nature s'est encore renforcé : chaque famille produit en moyenne 1 000 litres de vin et 150 litres de zuika. Or, précise Ion, *« le vin ne se garde pas ».* Les producteurs le boivent-ils ? *« La moitié, environ. L'autre est échangée, et le litre est devenu une sorte de monnaie. »* Pourquoi ne pas le vendre ? *« Impossible, il n'y a pas de marché. Pas d'argent pour payer. »* Cette économie d'autosubsistance permet de tenir, de vivre au rythme des saisons : on se nourrit, bien sûr, mais on porte des vêtements usés – les hommes de vieux gilets de laine écrue et des toques noires (et quelques belles casquettes *socialistes), les femmes des blouses usagées.* Toute une culture du rapiéçage et de la réparation.

Pourtant, au moment de rejoindre Buzau, la grande ville à 30 kilomètres (50 000 habitants environ), *surgit, près de la voiture, une silhouette inattendue* : une jeune femme coquette, fardée, manteau de laine neuf, charmant chapeau et petit sac rouge, attend. Elle sourit. C'est Aurélia, la femme d'Ion. On lui propose le siège avant. *« Non, non. Montez »,* insiste son mari. En route, alors qu'alternent vignes et champs de maïs, Ion explique pourquoi Aurélia ne nous accompagne pas : elle doit suivre en ville... son cours d'informatique. Une nouvelle existence ?

« C'est l'avenir », sourit le chauffeur. Son parcours et ses projets correspondent à l'autre économie : celle du capitalisme en train de (re)naître. Ion est jeune et entreprenant. Après des études au lycée agricole de Buzau, il est entré comme technicien à la coopérative de son village, puis, en 1985, il a réussi un concours pour l'école d'ingénieurs de Bucarest. Après 1989, il s'est installé à son compte : sur les terres familiales récupérées (8 hectares), il produit du maïs, du blé, du raisin, des porcelets, des veaux. Il s'est procuré à bas prix un petit moulin et vend ses services à tous les paysans du village qui le paient en nature (12 % du maïs moulu) – la grosse farine est destinée au bétail, la plus fine à la mamaliga, cette polenta dont raffolent les Roumains.

A trente-sept ans, Ion est aussi adjoint au maire. Il s'occupe des infrastructures, de l'eau et du téléphone qui ne vient pas (il n'y a que trois postes dans la commune : la mairie, le dispensaire et la police) en échange d'une indemnité. Il est aussi à l'origine d'un premier regroupement de producteurs de vin qui veulent s'associer en une sorte de *syndicat professionnel pour pénétrer le marché* des villes. Demain, le premier ordinateur du village sera sans doute chez lui, et sa femme fin prête pour la comptabilité. Combien coûte un ordinateur ? *« 1 500 dollars »,* répond-il sans hésitation.



DU PASSÉ, IL EST DIFFICILE DE FAIRE TABLE RASE

De Ceausescu à Constantinescu

25 décembre 1989 : Condamnation à mort et exécution de Nicolae Ceausescu et de son épouse.

26 décembre : *M. Ion Iliescu est nommé président et M. Petre Roman, premier ministre.*

20 mai 1990 : Double succès électoral pour les animateurs de la « révolution » roumaine. M. Ion Iliescu est élu président de la République avec 85 % des voix, et le Front de salut national (FSN) dépasse 66 % des suffrages aux élections législatives.

27 septembre 1992 : Le parti de M. Iliescu, le Front démocratique de salut national (FSDN), n'obtient que 28 % des suffrages aux élections législatives. Dix des vingt-deux membres du troisième gouvernement de la Roumanie post-communiste – qui sera formé par M. Nicolae Vacaroiu le 4 novembre – sont cependant issus de ses rangs.

11 octobre 1992 : M. Ion Iliescu est réélu président, avec 61 % des voix, face à M. Emil Constantinescu, recteur de l'université de Bucarest.

Mars-septembre 1996 : *Le Parti* de la démocratie sociale (PSD, ex-FSDN) du président Iliescu se sépare du Parti socialiste du travail (PST), héritier du Parti communiste, puis rompt son alliance avec les ultranationalistes du Parti de l'union nationale roumaine (PNU).

3 novembre 1996 : L'opposition gagne les élections législatives – la Convention démocratique obtient 31 % et l'Union sociale démocrate 13 %, contre 22 % au PSD ; 4,5 % des voix vont aux ultranationalistes du Parti de la Grande Roumanie, 4,2 % aux nationalistes de l'Union nationale et 6,7 % à l'Union démocratique magyare.

17 novembre 1996 : Candidat de toute l'opposition, le chrétien-démocrate Emil Constantinescu remporte, au second tour, l'élection présidentielle face au chef d'Etat sortant, M. Ion Iliescu.

9 décembre 1996 : M. Victor Ciorbea est nommé à la tête d'un gouvernement dominé par les chrétiens-démocrates.

Pour devenir un entrepreneur performant, l'informatique ne suffit pas. Plus âgé, le *primar* (maire) est un homme souriant, cravate étroite sur chemise blanche, un visage marqué par les intempéries, les cheveux très courts et gris, les yeux vifs. Il écoute la présentation de Ion. Il passe, de temps en temps, une main sur son visage et soupire, faussement fatigué. *« Nous voudrions revitaliser la filière viticole dans notre zone, la commune doit aider les petits producteurs. »* M. François Maurin, l'expert français de la Fondation rurale de Roumanie, *livre ses premières remarques. Prudent,* il estime que tous les éléments d'une production de qualité pourraient être réunis : un excellent savoir-faire, de bons cépages et même, près de Buzau, un centre de recherche et de vinification de haut niveau (2) qui maîtrise parfaitement les technologies et dispose d'équipements performants.

« Oui, reprend le maire, *mais la contrainte des prix est trop forte pour améliorer la production. Les produits de traitement de la vigne sont très chers, il faut payer l'eau à un tarif prohibitif, comme les tracteurs ! »* Effectivement, les inégalités se remarquent dans cette grande vigne conçue pour *une culture à vaste échelle, puis partagée entre* paysans : certains labourent avec un tracteur, d'autres, sur le rang voisin, avec un bœuf. La taille est inégale, des pieds meurent et ne sont pas remplacés, d'autres pourrissent. Le conseiller agricole de la commune, ancien « petit chef » de la coopérative, se lamente, non sans quelque hypocrisie. *« De plus,* poursuit le maire, *nos chances sur le marché sont minces, car les producteurs ne sont ni équipés pour stocker leur vin, ni préparés à le faire. »* Actuellement, ils ne produisent que les quantités nécessaires à l'économie familiale – le reste du raisin est vendu à des prix de plus en plus bas à la *coopérative, qui fait toujours la loi. « Nous ne pouvons rien vendre »,* ajoute un viticulteur.

Des lois par dizaines

NOUS voilà au cœur du problème. Ni planifiée ni véritablement marchande, l'économie reste bloquée par les survivances bureaucratiques et les conflits d'intérêts qui s'annulent les uns les autres. La cave coopérative qui continue à ramasser le raisin et à *commercialiser le vin constitue le principal* obstacle à une modernisation de l'activité des petits producteurs. D'autant qu'elle ne recherche pas forcément l'intérêt collectif. Ion insiste : *« Ils ont le monopole de la mise en bouteille et de la commercialisation. C'est dangereux. A la coopérative, ils ne sont pas nombreux, trois ou quatre, mais c'est un point stratégique du trafic d'alcool et du marché noir dans la région. Des sommes colossales sont en jeu, ils vendent aux Japonais... ».* Et le maire de renchérir : *« Si rien ne change, la vigne disparaîtra du village. Cette année, le prix du raisin a encore baissé. La vigne, c'est beaucoup de travail, plus que le maïs ou le blé. Avant 1989, la tonne de raisin était vendue à l'Etat trois fois plus cher que celle de blé : désormais, elles sont au même prix. A quoi bon se crever pour la vigne ? »*

L'instituteur affirme avoir vendu 30 tonnes de raisin cette année, à 400 lei le kilo. Le maïs, lui, est vendu 450 lei – 700 sur le marché libre. Résultat : de plus en plus, les paysans cultivent du maïs à la place des vignes. Comment débloquer cette situation ? *« Il y a un espoir »,* affirme le maire, *récemment* élu. Représentant de la nouvelle majorité politique du pays, il est convaincu que des mesures seront prises pour faciliter la vie aux petits agriculteurs individuels. D'ailleurs, le préfet, mêlé à des affaires de corruption, vient de changer, et une loi viticole est en préparation.

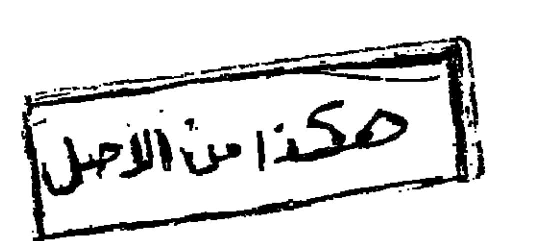
Des lois de ce genre, le nouveau premier ministre, M. Victor Ciorbea, en a promis une

---

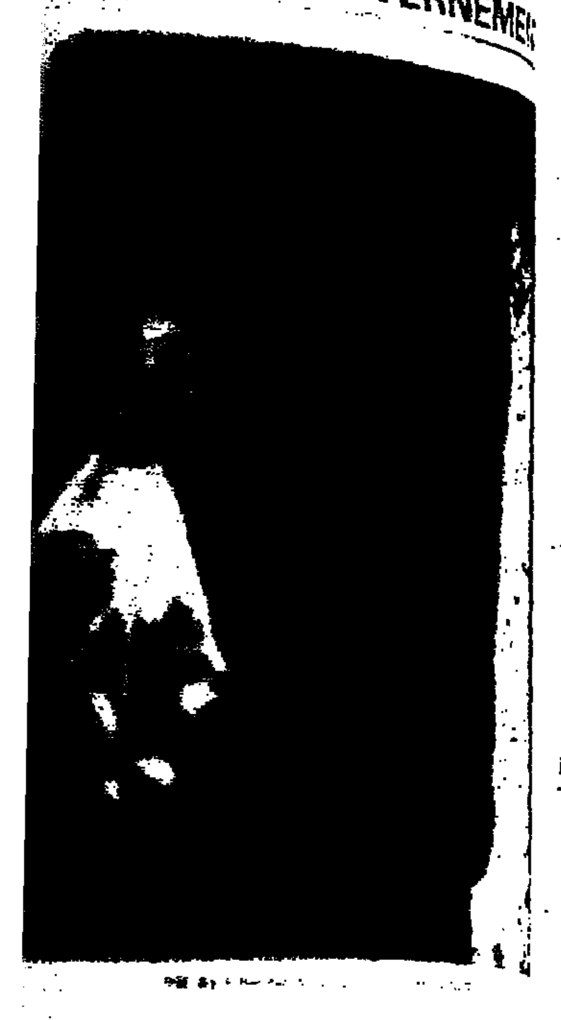
* Institut d'études européennes, université Paris-VIII.

(1) L'auteur accompagnait, en mars 1997, une mission de la Fondation rurale de Roumanie qui conseille les agriculteurs dans leurs projets de développement locaux. Soutenue par l'*Union européenne, cette fondation a été mise sur les rails par* une ONG regroupant des communes rurales françaises, belges, hollandaises, suisses et roumaines, « Opération villages roumains », que nous remercions pour son accueil.

(2) A Petrosa, il produit 400 000 hectolitres de vin par an et emploie une centaine de personnes, dont sept chercheurs très qualifiés.



مكنز من الأصل



soixantaine, à commencer par un premier « paquet » de vingt, visant l'accélération des réformes dans tous les domaines. Mais son gouvernement est parfois maladroit, la majorité hésite, les pressions se multiplient et certains ministres lâchent des petites phrases imprudentes. L'un pronostique une baisse du taux de change du dollar et provoque une vague de spéculation sur le leu. Un autre annonce une taxe imprévue.

Sans oublier cet amendement au projet de loi agricole portant à 50 hectares – contre 10 actuellement – la superficie maximale restituable à des ayants droit, qui suscite un tollé général. *« C'est la restauration des grandes propriétés de l'entre-deux-guerres »*, proteste le parti du président battu, M. Ion Iliescu. Quant à M. Ion Diaconescu, le responsable du Parti national paysan de l'actuel premier ministre, il prend ses distances et contredit les cinq députés auteurs de l'amendement : *« Une telle décision pourrait provoquer de grands mécontentements sociaux. »* Dans les vignes, près de Buzau, un vieil homme s'est approché, menaçant, un sécateur à la main. Ion l'a calmé. Il nous avait pris pour les envoyés d'un ex-propriétaire venu récupérer ses 40 hectares supplémentaires...

« Ne dramatisez pas l'inexpérience des ministres et le désordre des premiers mois », conseille M. Petre Roman. Le nouveau président du Sénat, responsable de la deuxième coalition de la majorité, l'Union social-démocrate (USD), s'amuse : *« Je quitte à l'instant Pierre Mauroy, il m'a rassuré en me racontant les gaffes de ses ministres en 1981. »* Charmeur, le deuxième personnage de l'Etat roumain se veut confiant. Il croit en l'efficacité des réformes et veut rassurer l'Europe et l'OTAN. *« Nous héritons bien sûr de structures bureaucratiques imperméables à la réforme, avec des lobbies avides, des sortes de mafias. On le voit dans l'administration agricole, dans les banques, mais ça va changer. Sur le fond, nous allons décentraliser les pouvoirs, et introduire une réelle transparence dans les décisions. »*

Des directeurs – ceux de la plupart des administrations centrales – ont déjà été remerciés. Quant aux préfectures *(judete)*, 35 sur 41 ont complètement changé de direction (préfet, préfet adjoint et secrétaire général). Une opération délicate, qui obéit à des critères politiques. M. Remus Opis, le jeune ministre secrétaire général du gouvernement, qui en a la responsabilité, ne cache pas son embarras. S'il connaît parfaitement les principes de la fonction publique républicaine, il sait que les hauts fonctionnaires loyaux et compétents ne tombent pas du ciel : *« Nous voulons rompre avec la méthode qui consiste à répartir les postes sur une base politique, au prorata des scores électoraux. Deux lois sont en préparation : la première votée, avant l'été, définira le statut, les devoirs et les modes de recrutement de la haute fonction publique ; la seconde, prévue au second semestre, établira enfin les nouvelles règles des finances locales et dotera les collectivités territoriales des moyens d'exercer leurs compétences. Elle est très attendue. Dans l'immédiat, nous déconcentrons et coordonnons au niveau des* judete *la gestion des principales administrations. »*

La majorité de la population semble adhérer au discours volontaire de la nouvelle équipe gouvernementale. En mars dernier, peu après son annonce, le programme de M. Victor Ciorbea recueillait 67 % d'opinions favorables dans les sondages, mais seules 28 % des personnes interrogées se déclaraient parfaitement d'accord (3). Bref, le soutien demeure critique. D'autres indicateurs le confirment : dans les régions les plus menacées par les restructurations, les motivations des électeurs sont d'abord sociales. Les enquêtes réalisées au sortir des urnes montrent, par exemple, que M. Iliescu a perdu les deux tiers de son électorat dans les *judete* du nord de la Moldavie, qui lui sont traditionnellement acquises. Le choix, pour les deux autres candidats, fut d'abord motivé par leur capacité à satisfaire des revendications sociales.

Pour la nouvelle majorité, l'état de grâce est donc fragile. Sa prolongation dépendra de la capacité de la population à supporter l'effort demandé. M. Petre Roman ne doute pas de la réussite... *« si nous parvenons à faire à temps ce que nous avons promis »*. Pourtant, les mesures sociales semblent modestes, et même les syndicats proches de l'actuelle majorité réagissent sévèrement. Président de la Confédération syndicale nationale Cartel Alfa, M. Bogdan Hossu multiplie les déclarations mettant en garde le gouvernement contre le mécontentement. Avançant un ensemble de revendications où dominent les préoccupations de pouvoir d'achat et de protection sociale, il se fait menaçant, mais tout porte à croire qu'il s'agit plutôt de prendre date. Car les négociations en cours pourraient déboucher assez vite sur un accord national avec les syndicats. Dans l'entourage du président Emil Constantinescu, on résume un peu vite la situation en citant cette formule d'un ouvrier du grand complexe sidérurgique de Galati, au bord de la faillite, lançant au candidat : *« Allez-y, on ne peut plus vivre dans cette incessante exaspération face à l'immobilisme. »*

Dans l'immédiat, les principales résistances aux changements viendront des réseaux économiques et politiques qui se sont consolidés sous l'ancien président. Selon M. François Ettori, responsable de la Banque mondiale à Bucarest, qui a suivi de très près l'élaboration du programme de M. Ciorbea, la Roumanie devrait évoluer lentement vers un modèle de type centre-européen. *« Je suis confiant, la population acceptera ce qu'il faut et le premier ministre est très compétent. C'est leur dernière chance pour éviter une évolution à la bulgare. La seule inconnue vient de la capacité de l'administration à exécuter ces réformes. »* Des propos qui ne visent pas seulement la qualification des fonctionnaires...

En fait, l'encadrement moyen des ministères et des *judete* apparaît généralement médiocre, parfois corrompu, alors que, au niveau local, l'initiative privée – mais aussi publique – est beaucoup plus saine. Trois puissants lobbies semblent prêts à tout pour sauvegarder leurs privilèges : l'administration agricole qui, on l'a vu, conserve des monopoles ; les directeurs des grandes entreprises d'Etat, qui détournent souvent les ressources publiques au profit d'entreprises privées amies ; enfin les magnats du gaz et du pétrole, très occupés par leurs petites affaires avec leurs collègues de l'ex-Union soviétique ou sur les places financières internationales.

Devenir une nation comme les autres

SUCCÉDANT au dernier gouvernement de M. Nicolae Vacaroiu, généralement considéré comme le plus tolérant à l'égard de la corruption, celui de M. Victor Ciorbea est jugé incorruptible (4). C'est son principal atout. Plusieurs affaires sortent des tiroirs, des escrocs notoires sont arrêtés. On a même inculpé M. Miron Cosma, le chef des mineurs de la vallée du Jiu venus casser de l'étudiant à Bucarest en 1990 et 1991, d'atteinte à la sûreté de l'Etat pour détournement de trains. Mais la justice, qui n'a pas bonne presse, manque de moyens et, depuis le début de l'année, une polémique à rebondissements oppose le ministre aux procureurs sur le thème de l'indépendance des juges.

La nouvelle équipe se doit de contrecarrer ces résistances, de les déstructurer vite, tout en répondant aux aspirations d'une population très appauvrie, qui s'est sentie humiliée par l'histoire récente. Ces espoirs sont-ils inconsidérés ? *« Tout dépendra, conclut Mme Gabriela Adamesteanu, directrice du prestigieux hebdomadaire* 22, *de la capacité du président à nous redonner une fierté nationale. »* C'est-à-dire ? *« Que la Roumanie devienne normale, que nous soyons une nation comme les autres. »*

JEAN-YVES POTEL.

(3) « Etes-vous d'accord avec le programme de réforme du gouvernement ? » : 28 % oui, 39 % partiellement d'accord, 17 % non. Sondage ESOP Omega, dans la semaine du 17 au 22 mars 1997, sur un échantillon de 1 100 personnes.

(4) Sondage ESOP Omega, sur un échantillon national de 1 100 personnes interrogées à domicile, dans la semaine du 24 au 29 janvier 1997 ; 55,7 % des sondés pensent que le gouvernement de M. Victor Ciorbea sera intransigeant et inflexible, 33,2 % qu'il sera modéré et sélectif envers les cas de corruption, 10,9 % qu'il sera tolérant.


KLAVDIJ SLUBAN

L'ADHÉSION DE LA POPULATION RÉSISTERA-T-ELLE ?

« De la peine, de la sueur et de l'austérité »

Par **ÉDITH LHOMEL** *

DE quelle marge de manœuvre économique disposent les nouvelles autorités roumaines, qui veulent redonner au pays la santé financière et monétaire susceptible de garantir une croissance durable ? Artificiellement tirés pour l'essentiel par les importations, les taux de 6,9 % et 4,1 % de ces deux dernières années s'étaient soldés par un déficit croissant de la balance commerciale (soit 1,6 milliard de dollars en 1995 et 1,7 en 1996). De plus, la stabilisation macroéconomique, laborieusement mise en œuvre par le précédent gouvernement, s'était enlisée dans la démagogie préélectorale. Résultat : en 1996, l'inflation annuelle atteignait près de 60 %, et le déficit budgétaire, engendré notamment par le renflouement financier de mastodontes industriels à la restructuration sans cesse différée, représentait quelque 7 % du PIB, voire 13 %, selon les dernières estimations officielles.

Le premier ministre et ancien syndicaliste Victor Ciorbea estime à *« deux cents jours »* le temps des principales épreuves. Il a exposé son programme économique le 17 février dernier, en affichant un ton lucide et grave. Il était accompagné, lors de sa conférence de presse, de représentants de l'Union européenne et de la Banque mondiale, ouvertement favorables aux vainqueurs des élections, mais avec lesquels la négociation avait été délicate. Conscient de la dureté des conditions du Fonds monétaire international qui, de fait, le mettent à la tête d'un gouvernement de sacrifices, il prenait le soin d'affirmer : *« Il était grand temps que chacun pense à la Roumanie comme à sa propre maison. La réforme sera radicale, et mon gouvernement est prêt à assumer les conséquences politiques engendrées par les mesures impopulaires. »*

Décidé à n'entretenir aucune illusion quant aux épreuves qui attendent la population, fort en cela de la confiance d'un électorat sensible au parler vrai des nouveaux dirigeants, après des décennies de langue de bois, le premier ministre n'a rien promis d'autre pour 1997 que *« de la peine, de la sueur et de l'austérité »*.

La bureaucratie s'arc-boute

LA résorption du déficit budgétaire, la libéralisation du marché des changes, la libération des prix à la consommation bloqués durant plus d'un an, la levée totale des subventions, tels sont les principaux engagements pris. Le gouvernement espère obtenir le bénéfice de financements internationaux qui, normalement, devraient se monter pour l'année 1997 à 2 milliards de dollars, auxquels il faut ajouter 3 milliards d'emprunts sur les marchés financiers extérieurs, autorisés en janvier à la Banque nationale de Roumanie.

Ces mesures se sont traduites par une dévaluation du leu de près de 70 % en moins de deux mois, par de lourdes augmentations de prix dans le domaine de l'énergie (électricité, essence), des transports et des télécommunications (+ 50 % à + 500 %), provoquant en cascade, et de façon parfois injustifiée, la hausse de produits alimentaires de base (pain, viande, produits laitiers, légumes). Après une année de sacrifices au terme de laquelle la croissance devrait se situer entre – 1 % et + 2 %, l'économie retrouverait, dès 1998, sur des bases cette fois réputées solides, une vitesse de croisière de l'ordre de 4 % à 5 %. Cet assainissement monétaire et financier doit cependant s'accompagner de réformes structurelles tangibles, au premier rang desquelles figurent la restructuration et la privatisation d'un outil industriel pour partie obsolète. Le gouvernement de M. Nicolae Vacaroiu s'était gardé d'y toucher (1), craignant de se priver d'une partie décisive de sa clientèle électorale : les ouvriers de ces grands combinats, mais aussi une bureaucratie souvent corrompue liée au parti gouvernemental. Avec un secteur privé qui représentait 52 % de la formation du PNB, il est exagéré d'affirmer que la totalité des privatisations réalisées entre 1992 et 1996 n'ont été que de façade. Ne serait-ce que parce qu'un certain nombre d'entre elles permirent à des cadres politiques et administratifs de l'ancien système de réaliser une reconversion à l'instar de leurs homologues en Hongrie, en Pologne ou encore en Bulgarie.

Il est, en revanche, avéré que, dans l'industrie comme dans l'agriculture, le secteur privé s'est heurté à une bureaucratie arc-boutée sur ses parcelles de pouvoir, et n'a pas bénéficié sur le plan bancaire et juridique d'un environnement suffisamment stimulant pour se renforcer. De ce point de vue, la marge de manœuvre des autorités reste étroite : car si leur volonté d'accélérer la privatisation de l'économie ne peut être mise en doute, les moyens pour l'encourager sont faibles.

Ainsi, la décision de refinancer le déficit budgétaire par des moyens non inflationnistes a contraint la Banque nationale roumaine à relever ses taux d'intérêt, en les portant à 100 % en janvier 1997, avec pour objectif de les ramener à 60 % en août 1997. Le défi est précisément là : dans l'agriculture par exemple, l'arrêt des subventions à perte aux ex-fermes d'Etat – transformées en 1991-1992 en sociétés commerciales à 100 % de capitaux d'Etat – devrait s'accompagner d'une politique de crédit favorable aux petites exploitations. Elle permettrait aux agriculteurs privés d'exploiter leurs terres à d'autres fins que la seule autoconsommation. Or, non seulement ce souci est encore peu présent dans les campagnes, mais les producteurs agricoles auront dans le même temps à se confronter à la concurrence plus directe des produits importés. Le gouvernement a en effet décidé de réduire sensiblement les droits de douane appliqués jusque-là aux produits agricoles importés.

Dans l'industrie, le gouvernement compte sur un phénomène à la polonaise, avec une progression rapide du secteur privé venant de la privatisation des petites et moyennes entreprises et de l'encouragement à la création de nouvelles unités. Cette redynamisation du tissu économique devrait créer les emplois permettant de prendre le risque social de fermer les grandes entreprises les moins rentables. La liquidation de plusieurs exploitations minières a déjà été annoncée, mais un ministre en visite, au printemps, dans les corons de la vallée du Jiu a concédé que cela n'aurait lieu qu'après la création de nouveaux emplois. La hausse des prix de l'énergie pour des secteurs qui en sont gros consommateurs, comme les industries chimiques et sidérurgiques, devrait donner un coup de grâce à un certain nombre d'unités, à condition que la volonté politique ne fléchisse pas.

Les résultats enregistrés au premier trimestre 1997 marquent une accélération. Le Fonds de propriété d'Etat – une des institutions chargées de la privatisation à laquelle il était reproché, il y a encore un an, de favoriser le maintien des « canards boiteux » de l'industrie lourde, et placé en avril sous l'autorité directe du gouvernement – annonçait en avril 1997 la privatisation depuis le début de l'année en cours de 455 sociétés, dont 411 petites, 36 moyennes et 8 grandes entreprises, contre 111 durant le premier trimestre 1996. Il reste que le rythme des privatisations annoncées reste faible surtout pour les grandes entreprises.

Soucieux d'aller vite et surtout de se désengager sur le plan budgétaire, l'Etat entend n'assumer aucune restructuration préalable : elle est laissée à la charge des agents économiques auxquels reviendra, notamment, la responsabilité de licencier. Dans ce cadre, une hausse sensible et rapide du chômage, maintenu au taux de 6,5 % de la population active en 1996, est prévisible.

Un rôle décisif est dévolu aux investisseurs étrangers, à qui le président, M. Emil Constantinescu, a demandé, lors de ses tournées dans les principaux pays occidentaux, de transformer *« le capital de confiance accordé aux auteurs de ce changement politique historique en capital financier »*. En sept années d'une libéralisation économique restée à mi-chemin, le montant des investissements étrangers investis en Roumanie dépasse à peine les 2 milliards de dollars. Le pays, le plus peuplé d'Europe de l'Est après la Pologne, commencerait cependant à susciter l'intérêt d'entreprises étrangères, si l'on en croit la sensible accélération des capitaux investis depuis janvier 1996.

Outre ce capital de confiance, le principal atout de la coalition au pouvoir pour « faire passer » un programme sur lequel elle joue son va-tout est sa confortable majorité parlementaire (2). Le parti du président sortant, malgré un nombre important d'élus, est très déconsidéré et ne devrait pas constituer un obstacle à court terme.

Débarrassée de cette « mauvaise différence », pour reprendre l'expression de M. Constantinescu, qui visait à *« conserver tout ce qui pouvait être sauvé, en hommes et en structures de l'ancien régime »*, l'équipe au pouvoir doit maintenant faire ses preuves de bon gestionnaire. Ni les croisades contre la corruption, certes indispensables, ni l'espoir largement entretenu d'une intégration à l'Union européenne ou à l'OTAN ne suffiront à moyen terme. Faut-il rappeler que, éprouvée par sept années de transition aujourd'hui présentées comme « perdues », la population roumaine a voté pour un changement synonyme de mieux-être social ?

* Centre d'études et de documentation sur l'ex-URSS, la Chine et l'Europe de l'Est (Ceducee), La Documentation française.

(1) Lire Edith Lhomel, « Roumanie : le poids des résistances », in *Transitions économiques à l'Est (1989-1995)*, Edith Lhomel (éd.), La Documentation française, Paris, 1995.

(2) Voir « Roumanie : le renouveau politique », in *L'Europe centrale et orientale*, édition 1997, La Documentation française, 1997.

FORMATION DOCTORALE
GÉOPOLITIQUE

animée par l'équipe de la revue

HÉRODOTE

Retrait des dossiers de préinscription
du 9 juin 1997 au 20 juin 1997
Entretiens pour les candidats présélectionnés
du 23 juin 1997 au 5 juillet 1997

Université Paris-VIII, annexe Basilique
6, rue Edouard-Vaillant, 93200 Saint-Denis
Tél. : 01-42-43-80-70
Fax : 01-48-20-40-60

LA MONDIALISATION EST-ELLE INÉVITABLE ?

La démocratie se languit de l'atonie des débats et, à cet égard, le Royaume-Uni n'est guère mieux loti que la France et les autres pays européens : si la « pensée unique » n'y a pas trouvé de bonne traduction en langue anglaise, elle y a pourtant massivement cours. En particulier, la mondialisation y est tenue, dans la quasi-totalité des grands médias, pour une donnée ne souffrant pas de discussion.

Parmi eux, c'est le prestigieux quotidien *Financial Times* qui, avec l'hebdomadaire *The Economist*, donne ses lettres de noblesse aux thèses libérales. Justement réputé pour la qualité de sa couverture de la politique internationale et pour la rigueur de ses informations économiques, financières et même sociales, le *FT*, comme on le désigne familièrement, distingue *toujours les faits* – sacrés – des commentaires, où s'affichent avec vigueur ses convictions. Ainsi, le 29 avril dernier, dans une prise de position préélectorale se concluant sur l'affirmation de sa préférence pour le « nouveau travaillisme » de M. Anthony Blair, il rappelait que les options éditoriales du journal *« étaient façonnées par sa foi dans l'économie de marché, le libre-échange et la création d'une Europe tournée vers l'extérieur »*.

Pour leur part, dans leur diversité, les points de vue exprimés dans *Le Monde diplomatique* se fondent, eux aussi, sur des informations et des faits rigoureux, mais en se référant à des valeurs non marchandes. Traduit, notamment, dans cinq pays du Vieux Continent, le *Diplo* est résolument favorable à une Europe des citoyens et des politiques communes, et critique à l'égard d'une zone de libre-échange, simple segment du marché mondial. Il considère que l'économie doit être mise au service de la société, et non l'inverse.

On le voit, deux visions du monde différentes, et qui ont rarement l'occasion de se confronter directement. C'est pourquoi *Le Monde diplomatique* a accueilli avec faveur l'initiative de M. Howard Machin, directeur de l'Institut européen de la London School of Economics and Political Science (LSE), d'organiser à Londres, le 7 mai dernier, un débat contradictoire avec le *Financial Times* sur le thème de la mondialisation. Cette rencontre a réuni un nombreux public et devrait trouver un prolongement cet automne à Paris, également dans un cadre universitaire. Les six intervenants n'ont pas tenté de parvenir à un consensus factice... On en jugera à la lecture de leurs communications.

Mais pourquoi cette

MARTIN WOLF *

Rédacteur en chef associé et chroniqueur économique, *Financial Times*.

UN grand événement économique marque notre époque : la mondialisation. Elle détermine ce que les gouvernements peuvent – et devraient – faire. Mais qu'est-ce exactement que la mondialisation ? Et pourquoi est-elle si désirable ?

Dans son dernier panorama de l'économie mondiale (1), le Fonds monétaire international (FMI) la définit comme *« l'interdépendance économique croissante de l'ensemble des pays du monde, provoquée par l'augmentation du volume et de la variété des transactions transfrontières de biens et de services, ainsi que des flux internationaux de capitaux, en même temps que par la diffusion accélérée et généralisée de la technologie »*. Entre 1930 et 1990, le prix moyen facturé pour chaque mile de transport aérien a baissé de 0,68 à 0,11 dollar ; celui d'une communication téléphonique de trois minutes entre Londres et New York est passé de 244,65 à 3,32 dollars. Entre 1960 et 1990, le coût d'une unité de puissance informatique a décru de plus de 99 %. De l'amélioration des communications est née une innovation organisationnelle : la firme multinationale, superbe mécanisme de transfert de technologies par-delà les frontières.

La technologie rend la mondialisation possible. La libéralisation la déclenche. Et la libéralisation a été au rendez-vous : entre 1970 et 1997, par exemple, le nombre de pays ayant aboli les contrôle des changes affectant les importations de biens et de services est passé de 35 à 137. A certains égards, reconnaissons-le, l'économie mondiale est moins intégrée qu'elle ne l'était avant la première guerre mondiale. A leur apogée d'avant 1914, les sorties de capitaux britanniques avaient représenté jusqu'à 9 % du produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni, c'est-à-dire, en proportion de leur PIB respectif, deux fois plus que celles de l'Allemagne et du Japon dans les années 80. A l'époque, il existait une monnaie unique mondiale : l'or. Et, au tout début du siècle, le nombre de travailleurs franchissant les frontières était plus élevé qu'il ne l'est aujourd'hui.

Malgré tout, la mondialisation est allée plus loin que jamais par le passé. Dès 1970, la part des exportations rapportée à l'ensemble de la production était revenue à son niveau de 1913. Depuis, elle est montée de 12 % à 17 %. Les marchés financiers sont hautement intégrés, les technologies sont transférées à des rythmes sans précédent et les gouvernements sont de plus en plus liés par des accords multilatéraux.

Pourquoi tant de gouvernements ont-ils choisi – ou été contraints – de s'ouvrir à l'économie mondiale ? La réponse tient dans les leçons de l'expérience. Les Etats ont le pouvoir de mettre leurs citoyens en prison, mais ils ne peuvent pas obliger des prisonniers à faire preuve du même esprit d'initiative que des individus libres. Comparez l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest, la Corée du Nord et la Corée du Sud, la Chine maoïste et Taïwan. Dans chacun de ces cas, les premières nommées choisirent – ou furent contraintes de choisir – l'isolement, alors que les secondes optèrent pour l'intégration économique mondiale. Après une quarantaine d'années, les revenus réels par habitant y étaient au moins trois fois plus élevés. On dispose là de ce que l'histoire offre de plus proche d'une série d'expériences économiques contrôlées. Leurs résultats expliquent pourquoi la Chine s'est libéralisée, pourquoi l'Union soviétique s'est effondrée et pourquoi M. Tony Blair a choisi d'appeler son parti le « Nouveau Travaillisme ».

Il faut être obtus pour croire que la libéralisation actuelle est incompréhensible ou déraisonnable. C'est pourtant le cas de beaucoup de gens. Leurs motivations sont de trois ordres : haine des marchés, peur des étrangers et inquiétude quant aux salaires, aux emplois et à l'activité économique. Si les deux premières attitudes sont pathologiques, la troisième, au moins, est rationnelle.

Au cours des deux dernières décennies, les écarts de salaires se sont fortement creusés entre travailleurs qualifiés et non qualifiés des économies avancées, ou bien le chômage de ces derniers y est allé en augmentant, ou bien les deux phénomènes se sont combinés. Cela malgré la progression de l'offre de travailleurs qualifiés. Certains font porter la responsabilité de cette évolution à la concurrence croissante des pays à



Une obligation morale

PETER MARTIN *

Rédacteur en chef de l'édition internationale, *Financial Times*.

LES débats sur la mondialisation se polarisent généralement sur ses enjeux économiques. Je voudrais, pour ma part, mettre en avant les arguments profondément moraux qui plaident en sa faveur, et que l'on peut résumer en une phrase : l'intégration accélérée de sociétés autrefois marginalisées est la meilleure chose qui soit arrivée du vivant de la génération d'après-guerre.

La mondialisation constitue une authentique collaboration par-delà les frontières, des sociétés et des cultures, contrairement aux collaborations factices des dialogues Nord-Sud et des élites bureaucratiques. Non seulement elle a sapé les fondations de l'empire du mal soviétique, mais elle est en train d'en faire autant en Chine. Même sans ces effets politiques directs, ses vertus auraient été extraordinaires : elle a provoqué une énorme amélioration du bonheur humain dans les sociétés ayant su saisir les chances qu'elle offre.

L'intégration accélérée des sociétés est la meilleure chose qui soit arrivée du vivant de la génération d'après-guerre

Cette transformation produira les effets exactement inverses de ceux invoqués par les gens qui, à gauche, en font le procès. Sous son impulsion, le pouvoir se déplacera irrésistiblement des pays développés vers le reste du monde. C'est le désir d'empêcher à tout prix ce transfert qui sous-tend la vision du monde des critiques de la mondialisation. Leurs arguments, de mon point de vue, reposent sur un désir viscéral de préserver le statu quo et de pérenniser l'hégémonie de leur idéologie profondément conservatrice.

Je considère que les positions hostiles à la mondialisation sont profondément immorales, en ce qu'elles prétendent refouler les aspirations du tiers-monde pour préserver les avantages d'un modèle particulier du travail en Occident. On nous rétorque que la mondialisation produit beaucoup plus de perdants que de gagnants. Cela est tout simplement inexact, en termes aussi bien relatifs qu'absolus, comme le démontrera toute étude des statistiques économiques sur la période d'après-guerre.

Les critiques les plus raffinés admettent que des millions d'emplois ont été créés. Mais, disent-ils, il ne s'agit pas de véritables emplois, mais d'une exploitation éhontée de la main-d'œuvre. Allez dire cela aux travailleurs bien formés de Hongkong, de Singapour, de Malaisie, de Thaïlande, aux ouvriers de l'électronique d'Acer, aux ouvriers de l'automobile de Daewoo. Allez dire cela aux travailleurs de la Chine méridionale qui ont échappé à la vie misérable et éreintante des campagnes et qui avancent – effectivement dans les pires conditions de travail – vers une authentique prospérité et une authentique autonomie de vie.

Les aspirations des pauvres du tiers-monde, leur désir de richesse, de prospérité et de liberté me remplissent de joie. Que vont leur dire ceux qui dénigrent la mondialisation ? Qu'ils n'ont pas le droit de choisir leur avenir parce que nous, les Européens, ne sommes pas capables de nous adapter assez vite pour le leur permettre ? Où est la morale dans cette affaire ?

Il est possible de sortir de la mondialisation, mais le prix à payer n'est pas uniquement économique. Il est aussi politique, car la prétention de la contenir conduit à une inévitable extension des pouvoirs de l'Etat et à la perte de la liberté individuelle. Elle passe par la répression des désirs naturels des individus et par un maquis toujours plus dense de réglementation, de législation, de criminalisation de l'activité économique naturelle et de politisation des décisions quotidiennes. Nous avons bien connu tout cela dans beaucoup de pays européens au cours des vingt ou trente dernières années. Sortir de la mondialisation se traduirait par une remise en question fondamentale des droits démocratiques, en particulier de ce droit précieux entre tous : celui de vaquer en paix à ses occupations.

La liberté de choisir entre une trentaine de céréales différentes pour le petit déjeuner est-elle une liberté qui compte ? C'est là une question d'opinion. Ce qui ne l'est pas, en revanche, parce que corroboré par d'amères expériences, c'est que l'extension du pouvoir de l'Etat – indispensable pour éliminer les possibilités de choix transfrontières offertes par la mondialisation – est néfaste et profondément antidémocratique.

On dit parfois que le libre-échange doit être subordonné à des valeurs plus importantes. Mais y a-t-il valeur plus importante que celle de tirer des milliards de gens de la pauvreté, de créer des opportunités de choix et de développement personnel et de renforcer la démocratie partout dans le monde ? L'économie libérale de marché est par nature globale. Elle constitue ce qu'il y a de plus achevé dans l'aventure humaine. Nous devrions être fiers, individuellement et collectivement, d'avoir contribué à la construire par notre travail et par nos votes.

Pour

BERNARD CASSEN

Le Monde diplomatique.

LIBERTÉ des marchés (« laisser-faire ») et libre-échange (« laisser-passer »), tels sont les deux articles de foi séculaires de l'ultralibéralisme. Et, comme toujours avec les articles de foi, ils prennent le pas sur quelque donnée, considération ou valeur que ce soit. Le *Financial Times*, qui les revendique sans détours, donne assez fréquemment des exemples de cette subordination.

Ainsi, les risques de « guerre » commerciale entre l'Union européenne et les Etats-Unis – à propos des conditions sanitaires déplorables dans lesquelles, outre-Atlantique, s'effectue l'abattage de volailles ensuite exportées en Europe – débouchent, dans ses colonnes, sur un *« dilemme »* hautement significatif, celui de *« concilier l'authentique intérêt public avec le libre-échange* (1) ». Le libre-échange – c'est-à-dire, au mieux, un moyen – est la seule référence stable, et ne se discute pas. C'est à l'intérêt public – une fin – de s'y adapter, en faisant de surcroît la preuve qu'il est *« authentique »*. Le moyen devient la fin.

Ce type de renversement des hiérarchies ne gêne aucunement les idéologues du libre-échangisme, qui tiennent le haut du pavé dans les médias, les universités et les grandes organisations économiques et financières internationales. En particulier, depuis la conclusion du cycle de l'Uruguay du GATT en 1993, un véritable lavage de cerveau planétaire vise à accréditer l'idée que la déréglementation des échanges commerciaux et la liberté totale des marchés produiraient *inévitablement une élévation universelle du niveau de vie et des sociétés plus justes pour tous*. Tels seraient les miraculeux résultats de la mondialisation. Les faits sont tout autres.

En premier lieu, loin de réduire les inégalités, la globalisation des échanges les accroît, et ce aussi bien entre les nations qu'au sein des nations elles-mêmes. Dans les pays dits riches, et tout particulièrement chez les champions du libre-échange que sont les Etats-Unis et le Royaume-Uni, la *polarisation toujours plus forte des revenus* et de la richesse n'est contestée par personne. Même l'OCDE fait mine de s'en inquiéter à l'occasion. Car ce n'est plus un véritable sujet de préoccupation pour les gouvernants, dont certains théorisent même la nécessité des inégalités comme facteur de la croissance.

Cette polarisation caractérise également les rapports entre les pays eux-mêmes. Comme l'a fort bien montré un récent rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), les pays les plus pauvres s'appauvrissent, et ce aussi bien en termes relatifs qu'absolus. Il n'y a, en effet, aucune corrélation entre les besoins et les investissements. En Afrique, où manquent cruellement les infrastructures de tous ordres, les investissements directs ont chuté de 27 % de 1994 à 1995, et ils représentent tout juste 2,1 milliards de dollars, soit 3 % du total mondial. Il ne faut pas compter sur les marchés financiers internationaux pour financer la construction d'écoles ou de dispensaires...

La Corée du Sud, Taïwan et la Chine ont bâti leur puissance industrielle sur l'intervention de l'Etat et le protectionnisme

Au nom des politiques d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI, qui imposent l'« ouverture » au marché mondial, on sabre dans les dépenses publiques et donc, notamment, dans le nombre des enseignants, ce qui boucle ainsi la boucle. Toutes les statistiques montrent que, depuis le début de la décennie, le pourcentage de pauvres a augmenté en Amérique latine, dans les

haine des marchés ?

bas salaires. On peut effectivement avoir cette impression, mais les faits montrent qu'elle est largement erronée.

La théorie est simple : les importations en provenance de pays disposant d'une relative abondance de travailleurs non qualifiés devraient faire baisser les prix des produits qui utilisent cette main-d'œuvre de manière relativement intense. Cela conduira à faire évoluer la production des pays avancés vers les produits à forte intensité de main-d'œuvre qualifiée, accroissant la demande pour cette dernière et faisant chuter celle de travailleurs non qualifiés. Il s'ensuivra soit un écart accru entre les rémunérations des travailleurs qualifiés et celles des travailleurs non qualifiés, soit une poussée du chômage chez ces derniers.

Cette théorie est élégante. Mais les données disponibles donnent à penser que les prix relatifs des biens produits par de la main-d'œuvre non qualifiée n'ont pas diminué, sans doute parce que les importations de pays comme la Chine ont remplacé celles de pays comme la Corée,

Les prétendus dommages que la mondialisation infligerait à certains habitants des pays industrialisés relèvent largement du mythe

plutôt que les productions de pays développés. De plus, les importations de marchandises des pays en développement ne représentent que 3,8 % de la production totale des économies avancées. Dans un document de travail du FMI, « The Effect of Globalisation on Wages in Advanced Economies », M. Matthew Slaughter, de Dartmouth College, et M. Philip Swagel, du FMI, concluent que *« l'augmentation du commerce explique seulement entre 10 % et 20 % des modifications intervenues dans la répartition des salaires et des revenus dans les pays développés »*.

Dans toutes les économies avancées, la fraction de la population active employée dans l'industrie est allée en diminuant : de 30 % à 20 %, entre 1970 et 1994, dans l'Union européenne ; de 28 % à 16 %, entre 1965 et 1994, aux Etats-Unis. Cette diminution va de pair avec celle, à prix constants, de la part des produits manufacturés dans le PIB, ce qui donnerait à penser que la baisse de l'emploi manufacturier dans l'emploi global est imputable à la stagnation de la production.

Les apparences sont trompeuses. En fait, à prix constants, le déclin relatif de l'emploi manufacturier a été très limité. C'est le rythme de croissance de la productivité, plus élevé dans l'industrie que dans les services, qui a provoqué la baisse des prix relatifs des biens manufacturés, en même temps que celle de l'emploi par unité produite. Ainsi, entre 1971 et 1994, la production industrielle dans les économies avancées a progressé à un rythme annuel de 2,5 %, alors qu'elle augmentait de 3,1 % par salarié. Dans les services, les chiffres étaient respectivement de 3,3 % et 1,1 %. La part de l'emploi industriel ne pouvait donc que régresser, comme c'est depuis longtemps le cas dans l'agriculture.

Les prétendus dommages infligés à certains habitants des pays avancés par la mondialisation relèvent largement du mythe. N'en relèvent pas, au contraire, les chances qu'offre l'intégration économique aux pays pauvres. Entre 1965 et 1995, par exemple, les revenus réels par tête des nouveaux pays industrialisés d'Asie ont été multipliés par sept, cependant que quadruplait leur part du commerce mondial. De la même manière, on peut dater le début de la période de développement rapide de la Chine : c'est celui de sa décision de libéraliser l'agriculture et de s'ouvrir à l'économie mondiale. Là où le commerce a été mis au poste de commandement, les flux de capitaux ont suivi : la Chine a accueilli à elle seule davantage d'investissements en 1996 que la totalité des pays en voie de développement en 1989.

La mondialisation n'était pas inévitable, pas plus qu'elle ne reflète simplement la marche en avant de la technologie. Elle marque la réussite de la diffusion mondiale d'une libéralisation économique entamée en Europe occidentale, il y a un demi-siècle, avec le plan Marshall. Elle apporte des possibilités sans précédent à des milliards d'hommes partout dans le monde.

Inévitablement, elle provoque les clameurs de ceux qui ont peur des marchés et des étrangers. Il ne faut pas les écouter. Il convient, en revanche, d'examiner de près ce que les gouvernements peuvent – et devraient – faire (2) lorsque leur marché est global et que leur périmètre d'intervention est simplement local.

MARTIN WOLF.

(1) Fonds monétaire international, *Les Perspectives de l'économie mondiale*, Washington, mai 1997.

(2) NDLR : Martin Wolf a donné une suite à cette communication dans « Far from powerless », *Financial Times*, 13 mai 1997.



MAGDI SENADJI – À UNE BOIE/MAPPEMONDE

sauver la société !

Caraïbes et en Afrique. Qui ira leur chanter les louanges de la mondialisation ?

Les salaires et l'emploi, nous dit-on, auraient tout à gagner de la libéralisation généralisée. Ce n'est pas ce que l'expérience quotidienne enseigne, entre autres, aux travailleurs américains : ceux d'entre eux qui n'ont pas de diplôme de fin d'études secondaires ont vu leur salaire horaire moyen chuter d'un tiers en vingt ans : de 11,85 dollars à 8,64 dollars entre 1973 et 1993. Il a fallu que les sociologues inventent pour eux une nouvelle catégorie, celle des *working poor*, des travailleurs qui s'appauvrissent en travaillant, et dont Mme Margaret Thatcher et M. John Major ont aussi considérablement gonflé les rangs dans leur pays. Dans la France des 5 millions de chômeurs réels, dans une Allemagne où les industriels considèrent que leurs compatriotes sont devenus trop chers pour eux, le bilan n'est guère plus brillant.

A ces situations, les ultralibéraux en opposent d'autres, toujours les mêmes : celles des « dragons » d'Asie orientale, avec leur croissance parfois à deux chiffres. Sans même se rendre compte que ces exemples contredisent radicalement leurs théories. Ni la Corée du Sud ni Taïwan – et encore moins la Chine – n'ont bâti leur puissance industrielle et commerciale sur les préceptes d'Adam Smith et de David Ricardo. Aide gouvernementale américaine massive – pour cause de guerre froide – dans les deux premiers cas, protectionnisme absolu pour préserver leurs industries naissantes, commerce administré – dont Pékin ne fait pas mystère – et, d'une manière générale, omniprésence économique de l'Etat, sont les véritables ingrédients de la fameuse et bien réelle « croissance tirée par les exportations » de ces pays.

Ce à quoi il faut ajouter la répression politique et sociale, dont seule Taïwan est désormais libérée dans la région. Effectivement, un régime totalitaire qui interdit les syndicats libres (Chine, Corée du Sud, Singapour, Indonésie, etc.) et met les prisonniers au travail forcé (Chine) peut faire des « miracles » et créer un « climat favorable » aux affaires. Il est tout de même étonnant que des « libéraux » passent ainsi des libertés fondamentales par profits et pertes et, plus grave de leur point de vue, qu'ils ferment les yeux sur les distorsions de concurrence engendrées par l'intervention quotidienne d'Etats policiers, fort souvent corrompus par-dessus le marché. Il est vrai qu'ils n'ont pas tari d'éloges sur le « miracle » chilien de l'époque du général Augusto Pinochet....

Loin de s'indigner de l'introduction de « clauses sociales » dans le commerce international, les libéraux devraient s'en féliciter, toujours au nom des valeurs de la concurrence loyale et de la « transparence » des mécanismes de formation des prix. Que le « ticket d'entrée » d'un bien ou d'un service sur un marché d'exportation donné comprenne le respect d'un minimum de normes de l'Organisation internationale du travail (liberté syndicale, interdiction du travail forcé et de l'exploitation des enfants, etc.) en vigueur dans le pays concerné devrait apparaître tout à fait naturel.

Ces clauses sociales, qui visent à tirer vers le haut la situation des travailleurs des nouveaux pays industrialisés, alors que leur non-respect tire vers le bas celle des travailleurs des pays développés, ne sont nullement dirigées contre le Sud. Elles y sont, bien au contraire, revendiquées par les organisations non gouvernementales et les syndicats, dont on reconnaîtra sans difficulté qu'ils sont porteurs d'une tout autre légitimité, pour défendre leurs propres populations, que les porte-voix des multinationales.

Ce qui vaut pour le social vaut aussi pour l'environnement. Car il est impossible de « verdir » le libre-échange intégral : il encourage irrésistiblement le déplacement des centres de production vers les sites où les normes écologiques sont les moins contraignantes, et qui, généralement, sont aussi ceux où l'on fait le moins de cas des droits des travailleurs. La destruction des milieux naturels, la pollution de l'air, des eaux et des sols ne sauraient être acceptées comme autant d'« avantages comparatifs ». Leur coût, au lieu d'être « externalisé », c'est-à-dire transféré à la communauté planétaire tout entière, doit être pleinement « internalisé » dans les prix. Si ce n'est pas le cas, il doit, lui aussi, être incorporé au « ticket d'entrée » sur les marchés où ces normes sont en vigueur. Comme on le voit, si l'on a l'honnêteté intellectuelle de refuser un « libéralisme » à géométrie variable – ignorant tous les facteurs autres que le droit à la prédation des firmes « globales » –, on peut trouver dans les principes fondateurs de la théorie libérale d'excellents arguments pour justifier des clauses sociales et écologiques...

En dernière instance, c'est la démocratie elle-même qui est la principale victime du libre-échangisme et de la globalisation. Leur dynamique conduit en effet à la séparation physique toujours plus grande entre les centres de décision et les personnes affectées par ces décisions, entre producteurs et consommateurs de biens, de services et d'imaginaire. Au stade suprême de l'aliénation. La responsabilité, l'obligation de rendre des comptes sont les pierres de touche de la vie démocratique. Que deviennent-elles lorsque les élus et les gouvernements, à supposer qu'ils aient l'intention d'agir pour le bien-être de tous leurs concitoyens, ont de moins en moins prise sur les vrais décideurs, totalement déterritorialisés, que sont les marchés financiers et les entreprises géantes ? Il ne faut pas chercher plus loin le facteur majeur de déstructuration de sociétés qui méritent d'ailleurs de moins en moins ce nom, puisqu'on les soumet à des logiques antithétiques de l'idée même de bien commun.

Mme Margaret Thatcher aimait à répéter qu'elle ne connaissait que les individus, et qu'elle n'avait pas la moindre idée de ce qu'était une société. Il est grand temps d'agir pour que ce cri du cœur ne se transforme pas en prédiction créatrice (*self-fulfilling prophecy*). Et cela passe par une remise en cause radicale des principes et des pratiques de la mondialisation en cours.

BERNARD CASSEN.

Le journal des élites

IL est un geste que tout étudiant de la London School of Economics and Political Science (LSE) se doit d'accomplir chaque matin avant de rejoindre son amphithéâtre : la lecture du *Financial Times*. Au point que la LSE propose un tarif réduit (3 F au lieu de 7 F) pendant la semaine, afin de rendre l'achat du « journal rose saumon » accessible à tous. C'est une relation unique qui s'est ainsi progressivement établie. Une écriture respectée et, selon un membre du nouveau gouvernement de M. Anthony Blair, digne, parfois, des comptes rendus des réunions du cabinet.

La guerre entre les grands quotidiens économiques est de plus en plus impitoyable. Se gagner les faveurs de la future élite financière ou politique est particulièrement important pour créer un lien, voire une certaine dépendance. Le *Wall Street Journal*, centré principalement sur le monde financier américain, a essayé de modifier les habitudes favorables au *FT* des étudiants, en distribuant gratuitement et quotidiennement des exemplaires au sein même de la LSE. En pure perte. L'avantage du *FT* se situe en effet dans son identité britannique et dans sa couverture très complète des questions internationales. *« Le* FT *n'a pas peur, contrairement à d'autres, de traiter en détail des élections au Portugal ou dans les Länder allemands, qui sont tout aussi importantes que les dernières déclarations du président de la Bundesbank »*, confie le directeur d'un département de la LSE. M. Howard Machin, directeur de l'Institut européen, précise que *« la dose hebdomadaire de* The Economist *n'est pas suffisante pour un étudiant ». « Pour quelqu'un qui ne lit pas tous les jours* Agence Europe, *le* FT *est de loin la meilleure source »*, poursuit-il.

DANS une université très renommée du sud de l'Angleterre, on sacrifie chaque matin à une tradition quasi religieuse : un professeur distribue à ses étudiants postdoctoraux la copie d'un article du *Financial Times* du jour, et il leur demande de la lire en silence. Puis, pendant une heure, une analyse collégiale en est faite, comme s'il s'agissait d'un texte sacré. Ce statut acquis par le *FT* lui vient d'abord de l'origine de ses auteurs : la majorité viennent des mondes universitaire et économique ou des institutions internationales (Martin Wolf est un ancien responsable de la Banque mondiale). Tous font bénéficier le quotidien de leurs contacts et lui donnent une image très institutionnelle.

Le bâtiment-forteresse du *FT*, au bord de la Tamise, brille de toute sa majesté. Dans son hall d'entrée, un poste de télévision est allumé en permanence et diffuse les dernières informations de la Bourse et du monde de la finance. Les rédacteurs en assurent eux-mêmes la présentation. Leur expertise est réputée sans égale, et leur vaut l'écoute des gouvernants. *« Nous sommes lus par les hommes de pouvoir et nos lecteurs peuvent se reconnaître entre eux grâce à la couleur rose de notre journal »*, aiment-ils dire. Le *FT* « fait signe » pour une minorité puissante, née pour gouverner, friande des symboles de la reconnaissance sociale et soucieuse de conserver ses repères.

FRÉDÉRIC MICHEL,
chercheur à la LSE et à l'Institut d'études européennes de l'université Paris-VIII.



250
Eté 1997

Comment peut-on être Européen ?

Ce dossier dresse un état des lieux de l'Europe telle qu'elle est vécue par les citoyens : aspirations et craintes, ce qui les pousse à s'unir ou les inquiète. Dans de nombreux domaines, des liens se tissent déjà entre régions, syndicats, entreprises, coopératives et mutuelles, associations, universités, organisations de jeunesse... *Projet* souligne ce qui se fait et ce qui reste à faire en matière de droit, de coopération, d'information pour développer la solidarité et la participation des citoyens.

Felipe Gonzalez, Philippe Herzog, Jean Lapeyre, Pasqual Maragall i Mira, François Perigot, Monika Wulf-Mathies...

Le n° : 65 F - étr. 70 F — En vente dans les grandes librairies
PROJET • 14, rue d'Assas - 75006 PARIS
☎ 01 44 39 48 48 - Minitel 36 15 SJ*PROJET

futuribles
revue mensuelle d'analyse et de prospective

Au sommaire des derniers numéros
- L'Europe à l'heure britannique, A. Bressand, E. Maincent .. n°220
- La politique américaine de Science et Technologie, U. Muldur n°220
- La politique européenne de R&D, P. Bonnaure, F. Mer .... n°220
- Les jeunes et le changement social. De la nécessité de construire une autre société, A. Boredon .... n°219
- La prospective stratégique. Prospective-stratégie, différences et complémentarités, M. Godet .... n°219
- Du séisme de Kanto au séisme de Kobé. Utilité et limites de la prévision des catastrophes, B. de Vanssay .... n°219

Commande à Futuribles - 55, rue de Varenne - 75341 Paris cedex 07 - France
Tél : (33) 01 42 22 63 10 - Fax : (33) 01 42 22 65 54 - Minitel : 36 15 SJ*FUTURIBLES
Prix du n° France : 70FF - Étranger : 75FF - Abonnement 1 an (11 n°) France : 640FF - Étranger : 690FF

Face au journalisme de marché, encourage

SERGE HALIMI
Le Monde diplomatique

JOURNALISTES et intellectuels, que devons-nous faire dans un monde où 358 milliardaires détiennent davantage de richesse que près de la moitié de la population de la planète ? Où le Mozambique, bien qu'un quart des enfants y meurent de maladies infectieuses avant l'âge de cinq ans, consacre deux fois plus d'argent au remboursement de sa dette qu'aux dépenses de santé et d'éducation ? Où, d'après l'administrateur du programme de développement des Nations unies, *« si la tendance actuelle se poursuit, les disparités économiques entre pays industrialisés et pays en voie de développement passeront du stade de l'inéquitable à celui de l'inhumain » ?* Où, au sein même des pays démocratiques, l'argent domine le système politique jusqu'à ce que tous deux en viennent à se confondre, où ceux qui signent les chèques font les lois, où les citoyens sont souvent dégoûtés de voter afin de laisser la place aux seuls investisseurs ?

Mais, journalistes et intellectuels, comment pouvons-nous dénoncer cette situation et proposer des solutions quand ces milliardaires, les « Bill » Gates, les Rupert Murdoch, les Jean-Luc Lagardère, les

Quand les médias et les gouvernements se métamorphosent en brigade d'acclamation des marchés financiers, l'orthodoxie libérale devient presque totalitaire.

« Ted » Turner, les Conrad Black de la planète, possèdent les journaux et les maisons d'édition pour qui nous écrivons, les radios sur lesquelles nous nous exprimons, les chaînes de télévision où nous apparaissons ? Quand l'information et la culture disséminées dans les nations en voie de développement proviennent surtout des pays industriels, et que si peu de l'information et de la culture que reçoivent les pays industriels vient des nations en voie de développement ? Quand *ceux qui signent les chèques, et écrivent les lois, et investissent, et restructurent,* et licencient sont aussi nos employeurs, nos annonceurs, nos distributeurs, nos interlocuteurs et nos « décideurs » ?

En d'autres termes, dans ce monde globalisé et totalitaire, dans l'actuel univers globalitaire, pouvons-nous encore, journalistes et intellectuels, jouer un rôle de contre-pouvoir, de voix des sans-voix ? *Réconforter ceux qui vivent dans l'affliction* et affliger ceux qui vivent dans le confort ? Faire tout cela et davantage quand certains de nous – souvent les plus puissants et les plus présents à l'antenne – appartiennent déjà tout autant à la classe dirigeante que l'élite du monde des affaires elle-même ?

Questions nécessaires, réponse inévitable : il nous est de plus en plus difficile de faire ce que nous devons. Consciemment ou non, nous sommes souvent les appariteurs de l'ordre et les ventriloques de l'injustice. Et c'est aussi là un des résultats de la mondialisation. Bien sûr, elle n'est pas inévitable : d'autres que nous ont, dans l'histoire, renversé l'irréversible. Mais les médias de masse, instrument des pouvoirs en place, veulent à tout prix convaincre du caractère « incontournable » de la grande transformation capitaliste de cette fin de siècle. Et persuader qu'au demeurant elle serait souhaitable. Or ce ne sont pas les journalistes et les intellectuels qui négligeront l'impact d'une idéologie disséminée au rythme d'une journée ininterrompue dans un monde sans sommeil et sans frontière.

Il y a deux ans et demi, *Le Monde diplomatique* a désigné cette propagande sous le terme de « pensée unique ». L'expression a « pris » si vite qu'en quelques semaines à peine le candidat Jacques Chirac en faisait l'un des instruments de redémarrage d'une campagne présidentielle languissante. Et, trois mois plus tard, il devenait président de la République. Inutile de le préciser, le sens de l'expression s'est un peu perdu à mesure que sa popularité s'étendait...

Qu'est donc - ou plutôt qu'était donc – la pensée unique ? Elle est la traduction idéologique des intérêts du capital mondial, la mise en musique des priorités des marchés financiers. Elle propage dans les principaux organes de presse les politiques néolibérales recommandées par les grandes organisations économiques internationales qui usent et abusent du crédit, des données et de l'autorité qu'on leur concède encore : l'OCDE, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce.

Facile à détecter, reprise docilement par les grands « partis de gouvernement », clonée en cent langues par le phénomène de la mondialisation, cette nouvelle orthodoxie cherche à soumettre tous les gouvernements de la planète à « la seule politique possible » : celle qui a le consentement des riches.

Un essayiste français a expliqué : *« Le totalitarisme des marchés financiers ne me réjouit pas. Mais je sais qu'il existe et je voudrais que toutes les élites le sachent. Je ne sais pas si les marchés pensent juste mais je sais qu'on ne peut pas penser contre les marchés. Je suis comme un paysan qui n'aime pas la grêle mais qui vit avec. Les 100 000 analphabètes qui font les marchés, si vous ne respectez pas un certain nombre de canons aussi rigoureux que les canons de l'Eglise, peuvent mettre en l'air l'économie d'un pays. Les experts sont au moins les propagandistes de cette réalité. »* Quand M. Alain Minc, auteur de cette analyse, parlait des « experts », il devait aussi penser aux journalistes et aux essayistes. Et il est servi... Mais, si on accepte son échantillon chimiquement pur de météorologie marchande, sa légitimation onctueuse d'une nouvelle dictature, la politique ne sera plus bientôt que le théâtre d'un pseudo débat entre des partis qui exagèrent la portée des petites différences qui les distinguent afin de mieux dissimuler l'importance de la somme énorme de soumissions et d'interdits qui les rassemble. Et la désaffection électorale répondra logiquement à ce non-débat.

Elle le fait déjà. Aux Etats-Unis, où des intérêts étrangers ont largement financé les désormais célèbres « goûters » de la Maison Blanche – rendant un peu plus poreuse la frontière entre politique intérieure et commerce mondial – seuls 48,8 % des électeurs potentiels ont été voter en novembre 1996, le taux le plus bas depuis 1924. A ce niveau-là, l'indifférence populaire acquiert presque la puissance d'un acte de désobéissance civique.

Un autre exemple, moins connu, illustre un type d'écriture automatique courant chez les praticiens de ce que *Le Monde diplomatique* a appelé le « journalisme de marché ». En décembre dernier, des paysans grecs barrent les routes pour protester contre les mesures d'austérité prises par leur gouvernement. L'un d'eux explique : *« Le seul droit que nous avons est celui de voter, et il ne nous mène nulle part. »* Un scrutin avait eu lieu, donnant le pouvoir à un Parti socialiste proche des milieux d'affaires. Benoîtement, le *Washington Post* avait alors commenté : *« Ce fut la première élection vraiment moderne de l'histoire du pays où est né la démocratie. (...) Pour l'essentiel, les deux partis s'accordent sur l'ensemble des questions importantes. »*

Les journalistes et intellectuels peuvent-ils accepter l'idée qu'une démocratie *« vraiment moderne »* est celle où les grandes forces électorales ne s'opposent plus sur rien puisque seuls *« 100 000 analphabètes »* décident de tout ? Et si nous l'admettons, au nom de quoi avons-nous encore le front de vitupérer l'« extrémisme » et le « *populisme* », qui expriment une légitime colère devant les connivences d'un débat politique factice sur fond de société polarisée ? Plutôt que de se gausser du « politiquement correct » qui caractériserait une partie de la gauche américaine, peut-être faut-il prendre garde à l'« économiquement correct » qui nous englue chaque fois que nous nous transformons en brigade d'acclamation des marchés financiers.

Un cliché hante le monde : *« Dans trois ans, l'an 2000. »* La définition de la modernité et de son contraire sont en effet le théâtre d'une guerre idéologique quotidienne. Et le journalisme de marché associe *automatiquement* la « modernité » au libre-échange (« ouverture »), à la monnaie unique (« puissance »), aux déréglementations (« assouplissements »), aux privatisations (« concurrence »), à la communication (de ceux qui ne sont pas hors-réseau), à l'« Europe » (du libre-échange, de la monnaie unique, des déréglementations, des privatisations et de la communication).

Inversement l'« archaïsme » serait toujours incarné par l'Etat « providence », l'Etat tout court (sauf s'il se replie sur ses fonctions « régaliennes » de bras armé de la sécurité et de la propriété), les syndicats (qui ne représenteraient plus que des « intérêts catégoriels »), la nation (fourrier du « nationalisme ») et le peuple (toujours ivre de «populisme »).

Réfléchir en journaliste et en intellectuel, oublier les réflexes et la posture du scribe, c'est parfois conclure que cette modernité est destructrice et cet archaïsme-là nécessaire. C'est s'opposer à un type de mondialisation et en imaginer un autre. C'est, *surtout,* combattre la croyance que nous vivons le seul destin permis.

Nos deux publications devraient être alliées dans cette entreprise de démystification. Comment ne pas partager la pénétrante analyse de Martin Wolf, exprimée il y a deux ans dans un éditorial du *Financial Times*, sous le titre, « Le mythe de l'économie globale ». *« L'intégration économique mondiale,* écrivait Martin Wolf, *n'est pas du tout irrésistible. Les Etats ont choisi de baisser leurs barrières commerciales et d'éliminer le contrôle des changes. Ils pourraient s'ils le voulaient mettre un terme à ces politiques ».* Ils le doivent. Aidons-les.

Mais ce n'est pas l'avis de Martin Wolf tel qu'il s'exprime dans ces colonnes. Le discours des apôtres de la mondialisation et des marchés frappe désormais par son extrémisme, par sa tendance à oublier la valeur du doute, par l'analogie qu'immanquablement il suggère avec la doxa stalinienne des années 50.

A lire les textes proposés par les apôtres de la mondialisation, qui conserve encore le droit de douter que les marchés représentent un modèle parfaitement adapté au bonheur de l'humanité ? Et que la

Des réformes qui ne sont pas allées a loin

GUY DE JONQUIÈRES
Rédacteur en chef de la section économie et commerce internationaux, *Financial Times.*

POURQUOI la mondialisation s'est-elle produite ? Dans une large mesure, parce que les Etats ont choisi, consciemment et délibérément, de retirer les barrières qui entouraient leurs marchés, et freinaient à la fois les investissements et les échanges internationaux. Parfois, ils ont agi ensemble – notamment par des accords dans le cadre du GATT – pour libéraliser le commerce international. Parfois, ils ont agi seuls, comme au début des années 80, lorsque le Royaume-Uni a aboli le contrôle des changes ou lorsque de nombreux pays asiatiques en voie de développement ont libéralisé leur législation régissant le commerce et les investissements.

En somme, la mondialisation n'a rien d'intrinsèquement inévitable. Les Etats peuvent l'accepter ou la refuser. Certains l'ont refusée, isolant leur économie des marchés mondiaux et de la concurrence internationale. Mais regardez où en sont ceux qui ont poursuivi cette logique avec le plus de ténacité. La Birmanie, Cuba, la Corée du Nord, l'Iran, l'Irak et la Libye en sont les meilleurs exemples. Jugez des résultats : archaïsme industriel, pénuries insupportables, voire famine généralisée.

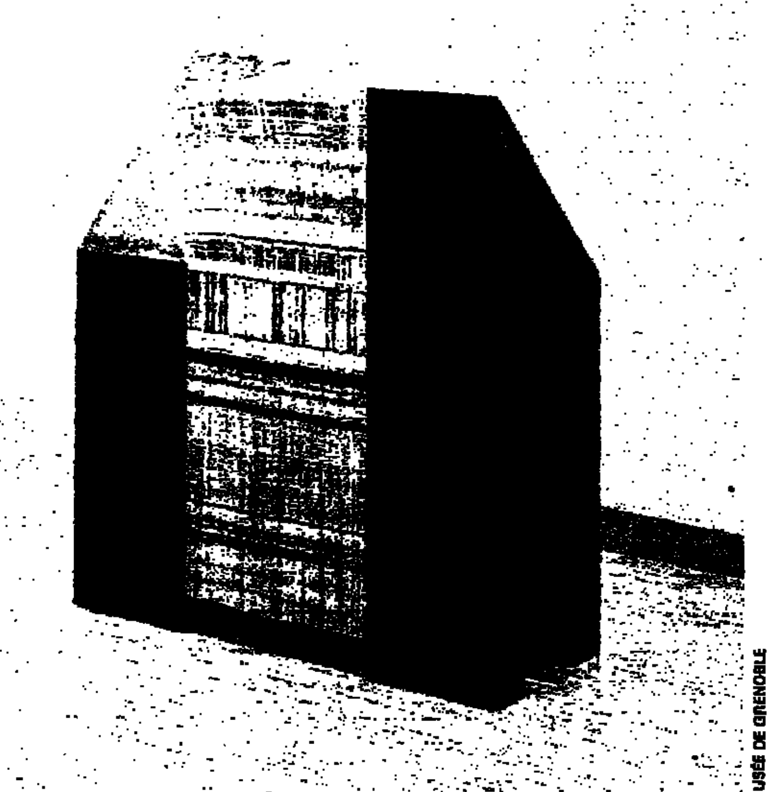
Les rares Etats qui ont refusé la mondialisation ont réprimé leurs peuples et leur ont fait subir des pénuries insupportables.

Au demeurant, parler ici de choix, laisser entendre que ces politiques de fermeture auraient reflété la volonté populaire, revient à travestir la réalité. Dans chacun des pays précédemment cités, la décision de fermer les marchés a été prise par un régime répressif, ne visant qu'à se maintenir en place et ne se souciant absolument pas de consulter son peuple, un peuple qui a la malchance de devoir vivre sous sa férule. En revanche, chaque fois que les gens peuvent choisir entre une économie fermée, fortement réglementée, et des marchés ouverts, ils rejettent la première et choisissent les seconds.

Et comment ne le feraient-ils pas ? Souvenons-nous du Comecon, le système de commerce administré qui a fonctionné entre l'Union soviétique et ses satellites jusqu'à la fin des années 80. Jamais, dans l'histoire, des efforts n'ont été déployés sur une aussi grande échelle pour mettre à l'épreuve le caractère obsolète de la théorie des avantages comparatifs *[théorie selon laquelle les Etats s'enrichissent grâce à la spécialisation internationale, et non pas en recherchant l'autosuffisance]*. Or qui défendrait encore une telle organisation économique ? Certainement pas les citoyens de l'ancienne Union soviétique et de l'Europe centrale, qui, pendant des décennies, ont dû subir toutes sortes de privations. Même si, pour eux, la transition vers une économie de marché a été douloureuse, qui réclame le retour au Comecon ?

De même, en Amérique latine, où trouve-t-on la moindre nostalgie des régimes protectionnistes et autarciques des années 60 et 70, époque où la plupart des Etats de la région étaient gouvernés par des dictatures militaires ? Depuis que les peuples de ces pays ont ac le droit de choisir leurs dirigeants, ils ont – c'est aussi le cas de l'Argentine, du Brésil et du Chili – voté pour des gouvernements *déterminés à rechercher la croissance économique par des réformes* libérales.

Il est vrai que la poursuite de ces objectifs rencontre parfois des résistances populaires. Dans différentes régions du monde, on relève des signes de lassitude devant les exigences de la libéralisation. En Amérique du Sud, certains sont réellement déçus quand ils observent *que l'accélération de la croissance* économique n'a pas réduit la pauvreté, ni élevé les niveaux de vie aussi vite qu'ils l'espéraient. La récente crise mexicaine a parfois été perçue comme un signal des dangers de la globalisation des marchés. Mais ce que ces expériences prouvent, en réalité, c'est que les réformes ne sont pas allées assez loin. L'éradication de la pauvreté et de la maladie exige des politiques sociales plus efficaces, capables d'améliorer l'éducation et le système de santé. Quant à la leçon principale de la crise mexicaine, c'est que les réformes de marché ne peuvent pas aboutir quand un Etat s'engage dans des pratiques financières irresponsables.

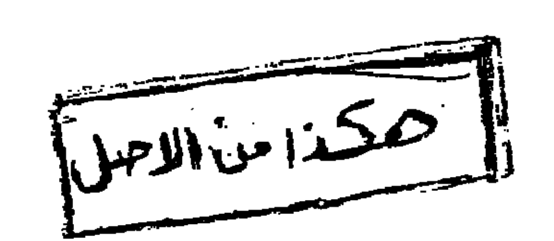


MUSÉE DE GRENOBLE

VINCENT GONTIER. – « A.U.P. x 4 » (1991)

Cependant, si quelques-uns s'interrogent sur le rythme de la libéralisation, on ne note pas de volonté populaire de revenir en arrière. L'échec humiliant de la campagne présidentielle de M. Pat Buchanan aux Etats-Unis l'année dernière prouve que, même quand les électeurs craignent les conséquences de la mondialisation, ils n'entrevoient aucune solution de rechange. De toute façon, la preuve est faite : adapter son économie aux marchés mondiaux donne de bons résultats. L'augmentation stupéfiante des revenus réels dans les pays d'Asie du Sud-Est (les « dragons») a été obtenue en moins de trente ans grâce à des politiques privilégiant une croissance tirée par les exportations. En Amérique latine, le succès du Chili reste le modèle que les pays de la région veulent imiter. Et même en Afrique, dont l'état a longtemps été jugé désespéré, on perçoit des signes d'espoir : le Ghana et l'Ouganda, qui ont commencé à démanteler les barrières qui freinaient échanges et investissements, et adopté des réformes libérales, en sont déjà récompensés par des taux de croissance plus élevés.

Augmenter le niveau de vie de son peuple constitue le premier des devoirs d'un Etat. Or l'essor du marché mondial et de la concur-



هكذا من الأصل

…ché, encou… la dissidence



…ER. – « A.U.P. 2 » (1991)

PHOTO C. NGUYEN TIEN

mondialisation charrie avec elle l'accomplissement universel de ce bonheur ? Parfois, hélas, les choses ne se passent pas tout à fait aussi bien que le promettaient les prêtres du capitalisme *total*. Alors on nous explique : « Il faut encore un peu de temps » ; « Plus que quelques marches à gravir » ; « Le changement est toujours douloureux » ; « Ce que vous avez vu n'était pas assez pur » ; « Si seulement le peuple avait été plus entreprenant, plus souple, les résultats eussent été resplendissants ».

Des inégalités sociales ? Nions leur existence ou célébrons leur « efficience ». Mieux encore, prétendons qu'elles sont le produit d'un trop-plein d'Etat et d'un trop-peu de marchés. C'est parce qu'il n'y a pas encore de chèques (« *vouchers* ») permettant de « *choisir* » son école ou son hôpital. Pas assez de zones franches dans les ghettos. Pas assez d'exonérations fiscales pour les « entrepreneurs ». Pas assez de fonds de pension. Et pas assez de concurrence au cœur même de la fonction publique.

Un peu comme les *staliniens* avec le *communisme*, chaque fois que certains trébuchent ou tombent sur la route d'une société de marché à la fois pure, radieuse et florissante, les faux pas sont imputés à des mauvais randonneurs, jamais à la folle direction de la marche.

Et, un peu comme le faisaient les staliniens, les apôtres de la mondialisation créditent leurs critiques d'une somme d'irrationnalité justiciable d'un programme de rééducation.

Et si, au contraire, le marché était un modèle qui ne marche pas bien pour la plupart des habitants de la planète ? Et si, au contraire, les marchés, qui peuvent être une formidable machine à créer des richesses, ne savaient pas construire une société humaine, juste et décente ? Quel prix nous faudra-t-il payer avant de l'apprendre et d'en tirer quelques leçons ? Combien de gens abandonnés à la pauvreté ? Combien tenus à l'écart de ce que M. Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, a appellé l'« *exubérance irrationnelle des marchés* » ? Combien de refoulés par les vigiles hors des « communautés » privées des riches ? Combien d'Américains derrière les barreaux d'une cellule ? Combien de destructions souterraines et combien d'émeutes ? Et combien de citoyens convaincus que la démocratie n'est plus faite pour eux ?

Si la fin des régimes policiers d'Europe de l'Est et l'effondrement des *certitudes concernant la nature humaine qui leur étaient associées* nous ont appris quelque chose, ce ne devrait pas être le besoin d'un autre totalitarisme, d'une autre tyrannie – celle des financiers. Mais plutôt la valeur du doute et l'urgence de la dissidence.

SERGE HALIMI.

sont pas all… sez loin

rence internationale offre à davantage de peuples et de pays la chance historique d'atteindre cet objectif. Mais, dans les pays occidentaux, certains prétendent que tout cela est injuste. Le libre-échange, affirment-ils, est la cause principale des problèmes que connaissent leurs économies, qu'il s'agisse du niveau élevé du chômage, du creusement des inégalités de revenus ou de la perte d'emplois industriels. Et, de manière un peu pavlovienne, ces gens-là veulent réagir en dressant des barrières. Parfois, ils tentent de donner une apparence de dignité à leur argumentation en exigeant une « clause sociale » dans les accords commerciaux. Il s'agirait, disent-ils, d'un mécanisme visant à assurer le respect des droits fondamentaux des travailleurs.

Un tel objectif est assurément admirable. Qui, après tout, pourrait défendre l'exploitation des enfants ? Mais est-ce bien cela que les avocats d'une « clause sociale » veulent d'abord empêcher ? Un article récent de Bernard Cassen dans *Manière de voir* montre qu'il n'en est rien. Fulminant contre le refus de l'Organisation mondiale du commerce d'envisager que des restrictions aux échanges pourraient être le moyen d'imposer des règles sociales, il s'interrogeait ainsi : *« Est-ce qu'au nom de la théorie des avantages comparatifs, les pays industrialisés doivent accepter de sacrifier aux pays à bas salaires toutes leurs industries à forte intensité de main-d'œuvre ? »* En d'autres termes, seront punis ceux qui ont à la fois le malheur d'être pauvres et l'audace de nous faire concurrence...

Un tel comportement n'est pas seulement mesquin. Il est aussi fondé sur un postulat inexact. En effet, si les pays à bas salaires faisaient vraiment de telles percées sur les marchés internationaux, le prix des productions à forte intensité de main-d'œuvre ne devrait cesser de baisser. Or ces prix ont constamment augmenté depuis le début des années 80. Sur les vingt principaux exportateurs de produits manufacturés – qui, ensemble, totalisent 90 % des exportations mondiales –, seuls deux, la Chine et le Mexique, sont incontestablement des pays à bas salaires (*la Malaisie est un cas plus tangent*). Mais, même si on totalise les ventes à l'étranger de la Chine, du Mexique et de la Malaisie, on atteint à peine 7 % des exportations mondiales. L'ensemble des pays à bas salaires représente moins de 10 % des importations de l'Union européenne.

La crainte d'un exode massif de l'appareil de production des pays du Nord vers le Sud est tout aussi exagérée. L'essentiel des flux d'investissement direct à l'étranger s'effectue entre les pays industrialisés eux-mêmes. C'est la Chine qui se taille la part du lion des investissements récents dans les pays en voie de développement, mais la majeure partie d'entre eux viennent de Taïwan et de Hongkong, et non pas d'Europe ou des Etats-Unis. Les faits infirment donc les théories alarmistes de ceux qui imputent à la concurrence impitoyable des pays à bas salaires les difficultés des économies occidentales. Ces difficultés s'expliquent moins par l'émergence de marchés mondiaux que par la lenteur de l'Occident à s'y adapter. Il est toujours plus facile d'enfouir sa tête dans le sable que de relever le défi du changement. Mais ceux qui imitent l'autruche et rêvent aux anges prennent beaucoup de risques dans un monde habité par des tigres.

GUY DE JONQUIÈRES.

Une machine infernale

RICCARDO PETRELLA
Professeur à l'Université catholique de Louvain, président des Amis du *Monde diplomatique*.

S'OPPOSER à une mondialisation dominée par les logiques de guerre et de conquête propres à l'économie de marché capitaliste, libéralisée, déréglementée, privatisée, et à haute intensité de technocratie et de compétitivité, ce n'est pas, bien au contraire, s'opposer à d'autres formes coopératives de gouvernement et de mondialisation. D'autant que cette exigence est portée par des centaines de milliers d'organisations qui, aux quatre coins de la planète, s'efforcent de mettre en place de nouveaux principes et de nouvelles formes coopératives de gouvernement mondial.

Ces organisations sont actives dans tous les domaines de la sécurité de l'humanité : militaire (contre la prolifération des armes

Individus, groupes sociaux, villes et régions, voire pays entiers, sont abandonnés par la grande machine du capitalisme de marché

nucléaires et pour le désarmement général) ; environnementale (pour le développement durable, conformément aux recommandations de la conférence de Rio de 1992) ; alimentaire, pour mettre fin au scandale d'une malnutrition qui frappe 800 millions d'individus. Elles sont également très présentes dans le dialogue entre les cultures et les civilisations, dans le développement d'une recherche scientifique et technologique orientée vers des fins humaines et sociales, etc. Le plus grave obstacle qu'elles rencontrent est précisément la mondialisation actuelle, fondée sur la primauté des intérêts et de la liberté d'action sans frontières de l'entreprise privée, et sur la *souveraineté d'un marché prétendument auto-régulateur*.

Loin d'optimiser l'allocation des ressources matérielles et immatérielles de la planète – sans parler de ses richesses humaines – la globalisation engendre de profonds dysfonctionnements et des gaspillages éhontés. La satisfaction des besoins de la société ne figure pas, il est vrai, *au nombre de ses objectifs. C'est pourquoi* l'efficacité que certains lui prêtent n'est qu'une prétention absurde.

Depuis la fin de la convertibilité en or du dollar, décidée par le président américain Richard Nixon en 1971, et de la libéralisation généralisée des mouvements de capitaux – aux Etats-Unis en 1974, dans l'ensemble de la Communauté européenne à partir de 1990 –, le monde vit dans une totale instabilité monétaire. Une économie financière purement spéculative s'est développée, de plus en plus dissociée – *quand elle* n'en est pas ennemie – de l'économie réelle et d'une véritable culture industrielle. L'objectif de la rentabilité à court terme provoque, ici, des crises de surproduction (industrie automobile, électronique, informatique, acier), là des pénuries (logement, éducation, alimentation) et, dans maints autres secteurs, des chutes de productivité (céréales de base, systèmes informatiques, etc.)

La mondialisation entraîne les économies vers des structures de production de l'éphémère, du volatile – *par la réduction massive* et généralisée de la durée de vie des produits et des services – et du précaire (travail intérimaire, flexible, à temps partiel subi). Au lieu de revaloriser en permanence les ressources disponibles, elle les rend le plus vite possible obsolètes, inutiles, non recyclables. Le travail *humain et les rapports sociaux en font les frais*.

Sous prétexte de mettre en valeur « *la bonne ressource, venue du bon endroit, pour le bon produit, sur le bon marché et au bon moment pour le bon consommateur* », la mondialisation des structures de production permet aux grands réseaux de firmes multinationales d'exploiter, à l'échelle planétaire, les petites et moyennes entreprises de manière intensive et au moindre coût. Ces PME, confinées dans un rôle de sous-traitants de plus en plus fragilisés, sont tenues *pour de simples centres de profit* au service des grandes corporations. La situation devient encore plus intenable pour les PME elles-mêmes sous-traitantes de gros sous-traitants. Le sentiment d'insécurité et d'exploitation n'est plus l'apanage des ouvriers, paysans et travailleurs indépendants. Il touche désormais de manière *concrète le milieu des petits entrepreneurs*.

Reengineering, production flexible, externalisation, dégraissage (*downsizing*) : *toutes ces nouvelles techniques du management* contribuent au développement de la grande machine mondiale du capitalisme de marché, dont l'unique objectif est l'extirpation du maximum de profit, et au moindre prix, de la richesse du monde. Ressources, individus, groupes sociaux, villes et régions, voire pays *entiers, sont abandonnés ou exclus : ils n'ont pas été jugés suffisamment* rentables par – pour – la machine mondiale. D'où la folle concurrence à laquelle ils se livrent pour être « *compétitifs* », c'est-à-dire pour simplement rester vivants.

Allons-nous laisser à cette machine infernale le pouvoir d'être le seul arbitre de l'histoire économique, technologique, politique et sociale du prochain siècle ?

Une institution

La London School *of* Economics and Political Science (LSE), créée en 1895 par Sidney Webb grâce au legs d'un membre de la Fabian Society, est un établissement d'enseignement supérieur et de recherche au rayonnement international, rattaché à l'université de Londres. Cinq Prix Nobel (John Hicks, Arthur Lewis, J. E. Meade, Friedrich von Hayek et Ronald Coase) ont fait partie de son corps professoral, et elle a compté parmi ses directeurs William Beveridge (1919-1937), le concepteur de l'Etat-providence britannique. Son directeur actuel est M. Anthony Giddens et son directeur délégué M. Leslie Hannah. *On ne pouvait trouver enceinte plus propice à la liberté de ton et à l'affirmation d'opinions divergentes qui caractérisent tout véritable débat d'idées.*

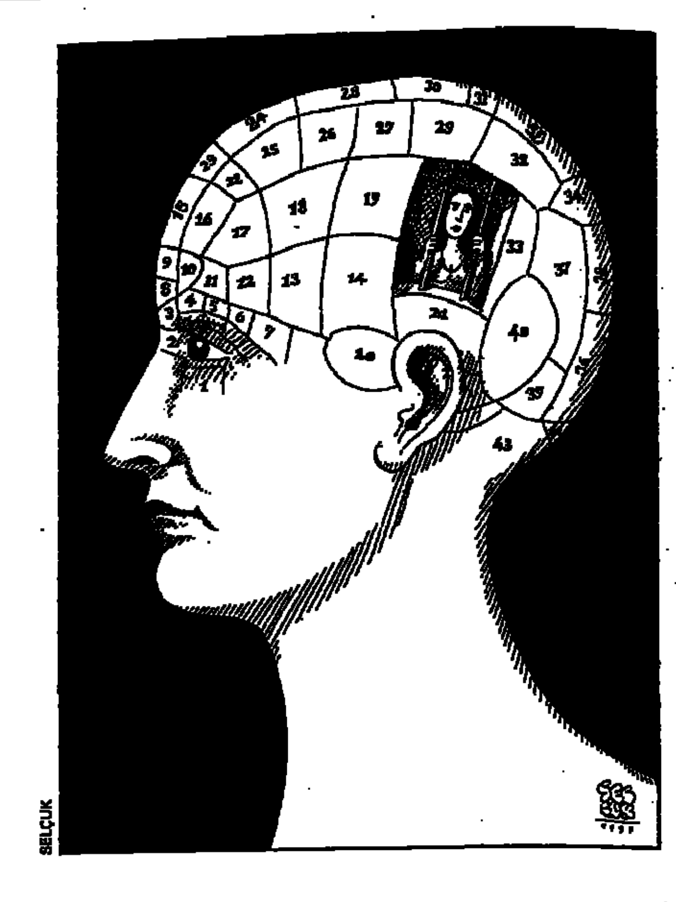


DES DISCIPLINES SI PEU FÉMININES

Le sexe des sciences

Sur 441 prix Nobel scientifiques, 11 seulement ont été attribués à des femmes. En physique, les deux seules lauréats ont été Marie Curie et Maria Goeppert-Mayer. L'Américaine Barbara McClintock, auteur d'une découverte essentielle démontrant que les chromosomes sont le support de l'identité, a dû attendre l'âge de quatre-vingt-deux ans pour recevoir le Nobel. Qui se souvient du rôle de premier plan joué par l'Allemande Emmy Noether, dans le domaine de l'algèbre moderne ? Ou de Sonia Kovalevskaia, première femme professeur de mathématiques dans une université, celle de Stockholm ? Si le blocage des femmes en politique – à l'exception des pays nordiques – est stupéfiant en Europe, leur quasi-absence de certaines filières (sciences, ingénieurs et nouvelles technologies) est, quant à elle, confondante...

Les interrogations sur le fonctionnement des hémisphères cérébraux ont toujours été à la mode dans les médias, sans rien révéler pourtant de concluant. Alors pourquoi ce désamour entre filles et sciences dures ? Pourquoi cette érosion en fin de parcours scolaire, et ce barrage dans les filières d'excellence ?



SELÇUK

Par INGRID CARLANDER *

« *LA science est-elle sexuée ? La question est essentielle pour s'interroger sur ce qu'est la science, et ce que sont les rapports de pouvoir dans notre société* », soutient Mme Dhavernas-Lévy, philosophe au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) de Paris. Pour sa part, dans un ouvrage consacré aux dimensions culturelles de la science (1), Pierre Thuillier remarque que « *les clichés favorables aux mâles ont été largement diffusés par l'intermédiaire des bibliothèques universitaires, des manuels et des exposés de vulgarisation* ».

En France, 24 % des physiciens et 20 % des mathématiciens sont des femmes. Encore convient-il de préciser que, sur ce maigre pourcentage, bien peu de femmes occupent des postes de responsabilité. En Italie, on rencontre davantage de physiciennes, mais aucune, ou presque, n'occupe de poste de premier plan. En Allemagne, la situation est encore plus critique. Quant aux Etats-Unis – pays où le pouvoir est davantage lié à la médecine et au droit qu'aux sciences –, le pourcentage de femmes scientifiques tombe à 5 %.

Cette absence des femmes du domaine scientifique pose un vrai problème de société, qui va bien au-delà des considérations de principe. Il constitue en effet un enjeu social et économique de taille, dans un monde où les changements technologiques sont extrêmement rapides. Trop de gens sont exclus des prises de décision majeures sur les objectifs de l'avenir. Les femmes en premier.

L'année 1997 s'est ouverte, en France, sur un constat inquiétant. Deux associations, Demain la parité et Les femmes diplômées des universités, ont lancé une mise en garde par le biais d'un rapport (2). Elles soulignent que l'exclusion des femmes d'un champ professionnel aussi essentiel que le secteur scientifique risque de déséquilibrer totalement l'exercice de la citoyenneté et du pouvoir dans notre pays.

Le thème bien connu des « différences innées » continue de faire recette dans le public (certaines femmes s'abritant elles-mêmes derrière cet argument) et dans certaines revues de vulgarisation scientifique. « *Il n'existe pourtant aucune preuve qui puisse montrer des différences innées entre les cerveaux féminin et masculin,* explique Mme Catherine Vidal, neurobiologiste, chef de laboratoire à l'Institut Pasteur. *Certains tests révèlent des différences, comme une meilleure aptitude des garçons à se repérer dans l'espace, mais on peut imaginer que ces différences sont acquises. Peut-être le sont-elles par la pratique des jeux d'extérieur ? On avancera également le rôle des hormones : mais jamais on n'a pu prouver qu'elles rendaient les filles plus sages et les garçons plus fous !* » En outre, le pourcentage relativement honorable de femmes scientifiques recrutées par le CNRS (32 %) contredit l'argument selon lequel il y aurait une différence d'aptitude à la recherche scientifique entre les hommes et les femmes.

Comment expliquer que, « *à partir des résultats mesurés en fin de troisième, et qui concluaient sinon à l'égalité, du moins à de très faibles différences entre filles et garçons en mathématiques, on aboutisse dans les classes suivantes à des divergences de parcours aussi puissantes ?* », s'interrogent MM. Christian Baudelot et Roger Establet au fil d'une enquête passionnante dans les milieux scolaires (3). Il n'y a pas de réponse simple, tant sont imbriqués divers facteurs, et subtiles les micro-inégalités qui s'élaborent dès le départ.

En France, les résultats scolaires des filles et des garçons sont identiques en mathématiques tant que les sections sont indifférenciées, et, lorsque les filles s'engagent dans une filière scientifique, les chiffres prouvent qu'elles y réussissent bien. Il apparaît, en revanche, que les filles ont une vision moins « finaliste » de leurs études : elle affirment, plus que les garçons, choisir leur orientation en fonction de leurs goûts, et non en fonction de leur avenir professionnel. Elles se montrent aussi moins sûres d'elles-mêmes, en particulier face aux mathématiques. D'après une étude effectuée sous l'égide de l'association Femmes et mathématiques, intitulée « Opération 50 lycées », 72 % des garçons s'estiment doués en maths, contre seulement 62 % des filles.

En étant moins volontaristes et moins ambitieuses dans leur façon de gérer leur itinéraire scolaire et leur avenir professionnel, est-ce que les filles ne se conforment pas, inconsciemment, aux attentes de leurs futurs employeurs, mais avant tout à celles de leurs parents ? Si l'on demande aux parents d'élèves quels sont leurs vœux concernant leur progéniture, ils avouent – dans 70 % des cas – souhaiter une terminale S ou ES pour leurs fils, mais dans seulement 45 % des cas pour leurs filles.

Selon cette même enquête, lorsqu'on demande aux parents les facteurs qu'ils estiment les plus importants pour le bonheur futur de leur enfant, ils répondent pour leur fils : réussite matérielle (métier, argent), à égalité avec bonheur domestique, alors que, pour leur fille, ils investissent le bonheur familial d'un poids trois fois plus important que la réussite professionnelle.

Cela dit, une réelle évolution se fait jour. « *Il y a dix ans, on conseillait aux jeunes filles de travailler pour leur épanouissement personnel. Ce n'est plus du tout le cas,* explique Mme Suzanne Trérette, psychologue, conseillère d'orientation et attachée au Centre d'orientation et d'examens psychologiques (Corep). *Depuis deux ou trois ans, les parents prennent conscience qu'un salaire n'est plus suffisant dans un couple, et que le travail de l'épouse devient de plus en plus indispensable. Il est donc hors de question, dans leur esprit, que leur fille ne fasse pas d'études et qu'elle puisse envisager de ne pas travailler. Mais les sciences dures, comme les maths et la physique, continuent d'être perçues comme des disciplines desséchantes. Il reste, à cause de cela, un frein puissant, surtout de la part des mères, à pousser les filles dans cette direction, alors que les pères, eux, y seraient plus favorables, surtout s'ils ont eux-mêmes fait des études scientifiques.* »

Même conditionnement à l'école, où, pourtant, la majorité du corps enseignant est convaincue que ce milieu est par essence un milieu neutre, rigoureusement égalitaire. Si l'école donne des mathématiques une image fortement sexuée, les professeurs n'en ont pas conscience la plupart du temps. Pour Mme Gwenola Madec, enseignante, « *les professeurs, hommes ou femmes, sous-estiment l'identité sexuelle des élèves et ne valorisent pas certains comportements. Les pédagogies classiques sont très nuisibles aux filles. Jusqu'à la troisième, les filles ont la même prise de parole, ensuite elles sont moins présentes et revendiquent moins leurs idées. Elles développent beaucoup mieux leur personnalité en travail de groupe concret – contexte dans lequel elles s'autorisent un comportement « agressif » – que dans la classe entière* ».

Le bleu du ciel ou le vert des arbres

DEPUIS plusieurs années, de nombreux chercheurs anglo-saxons, et, en France, les universités de Rennes et de Bourgogne, s'attachent à repérer et analyser ces jeux d'influence, la plupart du temps inconscients. Leurs outils de travail ? Des caméras cachées, des enregistrements vidéo, qui décèlent que, dans la conduite de la classe, enseignants et enseignantes recourent fréquemment aux oppositions entre filles et garçons, et que les comportements des unes et des autres sont « attendus » en fonction du sexe. C'est ainsi que le professeur de sciences va consacrer davantage de temps aux garçons, de l'ordre de 20 %. Manuels et problèmes se réfèrent fréquemment aux centres d'intérêts masculins. Les filles sont moins souvent interrogées, et, si elles le sont, elles se voient fréquemment interrompues. Le professeur a tendance à féliciter les filles pour leur bonne conduite ou la propreté de leurs copies ; les garçons, pour la justesse de leur raisonnement. C'est ce que Mme Marie Duru-Bellat appelle un véritable « curriculum caché » (4).

En cours de physique, les copies faibles, si elles émanent des filles, se voient souvent notées de façon plus indulgente. Les filles sont tout naturellement excusées de ne pas réussir... Elles participent moins aux discussions générales. Somme toute, elles se résignent assez facilement à l'auto-effacement. Mme Boel Berner, professeur à l'université de Linnköping, en Suède, dresse un constat identique : « *Les filles sont sous-évaluées, on attend d'elles de moindres performances, attitude*

* Journaliste.

(1) Pierre Thuillier, *Les Passions du savoir*, Fayard, Paris, 1988.

(2) « Vers la parité dans les instances de décision ? La place des filles dans une filière de formation des cadres ». Actes du colloque du 10 janvier 1997, Demain la Parité, 36, rue de la Pompe, 75016, Paris.

(3) Christian Baudelot et Roger Establet, *Allez les filles !* Le Seuil, Paris, 1991.

(4) Lire Marie Duru-Bellat, « Filles et garçons à l'école », *Revue française de pédagogie*, Paris, n° 110, janvier 1995.

(Publicité)

POUR LA PAIX CIVILE EN ALGERIE

Face à l'aggravation de la situation en Algérie et à la multiplication des attentats aveugles dont le caractère résiduel est proclamé chaque matin, l'État algérien a fait preuve de sa détermination à ne pas faire la paix et à interdire toute vie politique. Les victimes de la violence, terrorisme islamiste et contre-terrorisme policier, se comptent par milliers. Le peuple algérien, qui a vu son niveau de vie s'altérer gravement au cours des derniers mois, malgré l'amélioration de la situation économique et financière globale du pays, aspire profondément à mettre fin à six ans de violence et de guerre civile larvée. La politique d'éradication se solde par un échec, ce dont témoigne le climat de censure qui empêche toute information sur cette guerre.

Le régime algérien, qui se présente à l'extérieur comme le rempart face à l'islamisme, ne fait que le conforter : le code de la famille de 1984, qui fait de la femme un citoyen de seconde zone, est toujours en vigueur, l'intolérance à l'égard des langues parlées, notamment berbères, et du français augmente, l'islamisation de la société est encouragée. Pour rester au pouvoir, ce régime a fait preuve de sa capacité à organiser une véritable régression de l'Algérie fondée sur le soutien ou la résurrection de certains archaïsmes sociaux, politiques et culturels (intégrisme religieux, sentiment antifrançais, organisation d'une véritable autarcie de l'Algérie vis-à-vis de ses voisins européens, et particulièrement de la France).

Les espoirs que le peuple algérien avait pu mettre dans l'élection présidentielle de 1995, en allant massivement voter, ont été déçus. Le référendum organisé en 1996 interdit toute solution politique en mettant hors jeu les principales forces politiques du pays. Il ne laisse qu'une seule voie ouverte : la poursuite et l'aggravation des affrontements armés et, au-delà, la multiplication de formes de violence nouvelles (assassinat de familles, disparition, mise en scène de tortures), et le cycle infernal de la vengeance qui ranime des clivages anciens.

Déjà des milliers d'Algériens ont signé un appel pour la paix civile en Algérie. C'est à leur côté que nous nous situons, en appelant avec eux à l'arrêt des violences et à renouer un dialogue politique entre les forces politiques représentatives en Algérie, prélude à des élections libres. A cet égard, l'organisation d'un dialogue politique entre les différentes forces algériennes déterminées à soutenir la paix est prioritaire.

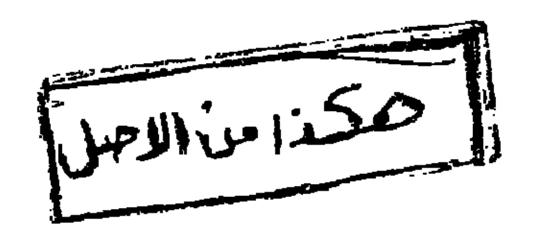
Nous invitons les partenaires politiques et économiques de l'Algérie, en premier lieu la France, mais aussi l'Union européenne, à user de leur influence sur le régime algérien en vue du rétablissement d'une information pluraliste et libre, et du choix d'une ouverture démocratique favorable à la paix. Dans l'immédiat, les pays européens doivent examiner ensemble la possibilité de mettre en œuvre une procédure d'asile politique pour les Algériens.

Nous demandons également à la France qu'elle mette fin à une politique de visas absurdement restrictive, en particulier pour les visas de court séjour, qui isole les Algériens, alors que le dialogue des sociétés et des cultures peut représenter un frein à l'emprise islamiste et permet à de nombreuses familles de respirer, moralement et économiquement.

Premiers signataires :

M. ALLA, J-P. ALLAUX, J. AMBROSE, P. AMIRSHAHI, A. ARCHIMBAUD, J. ARCHIMBAUD, J. AUDIBERT, G. AURENCHE, J-Y. BARRÈRE, P. BAUDOIN, J-M. BÉLORGEY, F. BELKEDDAR, M. BENCHEIKH, P. BLANQUART, P. BOURDIEU, H. BOUSSOF, D. BRAHIMI, M. BROUÉ, K. BROWN, F. BURGAT, J-C. CAMBADÉLIS, R. CASTRO, J. CÉSARI, R. CHAPUIS, S. CHARCHIRA, B. CHARLOT, A. CHERKI, J. CHESNEAUX, H. CIXOUS, J-F. CLÉMENT, D. COHN-BENDIT, A. COMTE, C. CONFORTÈS, G. COQ, A. COSTES, C. DAURE-SERFATY, J-J. DE FÉLICE, J. DERRIDA, M. DESCHAMPS, H. DÉSIR, B. DRÉANO, O. DUCROT, D. EL YAZAMI, B. ÉTIENNE, N. FARÈS, H. FONTANA, F. GASPARD, C. GAVRAS, F. GÈZE, G. GRANDGUILLAUME, J. GROSSET, H. GUIBAL, J-C. GUILLEBAUD, A. HAFIDI, J. HASSOUN, T. IMACHE, R. JAULIN, K. JENDOUBI, C. JULIEN, A. KAPIL, J. KAUFFMANN, F. KHOSROKHAVAR, B. KOUCHNER, S. LABAT, E. LABROUSSE, H. LE BRAS, H. LECLERC, C. LEFORT, B. LE GOFFE, R. LEVEAU, D. LINDENBERG, A. LIPIETZ, D. LOCHAK, R. MAJOR, G. MASSIAH, P. MAYOL, O. MONGIN, F. MOSCOVITZ, J-P. MOSCOVITZ, P. MONY, G. MORIN, M. MORINEAU, P. MORTUREUX, J. PRIM, L. PROVOST, J-P. RAISON, F. RAISON-LOURDE, B. RAVENEL, M. REBÉRIOUX, J-M. ROIRANT, J. ROMAN, A. ROMEY, P. ROSANVALLON, O. ROY, V. SAVARY, A. SERFATY, D. SIEFFERT, B. STORA, M. SZLATAN-GLAYMANN, M. TAHA MELLOUK, E. TERRAY, P. THIBAUD, D. TOSTAIN, A. TOURAINE, B. QUEMADA, J-P. VERNANT, P. VIDAL-NAQUET, L. WEBER, M. WIEVIORKA, J-P. WORMS.

Association pour l'information sur l'Algérie - c / o Editions La Découverte, 9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris
Chèques de soutien à libeller à l'ordre de: "Ligue des droits de l'homme/Algérie" et à adresser à l'adresse ci-dessus.



qu'elles intègrent en s'auto-excluant de la compétition. Les mathématiques et les techniques ? Ce ne sont pas des disciplines faites pour elles. Parce qu'on estime que ce ne sont pas les filles qui seront les bâtisseurs de la nation (5) *! »*

En règle générale, la pédagogie des sciences « dures » est d'ailleurs critiquée par la majorité des chercheurs, qu'ils soient français ou étrangers. L'impact social et culturel de ces disciplines est trop rarement mentionné, déplorent-ils, et, du coup, les filles sont peu motivées. Ils regrettent qu'on insiste tant sur les qualités de compétition, de rigueur, de logique, supposées aller de pair avec les sciences. Une image inexacte, estiment-ils, car les mathématiques exigent également intuition, imagination, voire esthétisme. *« L'école n'explique pas aux enfants ce que sont les sciences, à quoi elles mènent. On les présente de façon dure, abstraite, je dirais même repoussante,* estime Mme Christine Bénard, directrice de la recherche et des études scientifiques à l'Ecole normale supérieure. *Les images qui y sont associées, celles des avions ou des fusées, par exemple, sont masculines dans toute leur horreur. Il est difficile de faire rêver les filles, dans ces conditions ! On oublie de dire que l'explication du bleu de la couleur du ciel, ou du vert des arbres, c'est aussi du ressort des sciences ! »*

L'influence décisive du modèle maternel

MÊME point de vue de Mme Claudine Hermann, directrice du laboratoire de physique matière condensée à l'Ecole polytechnique de Paris, et première femme à avoir été admise à enseigner dans cette institution prestigieuse. Pour elle, quand les sciences ne véhiculent pas une image négative, elles ne sont porteuses d'aucune projection, ce qui n'est guère mieux. *« On n'explique jamais ce qu'est le métier d'ingénieur. On ne dit pas qu'il y a des relations sociales dans ce métier et qu'il donne de très grandes satisfactions. La physique et les maths ? Les gens ne savent pas ce que c'est dans la vie professionnelle. Dans la vie de tous les jours, personne ne se dit d'ailleurs physicien ou mathématicien. On ne considère pas cela comme un métier, sauf quand il s'agit de faire de la recherche. »* Résultat : l'absence des filles est criante dans les écoles spécialisées en mécanique, et en particulier à l'Ecole des arts et métiers, où elles ne représentent que de 2 % à 8 % des étudiants selon les enseignements.

Manque d'assurance et d'incitation, inadéquation de la pédagogie et détestable image de la science aboutissent donc au résultat suivant : pour l'année 1995, par exemple, en fin de second cycle en France, les filles – qui représentent pourtant presque 54 % des effectifs globaux – n'étaient que 41 % en section S (scientifique), mais plus de 81% en L (lettres) et 62 % en ES (économie). Or les classes préparatoires aux grandes écoles recrutent leurs élèves parmi les bacheliers S.

Le choix d'une classe préparatoire, s'il est fréquent pour un garçon qui montre un minimum d'aptitude pour les mathématiques, reste hypothétique pour une fille. Le jeune homme sera presque systématiquement poussé vers les filières scientifiques et incité à y rester, quitte à redoubler une classe pour se donner une chance d'arriver à ses fins. La jeune fille ne bénéficiera pas d'un tel soutien, et sous-estimera ses capacités en sciences au moment de choisir son orientation. A moins cependant qu'elle ne bénéficie de l'influence du « modèle maternel ». Une influence décisive, toutes les études le prouvent.

« Près de la moitié des mères de normaliennes et d'« Xettes » sont des scientifiques. C'est également le cas pour les garçons qui réussissent Normale ou Polytechnique, mais, quand il s'agit des filles, ce facteur joue un rôle encore plus fort d'accélérateur, explique Catherine Marry, chargée de recherche au CNRS et sociologue (6). *La présence d'une femme scientifique dans la famille (mère, tante ou sœur aînée, par exemple) permet de lever l'incompatibilité présupposée entre femmes et sciences. Cela me frappe d'ailleurs toujours quand j'interroge des filles issues de ce genre de familles. Pour elles, se lancer dans ce type d'études ne constitue pas un défi, au contraire : cela va de soi. Faire des maths ou de la physique leur paraît naturel et non pas aberrant. »*

Encore faut-il que la femme qui sert de modèle soit toujours en activité. Si jamais cette femme sur laquelle se projette naturellement la jeune fille a cessé de travailler, l'image des sciences en sera d'autant plus négative. Car la fille en tirera la conclusion qu'une vie de matheuse ou de physicienne est décidément inconciliable avec une vie familiale harmonieuse (ce qui est, dans l'ensemble, plutôt moins vrai dans les carrières scientifiques que dans celles prétendument « féminines »...)

Sas d'entrée aux grandes écoles françaises, les classes préparatoires en mathématiques constituent une course d'obstacles pour l'élément féminin. Celles qui résistent ont parfois l'impression d'être des survivantes ! Etudiante à l'Ecole supérieure de physique et chimie (ESPCI), Mlle Marie-Noëlle Dessinges avoue que *« les prépas ne sont pas un climat naturel pour les filles. Il y a encore du bizutage. Ce n'est pas dans les mœurs qu'une femme soit scientifique. La prépa ? C'est un cap terriblement difficile à passer ».*

Une fois franchie avec succès cette première étape du « parcours du combattant », reste encore aux gagnantes à s'imposer dans la vie professionnelle. Et, là, les chiffres sont éloquents, y compris au CNRS (pourtant plus ouvert aux femmes que la moyenne des entreprises françaises). Ils révèlent que non seulement les femmes sont beaucoup moins nombreuses que les hommes à effectuer des carrières scientifiques, mais surtout qu'elles montent moins haut et progressent moins vite vers les postes de direction et de responsabilité.

Si les effectifs des femmes ingénieurs toutes disciplines confondues sont passés en France de 3 % à 15 % depuis le début des années 70 (époque à laquelle les grandes écoles se sont ouvertes aux filles), la proportion de celles qui accèdent aux plus hauts postes reste infime. *« Je suis persuadée que cette fin de XXe siècle n'aura pas réellement progressé au point de vue des techniques parce qu'on n'aura pas permis aux femmes de participer à leur développement »,* s'inquiète, en conséquence, la vice-présidente de l'Association des femmes ingénieurs, Mme Brigitte Labatut-Chabaud.

Mais, dans cette « résistance à l'avancement » des femmes vers l'exercice du pouvoir, comment distinguer la part « d'auto-renonciation » de la part de discrimination, celle-ci s'exerçant dans les carrières scientifiques comme dans la majorité des champs professionnels? « Les femmes recherchent peu les postes de haute responsabilité, donc elles vont s'auto-limiter », estime, quant à elle, Mme Colette Lewiner, PDG de SGN Réseau Eurisys, filiale de Cogema, une femme à la réussite exceptionnelle puisqu'elle vient de décrocher un marché considérable : la décontamination et le démantèlement du site militaire américain de Hanford, dans l'Etat de Washington, l'un des plus grands stockages de déchets nucléaires du monde. *« Elles doivent affronter trop de barrières, familiales et sociales, et puis elles ont toujours au fond d'elles-mêmes la crainte de l'échec : tout exemple raté est mille fois plus pénalisant pour elles, seul compte l'exemple réussi ! »*

« Créer » le savoir, le débat est là

« FRILOSITÉ » ou discrimination réelle ? Les meilleurs spécialistes font simplement remarquer que l'on met trop souvent l'accent sur l'une ou l'autre de ces données, or les deux doivent être prises en compte. On ne peut pas non plus négliger la théorie selon laquelle les femmes, en s'excluant des postes de pouvoir et de responsabilité, ne sont pas des victimes, mais en fait des « stratèges » raisonnées et raisonnables : elles anticipent leur vie (à commencer par les problèmes liés à la maternité), et les choix qu'elles font ne leur sont pas toujours imposés, ni critiquables.

Quoi qu'il en soit, en Europe comme aux Etats-Unis, les organisations de femmes scientifiques multiplient les actions, dans l'espoir d'obliger le public et les autorités à prendre conscience de ce vrai problème qu'est la pénurie de femmes dans les professions scientifiques.

Dans cet esprit, le Conseil des ingénieurs du Royaume-Uni subventionne depuis plusieurs années le projet Wise : des bus emplis de matériel technique sillonnent villes et campagnes britanniques, avec des animateurs dont la mission est d'inspirer des vocations d'ingénieurs femmes. Parties prenantes : les grandes entreprises, inquiètes du manque de personnel qualifié. Les résultats laissant à désirer, l'ex-ministre des sciences de Sa Majesté a donné en mars 1997 le coup d'envoi d'une campagne baptisée The Mystery of the Vanishing Girls (le Mystère des jeunes fugueuses), avec ce slogan : *« L'avenir de l'industrie britannique dépend des femmes, ainsi que la qualité de vie de tous et toutes ».* Aux Etats-Unis, pendant ce temps, le prestigieux Massachusetts Institute of Technology (MIT) fait son *mea culpa* et tente par tous les moyens de recruter des étudiantes.

En France, avec plus ou moins d'enthousiasme et d'efficacité, gouvernement et institutions rivalisent de discours et de projets afin de trouver une solution. L'Ecole normale supérieure et l'Ecole polytechnique sont à la pointe du combat. Des centres tels que l'Institut universitaire de formation des maîtres de l'Académie de Reims (IUFM) et l'Institut de recherche sur l'économie de l'éducation (IREDU), attaché au CNRS et à l'université de Bourgogne à Dijon, mettent en chantier de nouveaux modes de formation des professeurs, dans l'espoir d'aider ces derniers à moderniser l'enseignement des sciences et à percevoir les subtiles lignes de partage entre garçons et filles.

Le chemin parcouru dans d'autres disciplines encore rigoureusement interdites au début du siècle au sexe dit « faible » permet de se montrer raisonnablement confiant et de penser que les femmes finiront par s'imposer dans le domaine scientifique, comme elles ont réussi à le faire ailleurs. L'enseignement, la médecine, la biologie (et, beaucoup plus récemment, le commerce) sont des secteurs où les femmes excellent et sont à présent en nombre supérieur à celui des hommes.

Pour l'enseignement, en France, il a fallu deux siècles (à partir de Condorcet) pour qu'elles obtiennent gain de cause. *« Le débat a d'abord porté sur l'aptitude des femmes à « recevoir » le savoir, autrement dit à aller à l'école. Puis sur leur faculté à le « transmettre », c'est-à-dire à enseigner,* rappelle Mme Christine Bénard, de l'Ecole normale supérieure. *Nous sommes maintenant dans une troisième phase : l'esprit féminin est-il capable de « créer » du savoir ? Le fond du débat, qu'on l'avoue ou non, il est là. »*

La chute de deux bastions masculins

EN médecine et en biologie, la bataille des femmes pour faire valoir leurs droits a été moins longue, mais tout aussi âpre. Qui se souvient que, au début du siècle, des étudiants en médecine ont brûlé en public l'effigie de la première femme médecin française ? On s'interroge souvent sur la raison pour laquelle les femmes ont réussi, en l'espace de deux générations, à s'imposer dans ces deux bastions masculins (à l'exception de quelques places fortes encore sévèrement gardées, telles que la chirurgie.) Pour Mme Claudine Hermann, professeur à l'Ecole polytechnique, la réponse est simple : *« Dans l'imaginaire des femmes, la médecine et la biologie sont étroitement associées à la vie, c'est cela, ce qui les attire avant tout. Et ceci nous confirme à quel point le problème de la représentation est essentiel. Tant que nous n'aurons pas réussi à donner une image plus humaine des sciences dites dures, les femmes risquent de continuer à les fuir. »*

En admettant que les campagnes entreprises pour rectifier cette image aient un impact, il n'est pas sûr cependant que les femmes trouvent prochainement la place qui leur revient dans les carrières scientifiques. La conjoncture ne s'y prête guère et, si l'on n'y prend pas garde, la situation actuelle risque même de s'aggraver.

« Avec la crise, les parents et les jeunes filles jouent à nouveau la carte de la sécurité. Beaucoup ont compris qu'il y avait de l'avenir dans les carrières scientifiques et des débouchés possibles, constate Mme Suzanne Tréreffe, psychologue et conseillère d'orientation. *Mais je suis frappée de voir, dans mes consultations, que si l'on encourage les bachelières à entrer dans des écoles d'ingénieurs, on les pousse vers des écoles d'importance secondaire, ou bien des IUT, tandis que les garçons, eux, restent plus encouragés que jamais à tenter d'intégrer des grandes écoles. Le réflexe des parents, c'est de se dire : "A quoi bon lancer des filles dans une compétition aussi rude, alors que le chômage les guette à l'arrivée, et qu'en plus elles risquent d'avoir laissé passer l'occasion de trouver un mari ?" Comme vous le voyez, c'est en fait tout le problème de l'équilibre de la vie familiale et de la vie professionnelle, plus difficile que jamais, qui est à nouveau posé avec une acuité redoublée. »*

INGRID CARLANDER.

(5) Selon une étude réalisée à l'université de Göteborg, en Suède, et publiée par la revue *Nature*, 22 mai 1997, Londres, une femme scientifique doit fournir deux fois et demi la quantité de travail d'un homologue masculin pour avoir des chances de décrocher un emploi, ou des fonds pour ses recherches.

(6) Catherine Marry a publié de nombreux articles sur les femmes-ingénieurs, notamment : « Femme et ingénieur, la fin d'une incompatibilité ? », *La Recherche*, n° 241, Paris, 1992. Et, en collaboration avec Michèle Ferrand et Françoise Imbert : « Femmes et sciences, une équation improbable ? », *Formation et Emploi*, n° 55, 1996.













Questions sur la mixité

LA mixité serait-elle un piège ? En France, on se pose la question avec une inquiétude grandissante, tandis que dans les pays scandinaves et anglo-saxons, on réfléchit depuis longtemps aux vertus de la non-mixité. *« Je suis partisane d'une ségrégation partielle dans les classes scientifiques, d'une approche pédagogique adaptée à chaque sexe »,* déclare Mme Elizabeth Elgan, historienne de l'université d'Uppsala, en Suède.

Aux Etats-Unis, de grandes universités cent pour cent féminines produisent des diplômes extrêmement qualifiés, telle Wellesley, où est passée, par exemple, Mme Hillary Rodham Clinton. Fait significatif : au Mills College, en Californie, les étudiantes, toutes origines sociales confondues, sont allées récemment jusqu'à faire grève pour refuser la mixité, et elles ont eu gain de cause. *« Il n'est pas étonnant que les jeunes filles aux Etats-Unis aient ce genre de revendications,* note Mme Claudine Williams (CNRS). *L'atmosphère d'une grande institution scientifique comme le MIT est presque destructrice pour elles. Quand j'y enseignais, elles n'avaient même pas droit aux activités extra-scolaires, qui sont très importantes là-bas. »*

En France, après un vif débat, la fusion des Ecoles normales supérieures de jeunes filles avec celles de garçons – Fontenay-aux-Roses avec Saint-Cloud en 1981, Sèvres avec Ulm en 1986 –, opérée au nom du principe démocratique de la mixité, s'est révélée catastrophique : le nombre de normaliennes scientifiques est tombé en chute libre. Privées du « quota » qui leur était de fait attribué avec l'école de Sèvres, les jeunes filles ne représentent plus, en maths-physique-chimie, que 11 % des admis chaque année, soit 30 % environ de leur nombre antérieur. Mme Michèle Coquillat (1), qui avait plaidé à l'époque des débats contre le projet de fusion, n'est pas étonnée par cette hécatombe, qu'elle avait vu venir. *« Garçons et filles n'abordent pas les épreuves de la même façon, même si les épreuves sont similaires et de même niveau. On attend des filles qu'elles se mesurent à ce concours selon des critères masculins, qui leur sont imposés, au lieu d'adapter les épreuves aux deux sexes de façon équitable. En mathématiques, les garçons vont vite et ne développent pas leurs conclusions, tandis que les filles s'attardent, au contraire, à développer et justifier leurs conclusions, quitte à perdre du temps. »*

Même constat de la part de M. Etienne Guyon, directeur de l'Ecole normale supérieure. *« En 1986, au moment de la fusion, il y avait eu de nombreuses réticences. Attention, vous allez à la catastrophe pour les filles, avertissaient certains. Je regrette, pour ma part, qu'on n'ait pas gardé la "section filles", tout en ouvrant la "section garçons" aux filles. Le résultat aurait été infiniment préférable. »* Mais la logique qui consiste à répondre à la discrimination (sexuelle ou raciale) par le retour à une forme de ségrégation scolaire n'équivaut-elle pas à l'aveu d'échec d'un projet social collectif et solidaire ?

(1) Auteur, notamment, de *La Poétique du mâle*, Gallimard, Paris, 1992.

POUR DES ASSOCIATIONS « CITOYENNES »

La nécessaire refondation

ENTRE le caractère bâclé du débat politique, dont a témoigné la récente campagne électorale française, et l'action de fond menée par maintes associations, il y a tout ce qui sépare la manœuvre politicienne de l'exigence civique. Le milieu associatif français, que les pouvoirs tentent d'instrumentaliser et, à l'occasion, de faire taire, est un des viviers de la démocratie participative. Mais il lui reste à trouver la manière de mieux se faire entendre. Notamment en faisant converger le foisonnement d'initiatives ponctuelles contre la dislocation du tissu social et l'expérience de l'éducation populaire.

Par BERNARD CASSEN

Dans la liste des mots piégés, « association » occupe une place de choix. Parce que le terme renvoie à une structure juridique, encadrée en France par la loi de 1901, et non à un contenu. Il peut s'agir aussi bien de détournement de fonds – l'ARC sous le règne du « professeur » Crozemarie, certaines officines paramunicipales, les sectes de tout acabit – que d'action humanitaire internationale (les ONG sont des associations), en passant par les activités sportives ou de loisir, le combat écologiste, antichômage ou antiraciste, etc.

L'immense majorité des quelque 750 000 associations de France ont une vocation sectorielle, thématique. Certaines ont une durée de vie limitée : elles naissent d'une conjoncture – faire un bout de chemin ensemble pour ou contre un projet – et disparaissent après elle, mission accomplie ou échec consommé. Entre-temps, elles auront animé la vie locale – parfois nationale dans le cas des luttes antinucléaires – et compliqué la tâche des technocrates ou élus trop sûrs de leur fait, et qui, notamment lorsqu'il est question de construction d'infrastructures, se doivent de prendre en compte le « risque » associatif *(lire, ci-dessous, l'article de Christophe Dabitch).*

Même éphémères, même ponctuels, même parfois égoïstes – que l'on pense aux réactions à l'implantation d'usines d'incinération ou de foyers de jeunes délinquants –, les regroupements de citoyens réapprenant à se parler, à interpeller et à s'organiser sont producteurs de démocratie. Ils se situent en rupture avec l'apathie encouragée par le loisir « posté » devant l'écran de télévision et le bourrage de crâne permanent vouant aux ténèbres extérieures l'idée même de solutions de rechange (1). Un petit combat livré et gagné peut donner le goût d'en mener de plus importants. En amont de ces pratiques de citoyenneté active, se situe la formation à cette même citoyenneté, dont l'école n'est que l'un des éléments. Telle est précisément l'ambition affichée, en France, depuis plus d'un siècle, par les associations dites de jeunesse et d'éducation populaire.

« Education populaire »... L'expression n'est guère plus employée que dans le milieu associatif, les grands médias voyant rouge dès que l'on parle de peuple. Individu, consommateur, opinion (mesurée par les sondages), audience (calculée par l'Audimat), telles sont les vraies « cibles » actuelles de l'action publique et privée.

C'est dans cet environnement devenu hostile que les associations poursuivent leur travail de fourmi. L'archétype (et la doyenne) en est la Ligue de l'enseignement, créée en 1866 par le professeur-journaliste Jean Macé, qui accompagnera la montée de l'idée républicaine, puis encadrera sa consolidation par les lois sur l'enseignement de 1882 et les lois laïques de 1901, 1904 et 1905. Calquant sa structure sur celle des « œuvres » confessionnelles, émanation des congrégations désormais séparées de l'Etat, elle se constituera en une organisation fédérative et décentralisée regroupant un gigantesque réseau d'associations culturelles, sportives et de loisirs (actuellement au nombre de 34 000, avec l'équivalent de 18 000 emplois à plein temps).

Après la Ligue, et notamment pour ne pas lui laisser le champ libre, se créeront l'Union chrétienne de jeunes gens (UCJG) en 1867, puis celle de jeunes filles (UCJF) en 1894, toutes deux protestantes, et, en 1886, l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF). L'entre-deux-guerres verra, entre autres, le développement des unions de colonies de vacances, celui des mouvements de jeunesse, notamment de scouts – selon le clivage laïque/confessionnel (catholiques, protestants, juifs) –, du mouvement des Auberges de jeunesse, des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Cemea). Après 1944 viendront la Fédération nationale des foyers ruraux (FNFR), qui complétera le maillage associatif très serré du milieu rural (2), la Fédération nationale des maisons de jeunes et de la culture, la Fédération nationale Léo-Lagrange, Peuple et culture, etc. (3).

Quelques-unes de ces associations ont changé d'appellation ; d'autres se sont déconfessionnalisées, sans que le mouvement soit pour autant général – il s'est créé des Scouts musulmans de France ; la plupart ont aboli le clivage filles/garçons. Elles se retrouvent – au nombre de 70 –, dans le pluralisme de leurs options philosophiques et de leurs secteurs d'intervention, au sein du Cnajep, structure représentative (4) qui, dans sa plate-forme commune, rappelle la pertinence du concept d'éducation populaire *« que certains ont trop vite archivé au rayon des souvenirs, alors que l'actualité nous montre qu'il demeure le lien social indispensable à toute politique de prévention, d'insertion, d'intégration collective et à toute action de création et de communication ».*

De nouvelles formes de l'action civique

CE rappel défensif ne doit pas faire illusion. Car ces associations « historiques » s'interrogent sur leur décalage avec le mouvement social de ces dernières années : pourquoi n'ont-elles pas davantage « mordu » sur lui, alors qu'il concrétise dans l'action civique bon nombre de leurs objectifs ? Corollairement, elles réévaluent leur relation avec l'Etat. Depuis plusieurs décennies, certaines cogèrent avec lui de multiples activités apparentées au service public, notamment dans la lutte contre l'exclusion et la grande pauvreté et dans le développement local (5). Le discours libéral dominant, le glissement progressif vers une logique de « tout-marché », les *placent en porte-à-faux.* Malgré les bonnes paroles dont les gouvernements ne sont pas avares, elles se sentent flouées. Ce qui les conduit à être de plus en plus attentives à ce qui « bouge » autour d'elles.

Indiscutablement est en train d'émerger ce qu'Albert Levy, chercheur au CNRS, a appelé une *« sphère publique critique intermédiaire (...) autour de l'action critique, civique, cognitive et*

(1) Lire l'excellent dossier « Ce que font les associations », *Politique, la revue,* nº 4, avril-mai-juin 1997, 60 F. (60-62, rue d'Hauteville, 75010 Paris.)

(2) Lire Odile Jankowiak, « Le maillage associatif, atout maître pour les campagnes », *Manière de voir,* nº 32, « Scénarios de la mondialisation », novembre 1996.

(3) Lire Martine Barthélémy, « Les associations dans la société française : un état des lieux », *Les Cahiers du Cévipof,* nº 10 (2 tomes), Fondation nationale des sciences politiques/CNRS, juin 1994. Du même auteur, « Evolution de l'engagement militant et citoyenneté associative», *Les Idées en mouvement,* Paris, nº 44, décembre 1996.

(4) Le Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation *populaire (Cnajep) est présidé par M. Philippe* Da Costa, des Scouts de France. (15, rue Martel, 75010 Paris. Tél. : 01-47-70-71-31.)

(5) L'Union nationale des acteurs et des structures de développement local (Unadel) organise les 6 et 7 juin, en Pays cathare, la rencontre « Territoires d'avenir » où seront confrontés témoignages, expériences et projets associatifs pour la dynamisation du tissu local. (Contact : Christophe Bernard. Tél. : 01-53-76-16-40. – Fax : 01-53-76-16-41.)

Une autre manière de faire de la politique

Par CHRISTOPHE DABITCH *

LES batailles antinucléaires dans la France des années 70 ont laissé des traces dans les rangs des militants associatifs. Elles constituent autant de points de repère pour les rares succès – par exemple contre la construction d'une centrale à Plogoff, à proximité immédiate de la pointe du Raz –, mais surtout pour les échecs, quand les immenses rassemblements signifiaient surtout la fin de la mobilisation, à la différence de ce qui s'est passé dans d'autres pays européens. Avec l'amertume est venue peu à peu la conviction qu'il fallait changer de méthode et se professionnaliser pour espérer intervenir concrètement dans le débat public, les seules manifestations ne suffisant pas... Et, au-delà des grandes causes, telles que le nucléaire, les associations se sont petit à petit mêlées de tout ce qui ne les regardait pas.

Ainsi, se voulant *« absolument ancrées dans le réel »,* elles se restructurent ou se constituent en opposition à des projets bien précis, pour argumenter en des termes ne pouvant apparaître comme politiquement trop partisans. Ces groupes « revendicatifs », qui s'occupent de défense des citoyens, des consommateurs, d'habitat, de nature et d'environnement, représenteraient entre 9 % et 13 %, selon les sources (1), des 750 000 associations répertoriées en France. Au milieu des années 80, l'engagement associatif a été favorisé par l'arrivée en force sur la scène politique des mouvements écologistes. Leur effacement progressif aura correspondu à une reprise de leur thématique par toutes les formations politiques et par une prise de conscience générale dans la société française. Dans le même temps, les associations à finalité revendicative seront passées du rôle de contestataires à celui de partenaires de l'Etat – notamment avec l'arrivée au pouvoir du Parti socialiste en 1981 –, avant de revenir à leur rôle initial.

A partir du milieu des années 80, le déclenchement des « affaires » mettant en cause des élus locaux – dotés de nouveaux pouvoirs par les lois de décentralisation – a joué un rôle important. Car, dans plusieurs cas, ce sont des individus isolés ou émanant de structures associatives qui, par leur travail d'enquête et de requête auprès des tribunaux, ont entraîné la chute de notables. Les deux exemples les plus connus sont celui de M. Marcel Dominici, « tombeur » du député et maire d'Angoulême Jean-Michel Boucheron – récemment extradé d'Argentine –, et celui de M. Raymond Avrillier, élu Vert qui, lui, a combattu l'ancien ministre et maire de Grenoble Alain Carignon, aujourd'hui en prison. Dans ce domaine, certains juges et une partie des associations forment deux éléments distincts et complémentaires d'une revendication identique : le personnel politique doit donner l'exemple, aussi bien en termes de transparence que d'écoute.

Arpenteurs de dossiers, rompus au fonctionnement des médias, menant un patient travail d'information auprès des élus, les responsables associatifs n'hésitent pas à se lancer dans des combats de grande ampleur, notamment sur le terrain juridique. Ainsi, à Bordeaux, Trans'CUB et son président, M. Denis Teisseire, après huit ans de procédures, de pressions et d'information, ont réussi, le 28 février 1997, à faire adopter par le conseil de la communauté urbaine un projet de tramway *qui enterre définitivement celui de* métro VAL de l'ancien maire, M. Jacques Chaban-Delmas, auquel a succédé en 1995 M. Alain Juppé.

En Aquitaine comme ailleurs, le recours juridique s'est banalisé. Ce faisant, les associations se retrouvent dans une position étrange : celle de défenseurs de la loi. Leur action met en évidence les défaillances du contrôle de la légalité que devraient normalement assumer les préfets, comme les y oblige la loi : seulement trois déférés préfectoraux par an et par département en moyenne, concernant l'urbanisme, selon un rapport de 1992 du conseiller d'Etat Daniel Labetoulle.

Les succès de certaines associations en entraînant d'autres, leur surveillance des plans d'occupation des sols (POS) a conduit à l'arrêt de nombreux projets urbanistiques. Cette montée en puissance des groupes de pression saute aux yeux si l'on compare le tracé du TGV Méditerranée, qui suscite de nombreuses oppositions, à celui du TGV Paris-Lyon, qui n'en avait provoqué aucune. Ou bien encore le projet de canal Rhin-Rhône, dont l'issue n'est pas certaine. Ou bien encore l'action du mouvement SOS-Loire vivante, qui aura peut-être permis de sauver ce fleuve.

Alliances et mésalliances locales

QUEL dénominateur commun entre les grandes associations hors du champ de l'éducation populaire, celles du « lobby environnementaliste » en particulier, et toutes celles, plus modestes, parfois ponctuelles, créées contre un projet précis ? Pour Martine Barthélémy, chercheuse au CNRS, *« à la faveur de l'effacement des repères idéologiques et de la déstabilisation des identités traditionnelles, le discours associatif contribue à alimenter la problématique du mode alternatif de participation politique* (2) ». Il s'agirait donc d'une autre manière de faire de la politique et d'une remise en cause du système de représentation tel qu'il existe.

Les associations agiraient donc contre l'Etat ? La nuance est dans ce « contre », qui est, en fait, une façon d'exiger plus et mieux. Il ne s'agit pas d'une stratégie de rupture mais, bien au contraire, de modification du système en y participant. *« Nous investissons tous les lieux où nous pouvons être présents, les commissions et comités divers, et nous créons des structures fédérales et nationales pour devenir des interlocuteurs sur des sujets bien précis »,* dit M. Michel Geoffre, membre de l'Union Midi-Pyrénées Nature-Environnement, qui, avec des centaines d'autres personnes, a empêché EDF de défigurer la vallée du Louron, dans les Hautes-Pyrénées, avec une ligne à très haute tension longue de 53 kilomètres, sur des piliers de 37 à 70 mètres de hauteur.

Malgré la justice, malgré le soutien de l'opinion, les responsables associatifs doivent jouer avec les réalités politiques locales, les alliances et les mésalliances qu'elles impliquent, pour espérer voir aboutir leurs démarches. Leur réussite dépend encore beaucoup de l'intérêt que leur portent les élus. L'échec des opposants au percement du tunnel du Somport, dans les Pyrénées, est exemplaire des limites de l'influence associative. Deux responsables associatifs, M. Denis Teisseire, conseiller municipal et conseiller de la communauté urbaine de Bordeaux, et M. Michel Geoffre, ancien conseiller régional, sont ainsi devenus des « permanents » du débat public, et réclament une possibilité accrue de participation. Ce qui, au moins symboliquement, vient de leur être concédé, dans son domaine, par le ministère de l'environnement, sous la forme d'une charte de la concertation pour tout projet d'envergure.

Un premier pas pour des associations qui, sans vouloir devenir des partis, se décrivent plutôt comme des contre-pouvoirs actifs. Nombre d'entre elles pâtissent de leur dispersion, conséquence de leur choix de penser et d'agir localement. Même si, par le jeu des fédérations et des alliances, elles sont représentées dans de nombreuses instances de consultation et de décision, leur difficulté est de passer d'une revendication précise à une visée plus globale sur la chose publique. Et d'être suivies en cela par leurs adhérents car, dès qu'elles touchent au politique, elles sont en butte au désengagement constaté par les partis et par les syndicats.

Mais certaines y parviennent et, par le travail de leurs permanents, deviennent, concrètement, les ardents défenseurs d'un système démocratique en réel état de fonctionnement.

* Journaliste, Bordeaux.

(1) Source : Insee 1992 et Laboratoire d'économie sociale 1991. Quant aux autres associations, 24 % s'occuperaient de sport, 16 % du secteur *sanitaire et social,* et 23 % de *culture, loisirs* et tourisme.

(2) Martine Barthélémy, « Les Associations dans la société française : un état des lieux », *Les Cahiers du Cevipof,* nº 10 (2 tomes), FNSP/CNRS, Paris, juin 1994.

LE SECTEUR SANS BUT LUCRATIF. Associations et fondations en France. – Edith Archambault

★ **Economica, Paris, 1996, 261 pages, 125 F.**

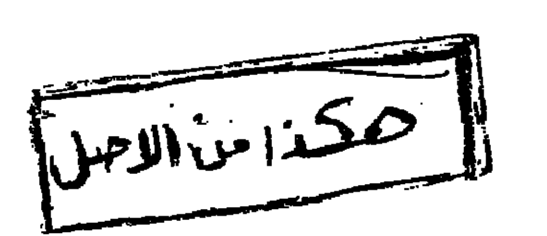
C'est parce qu'il n'existait pas d'étude exhaustive sur les activités sociales non marchandes que, en 1990, l'université américaine Johns-Hopkins a lancé, dans treize pays, un *« programme de comparaison internationale du secteur sans but lucratif ».* Cet ouvrage en est la partie française. Etablir une nomenclature et une terminologie communes, afin d'évaluer les convergences et les divergences nationales, n'était pas chose aisée. Aussi l'auteur n'a-t-il retenu que deux des quatre composantes de ce que l'on appelle maintenant l'économie sociale : les fondations et les associations, laissant donc de côté coopératives et mutuelles. Et, affinant les critères, elle ne prend en compte que les organisations ayant une existence formelle, distinctes de l'Etat et des collectivités, indépendantes, ne distribuant pas de bénéfices et impliquant la participation de bénévoles (à l'exclusion des structures politiques et religieuses).

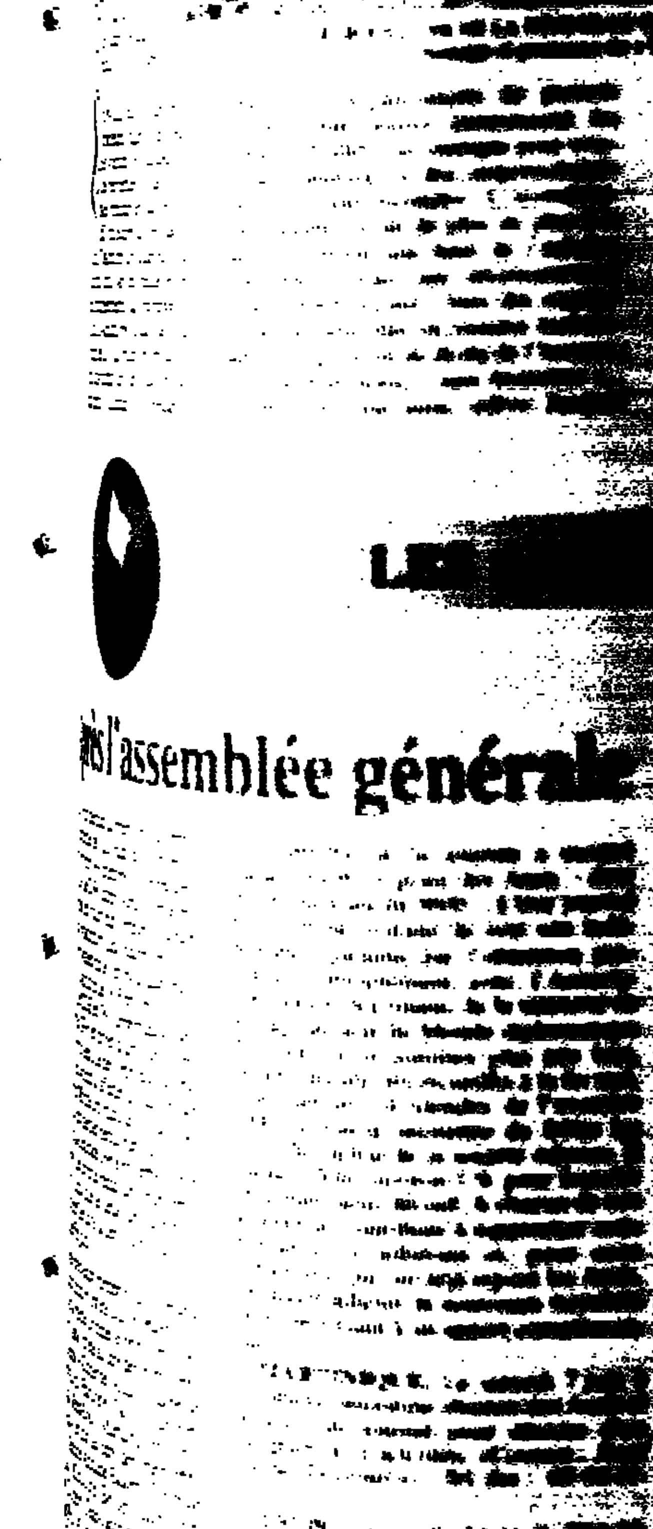
Parmi la masse de données, on retiendra que le secteur sans but lucratif français est supérieur, par sa taille, à celui de ses voisins : 4,2 % de l'emploi total (soit l'équivalent de 800 000 emplois à plein temps) en 1990, contre 3,4 % en moyenne pour les sept autres pays, même si ses dépenses courantes, exprimées en fraction du PIB, sont légèrement inférieures (3,3 % contre 3,5 %). Sa structure, elle, est assez différente, avec, en particulier, une forte prédominance des organisations gestionnaires d'établissements ou de services sociaux au profit des personnes fragiles, pauvres ou handicapées : 28,9 % des dépenses totales, contre 19,6 % dans le reste de l'Europe.

Le livre montre le caractère irremplaçable du secteur associatif français, pour sa participation à la vie économique, mais surtout pour son aptitude à l'innovation et sa contribution à une cohésion sociale fortement menacée.

ODILE JANKOWIAK.

HORS-SÉRIE La mondialisation en débat
Un seul marché planétaire,
des Etats impuissants,
une communication mondialisée,
la domination
des multinationales
globales ?
Acteurs, logiques
et enjeux de
la mondialisation.
SCIENCES HUMAINES
Le magazine
des sciences de l'homme
Disponible en kiosque et en librairie.
Sur commande, 49 F, frais de port compris.
38, rue Rantheaume – BP 256 – 89004 Auxerre Cedex – Tél. : 03 86 72 07 00.





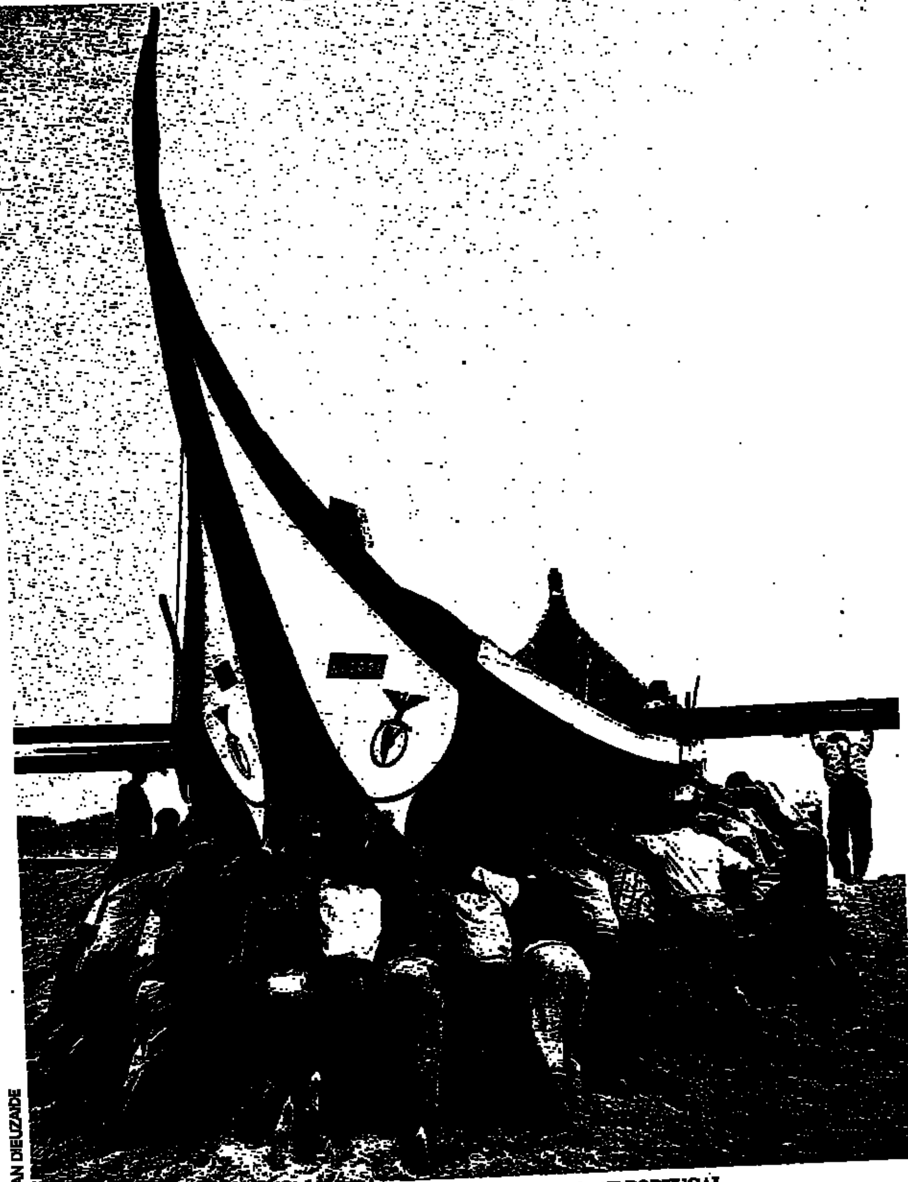
EN PRISE SUR LE MOUVEMENT SOCIAL

de l'éducation populaire

revendicative de nombreux agents sociaux » (6). En témoignent la pugnacité de certains juges contre l'étouffoir de leurs hiérarchies, la multiplication des cercles et clubs de réflexion « citoyens », le dynamisme de comités d'usagers en tout genre (sur le modèle de Droit au logement, DAL, ou Agir contre le chômage, AC !), les mobilisations récentes contre la loi Debré et, à Strasbourg, contre le Front national, etc.

M. Jean-Marc Roirant, secrétaire général de la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente, dresse un bilan sans concessions : *« Nous devons aussi faire notre autocritique. On a critiqué les partis et les syndicats. Mais la vie associative, elle aussi, s'est déqualifiée. Nous, à la Ligue, nous nous sommes "professionnalisés", nous sommes en partie devenus des gestionnaires, et souvent, comme le dit le chercheur belge Luc Carton, des "sous-traitants de l'impuissance publique". Il faut redresser la barre et procéder à une refondation de l'éducation populaire. »*

Aux yeux de M. Jean Bastide, président de la Fédération des centres sociaux et culturels de France, ainsi que du CNVA (7), *« c'est effectivement au prix d'un recentrage sur un projet porteur de sens, comme il l'était dans les années 70, que le mouvement associatif parviendra à surmonter ce cap difficile »*. Pour M. Michel Morineau, de la Ligue de l'enseignement, ce recentrage implique une séparation claire entre les activités de prestation de services, qui tendent à accaparer les énergies des associations, et l'acte politique de « fédérer » autour des idées *« dont la prestation de services n'est que la simple conséquence technique, pédagogique, économique, voire marchande »*.



JEAN DIEUZAIDE

BARQUE-LUNE DE LA PÉNINSULE D'AVEIRO, AU PORTUGAL
Nostalgie et promesses du « Tous ensemble »

Fédérer : un mot-clé qu'il convient de ne pas mal interpréter, tant il est inscrit dans la tradition associative française (8) : il ne s'agit pas de régenter, à partir d'un siège national, de multiples activités de terrain. Il s'agit d'injecter du sens dans la pensée et dans l'action associatives, pour rassembler ceux qui se reconnaîtront en elles. Et, simultanément, de répercuter le message des associations locales au-delà de leurs rangs et le valoriser. Pourtant, ce fédéralisme associatif est en crise, et pas seulement dans l'éducation populaire : syndicats et organisations de parents d'élèves, entre autres, connaissent les mêmes difficultés, par exemple pour trouver des candidats à des responsabilités électives départementales. L'investissement militant se fait de plus en plus à la base, en n'ayant que faire de l'échelon « supérieur », mais pas nécessairement sur des projets locaux : bien des engagements, en particulier en matière humanitaire, écologique ou de droits de l'homme, sont déterritorialisés, « sans frontières »... Ce qui s'exprime ainsi, relève Jacques Ion, *« c'est, fondamentalement, un réarrangement des rapports des individus aux groupements* (...) *; l'action collective ne suppose pas une proximité spatiale, pas plus qu'elle n'implique une organisation strictement fédérative* (9) *»*.

Cette autonomisation des groupements à l'intérieur des réseaux et, dans une mesure croissante, des individus à l'intérieur des groupements, est « en phase » avec un bouillonnement social animé par des acteurs divers et sans lien organique entre eux. Pourtant, la nécessité d'une articulation entre ses composantes est une condition de son efficacité. Mais qui peut donner du sens à cette effervescence sans être accusé de tenter de la récupérer ? Les mouvements d'éducation populaire disposent d'un corpus d'expériences et d'idées aptes à rassembler, même si leurs structures ne sont pas adaptées à cette tâche. Il leur reste à trouver le moyen d'y parvenir (10), tout en restant dans leur rôle. *« Comment défiler contre la loi Debré avec une spécificité associative, comment peser sur la nécessaire transformation ? »*, s'interroge M. Jean-Marc Roirant, qui voit dans le retour aux sources de la fondation républicaine une des pistes de la refondation associative.

Une façon, au passage, de redéfinir le rapport avec l'Etat. Un rapport ambivalent puisque aussi bien les administrations centrales que les collectivités locales utilisent abondamment le secteur associatif pour pallier leurs insuffisances et tenir les « lignes de front » les plus dures. Que ce soit pour créer des plates-formes de service public dans les quartiers nord de Marseille ou pour retarder l'explosion dans certains endroits de la banlieue parisienne. Cela sous couvert de « partenariats » qui aident, en fait, les associations locales à assurer la survie de leurs structures et les maigres salaires de certains de leurs permanents. M. Jean-Claude Richard, président de la FNFR, constate, lui aussi, que *« les relations du politique et de l'associatif sont malmenées par ce qui touche au financier. L'indépendance associative est plus que jamais nécessaire, mais elle se conquiert »*.

Priver de moyens les fédérations nationales

PEUT-ELLE se conquérir hors d'un conflit avec un Etat qui veut le militantisme associatif pour les missions impossibles dont il ne souhaite plus se charger, et la baisse régulière des subventions de fonctionnement ? Cela est particulièrement sensible, note M. Jean-François Chosson, vice-président de Peuple et culture, dans le milieu rural en raison du désengagement du ministère de l'agriculture, plus sensible aux revendications des grands céréaliers qu'à la nécessité de l'animation culturelle dans les campagnes : *« Le ministre Philippe Vasseur a introduit en 1997 un système d'appel d'offres mettant en concurrence, comme on le ferait pour des entreprises, des associations qui ont par ailleurs l'habitude de coopérer, tout en réduisant de 25 %, deux années de suite, les crédits de l'animation rurale. Il a fait office de tête chercheuse au sein du gouvernement de M. Alain Juppé pour introduire une logique de marché là où s'imposerait un esprit de service public. »*

Cette logique, qui concentre les aides financières sur des projets « ciblés », aboutit au passage à priver de moyens les fédérations nationales. Une manière d'affaiblir ou de faire disparaître des « têtes de réseaux » à vocation plus « politique » qui voient nécessairement plus loin que la prestation de services... Dernière manifestation en date de cette volonté d'assimiler l'ensemble du secteur associatif à celui des entreprises : le projet élaboré par le ministère des finances, et déjà mis en place dans plusieurs régions, d'assujettir à la TVA toutes les activités dites « marchandes » des associations, en particulier culturelles, qui trouvaient ainsi les moyens d'autofinancer l'essentiel de leurs activités par des manifestations occasionnelles. Le prétexte : les scandales du type ARC, ou les abus manifestes de certaines structures qui sont effectivement des entreprises sous habillage associatif.

Au lieu de procéder à un tri que les associations authentiques souhaitent vivement, on logerait tout le monde à la même enseigne. M. Jacques Chirac, qui s'était autosaisi du dossier peu avant la dissolution de l'Assemblée nationale, avait, dit-on, demandé au ministre des finances en sursis, Jean Arthuis, de *« régler le problème du statut fiscal des associations culturelles de façon aussi favorable que possible »*. Connaissant la manière dont le président de la République tient d'habitude ses engagements, les responsables associatifs n'avaient pas véritablement été rassurés. Il leur reste maintenant à plaider leur cause devant le nouveau gouvernement...

BERNARD CASSEN.

(6) Albert Levy, « Cette sphère publique critique qui émerge », *Le Monde*, 26 février 1997.

(7) Le Conseil national de la vie associative (CNVA) est un organisme créé en 1985 auprès du premier ministre pour développer la vie associative.

(8) Dans *La Fin des militants ?* (Les Editions de l'Atelier, Paris, 1997, 124 pages, 75 F), Jacques Ion montre fort bien que, en France, la structure fédérale territoriale « *est celle qui exprime le mieux le contenu du modèle associatif longtemps en vigueur* » (...). *« L'existence de structures fédératives puissantes a en effet constitué un rouage essentiel des médiations collectives, permettant d'articuler les intérêts d'en bas, exprimés à travers la multitude d'associations locales, relayées par des organes départementaux, avec le sommet de l'Etat, et notamment les différents départements ministériels. »*

(9) *Ibid.*

(10) Lire Jean-Michel Djian, « Les mouvements d'éducation populaire ont du mal à faire connaître l'originalité de leur démarche », *Le Monde*, 22 février 1997.

LES AMIS DU *MONDE DIPLOMATIQUE*

Après l'assemblée générale

Le 3 mai dernier, la première assemblée générale de l'association a réuni à Paris environ 800 membres, cependant que plus de 2 800 autres Amis s'étaient exprimés en votant par correspondance ou par procuration. Les quatre résolutions proposées par le conseil d'administration (cotisation de 100 F en 1997, cotisation de 120 F en 1998, approbation des comptes 1996 et projet d'activités) ont été approuvées à de très fortes majorités. Un vœu visant à affecter à l'achat de titres du Monde diplomatique SA la totalité des dividendes perçus par l'association pour l'exercice 1996 a également été adopté. Le compte rendu de cette rencontre, ainsi que le détail des scrutins seront publiés dans la *Lettre* des Amis, à paraître fin juin.

Seize nouveaux membres du conseil d'administration ont été élus, portant son effectif à trente, comme le prévoient les statuts. Six l'ont été au titre des membres fondateurs – Catherine Allais, Isabelle Bourboulon, Françoise Calvez, Daniel Junqua, Jean-Louis Marfaing et Eric Rouleau – et dix au titre des membres actifs : Jeanne Attmane-Ekaleb, Brigitte Abgrall, Claudine Besset-Lamoine, Anne Guibert, Jean-Jacques Gandini, Nicole Bru, Alain Imhoff, Thierry Viel, Jean-Michel Delaye et Christophe Wargny.

Dans l'après-midi s'est tenue une rencontre entre les Amis et l'ensemble de la rédaction du *Monde diplomatique*. Forces et faiblesses du journal, choix des sujets et des collaborateurs, rapports avec *Le Monde*, projets rédactionnels, etc., ont fait l'objet de multiples questions auxquelles l'équipe du journal s'est efforcée de répondre.

L'ensemble de la journée a montré l'attachement exigeant des Amis – dont le nombre a atteint 9600 – à leur journal et leur ferme volonté de voir son indépendance garantie par l'obtention prochaine, conjointement avec l'Association Gunter Holzmann, de la minorité de blocage au sein du Monde diplomatique SA. Nous n'en sommes plus très loin, puisque les apports recueillis à la fin mai, s'ajoutant aux dividendes de l'exercice 1996, devraient permettre de frôler les 33 % du capital de la société éditrice. Il manque donc environ 1 % pour franchir ce premier seuil décisif. A chacun de nos lecteurs de contribuer à rapprocher cette échéance en adhérant et, pour ceux d'entre eux qui ont déjà rejoint les Amis, en faisant adhérer de nouveaux membres ou en procédant à un apport complémentaire.

MARTINIQUE. Le samedi 7 juin à 17 heures, deuxième réunion des Amis et lecteurs du journal pour décider d'un programme d'activités. *(Contact : René Hardy-Dessources. Tél.-fax : 05-96-61-73-02.)*

LYON. Le lundi 9 juin à 20 h 30, 92, cours Vitton, 69006 Lyon, réunion des Amis et lecteurs de la région lyonnaise pour une analyse critique des médias. *(Contact : Bernard Jacquand. Tél. : 04-78-39-09-39.)*

NIORT. Le jeudi 12 juin à 20 h 30, salle des Trois-Coigneaux, place Jacques-de-Liniers, à l'extrémité de la rue des Trois-Coigneaux, près de la gare SNCF, rencontre des Amis et lecteurs de Niort et de sa région pour décider d'un programme d'activités. *(Contact : Jacques Duhurt. Tél. : 05-49-28-54-96 [dom.] ou 05-49-78-31-40.)*

M. ☐ Mlle ☐ Mme ☐ Association ou société ☐

Nom ou raison sociale (en capitales) : ____________________

____________________ Nom de jeune fille : ____________________

Prénom : ____________________

____________________ Profession ou raison sociale : ____________________

Né(e) le : ____________________

Adresse : ____________________ Code postal : ____________________

____________________ Pays : ____________________

Ville : ____________________ Fax : ____________________

Téléphone : ____________________

☐ **Adhère à l'Association des Amis du *Monde diplomatique***

● Je suis actif, retraité ou personne morale :

☐ 600 F ___ + 100 F (cotisation 1997) ___ total 700 F

Apport supérieur à 600 francs :

☐ ______ + 100 F ____________________

● Je suis étudiant, appelé sous les drapeaux ou chômeur

☐ 200 F ___ + 100 F (cotisation 1997) ___ total 300 F

Apport supérieur à 200 francs :

☐ ______ + 100 F ____________________

☐ **Verse ma cotisation 1997 d'un montant de 100 F**

N° de carte de membre ____________________

☐ **Procède à un nouvel apport de : ____________ F**

● **J'effectue le règlement :**

☐ Par chèque bancaire ou postal

☐ Par carte bancaire : N° de carte ____________________

Date d'expiration : ____________________

Signature ____________________

Coupon à retourner, accompagné de votre règlement, à la délégation générale
Association des amis du *Monde diplomatique*, BP 461-07, 75327 Paris Cedex 07

L'ISLAM AU MIROIR DES MÉDIAS

Comment parler des sociétés musulmanes, des communautés qui suivent l'enseignement du Coran, des mouvements qui se réclament de l'islam politique ? Pour qui est imprégné de l'esprit des Lumières, la réponse devrait aller de soi. Il ne viendrait à l'idée d'aucun analyste sérieux de réduire l'Irlande du Nord à un simple conflit religieux et l'IRA au « terrorisme catholique ». Si la religion orthodoxe est redevenue un paramètre de l'équation russe, des facteurs bien plus significatifs – économiques, sociaux, nationaux –, déterminent les transformations dans l'ancienne Union soviétique. Et qui ramènerait la droite israélienne – en gommant sa forte composante laïque – à un intégrisme dont les racines plongeraient dans l'enseignement des prophètes de l'Ancien Testament.

Pourtant, l'approche de l'aire islamique qui prévaut dans les médias se caractérise par l'accumulation de clichés. L'histoire, la culture, les sociétés sont occultées au profit d'une seule grille d'analyse : la lettre du Coran et l'« islam » supposé monolithique. Directeur de l'hebdomadaire *Le Point*, Claude Imbert synthétise cette vision simplificatrice : « *L'islam n'admet ni la sécularisation du pouvoir ni même celle du savoir.* » Pourquoi ? Il ne le dit pas. Tel verset du Coran serait-il contraire à la démocratie ou à la laïcité ? Mais de nombreuses lectures de l'Ancien et du Nouveau Testament ont, durant des siècles, justifié en Occident le caractère divin du pouvoir royal, le conservatisme social, l'oppression des femmes, voire l'esclavage. Cela n'a pas empêché les sociétés chrétiennes de se transformer, chacune à son rythme, différent en France et en Pologne, au Pérou et aux Philippines, et, à chaque mutation, le dogme s'est adapté. Les sociétés musulmanes sont plurielles, diverses, contradictoires. Faire entrer les talibans d'Afghanistan, les bouleversements de la société iranienne, la guerre civile en Algérie et les soubresauts en Turquie dans un moule unique relève au mieux de l'ignorance, au pire de la désinformation.

Cette vision caricaturale charriée par les grands médias ne contribue pas seulement à creuser le fossé entre des aires culturelles que tout devrait rapprocher. Elle fragilise également les populations immigrées en Europe, déjà déstabilisées par le chômage. Au moment même où, toutes les études sérieuses le prouvent, la majorité des jeunes Maghrébins nés en France ont largement assimilé, la culture laïque et les valeurs de la République, cette campagne avive les frustrations et alimente l'argumentation de l'extrême droite. « *Toutes ces lois qui, à la polygamie près, sont si austères et sa doctrine qui est si simple attirèrent à sa religion le respect et la confiance. Le dogme surtout de l'unité d'un Dieu, présenté sans mystère et proportionné à l'intelligence humaine, rangea sous sa loi une foule de nations (...) Cette religion s'appelle l'islamisme* (1). » En 1756, Voltaire, pourfendeur des Eglises, jetait ainsi sur le monde musulman un regard ouvert, sans complaisance mais sans œillères. Deux siècles et demi plus tard, il serait temps de suivre sa démarche...

ALAIN GRESH.

(1) *Voltaire par lui-même*, Complexe, Bruxelles, 1994.

ANATOMIE

Comment Roubaix est devenue une « ville musulmane »

Par **DAMIEN ROUSTEL** *

TOUT commence le 2 mars 1996. L'hebdomadaire *Le Point* fait sa « une » sur les « banlieues de l'islam ». Le dossier de l'hebdomadaire est bâti à partir d'un livre qui vient d'être publié : *Le Paradoxe de Roubaix*, de Philippe Aziz (1). L'ouvrage, qui affirme que Roubaix est l'unique ville de France à majorité musulmane, précise que celle-ci est ainsi devenue « *une cité-laboratoire exemplaire où cohabite, à côté d'une élite maghrébine cultivée et remarquablement intégrée, une grande foule d'exclus musulmans abandonnés dans des quartiers-ghettos où la police ne s'aventure qu'avec prudence, où les prédicateurs d'un islam radical gagnent chaque jour du terrain* ». Ce serait là le paradoxe de Roubaix.

Partant de ce postulat (Roubaix, ville de France où les musulmans sont majoritaires), Claude Imbert, directeur de la rédaction du *Point*, donne le ton du dossier : le combat s'impose contre les intégristes qui saperaient la République. Dans l'éditorial de son hebdomadaire, il qualifie d'« *édifiant* » l'ouvrage de Philippe Aziz.

L'introduction du dossier du *Point* annonce que l'auteur a mené « *une vaste enquête* » (qualifiée de « *magistrale* ») à Roubaix, « *la seule ville de France à majorité musulmane* ». Le dossier comprend un très long entretien avec Philippe Aziz, six portraits de musulmans extraits du livre, quatre encadrés (dont deux rédigés par Philippe Aziz) et la chronique de Jean-François Revel. Dès sa première question, le journaliste Christian Jelen répète que « *53 % des Roubaisiens sont de confession musulmane* ». Jean-François Revel apprécie l'ouvrage de la manière suivante : un « *livre qui restera comme une base de vraie sociologie, en rupture avec la sociologie ambiante, bavarde et idéologique* ».

Dix jours plus tard, l'hebdomadaire *Paris-Match* entre à son tour en action. Il publie de longs extraits de l'ouvrage et affirme d'emblée : « *Cette ville du Nord compte une majorité de musulmans.* » En août et en septembre 1996, le journaliste du *Point* Christian Jelen (dans *La France éclatée*) et le journaliste du *Figaro* Thierry Desjardins (dans sa *Lettre au président à propos de l'immigration*) reprennent cette thèse à leur compte (2).

Cette donnée démographique, capitale, n'est mise en cause par aucun des auteurs cités. Pourtant, dès le lendemain de la sortie du *Point* – et du livre –, Pascal Percq, journaliste à *Nord-Eclair* et correspondant du *Point* dans le Nord, avait contesté la thèse de Philippe Aziz : « *Il y intègre pêle-mêle Maghrébins, Français d'origine maghrébine, croyants ou non. Or il n'existe* a priori *aucune donnée sur les convictions religieuses de chacun. Tout Roubaisien d'origine maghrébine serait-il systématiquement musulman ? Enfin, pour la plupart, ces personnes visées sont depuis longtemps de nationalité française, voire nées à Roubaix* (3). »

Et le journaliste recensait d'autres erreurs : Philippe Aziz affirmait que le Front islamique du salut (FIS) algérien avait réuni 5 000 personnes lors d'un meeting à Roubaix, alors qu'on comptait à peine 400 participants ; la photo de couverture (des musulmans qui prient dans la rue) n'avait pas été prise à Roubaix, mais dans le quartier de la Goutte-d'Or à Paris...

Une semaine après la parution du *Point*, M. René Vandierendonck, maire de Roubaix, convoque la presse. Il établit que le livre de Philippe Aziz pratique « *des techniques de manipulation et de désinformation* » : « *Si nous prenons le total "étrangers + Français par acquisition"* [c'est-à-dire ceux qui sont devenus Français par naturalisation ou mariage], *nous obtenons un chiffre qui permet d'approcher la population étrangère. (...) Bien entendu, on nous rétorquera que le total "étrangers + Français par acquisition" ne prend pas en compte les personnes d'origine étrangère françaises de naissance, c'est-à-dire les enfants issus de mariages mixtes ainsi que les enfants nés de parents français et nés en France, soit les Franco-Algériens avant 1962. De plus, il faut ajouter l'importante communauté des rapatriés et de leurs familles. Aussi, l'Observatoire urbain de Roubaix prend comme référence les ménages. On considère donc que si la personne de référence, c'est-à-dire le chef de famille ou la personne la plus âgée, est étrangère ou française par acquisition, l'ensemble des membres du ménage sera considéré comme tel, ce qui est une approximation par excès...* »

Et M. Vandierendonck précise :

* Auteur de *Les journalistes et Pierre Botton. Vous avez dit déontologie ?* Editions lyonnaises d'art et d'histoire, 1996.

(1) Philippe Aziz, *Le Paradoxe de Roubaix*, Plon, Paris, 1996.

(2) Christian Jelen, *La France éclatée*, Nil, Paris, 1996. Thierry Desjardins, *Lettre au président à propos de l'immigration*, Fixot, Paris, 1996.

(3) *Nord-Eclair*, 3 mars 1996.

Au nom de l'honneur, l'affaire Nazmiye

Par **ANNICK HERMET** *

L'AFFAIRE dite Nazmiye a été présentée dans un documentaire intitulé « Au nom de l'honneur », diffusé par la chaîne France 2, le 23 mars 1997. Nazmiye est cette jeune fille turque de quinze ans tuée à Colmar, en août 1993, par sa famille, pour avoir « *sali son honneur* ». On ne peut rien comprendre à un tel meurtre si on le réduit à un conflit sur le port du foulard, si l'on ne restitue pas tout ce qui, à partir des éléments rassemblés pour le procès, révèle qu'une dynamique nourrie d'événements précis a mené une famille à ce crime injustifiable. Ce faisant, l'intention n'est bien évidemment pas de diminuer la gravité de l'infanticide. Si nous nous soucions, au contraire, d'aider les jeunes filles turques à se frayer un passage entre préservation de l'honneur familial et projet de vie personnel, il faut abandonner de toute urgence la position ethnocentriste et chercher à comprendre ce que ce drame révèle.

La thèse défendue dans ce reportage est énoncée en ouverture du sujet : « *Août 93, la France est bouleversée par un crime venu du fond des âges.* » Ce commentaire introduit les images d'archives du journal de 20 heures, qui annonce le verdict du jury des assises (1) rapidement commenté en ces termes : « *Morte pour avoir bafoué le code familial, Nazmiye, quatorze ans, n'avait, aux yeux de sa famille, qu'un tort : vouloir vivre comme toutes les jeunes filles de son âge. Avec ses éternels jeans et ses baskets, elle rêvait de liberté, fréquentait les garçons de son âge. Des signes d'intégration trop évidents, vécus comme un déshonneur par la famille.* » L'analyse rapide du journal de 20 heures sera reprise *in extenso*, rejetant au fil de ces 52 minutes tous les éléments susceptibles de brouiller une approche manichéenne du sujet.

D'entrée de jeu, la réflexion du spectateur est balisée. L'association « *crime venu du fond des âges / mère fruste garante des traditions (sur fond de caricatures croquées pendant le procès) / culture ancestrale* » évoque une culture rurale pauvre et primitive. En contraste s'oppose le visage souriant d'une toute jeune fille « *qui voulait juste ressembler aux jeunes filles françaises* », symbole d'une aspiration légitime à la modernité.

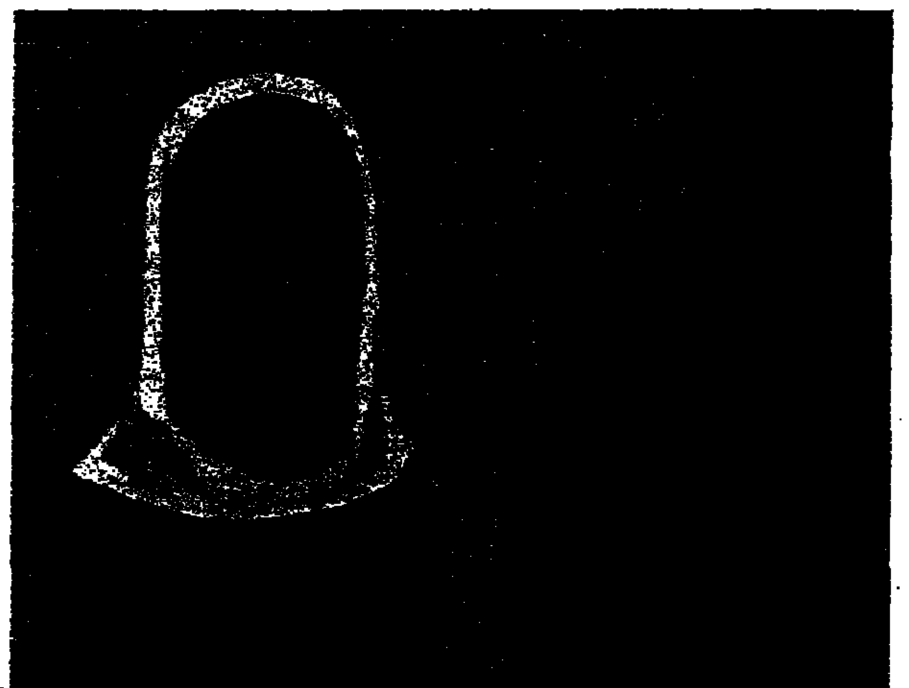
On se retrouve irrémédiablement pris dans les mailles du filet d'une opposition entre deux cultures, thèse reprise sous des angles différents, notamment lorsqu'on découvre le village de pierres en ruines dont sont originaires les Ilikpinar (« *loin de toute civilisation moderne ; dans ce coin du monde demeuré mystérieusement intact* »). Cette présentation de l'état de sous-développement culturel des Turcs de Colmar, déployée du haut de notre modernité occidentale épanouie et triomphante, est appuyée par des images de matrones de la ZUP en tenue de paysanne, portant fichu et salvar (2).

Nazmiye, dit-on, « *refusait d'être voilée* ». Voilà donc avancé le mobile du crime. Du refus du port du foulard, il était tentant d'en référer à l'islamisme : « *Depuis les années 80, la poussée de l'intégrisme en Turquie n'a pas tardé à s'étendre aux communautés turques à l'étranger. Un intégrisme d'autant plus rigide qu'il est éloigné de ses bases et sans véritables repères. Une façon peut-être d'affirmer leur identité dans un pays décidément trop différent.* »

Islamisme, filles « voilées », un cliché sans cesse resservi en guise d'analyse. Une vision d'elles-mêmes qui blesse profondément les centaines de milliers de familles simplement musulmanes. Cette version ne résiste pas à l'examen des éléments versés au dossier : aucun témoignage n'indique les traces d'un conflit familial à ce sujet. Nazmiye, comme beaucoup de filles de son âge, portait « *ses éternels jeans et baskets* ». Il n'y a donc pas lieu de remettre le port du foulard sur le devant de la scène.

La simple vue d'Ayfer, la meilleure amie turque de Nazmiye, le confirme. En tee-shirt ajusté, maquillée et coquette, Ayfer a l'allure d'une jeune fille « intégrée », pour reprendre cette terminologie équivoque. Ce choix vestimentaire ne menace pas l'honneur de sa famille. Bon nombre de familles turques l'acceptent volontiers, dans la limite de leur conception de la décence : pas de filles en jupes courtes. Mais alors, si ce n'est pas le refus du port du foulard qui a fait déshonneur, que s'est-il passé ?

Placées côte à côte, la séquence où Ayfer est présentée seule et celle où on la voit en famille auraient pu servir de fil conducteur. Dans un entretien individuel, Ayfer nous apprend que « *surtout sa mère l'aimait* [Nazmiye] *beaucoup* ». Répondant à la question : « *Ça aurait pu t'arriver, à toi ?* », elle répond : « *Non, moi je ne ferai jamais ça, mes parents ils sont cool.* » Faire quoi ? Nous ne le saurons pas, la journaliste ne relève pas. Les parents d'Ayfer, nous les découvrons en fin de film : mère en foulard et père qui égrène son chapelet sans y penser pendant qu'il parle. Des parents « *cool* » qu'on entend, pourtant, justifier le meurtre de Nazmiye. La mère présente d'abord la famille en ces termes : « *Ils n'avaient pas de problèmes familiaux, c'était une famille très bien. Ils s'aimaient beaucoup. C'est à cause de l'honneur. Nazmiye était très sage. Elle ne sortait pas. Elle allait à l'école, elle rentrait à la maison.* » Puis elle explique que l'adolescente « *a jeté la honte sur son frère. Il ne pouvait plus regarder les gens en face* ». Le père poursuit : « *Au nom de l'honneur, tout le monde pourrait faire pareil, c'est à chacun de décider* », et réaffirme que, « *puisqu'il s'agit de leur honneur, c'est normal qu'ils aient tué leur fille* ».



DR

NURI IYEM. – Sans titre (1984)

« *Cool* » et pointilleux sur les questions d'honneur familial : à elles seules, ces deux séquences indiquent qu'une autre logique est en œuvre et qu'il convient de la cerner. Curieusement, aucune allusion à la protection de la virginité féminine n'est faite dans ce documentaire. Or l'honneur d'une famille turque, son *namus*, cette valeur décrite comme sacrée, se réfère à la pureté sexuelle des femmes de la famille. Là se situe l'enjeu.

Cette valeur, ce complexe de valeurs (3), structure les rapports sociaux ainsi que tous les aspects de la vie sociale et familiale des villages (aussi bien en Andalousie qu'en Sicile, en Corse, en Grèce ou en Algérie), car il faut apporter les garanties sociales à cette préservation. Rappelons que nous sommes dans un système de parenté où le principe de filiation patrilinéaire s'impose avec force : en se mariant, les femmes quittent leur lignage, leur maison, leur famille et vont nourrir le lignage du mari. La virginité féminine apporte alors la garantie de la pureté généalogique. En réalisant des mariages, ce sont également des alliances que les familles contractent. Intervenant comme élément indispensable à l'établissement des liens affins (4) entre les groupes de parenté – relations qui, théoriquement, garantissent un réseau de liens solidaires –, la virginité féminine apparaît dans sa dimension sociopolitique.

Au village, la parenté tisse ainsi, par alliances successives, la trame et la chaîne du tissu social. Cette pureté sexuelle féminine doit être avérée, notoire. Ce contrôle se fait par le contrôle des femmes elles-mêmes. Le strict respect des règles d'évitement hétérosexuel ainsi qu'une stricte séparation spatiale des sexes – les hommes occupant l'espace visible, les femmes maîtresses de la sphère privée – vont guider les conduites de chaque sexe. En France, les jeunes filles turques jonglent : dans la cité, elles évitent soigneusement d'être vues en compagnie masculine, mais développent, au sein du collège ou du lycée, des amitiés mixtes.

L'importance accordée à la virginité féminine n'est pas une préoccupation strictement masculine. Quelles que soient leurs origines sociales, leurs cultures familiales, qu'elles soient de tradition rurale, pratiquantes, militantes d'opposition réfugiées politiques, résolument occidentalisées, etc., qu'elles soient nées en France, qu'elles y soient arrivées petites filles, qu'elles y soient venues poursuivre une formation universitaire ou poussées par des difficultés économiques, les femmes turques sont élevées dans le respect du *namus*. L'hon-

* Anthropologue.

(1) Perpétuité pour le frère, auteur du meurtre, vingt ans de réclusion pour le cousin qui a apporté son aide, ainsi que pour le père et la mère, présents au moment du crime.

(2) Pantalon ample serré à la cheville, qui permet le travail aux champs, tout en cachant les formes féminines.

(3) Selon la formule de Julian Pitt-Rivers, in *La Mésaventure de Sachem*, Le Sycomore, Paris, 1983.

(4) Liens établis entre des individus, entre des groupes de parenté, par l'intermédiaire d'alliances matrimoniales.

INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS

FACULTÉ de SCIENCES SOCIALES et ÉCONOMIQUES

Renseignements
Par téléphone : 01 44 39 52 89
E mail : ies@icp.fr
Par courrier : 21, rue d'Assas 75270 Paris Cedex 06
Sur place : Secrétariat de la Faculté 21, rue Cassette 75006 Paris

3è cycle

Représentation et Négociation auprès de l'UNION EUROPEENNE

FORMER DES EXPERTS MAÎTRISANT
- Le fonctionnement juridique et politique des institutions européennes
- Les techniques de l'information, de la communication et de la négociation
- Les diversités culturelles européennes

PÉDAGOGIE
- Connaissances théoriques et savoir-faire professionnels
- Une partie des cours donnée en anglais
- Mise en situation professionnelle par un stage de 3 mois minimum

ADMISSION
- Maîtrises de Droit, Sciences Eco, Sciences Po, LEA ou diplômes de l'ISIT, de l'ESIT, ou d'écoles de commerce (ESSEC, ESC)
- ou professionnels (5 ans d'expérience minimum)
+ Sélection sur dossier et entretien
Très bonne connaissance de 2 langues étrangères dont l'anglais

DATE LIMITE de DÉPÔT de DOSSIER 4 JUILLET 1997

هكذا من الاهل

هكذا من الاصل

t Roubaix

D'UNE DÉSINFORMATION

devenue une « ville à majorité musulmane »

« Pour une population roubaisienne de 95 672 personnes recensées, on signale 6 028 Français par acquisition et 24 136 étrangers, soit un total de 30 164 personnes, soit 32 % de la population totale. Il faut cependant signaler que parmi ces étrangers, 63 % sont "hors CEE", c'est-à-dire notamment Algériens, Marocains, Tunisiens et Turcs. En prenant en compte ces 63 % d'étrangers et en considérant que, parmi les Français par acquisition les personnes d'origine étrangère hors CEE sont dans les mêmes pourcentages, on aboutit à un total de 25 000 personnes. Même en y ajoutant tout à fait par excès des erreurs de déclaration, en y ajoutant aussi éventuellement le renforcement du poids de la population d'origine étrangère de 1990 à 1995 ; en imaginant que puisqu'il y a 25 000 personnes étrangères ou d'origine étrangère, il conviendrait d'y ajouter 10 % de personnes en situation de clandestinité, donc, en prenant les choses très largement, on aboutit à un maximum de 30 000 personnes étrangères ou d'origine étrangère issues de pays hors CEE, soit 30 % de la population totale. »

Mais, concluait M. Vandierendonck, pour arriver à cette dernière proportion, il faudrait *« décider que toute personne extérieure à la CEE ou tout Maghrébin est automatiquement musulman.* (...) *Même en commettant cette erreur, nous sommes très loin des 52 %-53 % ou 60 % annoncés par M. Aziz. Ce chiffre gonflé est la clé d'une désinformation, une manipulation, un mensonge. »*

Après la conférence de presse, la presse locale se déchaîne : *« Le livre qu'il ne faut pas lire » (Autrement dit), « Une caricature de Roubaix » (la Voix du Nord), « Escroquerie et manipulation intellectuelle » (Nord-Eclair)* (4). La presse nationale, elle, ne bouge pas. On l'a vu, *Paris-Match* publiera même des extraits du livre.

La mairie décide alors d'organiser un débat avec l'auteur. La confrontation, qui se déroule dans les studios de Fréquence Nord, est un dialogue de sourds. Interrogé sur les « 52 % », Philippe Aziz refuse de citer ses sources et parle d'un vague service de l'Etat qu'il refuse d'identifier. Aujourd'hui, il admet toutefois être incapable de dénombrer la population musulmane à Roubaix : *« Je ne suis pas sociologue, statisticien ou historien. Je livre un témoignage à partir de ce que j'ai vu dans des quartiers de Roubaix. Pour moi, la vérité officielle ne reflète pas la réalité. »* Ainsi, c'est parce qu'il aurait « vu » beaucoup de musulmans dans certains quartiers de Roubaix que Philippe Aziz s'est permis d'avancer le chiffre fameux... Confronté à ses autres erreurs, il promet une seconde édition. Roubaix risque de l'attendre : Plon, éditeur du *Paradoxe de Roubaix*, ne projette rien de tel.

« Quand on se promène à Roubaix, il arrive qu'on ne voie pas un seul "Blanc". Alors les gens se disent que les statistiques sont fausses et que Philippe Aziz doit avoir raison. Mais ils ne voient que les jeunes inactifs, qui sont souvent d'origine étrangère », explique M. Michel David, directeur général de la ville renouvelée et de l'éducation à Roubaix. *« On veut que la réalité corresponde à notre système de représentation. On veut que ce soit plus vrai que vrai. Alors on force le trait »*, ajoute M. René Vandierendonck.

Le maire de la ville envisage un moment de faire un procès à l'auteur. Mais, désireux de ne pas faire de publicité à l'ouvrage, il préfère demander un droit de réponse. Lequel paraît dans le courrier des lecteurs du *Point* du 23 mars 1996, tronqué. L'hebdomadaire ne publie pas l'argumentaire cité plus haut, qui démonte la thèse de Philippe Aziz. Il se contente de donner la liste des actions menées par la municipalité de Roubaix pour favoriser l'intégration des étrangers.


DIDIER HUBERT-MÉTIS

UNE CITÉ VICTIME DE L'ACCUMULATION DES CLICHÉS

Le 29 mars 1996, à Roubaix, une fusillade oppose des policiers du RAID à un groupe de malfaiteurs. La piste du terrorisme islamiste est aussitôt évoquée. Philippe Aziz est alors invité, comme « spécialiste », par les chaînes de télévision. Personne n'évoque les nombreuses réfutations de son ouvrage. *Le Paradoxe de Roubaix* bénéficie d'une appréciable promotion médiatique.

Pour lutter contre ce type de publicité, la mairie demande à des sociologues de faire leur propre enquête. En attendant qu'elle soit publiée, Christian Jelen et Thierry Desjardins ont eux aussi écrit que Roubaix est une ville à majorité musulmane. Et, pour avoir laissé entendre que des membres d'une famille roubaisienne avaient participé à une séance d'exorcisme qui avait provoqué la mort d'un d'entre eux, Philippe Aziz a été condamné pour diffamation (5).

Depuis quelques mois, Philippe Aziz est victime de sa propre thèse. Un tract signé de son nom circule. Il s'agit de la falsification d'un entretien publié dans *Le Paradoxe de Roubaix*. Ce tract veut affoler en affirmant que *« Roubaix ville majoritairement musulmane à plus de 60 % »* deviendra *« une enclave musulmane indépendante »*. Philippe Aziz nie toute responsabilité : *« C'est une ignominie. J'ai porté plainte contre X... auprès du procureur de la République de Paris. »*

Comment en est-on arrivé à tout cela ? Les journalistes locaux ont bien décelé les erreurs contenues dans le livre, mais ils n'ont pas été relayés par la presse nationale. De plus, aucun n'a souligné les liens qui existent entre *Le Point* et Philippe Aziz. Personne n'a relevé que le livre, salué par Claude Imbert et Jean-François Revel, était dédié... à Claude Imbert et à Jean-François Revel, *« amis de toujours, qui furent à l'origine de cette aventure »* (6). Les pratiques éditoriales déterminées par la « règle » des connivences se généralisent dans la presse française, trop souvent protégées par la loi du silence de la profession. Christine Ockrent n'a-t-elle pas « autorisé » Serge July à dire devant elle, dans l'émission de télévision publique dont elle a la charge, tout le bien qu'il pensait de l'ouvrage qu'elle venait d'écrire ? *Le Point* est plus caricatural encore. Ainsi, en 1995, la sortie du livre de Claude Imbert et de Jacques Julliard *La Droite et la Gauche* avait été accompagnée d'un dossier de dix pages dans l'hebdomadaire du directeur du *Point* (7).

Il y a quelques mois, *Le Jour et la Nuit*, le film de Bernard-Henri Lévy (chroniqueur dans l'hebdomadaire de Claude Imbert et du groupe Havas), fut un cuisant échec artistique et commercial. Mais il avait eu droit à un dossier complaisant de huit pages dans *Le Point*, plus la couverture (8). Moins de deux mois plus tard, le 29 mars 1997, c'est la publication, sous forme d'ouvrage, d'un dialogue entre Jean-François Revel et son fils moine bouddhiste qui a justifié (sous le titre attendrissant de modestie *La confrontation bouddhisme-Occident*) la « une » de l'hebdomadaire. Enfin, en mai 1997, *L'Express*, sous la plume de Jean-François Revel, et *Le Point*, tous deux propriétés du groupe Havas, ont salué élogieusement la sortie du dernier ouvrage de Claude Imbert, *A Point nommé*. Autant peut-être que le symbole d'une désinformation concernant l'immigration et l'islam, l'affaire de Roubaix a ainsi mis en lumière l'usage à des fins de convenance personnelle que certains *journalistes font de leur espace de liberté* rédactionnelle.

DAMIEN ROUSTEL.

(4) *Autrement dit*, 15 mars 1996 ; *La Voix du Nord*, 10-11 mars 1996 ; *Nord-Eclair*, 10-11 mars 1996.

(5) Décision de la cour d'appel de Douai, le 2 septembre 1996. L'auteur du *Paradoxe de Roubaix* devra supprimer le passage diffamatoire lors de la prochaine édition sous peine d'astreinte financière.

(6) On remarque la même chose avec le livre de Christian Jelen.

(7) *Le Point*, 18 mars 1995. *Le Nouvel Observateur*, dont Jacques Julliard est directeur-adjoint, y avait consacré plusieurs pages. Les deux auteurs avaient naturellement fait le tour de presque tous les médias, y compris une invitation au « 7 sur 7 », d'Anne Sinclair sur TF 1.

(8) *Le Point*, 1er février 1997. L'acteur principal du film, Alain Delon, avait été invité à « 7 sur 7 » qui présenta des extraits du film. Sous une forme ou sous une autre, la « une » de plusieurs hebdomadaires, dont ceux du groupe Hachette (coproducteur du film) ont assuré la promotion de l'œuvre de Bernard-Henri Lévy. En vain.

om de l'honn

l'affaire Nazmiye

neur devient, dès la puberté, un axe autour duquel leurs relations s'articulent. Porter l'honneur de la famille détermine leurs relations à autrui, à elles-mêmes (leurs sentiments, leurs décisions, leur corps), leurs relations familiales, sexuelles, amicales, professionnelles, sociales. Et, si les conditions propres à cette préservation changent, se modernisent –, les jeunes filles vont à l'université, ont une vie personnelle qui échappe au contrôle parental et communautaire –, l'honneur, le *namus*, reste une valeur récurrente dans la vie de ces femmes.

Lorsqu'on interroge des paysannes turques, on découvre que l'honneur contribue à la répartition des tâches entre hommes et femmes, dans un rapport hiérarchisé qui renvoie systématiquement l'individu au groupe. Les femmes, en tant que mères comme en tant que voisines, sont de vigilants agents de protection du *namus*. Car une fille qui « faute », une fille qu'on suspecte d'avoir perdu sa virginité, déshonore le nom, ainsi que chacun des membres de la famille : le père s'avère être un piètre chef de famille, la mère a échoué dans sa mission éducative, le fils n'est plus un bon parti puisqu'il n'a pas été capable de surveiller sa sœur. Quant aux autres filles de la famille, elles deviennent *« la sœur de celle qui... »*. Une famille déshonorée par la conduite d'une fille tombe ainsi dans une sorte de coma social. Un terme est mis aux mille et une invitations que les familles échangent. C'est dans ces circonstances que l'honneur, chaque fois qu'il est atteint, exige réparation. Le meurtre comme solution extrême n'est jamais exclu ; tout dépend du degré estimé de l'atteinte. Le plus souvent, on trouve des compromis pour réparer cet honneur blessé. Conscients du préjudice causé par un fils, certains parents proposent le mariage à la famille de la jeune fille, en réparation.

Il faut rappeler que cette valeur de la virginité liée à l'honneur n'est pas spécifiquement musulmane. On la retrouve dans toutes les cultures du bassin méditerranéen, y compris chrétiennes (5).

L'histoire de Nazmiye se complique du fait que l'adolescente n'a pas été séduite par un jeune homme peu soucieux de préserver le *namus* de la famille. C'est elle qui enjambe le balcon pour quitter la maison avant le réveil de la famille, c'est elle qu'il faut rechercher à quatorze ans (6) la nuit, dans la fête foraine, pour la faire rentrer. C'est d'elle dont on parle dans la cité, et qui attire sur la famille l'attention désapprobatrice, puis la honte.

Les parents ont vu une Nazmiye, jusque-là sage et obéissante, qui explosait brusquement à la manière des adolescentes en crise. Ce comportement – qui fait perdre sa sérénité à bien des familles françaises –, une famille turque le vit tragiquement à cause du poids de l'honneur. Car l'honneur est mis à mal en permanence. A la première fugue fait suite, dans la logique de la préservation du *namus*, un contrôle gynécologique. Le frère qui exige cet examen imagine-t-il de quelle violence cet acte est porteur pour une toute jeune fille ? Le fait est qu'il vit peu à peu comme une obsession le souci de s'assurer que sa sœur est vierge. Mais il faudrait renouveler les preuves au rythme des ragots selon lesquels sa sœur a été vue avec des garçons en ville. Son amour propre est atteint. Son honneur, au sens méditerranéen du terme, est blessé. Si Abdullah, lui surtout, est piqué au vif, c'est peut-être qu'à vingt et un ans il n'a pas encore assis sa position sociale. Une sœur qui défie ouvertement son autorité le déstabilise socialement.

Une pression sociale sur les hommes

L'AFFAIRE du contrôle des femmes par les hommes n'est pas, on le voit, une question purement privée. Ainsi s'exerce la pression sociale sur les hommes qui ne savent pas « tenir » les femmes de la maison. A l'autoritarisme d'Abdullah, sa sœur répond par des provocations de plus en plus grandes. Nazmiye a joué sur les ressorts les plus sensibles de l'honneur, tel qu'il est vu par sa communauté. Insister, comme elle l'a fait, auprès de son petit ami français pour qu'il lui fasse une marque visible de tous est un acte de provocation. Fantasmatiquement, le suçon évoque des ébats sexuels qui laissent supposer que le stade du flirt est dépassé. Or la culture musulmane dicte une conduite publique extrêmement pudique. Même un baiser furtif échangé par un couple marié sera perçu comme acte d'impudeur. La religion condamne par ailleurs les relations illicites, celles qui ne sont pas inscrites dans les liens du mariage.

Le soir où la mère découvre cette marque – à la veille du meurtre –, une autre scène vient alourdir gravement l'atmosphère familiale. Ce soir-là, c'est Abdullah qui ramène Nazmiye à la maison, vers 22 h 30. Il somme sa sœur d'expliquer pourquoi elle sort sans prévenir et où elle va. Nazmiye refuse de répondre, mais finit par lâcher qu'ils n'ont qu'à demander aux Turcs ce qu'on raconte à leur sujet. La famille prie la jeune Ayfer de venir. Nazmiye fait dire à son amie ce qui se raconte, à savoir qu'elle, Nazmiye, a été « touchée » par son frère quand elle était petite. C'en est trop. La réputation de la famille est mise en danger. Alors que la jeune fille refuse de parler aux siens de ce qui ne va pas, elle répand dans la communauté turque des accusations d'inceste (7).

Le lendemain matin, le lit de Nazmiye est vide. Toute la journée, la famille, relayée par des proches, recherche l'adolescente. Grande est l'angoisse de la mère à l'idée que sa fille retourne au foyer dont elle a fugué cinq jours plus tôt pour rentrer à Colmar. Le placement avait été ordonné un mois et demi auparavant, à la demande de la jeune fille et à l'insu des parents. Ce n'est que vers minuit que son cousin retrouve Nazmiye à la fête foraine, avec son copain. Elle ne veut pas rentrer à la maison, mais accepte d'aller dormir chez lui. Il prévient les parents. Il ne sait pas encore que, dans moins de deux heures, il va participer au meurtre de sa cousine.

ANNICK HERMET.

(5) On lira à cet égard la pièce de théâtre du dramaturge espagnol Federico Garcia Lorca *La Maison de Bernarda Alba* (1935).

(6) Nazmiye a été tuée deux jours après son quinzième anniversaire.

(7) Cette piste n'a pas été retenue comme mobile du crime.

FAUT-IL AVOIR PEUR DE L'ISLAM ? – Jocelyne Cesari

★ **Presses de Sciences-Po, Paris, 1997, 131 pages, 75 F.**

De l'Algérie à l'Afghanistan, de « nos banlieues » à la Bosnie, un nouvel ennemi, à la fois intérieur et extérieur, a remplacé le communisme. L'islam a cristallisé, en quelques années, toutes les peurs, tous les fantasmes des sociétés occidentales en crise. Comme s'il n'y avait entre *« eux et nous »*, note Jocelyne Cesari, *« aucune valeur partagée, alors que l'islam est la troisième branche du tronc monothéiste »*, que nombre de ses principes rejoignent ceux du christianisme ou du judaïsme.

C'est ce paradoxe que l'auteur explore dans un petit livre clair que devraient lire les responsables politiques et les journalistes qui contribuent si facilement, souvent par ignorance, à creuser les incompréhensions. Elle analyse *« les effets pervers de la totalitarisation »* qui amène à ne regarder les sociétés musulmanes qu'à travers le prisme d'une religion immuable, en passant à côté de sa diversité. *« Les prudences et les nuancées distinctions* (...) *entre les religions, les communautés et les minorités agissantes, lorsqu'il s'agit de rendre compte des activités des groupes terroristes porto-ricains à New York, de l'IRA en Irlande ou des intégristes catholiques ne sont plus de mise dès qu'il s'agit de l'islam »*, regrette Jocelyne Cesari.

Peut-on pourtant sortir de la logique « clash des civilisations » ? Oui, à condition que l'Occident consente à s'interroger sur les valeurs qu'il prétend défendre et n'oublie pas que *« la modernisation, confondue avec l'occidentalisation, a servi d'alibi à l'impérialisme »*, que l'épopée coloniale, avec toutes ses atrocités, s'est menée sous le drapeau de la civilisation. En France, le problème se pose de manière singulière, avec la prégnance d'un « modèle républicain » au nom duquel s'est menée la désolante bataille contre le foulard islamique. Mais comment résoudre la question de l'intégration des communautés musulmanes sans s'interroger sur la crise de ce modèle, désormais incapable d'offrir ni travail ni idéal aux millions de laissés-pour-compte ? *« Ce n'est pas tant de l'islam qu'il faut avoir peur que de la logique d'affrontement inscrite dans l'accumulation des visions simplificatrices à l'œuvre de part et d'autre »*, insiste l'auteur en conclusion.

A.G.

magazine littéraire

N° 355 - Juin 1997

DOSSIER :

Prévert en liberté

LES AUTEURS DU MOIS :

Danièle Sallenave, Dominique de Roux, Gabriel García Márquez, Carmen Martín Gaite, Maurice Merleau-Ponty

ENTRETIEN :

Michel del Castillo

■

Chez votre marchand de journaux : 32 F

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 132 F

Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

☐ Umberto Eco
☐ *Littératures allemandes*
☐ Colette
☐ Les Frères Goncourt
☐ Boris Vian
☐ William Faulkner
☐ Italo Calvino
☐ Virginia Woolf
☐ Albert Camus
☐ Marguerite Duras
☐ Jean Starobinski
☐ Marguerite Yourcenar
☐ Sade
☐ *Retour aux Latins*
☐ Jacques Derrida
☐ *Witold Gombrowicz*
☐ Les Enervés de la Belle Epoque
☐ Fernando Pessoa
☐ Céline
☐ Hegel
☐ George Sand
☐ 1492, l'invention d'une culture
☐ Joseph Conrad
☐ Tchekhov
☐ L'Age du Baroque
☐ Chagrins d'amour
☐ *Michel Leiris*
☐ Montaigne
☐ *Althusser*
☐ André Gide
☐ Rainer Maria Rilke
☐ Kant
☐ Guy de Maupassant
☐ Lévi-Strauss
☐ La fin des certitudes
☐ Jean Genet
☐ Roland Barthes
☐ Jacques Lacan
☐ Georges Perec
☐ Céline, Voyage au bout de la nuit

Nom : ....

Adresse : ....

Règlement par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris – Tél. : 01.45.44.14.51

UNE MYRIADE D'EXPRESSIONS SOUTERRAINES

Le narcissisme des micro-journaux américains

POUR combattre les conformismes politiques et sexuels, pour s'extraire du chaudron de l'américanité, des milliers de journalistes improvisés cherchent à tirer parti des nouvelles technologies qui permettent de publier à bon compte les textes les plus divers. Cette floraison a libéré des voix longtemps refoulées, mais a aussi contribué au fractionnement de la résistance à l'ordre dominant. Très vite, les formes d'expression les plus marginales ont également nourri l'imagination des publicitaires : quand elles se ramènent à des transgressions individualistes sans contenu politique, les rébellions américaines alimentent souvent les récupérations marchandes.

Par MATHIEU O'NEIL *

Quelque part à New York, Jeff Koyen met la dernière touche au quatrième numéro de *Crank*. Il est content, car il a réussi à interroger Jim Goad, le rédacteur d'*Answer Me !*. Ils évoquent les poursuites judiciaires encourues par des libraires de Bellingham, dans l'Etat de Washington, qui ont vendu cette revue controversée, ainsi que la profonde misanthropie qui imprègne ses pages. Jim Goad explique : *« A mon avis, le gros problème n'est pas les tueurs fous, mais le pharisianisme. »* *Crank* et *Answer Me !* sont des *hatezines* : une catégorie particulièrement agressive de *zines*, c'est-à-dire de publications idiosyncratiques réalisées par plaisir et ne comprenant généralement pas de publicité. Les premiers fanzines *(fanatic magazines)* ont été publiés au cours des années 30, issus du courrier des lecteurs des publications de science-fiction populaires. Les zines contemporains traitent de sujets fort divers, mais ils doivent à leurs devanciers nombre de traits distinctifs : l'esprit de clan, le langage réservé aux initiés, la diffusion confidentielle et postale.

Pourquoi s'intéresser aux fanzines, dans lesquels certains voient un épiphénomène de la *trash culture* (littéralement culture du détritus) ? Est-ce parce que, dans les pages de cette littérature invisible, se manifestent les bribes d'une réalité que ne couvrent pas les mass media ? Ou bien parce que ces publications révèlent des tensions et des enjeux qui concernent l'ensemble de la société américaine ? L'ampleur du phénomène suscite déjà la curiosité : on estime en effet que les Etats-Unis comptent entre 20 000 et 40 000 zines, sans parler des zines électroniques *(ezines)* disponibles sur Internet *(lire l'encadré ci-dessous)*. Cette explosion est d'ordinaire attribuée à des facteurs technologiques : la généralisation des machines à traitement de texte et des imprimantes, l'accès aisé aux photocopieuses, le montant peu élevé des tarifs postaux ou téléphoniques.

* Chercheur.

L'expression écrite d'un point de vue marginal ou dissident n'est pourtant pas une nouveauté aux Etats-Unis. Ainsi, la Feminist Press et la Black Press au XIXe siècle, la Socialist Press et l'Anarchist Press autour de 1900. Plus proches de nous, on songe aux journaux *beat* des années 50 et à la presse underground des *sixties*. La fin des années 70 voit l'irruption du punk-rock et son rejet provocateur du *mainstream*, de la culture de masse. Les zines contemporains sont les rejetons directs des premiers fanzines musicaux punk (dont certains sont toujours en activité, *Maximumrocknroll* par exemple !, et de leur mot d'ordre, *Do it yourself ! (DIY)* : « Faites-le vous-même ! »).

Tout comme le front uni opposé par les activistes politiques, les hippies, les féministes et les minorités ethniques à la guerre du Vietnam, qui vola en éclats une fois celle-ci achevée – la seule politique acceptable pour beaucoup devenant celle de leur propre personne, irréductible à une quelconque idéologie –, le mouvement punk fut le site, au cours des années 80, de tiraillements internes, en particulier de la part de punks homosexuels.

Doublement révoltés et doublement aliénés (au sein de la société globale et d'un mouvement « contestataire » encore largement homophobe), les punks *queer* revendiquent *leur* spécificité, veulent donner voix à *leur* particularisme avec une violence d'autant plus grande que cette individualité a été longtemps réprimée. Les *queerzines* offrent aussi un bon exemple de la combinatoire des identités ultraminoritaires qui caractérise les zines : on trouvait ainsi, entre 1993 et 1996 à San Francisco, qui est une sorte de capitale mondiale des zines, des publications intitulées *Raw Vulva* (pour les lesbiennes friandes de vélo), *Girljock* (pour les « lesbiennes sportives »), *Fat Girl* (« pour les lesbiennes obèses et celles qui les veulent »), *Diseased Pariah News* (pour les homosexuels malades du sida), et, bien entendu, *Outpunk* (1).

On peut s'interroger sur le sens d'une « marginalité » dont le particularisme obsessionnel reflète les préoccupations de l'élite « libérale » (progressiste) des Etats-Unis, dont les membres se préoccupent beaucoup moins de gagner la majorité de la population à leurs idées que d'échafauder des phalanstères « alternatifs », où il ne sera plus nécessaire de se confronter à ceux que l'ignorance empêche de voir la lumière (2). C'est dire si l'énergie qui anime ces revues est profondément narcissique : la production d'un zine permet de jeter un pont dans l'inconnu et – bonheur suprême – de recevoir confirmation que votre message est bien reçu et décodé par un autre doté d'intérêts et de caractéristiques identiques. Le courrier des lecteurs représente l'instance exemplaire de cette reconnaissance émerveillée de soi chez l'autre, les lettres de nouveaux lecteurs commençant invariablement par les mots *« Enfin un journal qui ME parle »*. Une autre manifestation de cette attention extrême portée à soi sont les *personal zines*, souvent écrits à la main : des récits détaillés de l'existence de leurs auteurs constitués d'observations prosaïques du quotidien (amis, voyages, passions) mêlées à des réflexions philosophiques, dont la publication *Cometbus* représente l'archétype.

Les zines constituent donc l'une des facettes d'une profonde mutation, l'abandon relatif des références conceptuelles transcendantales (nation, parti, Eglise) au profit de ce que Michel Maffesoli nomme des *« centralités souterraines »* (3). Ces mondes clos, secrets, prennent ici la forme d'un réseau de communication parallèle entrant en relation avec d'autres réseaux similaires, le *mail art* ou « art postal » par exemple ; mais on pourrait également parler d'un marché confidentiel où se définit et s'échange une valeur symbolique d'une grande rareté (l'excellence marginale ou *coolness*). Aucun programme commun n'étant plus possible, si ce n'est une forme d'antiautoritarisme anarchisant mâtiné de féminisme, d'écologisme, etc., on comprend l'importance que revêtent alors les guides de ressources et autres catalogues tels *Factsheet 5* (« le zine des zines ») : cette revue propose ainsi près de 1 200 critiques de zines par numéro, regroupées par catégories (sexe, punk, queer, science-fiction, films de série B...).

Le déviant, héros vendeur

PEUT-ON, au-delà de cette diversité, esquisser les fondements idéologiques du discours zine ? Au cours des turbulentes années 60, une attitude hédoniste fusionna avec une vision idéaliste de la société et la volonté d'« expérimenter » dans le cadre de la vie quotidienne, pour créer ce que Theodore Roszak a défini sous le nom de « contre-culture ». La conception des rapports entre la marge et le centre de la société suppose que l'avant-garde et l'underground aient une fonction de « laboratoire d'idées » soumis au risque constant de voir la création et l'expérimentation qu'ils génèrent « récupérées » par la puissance hégémonique du *mainstream*, à des fins bassement commerciales. Les idéaux que véhicule cette conscience marginale sont ceux des choix de vie, de la liberté individuelle, qui s'opposent au rigorisme et à la répression dominantes.

Or la figure emblématique du néo-underground contemporain (comme de la contre-culture des années 60), le héros existentiel d'inspiration beatnik errant à travers le pays à la recherche de sensations fortes, qui s'incarne dans l'univers des zines sous les traits d'Aaron Cometbus ou de Dishwasher Pete (4), est devenu la norme, l'orthodoxie du discours dominant, de la publicité, qui ne jure plus que par la gratification immédiate, la transgression des tabous, le choix de vivre sa vie comme on l'entend, et la nouveauté incessante (qui ne peut supporter le poids de la tradition). L'idéal contre-culturel devient un choix de consommation, les marchandises un synonyme de rébellion. Cet abandon d'une rhétorique mass-médiatique rigoriste et puritaine ne s'explique-t-il pas en partie par l'accession aux leviers de l'industrie de la communication d'une génération – celle des années 60 – qui a créé l'idéal de la contre-culture ?

C'est dans un tel contexte que s'exprime le rejet des valeurs dominantes. La fréquentation des *thrift stores*, ces grands entrepôts semblables à ceux de l'Armée du salut, proposant mille trésors abîmés, miroirs inversés de l'abondance des marchandises neuves et rapidement démodées des centres commerciaux, représente l'idéal-type des pratiques parasitaires ou récupératrices dont les zines se font les hérauts, et qu'ils érigent en art de vivre « authentique » – d'où le succès remporté par *Thrift Score*, revue consacrée à l'art du *thrifting*. Il est bien sûr loisible de lire ce détournement vaguement parodique du shopping comme visant à exprimer tout le goût de celle ou de celui qui sait trouver et aimer ce qu'il faut aimer parmi les détritus.

Mais cette forme de distinction marginale, liée à la (re)connaissance de pratiques ou d'objets « cultes », est en fait issue d'une tentative authentique de contourner le jeu de la plus-value, du profit – qu'il s'agisse de faire payer le prix minimum pour un concert ou de pratiquer le troc de zines... C'est le désir d'opposer l'humanité individuelle à la standardisation des produits culturels, les zines photocopiés et tapés à la machine aux magazines luxueux.

Le développement des zines électroniques suscite donc quelques remous dans le monde des zines. En dépit des similarités entre la structure de cet univers et celle d'Internet – qui fait l'économie des professionnels des médias –, l'appréciation des bénéfices résultant de l'utilisation des réseaux informatiques varie sensiblement en fonction du degré de proximité des rédacteurs de zines à l'idéal néo-underground d'« authenticité » anti-médiatique.

Mais n'est-ce pas l'ambiguïté, plus qu'autre chose, qui fait l'attrait principal de ces publications ? Farouches ennemis de la culture dominante, les zines revendiquent certaines caractéristiques aussi constitutives de l'identité américaine que l'hyper-individualisme, l'antiétatisme et l'autosuffisance. L'affirmation minoritaire elle-même, qui constitue selon Todd Gitlin la *« norme revendicatrice par excellence »*, et dont les zines sont comme la fuite en avant-garde hallucinée, ne libère-t-elle pas le terrain politique au profit des affirmations identitaires de la droite républicaine d'un Patrick Buchanan ? En d'autres termes, on pourrait dire qu'il s'agit-là d'une « résistance » à la domination qui fait, au bout du compte, le jeu des dominants. Ces paradoxes, qui se situent au cœur de la forme-zine, expriment bien toute la difficulté qu'une « dissidence » américaine éprouve à se détacher d'un modèle culturel hégémonique, comme à articuler une pensée politique dépassant le cadre microcommunautaire.

(1) La quête d'une expression hautement personnalisée n'est pas exclusivement revendicative et militante, elle est aussi ludique. Quel droit revendiquent les rédacteurs de *Murder Can Be Fun*, *Temp Slave*, *Pills-A-Go-Go*, sinon celui de rendre publique leur fascination pour les faits divers étranges, le travail temporaire, les pilules pharmaceutiques ?

(2) A ce sujet, lire Christopher Lasch, *The Revolt of the Elites and the Betrayal of Democracy*, Norton, New York, 1995, dont *Le Monde diplomatique* a rendu compte en juillet 1995. *Cf.* aussi les articles de Todd Gitlin et d'Eric Alterman dans « Le nouveau modèle américain », *Manière de voir*, nº 31, août 1996.

(3) *Cf.* Michel Maffesoli, « La fin de l'idéal démocratique », *Le Monde*, 28 janvier 1995.

(4) *Dishwasher Pete* parcourt sans relâche les Etats-Unis, son but étant de parvenir à faire la plonge dans chacun des cinquante Etats.

Sur Internet aussi...

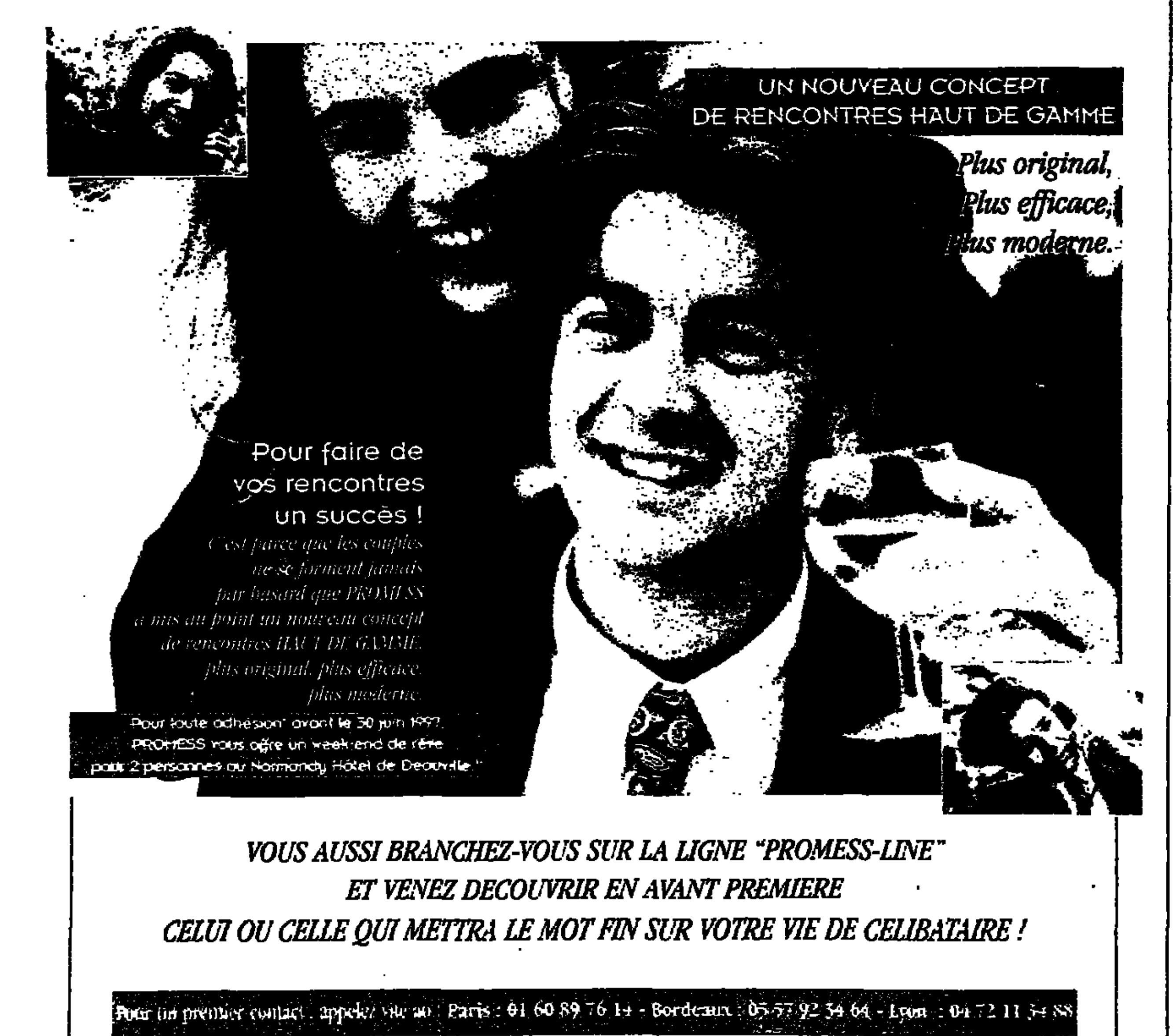
LE réseau Internet, qui favorise une communication interindividuelle directe, sans médiation des journalistes, apparaît comme une aire de déploiement naturelle pour les désirs d'expression les plus obscurs. C'est bien là le problème. En effet, quelle différence entre des fanzines électroniques *(ezines)* et les dix, vingt, cent, « pages » ou « sites » hyperspécialisés consacrés aux manipulations génétiques du gouvernement américain sur les cadavres d'authentiques extraterrestres, à Guy Debord, ou aux recettes de cuisine danoises ? On serait tenté de répondre : le fait qu'ils sont réalisés par des rédacteurs de fanzines, qui correspondent avec d'autres rédacteurs de fanzines, et qu'il s'agit parfois de la version électronique d'une publication écrite. Bref, pas *grand-chose*.

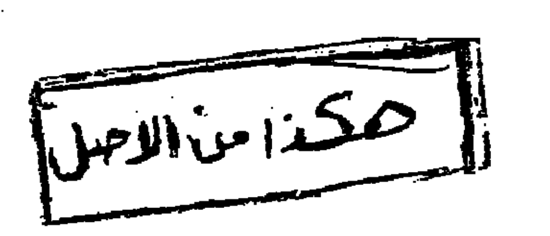
A première vue, les ezines ne représentent qu'une des centaines de tribus qui peuplent la savane électronique : prise, comme les autres, dans le tourbillon des liens plus ou moins « branchés », et des « meilleurs sites du mois ». Rien ne ressemble plus à une page écrite en html (langage de programmation hypertexte), qu'une autre page html et www.punk, qui recense une véritable armada de publications, distributeurs, magasins, organismes, et autres collectifs, accomplit à peu de choses près la même fonction, et répond aux mêmes exigences techniques que www.sociology, ou www.chocolate, qui relient entre eux des amateurs tout aussi passionnés.

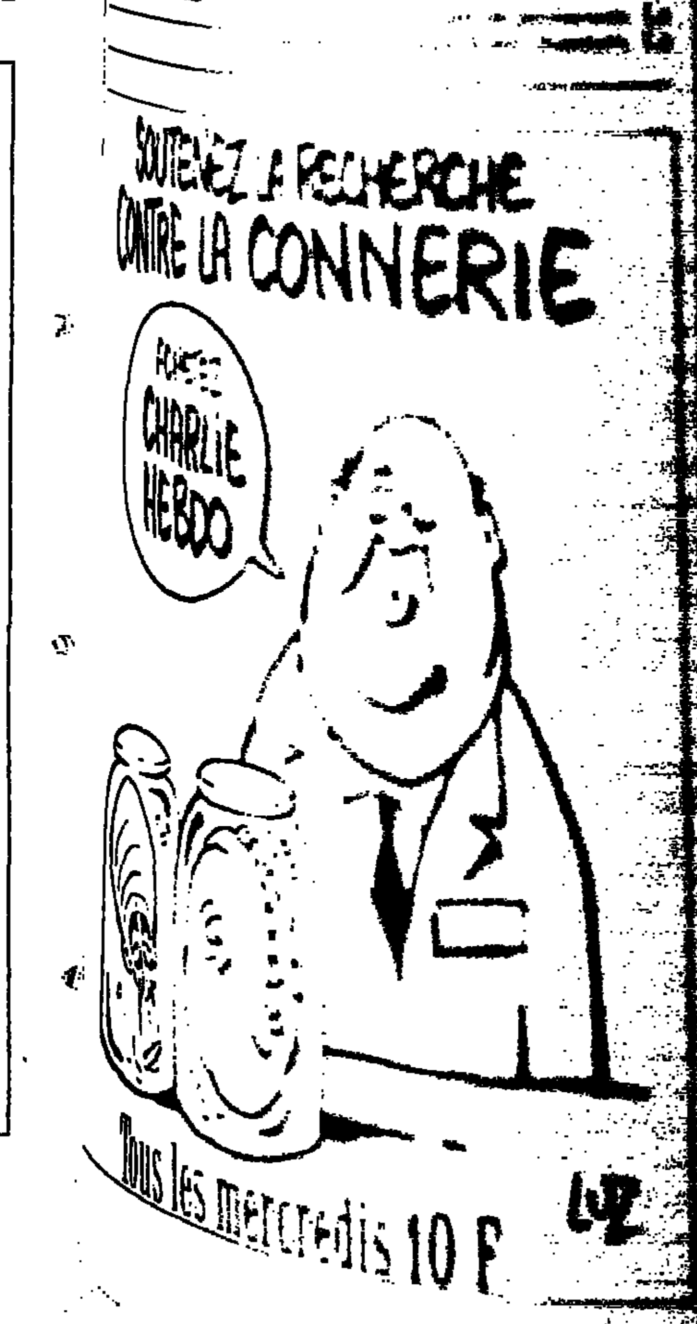
En même temps qu'il en constitue l'acmé, Internet représente donc la limite du concept de fanzine : outre la difficulté, pour ne pas dire l'absurdité, de signifier le rejet de la culture de masse et du culte de la marchandise par écran interposé (les représentations qui s'inscrivent sur cet écran seraient-elles artistiquement défigurées), le réseau informatique privilégie la dérive d'un voyeur anonyme, non l'éthique volontariste revendiquée par l'univers zine. Il entraîne l'errance sans fin, au détriment des contenus qui sont tous également intéressants, et également accessibles.

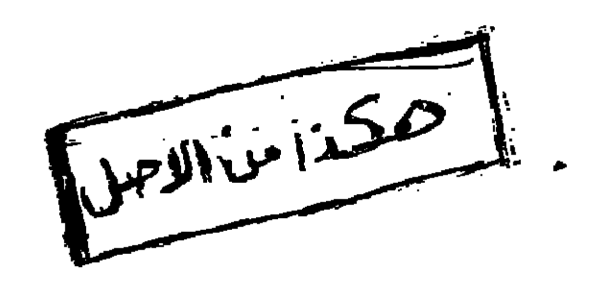
C'EST donc le ton – agressif, ironique, alerte – qui, parfois, va trancher avec la monotonie des sites « officiels » ; le charme des fanzines naît justement de cette capacité qu'ils ont de dire des choses sérieuses ou « importantes » de manière non pédante : *« Ce site est fièrement bloqué par CyberNounou* [programme interdisant l'accès à des contenus « offensants ».] *Parents, interdisez bien à vos enfants de s'instruire quant à la liberté d'expression et à la communication qui ne soit pas d'entreprise »* (Jerod Pore). Mais le style seul ne suffit pas : pourquoi Jerod Pore reproduit-il depuis quelques mois dans *Factsheet Five-Electric* des déclarations sous serment d'anciens membres de l'organisation interne de l'Eglise de scientologie ou des textes décrivant la mythologie de ce culte ? Parce que ces documents le fascinent, qu'il entend bien partager sa fascination, et que vous ne les trouverez pas ailleurs. Sur Internet aussi, c'est toujours le désir (de découverte, de choquer, et de reconnaissance « culte » underground) qui guide les choix de ces journalistes pas comme les autres.

On peut consulter : www.well.com/conf/f5/ et www.mcc.net/~johnl/e-zine-list. En français, www.loria.fr/~charoy/zines.html.









PÈLERINAGES ET AFFAIRES

Lourdes derrière la façade

AVANT même La Mecque, Lourdes est le plus grand centre de pèlerinage du monde, accueillant chaque année cinq millions de visiteurs. Pour la première fois, un même projet de reconstruction des hôpitaux réunit la ville et le sanctuaire. Cette façade souriante, maintenue en raison des énormes enjeux économiques, cache en fait des dissensions aussi vieilles que la fortune de la cité. C'est un vieux couple dont l'histoire est pleine de disputes.

Par notre envoyé spécial HUBERT PROLONGEAU *

Lourdes aime-t-elle son sanctuaire ? De l'extérieur, la réponse apparaît évidente : comment cette modeste cité pyrénéenne, élevée par la grâce d'une quinzaine d'apparitions au rang de plus important lieu de pèlerinage du monde, pourrait-elle ne pas être reconnaissante envers ceux à qui elle doit sa fortune ? Et pourtant...

Curieux rapports que ceux de la ville et du domaine : on pourrait les croire liés par cette « communauté de destin » qu'affichent pompeusement leurs administrations actuelles. Douce utopie. Esclaves, depuis le début, d'intérêts qui éclosent dans un contexte commun et s'opposent à peine reconnus, ils évoluent sur le même rythme, mais point avec les mêmes pas.

Que l'Eglise décide, en 1875, de construire le boulevard de la Grotte pour avoir une voie d'accès directe depuis la gare, et les Lourdais font dix-sept procès au Père Sempé. Que le curé Peyramale se mette en tête de construire en centre-ville une église d'où partiront les pèlerinages, et le sanctuaire le force à abandonner. Que Mgr Théas annonce en 1965 la construction de deux ponts sur le gave, qui rendront les pèlerins plus libres d'éviter les rues commerçantes, et les boutiquiers montent au créneau... Chacun sait jusqu'où il peut aller. L'intérêt commun fait taire les conflits. Vient pourtant un moment où la rencontre ne se fait plus, où les économies de l'un heurtent la rentabilité de l'autre, où les décisions du sanctuaire amènent des bouleversements que la ville, particulièrement conservatrice, refuse. Où deux logiques s'opposent.

Comme aujourd'hui, alors que pour la première fois depuis 1858 un projet commun réunit ville et sanctuaire. En 1989, le sanctuaire connaît une révolution. Deux laïcs, l'un au poste d'économe, l'autre à celui de chef du personnel, prennent sa tête. L'ambiance change. *« A l'époque où les religieux menaient le sanctuaire,* raconte un prêtre bordelais, préparant une thèse sur Lourdes, *il y avait un élan de spiritualité qui faisait vibrer tout le monde. Maintenant, c'est du business. Quelle que soit la légitimité de l'action des laïcs dans une logique d'entreprise, elle ne s'inscrit pas dans cet élan. Leur grosse erreur a été de ne pas saisir cette spécificité de Lourdes. »*

La situation financière est saine. Toute latitude est offerte à une politique de grands travaux, engagée tout de suite : le forum d'information est refait ; un nouveau central téléphonique est installé ; la Chapelle de l'adoration est reconstruite pour 4 millions de francs.

D'autres chantiers s'imposent. L'un pour réaménager l'espace autour de la grotte, où le passage de tant de pèlerins rend difficile la prière, l'autre pour sauver la basilique du Rosaire, dont les mosaïques s'effritent sous l'effet d'infiltrations d'eau. Mais l'essentiel est la construction d'hôpitaux, rendue nécessaire tant ceux existants sur le domaine, bien qu'animés par un formidable dévouement bénévole, sont vétustes et indignes de leur fonction.

Le sanctuaire seul ne peut assumer ces travaux, au coût de 230 millions de francs. Il faut y associer la ville. Est alors élaboré le « projet concerté d'aménagement de Lourdes, ville-sanctuaire ». Pour l'accompagner, on invente une formule-marketing choc : la *« communauté de destin »*. Une Société d'économie mixte de l'accueil est créée. La ville détient 51 % des parts, contre 33,5 % au sanctuaire, le reste étant aux mains d'un groupement de banques. Son premier objectif est atteint : 48 millions de francs de subventions sont donnés au sanctuaire, auquel s'ajouteront 30 millions de dons, et 167 millions d'emprunts.

Chacun fait sa part de promesses. Le sanctuaire s'attaque à ses chantiers. La ville s'engage à faire de grandes transformations autour du domaine. Le quartier l'entourant sera piétonnisé près des deux principales entrées, une nouvelle voie pour sortir de la ville sera creusée, une liaison pour la circulation automobile sera ouverte quai Saint-Jean, et les voitures ne franchiront plus les ponts sur le gave.

L'accueil des Lourdais est pour le moins froid. Les hôteliers, qui accusent déjà violemment le sanctuaire de para-commercialisme, voient dans la construction des hôpitaux une concurrence déloyale. Même si le nombre de places disponibles n'augmente pas, l'amélioration des qualités d'hébergement incitera les malades qui allaient à l'hôtel à changer. *« Comment traiter avec des voleurs ? »*, va jusqu'à dire l'un des responsables du syndicat des hôteliers. La profession ne pardonne pas au sanctuaire d'avoir facilité l'accès des camions au chantier de l'Hôtel La Solitude. Construit au début des années 90, ce grand hôtel est accusé avec d'autres d'avoir provoqué une surcapacité dont les effets se feraient sans doute moins sentir si toute la profession ne se livrait pas à un dumping suicidaire.

Les commerçants protestent contre les modifications de la circulation, qui défavoriseront certains magasins. Le couvent des clarisses se plaint du réaménagement du quai Saint-Jean, qui l'oblige à faire démolir un bâtiment. Les commerçants du quartier du boulevard de la Grotte craignent que le boulevard du Gave ne devienne le principal accès au sanctuaire. Une intersyndicale professionnelle est créée, avec comme but premier de peser sur le projet ville-sanctuaire.

Même un projet de palais des congrès situé sur le sanctuaire rencontre de fortes résistances. On s'inquiète de savoir s'il pourra être utilisé pour des réunions politiques, ou si le sanctuaire aura la possibilité de mettre son veto à la construction. La ville, malgré la présence à sa tête d'un ministre, M. Philippe Douste-Blazy, large en promesses, manque d'un pôle culturel digne de ce nom.

Devant le tollé, la municipalité fait vite marche arrière. Pendant sa campagne municipale de 1995, M. Douste-Blazy rappelle à tout bout de champ que ce projet n'est qu'un projet, que la seule opération lancée est la reconstruction des hôpitaux; et que le reste ne se fera qu'après concertation avec tous les acteurs lourdais et au coup par coup. C'est-à-dire jamais ? De fait, pour l'instant, aucun des travaux prévus par la ville n'a été entamé.

Une querelle de famille

DIVERSES affaires se greffent sur ce contexte difficile et montent l'une contre l'autre ville et sanctuaire. La première vient des appels d'offres lancés par le sanctuaire. Ses fournisseurs étaient traditionnellement des Lourdais. M. de Saint-Denis, l'économe, avait-il le sentiment qu'ils en profitaient ? *« Je ne dirais pas cela. Mais la concurrence dynamise. »* Le « dynamisme » ainsi créé est tel que la plupart des fournisseurs lourdais ont perdu leur marché, et ont été remplacés par des Palois. Beaucoup l'ont regagné depuis, mais à des conditions moins avantageuses.

Un appel à candidatures est lancé en 1995 pour trouver l'architecte qui se chargera du chantier des hôpitaux. Trois cabinets sont retenus : un de Pau, un parisien et un groupe de dix architectes lourdais, réunis pour l'occasion. Les dossiers sont remis le 2 mai 1995. Le jury se réunit, vote : les Lourdais sont choisis. *« On a fait une de ces fêtes ! »*, se souvient M. Jean-Luc Dobignard, l'un d'entre eux. Le lendemain, ils déchantent. Le sanctuaire refuse de signer le procès-verbal de leur victoire. Le jury demande un complément d'information, à savoir une maquette, exigence qui ne faisait pas partie du projet initial. Il se réunit à nouveau, et choisit le cabinet palois Grésy-Bonet. Lequel cabinet construisait au même moment la maison de M. Gérard Altuzarra, chef du personnel et membre de la commission technique de la société d'économie mixte fondée pour l'occasion... *« Coïncidence »*, dit-on à la grotte.

Rappelons, point important, que rien n'oblige le maître d'œuvre d'un bâtiment (la SEM, en ce cas précis) à choisir pour le construire le lauréat du concours d'architecte : il doit, simplement, en cas de refus, justifier et argumenter son rejet. Pourquoi, alors, faire revoter ? Sans doute, dans le contexte de ses relations tendues avec la ville, la grotte ne pouvait-elle décemment refuser de confier un enjeu pareil à des architectes lourdais désignés comme vainqueurs par le jury.

Un dernier incident conclut cette histoire houleuse. Les nouveaux hôpitaux ne comportant plus de cuisines autonomes, une cuisine centrale va être construite, gérée par la société Sogeres. Les hôtels craignent encore qu'une masse de clients ne leur échappe. *« Partout où une cuisine centrale a été installée, ça a fait exploser l'hôtellerie »*, conclut l'un d'eux, livide.

La nouvelle cuisine générera une taxe professionnelle de 200 000 francs par an pendant seize ans. Lourdes ne veut pas laisser passer l'aubaine, et tient à ce qu'elle s'installe sur son territoire, alors que le sanctuaire menace d'aller l'implanter sur la commune toute proche d'Adé. Du coup, la ville lui propose le terrain de l'abattoir promis à la démolition. Un terrain en centre-ville de 3 590 mètres carrés revient ainsi à 44,25 F le mètre carré. La décision irrite, car le permis de construire de la cuisine est déposé avant même que la question soit abordée en conseil municipal, et parce qu'un terrain avait été acheté par la ville en 1993 pour édifier une cuisine centrale. *« Nous étions inféodés au château. Nous le sommes maintenant au directeur des sanctuaires »*, lance un membre de l'opposition lors d'une réunion houleuse. Derrière ces remous se cache un lourd non-dit : ce terrain nouveau marque la première intrusion de la ville du bas, celle du sanctuaire et du commerce de religion, dans la ville du haut...

Jusqu'où ira-t-on ? Sur tous ces débats pèse la menace, brandie de façon régulière par le sanctuaire, de faire une nouvelle entrée sur la route de Pau, du côté du sanctuaire qui n'ouvre pas sur la ville. L'économie locale en serait bouleversée. Les pèlerins sont, pour l'instant, obligés de passer par les rues commerçantes pour entrer sur le domaine. Des indices inquiètent : de plus en plus, des autocars stationnent sur la « prairie », la partie du domaine la plus éloignée de la ville. Le projet retenu pour la construction des accueils prévoit l'arrivée des autobus par la route de Pau, et la construction de ce côté d'une esplanade de 1 600 mètres carrés. Une brèche est ouverte : y en aura-t-il d'autres ?

En ville, on le craint. Sur le sanctuaire, on le nie. L'évêque juge l'idée *« délirante »*. On y parle, à propos des commerçants et hôteliers, de *« courte vue »* et d'*« égoïsme »*, et l'économe de la grotte affirme : *« Les Lourdais sont incapables d'envisager leur avenir. »* En face, on brandit le spectre de la simonie. La *« ville fraternelle »* vantée par son logo cède à la querelle de famille.

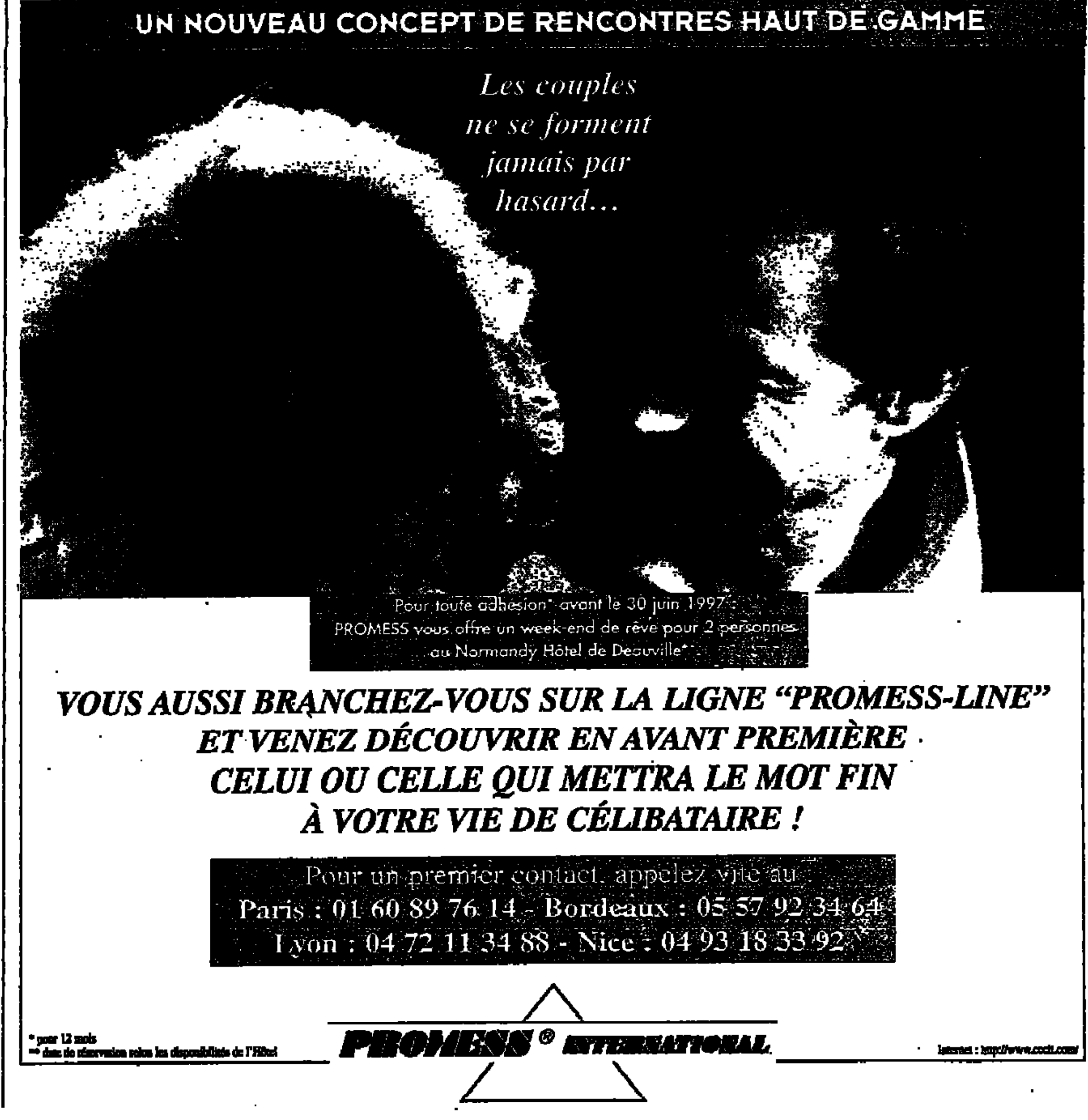
* Journaliste, auteur de *Lourdes, sa vie, ses œuvres*, Hachette, Paris, 1997.

Calendrier des fêtes nationales

1er-30 juin 1997

1er	SAMOA OCCID.	Fête de l'indépendance
2	ITALIE	Fête nationale
4	TONGA	Fête nationale
5	DANEMARK	Fête nationale
6	SUÈDE	Fête nationale
10	PORTUGAL	Fête nationale
12	PHILIPPINES	Fête de l'indépendance
12	FÉD. DE RUSSIE	Fête de l'indépendance
17	ISLANDE	Fête de l'indépendance
18	SEYCHELLES	Fête nationale
23	LUXEMBOURG	Fête nationale
25	MOZAMBIQUE	Fête de l'indépendance
26	MADAGASCAR	Fête de l'indépendance
27	DJIBOUTI	Fête de l'indépendance
30	RÉP. DÉM. DU CONGO	Fête de l'indépendance





AUX ORIGINES DU « MAL RADICAL »

Le génocide des juifs en débats

AVEC son livre, *Les Bourreaux volontaires de Hitler*, l'Américain Daniel Jonah Goldhagen a relancé le débat sur la destruction des juifs européens. Mais il serait regrettable que cette polémique, très médiatique, masque la richesse des contributions qu'ont apportées nombre d'historiens, au cours de la première moitié des années 90, à la connaissance de ce génocide, de ceux qui l'ont pensé comme de ceux qui l'ont exécuté. Peu à peu s'éclairent ainsi les origines du massacre, les conditions dans lesquelles il a été décidé et mis en œuvre, la personnalité et les motivations des tueurs ; bref, la nature complexe du phénomène majeur de ce siècle finissant.

Par PHILIPPE BURRIN *

Entre 1990 et 1995, il a paru presque autant de travaux sur la persécution et l'extermination des juifs que de 1945 à 1985 (1). Si les historiens de langue française sont peu présents, leurs confrères allemands se pressent aux côtés des Anglo-Saxons et des Israéliens sur un chantier agrandi par l'ouverture des archives de l'ex-bloc communiste avec leurs montagnes de documents allemands saisis par les Soviétiques.

Les premiers travaux fondés sur l'exploitation de ces archives le montrent : on peut désormais reconstituer avec précision les étapes du drame, qu'il s'agisse des rapports entre les différents services d'Occupation, de la tension entre mise au travail et extermination, de l'attitude des populations non juives ou encore des occupants en tant que société coloniale largement touchée par la corruption et surtout par une désinhibition croissante envers l'usage de la violence (2).

Le trait le plus notable de cette production, c'est le foisonnement monographique : l'exploration du terrain, centimètre par centimètre, semble prendre le pas sur la synthèse et l'interprétation (3). On ne compte plus les travaux consacrés au sort des juifs européens à l'échelle locale, régionale ou nationale, à leur vie quotidienne sous l'étouffoir nazi, aux différents camps de concentration et d'extermination, à l'attitude des populations environnantes (4). Dans le même temps se sont multipliés les ouvrages sur les autres victimes – prisonniers de guerre soviétiques, tsiganes, malades mentaux, homosexuels... –, dont le sort, de mieux en mieux connu, rend injustifiable un traitement isolé de la politique antisémite, comme si elle n'avait pas été prise dans une politique raciste qui la dépassait largement (5).

Autant la connaissance du « comment » des événements est de plus en plus précise, autant le « pourquoi » reste l'objet de débats nourris, dont deux au moins méritent attention. Le premier, qui n'en finit pas de rebondir en raison des lacunes de la documentation, concerne la genèse du génocide. Les « intentionnalistes » voient la politique antisémite suivre, sous la conduite de Hitler, un parcours orienté vers un objectif clair dès le départ : l'assassinat des juifs. Les « fonctionnalistes » soulignent le flou des intentions et surtout les méandres du parcours, les improvisations qui le scandent, les impasses qui le ponctuent et dont le régime nazi, lui-même conglomérat de fiefs en lutte sous l'arbitrage lointain du Führer, ne serait sorti qu'en radicalisant à chaque fois la persécution.

D'où l'importance prise par la question de la décision du génocide. Les uns situent l'événement au début de 1941, la conquête prochaine de l'URSS devant s'accompagner d'un règlement de comptes définitif avec les juifs ; les autres à l'automne 1941 au plus tôt, quand la campagne à l'Est connaît ses premiers ratés. Le moment précis, le contexte exact, la chaîne de la décision, la nature des motivations, tout cela – qui reste discuté – a des implications considérables, non seulement pour la connaissance du génocide, mais encore pour celle du fonctionnement du régime nazi.

Le débat a certes perdu beaucoup de l'aspérité qui le caractérisait lorsqu'il mettait aux prises, par exemple, Eberhard Jackel, Martin Broszat et Hans Mommsen. Toutefois, la polarisation des points de vue n'a pas disparu des travaux récents (6), même si le temps paraît venu de doser plus subtilement la logique meurtrière de l'antisémitisme nazi, les modalités de fonctionnement du régime, et l'influence du contexte. Le vent souffle plutôt en direction du pôle « fonctionnaliste », notamment quand il s'agit de la décision du génocide. La plupart des ouvrages récents rejettent l'idée d'un ordre unique émanant de Hitler. Ils analysent le basculement dans l'extermination comme un chemin fait d'initiatives sur le terrain et de décisions *ad hoc* au sommet s'étirant entre le début de 1941 et la mi-1942 – le gazage massif démarre alors à Auschwitz, et Heinrich Himmler donne l'ordre d'exterminer aussi les juifs en état de travailler (7).

Les « fonctionnalistes » auront en tout cas stimulé l'étude des multiples rouages qui ont contribué au crime. S'ils mettent en doute le rôle décisif de Hitler, c'est pour mieux faire ressortir la responsabilité de tous ceux qui le soutenaient, à commencer par les élites conservatrices. Les travaux récents sur le rôle de ministères comme celui des finances ou du travail, de personnalités comme Albert Speer, d'institutions comme la justice, l'université ou encore l'armée – dont la participation aux crimes nazis suscite une controverse en Allemagne – mettent en évidence à quel point le génocide fut la résultante de contributions multiples, souvent parcellaires, qui n'ont pas fait que s'additionner : elles se sont littéralement composées.

Le second débat, surgi dans les années 90, s'attaque plus directement au « pourquoi » en déplaçant le questionnement vers les penseurs et les exécutants du génocide. Les pères spirituels du génocide, nous croyions les connaître : tous ces antisémites européens qui rivalisèrent de haine et d'ingéniosité pour résoudre la « question juive ». Or, pour des historiens allemands comme Götz Aly et Susanne Heim (8), le génocide n'a pas été pensé principalement par des fanatiques. L'ont conçu des experts (économistes, sociologues, géographes, démographes, urbanistes, etc.) qui, avant de faire de belles carrières en République fédérale, peuplèrent les échelons moyens de l'appareil d'occupation à l'Est. Ils voulaient rationaliser l'économie des pays de l'Est pour les arrimer au « grand espace économique » nazi. Pour combattre la « surpopulation », ils prônaient une restructuration économique et sociale impliquant l'élimination des juifs : ainsi, en Pologne, entendaient-ils déplacer une partie de la population agricole sous-employée vers les emplois urbains libérés par l'« aryanisation ».

Intégrée dans un projet rationalisateur, la disparition des juifs se fit extermination quand cette solution, du fait des circonstances, devint la plus efficace. Le départ des juifs pour une « réserve » lointaine, annoncé à plusieurs reprises entre 1939 et 1941, fut repoussé dans un avenir indéfini par le piétinement de la guerre à l'Est. Du coup, leur présence bloquait la restructuration socio-économique. Dépouillée par les nazis, enfermée dans des ghettos où elle souffrait de la faim et du typhus, la population juive n'était pas assez productive, et coûtait en nourriture plus qu'elle ne rapportait.

Explorant un milieu et un discours que la recherche avait négligés, l'ouvrage de Götz Aly et Susanne Heim souligne combien le projet nazi de remodelage racial du continent était indissociable d'une volonté de transformation économique, sociale et démographique. La population européenne, juive et non juive, devenait une variable sur laquelle les dirigeants nazis entendaient intervenir à leur gré, transplantant, stérilisant, exterminant autant qu'il le faudrait pour garantir au peuple-maître son « espace vital » et un niveau de vie supérieur. Du coup, les experts évoqués sont un peu le pendant des biologistes et des médecins dont le rôle a été souligné (9) – de l'« euthanasie » au génocide, estiment Götz Aly et Susanne Heim, il y a continuité du personnel et de méthodes (le gazage), mais aussi du discours sur les « bouches inutiles ». Ainsi rebondit le débat sur l'inquiétante modernité du nazisme et se trouve illustrée la thèse de Hannah Arendt : le « mal radical » comme fruit d'un système où *les hommes étaient devenus « superflus »* (10).

GALERIE MARWAN HOSS, PARIS

ZORAN MUSIC. – « Nous ne sommes pas les derniers » (1974)

Meurtriers de masse

POUR autant, le lien de cause à effet avec le génocide est loin d'avoir été établi. Götz Aly et Susanne Heim ne contestent pas la réalité de l'antisémitisme nazi, mais ils méconnaissent sa dynamique autonome. S'ils montrent que la disparition des juifs a été intégrée froidement dans un discours de restructuration sociale, ce qui a dû rendre le choix de l'extermination plus « acceptable », ils ne démontrent pas que ce discours portait nécessairement à un tel choix et encore moins qu'il ait inspiré les décideurs plus haut dans l'appareil nazi. Le productivisme ne rend pas compte de l'extermination des juifs aptes à travailler au beau milieu d'une grave pénurie de main-d'œuvre.

L'antisémitisme est, au contraire, la pierre angulaire de l'ouvrage du politologue américain Daniel Jonah Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires de Hitler* (11). L'auteur braque le projecteur sur les tueurs de base : les policiers qui fusillent en masse des juifs en Europe orientale, les gardiens qui assassinent les détenus juifs dans les camps de travail et les marches d'évacuation à la fin de la guerre. A la différence des camps d'extermination, le bourreau se tenait ici face à celui qu'il allait assassiner. Le lecteur, devant l'évocation du sang qui gicle, est confronté à une horreur nue que la plupart des historiens ont préféré tenir à distance.

Malgré un large écho public, ce livre a été accueilli défavorablement par les historiens (12). Les spécialistes ont attaqué une à une les assertions qui le charpentent : les tueurs agissaient en connaissance de cause, avec un zèle que seul pouvait dicter un antisémitisme profond : par les origines, la profession, la mentalité, ils étaient des Allemands ordinaires ; le peuple allemand tout entier les soutenait, sinon de cœur, du moins en esprit ; ce soutien s'explique par la présence ancienne dans la culture allemande d'un antisémitisme virulent qui avait élevé en « projet national » l'élimination des juifs. Particulièrement critiqués, ces deux derniers points forment les parties les moins solidement étayées de l'ouvrage, celles où transparaît nettement la démarche sélective de l'auteur.

Qu'en est-il de l'étude des bourreaux eux-mêmes ? Daniel Jonah Goldhagen attire l'attention, de manière fracassante, sur la face sanglante du génocide, dont l'ampleur est trop souvent ignorée ou noyée dans l'ombre d'Auschwitz : au moins 1 300 000 juifs ont été tués par balles. Et il a le mérite de reprendre une problématique majeure, celle du meurtrier, avec ses motivations et sa responsabilité. Mais son prédécesseur, Christopher Browning, avait abouti à des conclusions plus nuancées et plus convaincantes (13). Etudiant l'activité d'un bataillon de police responsable du meurtre de dizaines de milliers de juifs polonais, il estime que l'antisémitisme ne fournit pas une explication suffisante. D'autres facteurs, notamment la pression du groupe et le contexte de la guerre, ont contribué à métamorphoser des « hommes ordinaires » en meurtriers de masse. En insistant sur le caractère « volontaire » de l'action des tueurs, Daniel Jonah Goldhagen réduit à presque rien l'influence d'un contexte qui libérait ces hommes des inhibitions de la vie ordinaire et l'emprise d'un cadre institutionnel qui les orientait vers le crime de masse. En assignant à leur comportement une seule source, la culture nationale allemande, il enjambe la question de savoir ce qui, en ce siècle et aux quatre coins de la planète, a transformé tant d'hommes en tueurs de masse.

Au demeurant, l'étude des tueurs offre-t-elle un accès privilégié à l'explication du génocide ? Une telle approche aplatit le rôle de l'appareil bureaucratique de l'extermination, magistralement reconstruit par Raul Hilberg, et rejette au second plan le gazage avec ses 3 millions de victimes (14). Comment justifier la prééminence de la face sanglante du génocide sur sa face industrielle ? Les fusillades en Europe de l'Est nous effraient, mais Auschwitz interroge jusqu'au fond de notre civilisation.

Ici, une boucherie où se libère une haine antijuive séculaire. Là, l'élimination industrielle de « bouches inutiles » dans la logique d'une pensée technocratique de restructuration du continent. Egalement simplificatrices, ces représentations opposées du génocide, l'une pointant vers l'atavisme, l'autre vers la modernité, ne marqueront guère les recherches en cours. Mais la connaissance ne progresse pas non plus par simple accumulation ou par un progrès linéaire. Au milieu des innombrables monographies où s'épanche une soif de savoir sans précédent, des ouvrages comme ceux de Götz Aly-Susanne Heim et de Daniel Jonah Goldhagen rendent un service inestimable : ils délimitent le champ de la réflexion autour de la tragédie du siècle.

* Historien, Genève.

(1) Estimation à partir de Michael Ruck, *Bibliographie zum Nationalsozialismus*, Bund-Verlag, Cologne, 1995.

(2) Voir l'étude exemplaire de Dieter Pohl, *Nationalsozialistische Judenverfolgung in Ostgalizien 1941-1944. Organisation und Durchführung eines staatlichen Massenverbrechens*, Oldenbourg, Munich, 1996.

(3) Lire Michael Marrus, « Reflections on the Historiography of the Holocaust », *Journal of Modern History*, Chicago, mars 1994.

(4) Signalons, en français, Renée Poznanski, *Etre juif en France pendant la seconde guerre mondiale*, Hachette, Paris, 1994, et Jean-Claude Pressac, *Les Crématoires d'Auschwitz. La machinerie du meurtre de masse*, Editions du CNRS, Paris, 1993.

(5) Lire Michael Burleigh et Wolfgang Wippermann, *The Racial State. Germany 1933-1945*, Cambridge University Press, 1991 ; Edouard Conte et Cornelia Essner, *La Quête de la race. Une anthropologie du nazisme*, Hachette, Paris, 1995.

(6) Lire, d'un côté, Richard Breitman, *The Architect of Genocide : Himmler and the Final Solution*, New York, 1991, et de l'autre Hans Safrian, *Die Eichmann-Manner*, Vienne, Europa Verlag, 1993. Pour un bilan d'étape, *cf.* Christopher Browning, *The Path to Genocide. Essays on Launching the Final Solution*, Cambridge University Press, 1992.

(7) Lire, notamment, Hans Safrian, *Die Eichmann-Manner*, *op. cit.* : Thomas Sandkühler, *« Endlösung » in Galizien. Der Judenmord in Ostpolen und die Rettungsinitiative von Berthold Beitz 1941-1944*, Bonn, Dietz, 1996 ; Götz Aly, *« Endlösung ». Völkerverschiebung und der Mord an den europäischen Juden*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 1995 ; et Dieter Pohl, *Nationalsozialistische Judenverfolgung in Ostgalizien 1941-1944*, op. cit. Pour ces deux derniers, le mécanisme de décision connaît un tournant décisif en octobre 1941.

(8) Götz Aly et Susanne Heim, *Vordenker der Vernichtung. Auschwitz und die deutschen Plane für eine neue europäische Ordnung*, Hoffmann und Campe, Hambourg, 1991.

(9) Lire Michael Burleigh, *Death and Deliverance : « Euthanasia » in Germany 1900-1945*, Cambridge University Press, 1994 ; et Henry Friedlander, *The Origins of Nazi Genocide : From Euthanasia to the Final Solution*, The North Carolina University Press, Chapel Hill, 1995.

(10) Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme. Le système totalitaire*, Le Seuil, Paris, 1972. Sur la modernité du nazisme, *cf.* Norbert Frei, « Wie modern war der Nationalsozialismus ? », *Geschichte und Gesellschaft*, Göttingen, n° 3, 1993.

(11) Daniel Jonah Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires de Hitler*, Le Seuil, Paris, 1997.

(12) Lire les dossiers dans *Le Débat* (janvier-février 1997), *L'Histoire* (janvier 1997), *Documents* et *Les Temps modernes* (février-mars 1997), et le remarquable essai d'Edouard Husson, *Une culpabilité ordinaire ? Hitler, les Allemands et la Shoah*, François-Xavier de Guibert, Paris, 1997.

(13) Christopher Browning, *Ordinary Men. Reserve Police Battalion 101 and the Final Solution in Poland*, HarperCollins, New York, 1992 (traduction française aux Belles Lettres, Paris, 1994).

(14) Raul Hilberg, *La Destruction des juifs d'Europe*, Paris, Fayard, 1985 (première édition américaine, 1961). Aux juifs tués par fusillade ou par gazage, il faut ajouter plus de 800 000 juifs ayant péri en raison des conditions de vie imposées par les nazis dans les ghettos.

HIER, L'EUROPE DE L'EST

Un communisme non réformable

FAUT-IL revenir, plus de sept ans après la chute du mur de Berlin, sur le système socialiste, alors que presque tous les pays qui le constituèrent tentent de l'oublier au plus vite ? C'est indispensable, selon Janos Kornai (1), qui estime que la transition postcommuniste a toutes les chances de conduire à la constitution d'un système dual, un système « mixte » où de nombreux éléments du socialisme et du capitalisme vivent en cohabitation. Outre l'influence des structures économiques, des retards et des habitudes, il y voit *« la fidélité probable de nombreux citoyens aux idéaux de solidarité, d'équité... c'est-à-dire les valeurs qui ont attiré tant de gens honnêtes vers les idéaux du socialisme »*. Il est alors d'autant plus indispensable que les responsables actuels comprennent bien les caractéristiques profondes de l'ancien régime.

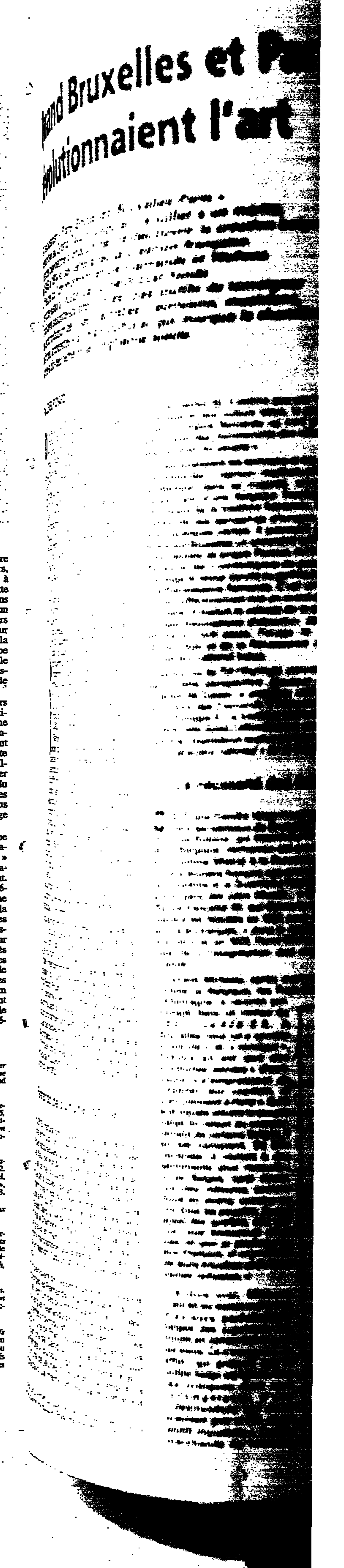
Ce livre, écrit par un économiste connu de longue date pour ses ouvrages sur l'*« économie administrée »*, risque de surprendre plus d'un lecteur. En présentant le « modèle classique » du système socialiste, Janos Kornai cherche volontairement à se dégager des modalités concrètes de fonctionnement de tel ou tel Etat pris à part – y compris l'URSS – pour mettre en lumière la structure particulière commune à tous. Si la méthode peut dérouter de prime abord, il se dégage de ce choix une clarté du propos qui fait incontestablement de cet ouvrage une somme capitale sur un sujet qui restera longtemps encore disputé.

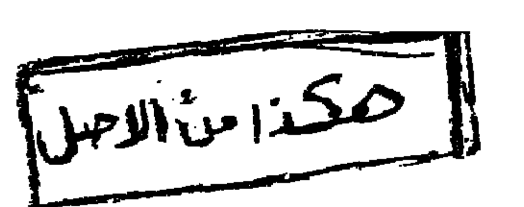
L'autre grande originalité du propos est de franchir la barrière qui, selon l'auteur, sépare dans l'analyse traditionnelle la sphère économique du politique. Pour lui, il ne fait aucun doute que la cohérence profonde du système socialiste n'est pas à rechercher dans tel ou tel mécanisme économique (par exemple la propriété étatique et la gestion centralisée), mais bien dans la *« chaîne principale de relations » qui part de la structure politique* – le *« pouvoir* indivis *du parti dominant, l'interpénétration entre le parti et l'Etat »* – pénétrée elle-même d'une idéologie officielle. C'est de ce choix politique initial que découle – et Janos Kornai en analyse minutieusement les conditions – tout un ensemble cohérent d'interactions économiques et sociales si souvent décrites (déséquilibres sectoriels, pénuries, inflation, système D et privilèges...).

« Le socialisme classique staliniste est répressif et inefficace, note l'auteur, *mais il constitue un système cohérent. Lorsqu'il commence à se réformer, cette cohérence se relâche et ses contradictions internes se renforcent. Malgré toute une série de changements favorables, la réforme est vouée à l'échec. Le système est incapable de se renouveler de l'intérieur pour devenir viable à long terme. »*

JEAN RADVANYI.

(1) Janos Kornai, *Le Système socialiste, économie politique du communisme*, préface de Marie Lavigne, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 1996, 767 pages, 390 F.





Quand Bruxelles et Paris révolutionnaient l'art

Si l'exposition « Paris-Bruxelles/Bruxelles-Paris » présentée au Grand Palais jusqu'au 14 juillet a un mérite, c'est de permettre à chacun de (re)découvrir la création belge de 1848 à 1914 et ses liens avec la création française. A l'heure où l'affrontement entre Flamands et Wallons menace jusqu'à l'existence du petit Etat fondé voici cent soixante-six ans, il n'est pas inutile de témoigner de la contribution de « ses » artistes – écrivains, musiciens, peintres, architectes – à l'élan culturel qui marqua la charnière entre le dix-neuvième et le vingtième siècle.



Par LIONEL RICHARD *

DANS les échanges littéraires et artistiques ne comptent pas les pays dans leur entité, mais des personnalités, des groupes, des réseaux d'influence, exerçant leur action dans des conditions particulières. L'exposition « Paris-Bruxelles/Bruxelles-Paris », qui dresse le bilan des relations franco-belges de 1848 à 1914, est l'illustration de ce constat (1). Parler de Belgique, de France, n'a aucun sens. Les événements ne se produisent pas sans des êtres agissants qui les provoquent. Si le recueil de Rimbaud *Une saison en enfer* est imprimé à Bruxelles, par exemple, nul droit ne revient à la Belgique d'en tirer orgueil (2). C'est Mme Rimbaud, attentionnée pour son fils, qui a payé le travail. L'imprimeur belge a laissé, lui, moisir les opuscules dans sa cave.

Le principal acteur, à Bruxelles, d'une ouverture sur l'étranger, dont la France, fut l'avocat Octave Maus, qui publie en 1881 une nouvelle revue, *L'Art moderne*, et rassemble un groupe de peintres, le Cercle des vingt (3). Compagnon de cette aventure, un autre avocat jouant les mécènes, Edmond Picard, qui transforme en 1895 son hôtel particulier en un centre de conférences, de concerts, de représentations théâtrales : La Maison d'art. De son côté, un poète, Albert Mockel, fonde en 1886 *La Wallonie*, qui s'impose comme la revue du symbolisme, publiant ses adeptes en vogue à Paris : Moréas, Viélé-Griffin, Mallarmé, Verlaine.

Parallèlement, des artistes et des écrivains belges s'installent dans la capitale française. Originaire de Namur, Félicien Rops, illustrateur de Baudelaire, de Barbey d'Aurevilly, est un pionnier : il s'y fixe définitivement dès 1874. Plus tard, Rodenbach, Verhaeren, Maeterlinck y habitent. Ils fréquentent les écrivains, les musiciens, les peintres français et collaborent avec eux. Revues et journaux de Paris s'ouvrent aux auteurs belges de langue française. Dans le *Mercure de France*, Georges Eekhoud, remarqué en 1888 par son roman d'inspiration naturaliste *La Nouvelle Carthage*, qui a pour toile de fond Anvers, sa ville natale, tient une chronique régulière sur la vie culturelle à Bruxelles. En 1890, grâce à un article d'Octave Mirbeau dans *Le Figaro* sur son drame *La Princesse Maleine*, Maeterlinck accède soudain à la renommée.

A Bruxelles, inversement, qu'en est-il ? L'auteur des *Va-nu-pieds*, Léon Cladel, qui se veut le chantre du peuple, y est célébré à partir de 1883 comme l'insurgé *« toujours fidèle à sa foi socialiste »*, l'apôtre des *« âmes opprimées »*. Par l'entremise de l'une de ses filles, Judith, devenue la maîtresse d'Edmond Picard, Rodin s'y trouve honoré d'une exposition personnelle en 1899. Seurat, Pissarro, Signac y connaissent la gloire de 1887 à 1893, grâce aux expositions patronnées par le Cercle des vingt. Les idoles des cercles symbolistes, de Mallarmé à Gide, y sont accueillies à bras ouverts. Au Théâtre de la Monnaie sont donnés pour la première fois l'*Hérodiade* de Massenet, en 1881, *L'Etranger*, de Vincent d'Indy, en 1903.

Flamands de culture latine

RÉALISME, naturalisme, symbolisme, esthétisme, art social : tous ces courants, avec des différences, apparaissent à la fois en France et en Belgique. Mais voir leur développement à Bruxelles dans une calme succession, acceptée par l'ensemble de la société belge, n'est qu'une illusion. L'harmonie n'est pas de mise dans cette société de la fin du XIXe siècle. Le temps est aux rudes mêlées. Dans la vie politique, un parti socialiste entre à la Chambre, le Parti ouvrier belge. Il impulse grèves et manifestations. Par ailleurs, l'hégémonie francophone qui pèse sur la Flandre favorise, en réaction, l'essor d'un mouvement flamingant.

Témoin clairvoyant de l'espèce de schizophrénie où sont plongés les Flamands, le poète Karel van de Woestijne. Il est l'un des piliers de *Van Nu en Straks*, revue de langue néerlandaise nouvellement fondée, à l'orientation symboliste (4). Rendant compte en 1906 d'un livre de Franz Hellens, il regrette que son compatriote de Gand soit *« une force perdue pour la Flandre »*, puisqu'il ignore, comme le plus grand nombre de jeunes Flamands, la langue de son propre pays. La même année, dans une étude sur Verhaeren (5), il estime que, par leur formation française et leur culture latine, la plupart des écrivains d'origine flamande ne sont plus que *« des êtres hybrides, inconscients des nécessités (et des aspirations) du peuple »*.

Méconnaissant les écrivains et les peintres néerlandophones, l'opinion intellectuelle française a longtemps, dans sa majorité, encouragé la vue paradoxale d'une Belgique francophone portant l'étendard de la tradition flamande. Baudelaire, au milieu de ses sarcasmes d'ivrogne, énonce à ce sujet quelques vérités. Il prévoyait de tirer de ses notes sur Bruxelles un ensemble qu'il aurait intitulé *Une capitale de singes*. Partout, écrit-il dans *Pauvre Belgique*, les *« contrefaçons du passé »* dominent. Il fustige le retour servile au gothique, au classique, à la Renaissance flamande. C'est un art d'imitation qui est effectivement mis en avant par la Belgique officielle. Il traduit la volonté de la puissante bourgeoisie francophone d'absorber, dans la seconde moitié du XIXe siècle, l'image de la Flandre du Moyen Age et de la Renaissance pour exalter le sentiment national belge.

Le succès de *Till l'Espiègle*, paru en 1867, s'inscrit dans cette perspective. L'auteur de ce roman, Charles de Coster, a pris pour cadre la résistance populaire des Flamands à l'occupation espagnole sous Philippe II. La tradition picturale flamande se trouve, elle aussi, officiellement portée au pinacle comme l'expression la plus parfaite du génie belge, du *« caractère national »* de la Belgique.

La nécessité des échanges

C'EST une Flandre toute imaginaire, saisie à travers les tableaux de Brueghel le Vieux, de Van Dyck, de Rubens, qui détermine la vision française de la Belgique. Verhaeren est associé à la Flandre tout comme Mistral à la Provence, et des générations d'écoliers français apprennent par cœur, sous la Troisième et la Quatrième République : *« Je vous aime, gars des pays blonds... »* Dans *La Nouvelle Revue française* (6), qui donne le ton à Paris, Marie Gevers est félicitée en 1922 pour être, bien qu'elle écrive en français, *« dans la meilleure tradition flamande »*, et, en 1928, Henri Michaux s'y trouve crédité de *« l'imagination des vieux peintres flamands »*.

Octave Mirbeau, après avoir traversé en automobile la Belgique, les Pays-Bas, une partie de l'Allemagne, a raconté son voyage dans un roman de 1907, *La 628-E 8*. A Bruxelles, tout lui a semblé *« ridicule »* et *« comique »*. Preuve en est que des *« cohortes serrées »* d'écrivains *« s'empressent de déserter leur capitale, et s'en viennent à Paris »*. Qu'il soit injuste envers le peuple belge en raison du comportement de certains Belges, il en est conscient. Sa bile déversée, il revient à des sentiments plus mesurés : *« Les Belges, sans doute, ont des ridicules, comme nous en avons, comme en ont tous les peuples. Ils ont aussi des qualités, des vertus, que beaucoup n'ont pas, et que je souhaiterais aux Français, si orgueilleux de leurs frivolités et de leurs vaines richesses. »*

A dire vrai, Mirbeau n'aurait eu aucun mal à tirer d'auteurs parfaitement belges des jugements critiques en concordance avec les siens. Ce n'est pas lui, en effet, qui prétend que le public belge est ignare. Que les critiques d'art sont incompétents, d'une *« désinvolture qui serait vraiment gaie si elle n'était plutôt impudente »*. Que les marchands de tableaux n'ont aucun goût. Le diagnostic est porté en 1880 par un Belge : Emile Leclercq. De son côté, Félicien Rops écrit à son ami Henri Liesse : *« Ce qu'on fait à Bruxelles ne compte pas (en tant que réputation européenne) ! »*



FÉLICIEN ROPS. – « La Mort qui sème la zizanie »

Un peu plus tard, en 1900, alors que la contestation et l'innovation se sont fortement émoussées dans le giron du Cercle des vingt, transformé depuis 1893 en Société de libre esthétique, l'un de ses membres, le peintre James Ensor, rue à son tour dans les brancards. Ensor, l'irrespectueux mémorialiste des bourgeois d'Ostende, brise avec les bienséances bourgeoises qui se sont progressivement établies dans l'entourage de ses amis. Pamphlétaire éblouissant, non dénué d'antisémitisme malheureusement, il dénonce les *« pirouettes magistrales des scorpions tarentulés »*, les *« vieux esthètes craquelés »*, les *« plumitifs borgnes à l'œil de merlan écartelé »*.

Grâce à leurs dirigeants Emile Vandervelde et Jules Destrée, qui ont noué des liens d'amitié dans les groupes d'artistes contestataires, les socialistes de Belgique revendiquent un art appelé à collaborer à l'apothéose de lumière qui surgira de la fraternité des travailleurs, pionniers de la justice universelle.

Cette revendication d'un *« art social »*, ou d'un art intégré à la société, ne se limite pas au territoire de la Belgique, et les relations franco-belges sont loin d'être seules concernées. L'impulsion est venue de Grande-Bretagne, avec les ateliers d'arts appliqués de William Morris, les Arts and Crafts, et ses théories sur l'alliance du socialisme et du Beau. Leur influence est considérable dans toute l'Europe. A travers l'idée essentielle d'un *« art pour tous »*, elle pénètre les petits cercles socialisants de Belgique et de France, mais aussi d'Allemagne, d'Autriche, de Russie.

Axe unique, de Paris à Bruxelles ? Ce qui apparaît vers 1880 et se poursuit jusqu'en 1905 environ, c'est plutôt un libre-échange entre les capitales européennes dans la circulation des écrivains, des artistes et des idées. Sur Paris se projettent les rêves de transformation des valeurs créatrices. Nul hasard si la mélancolie, l'étouffement, la mort appartiennent à la thématique majeure des œuvres belges de l'époque. Aussi bien en Wallonie qu'en Flandre, même si le phénomène y survient avec un peu de retard, les jeunes artistes qui éprouvent une sensation d'asphyxie tentent de se libérer du provincialisme et des particularismes. Ils assouvissent dans les courants modernes internationaux leur soif de nouveauté. Par des chemins parallèles, une *« même aspiration consciente à l'universalité »* se manifeste ainsi en Belgique des deux côtés de la frontière linguistique (7).

Au-delà du symbolisme, de l'art nouveau, les échanges littéraires et artistiques entre Français et Belges s'amenuisent entre 1900 et 1914. Les amitiés s'effilochent. En Belgique, la tendance des groupes influents est à l'exaltation identitaire ou au repliement sur le régionalisme. C'est l'époque où Verhaeren est promu poète national par Albert Ier, le nouveau roi des Belges. Pour la France, ethnocentrisme et rejet du cosmopolitisme sont alors à porter au tribut, sinon au programme, de la plupart des revues littéraires. Malgré leur compagnonnage avec leurs pairs français, les artistes modernes belges en sont victimes comme les autres.

En novembre 1922, dans la revue qu'il vient de fonder à Bruxelles, *Le Disque vert*, Franz Hellens compare la Belgique à un *« balcon placé face à l'Europe »*. Aussi lui paraît-elle le pays par excellence où rayonne *« l'esprit européen »*. Aujourd'hui encore, en jugerait-il ainsi ? Bruxelles est toujours la capitale d'un pays disposant d'un gouvernement central. Les institutions européennes y ont, en partie, leur siège. Mais l'Etat belge unitaire d'antan n'a plus d'existence. Les incessantes querelles politiques et linguistiques d'après-guerre entre Wallons et Flamands ont abouti, à partir de 1980 et surtout depuis 1993, à un Etat fédéral avec deux Parlements de plus en plus autonomes. Cet Etat sans nation, pour reprendre une qualification actuellement utilisée par beaucoup de citoyens belges, tend donc à s'ancrer, comme a pu l'écrire Marc Quaghebeur (8), dans sa *« réalité culturelle bâtarde »*, ou dans l'éclatement.

Or ce que sagement confirme au moins cette exposition « Paris-Bruxelles/Bruxelles-Paris », bien que n'y soient guère mises en lumière les contradictions de l'époque, c'est que jamais ne surgit nulle part de culture vivante sans qu'auparavant soit écarté tout esprit de clocher (9). Placés au confluent de plusieurs cultures, les plus marquants des écrivains et des artistes belges ont toujours ressenti la nécessité d'échanges internationaux. C'est ce qui s'est passé autour de 1900. Et qui a persévéré au-delà de 1914, avec l'intrusion en Belgique de l'expressionnisme, du dadaïsme, du constructivisme, du surréalisme. C'est aussi ce qui, par nécessité de survie, ne peut que persister.

* Auteur de *L'Art et la Guerre : les artistes confrontés à la seconde guerre mondiale*, Flammarion, Paris, 1995.

(1) Très riche catalogue édité par la Réunion des musées nationaux et le Fonds Mercator. *Paris-Bruxelles/Bruxelles-Paris, réalisme, impressionnisme, symbolisme, art nouveau. Les relations artistiques entre la France et la Belgique de 1848 à 1914*, diffusion Le Seuil. Exposition jusqu'au 14 juillet dans les Galeries nationales du Grand Palais. Du 6 septembre au 14 décembre, cette exposition sera présentée au Musée des beaux-arts de Gand. A voir également à Paris, du 18 mars au 15 juin, « Vers l'âge d'airain. Rodin en Belgique », au Musée Rodin, et « Emile Verhaeren : un musée imaginaire », au Musée d'Orsay, du 18 mars au 14 juillet.

(2) Un panneau de l'exposition « Paris-Bruxelles/Bruxelles-Paris » indique textuellement : « Une saison en enfer, *d'Arthur Rimbaud, fut publié à Bruxelles, comme les recueils poétiques de Stéphane Mallarmé, dont l'éditeur préféré, Edmond Deman, était bruxellois...* »

(3) Voir l'ouvrage remarquable *La Belgique artistique et littéraire. Une anthologie de langue française, 1848-1914*, textes réunis et présentés par Paul Aron, avec la collaboration de Jacques Aron, Isabelle Dumont et Roland Van der Hoeven, Complexe, Bruxelles, 1996. Egalement, *Les Relations littéraires franco-belges de 1890 à 1914*, sous la direction de Raymond Trousson, Editions de l'Université de Bruxelles, 1984.

(4) Auguste Vermeylen, le fondateur de *Van Nu en Straks* [Tout à l'heure], a emprunté le titre de sa revue à celui d'un livre de l'écrivain symboliste français Charles Morice, *Littérature de tout à l'heure* (Perrin, Paris, 1889).

(5) *Cf.* « Van de Woestijne et l'expérience française de Franz Hellens », par Jean Robaey, *in Les Relations littéraires franco-belges de 1914 à 1940*, sous la direction de Robert Frickx, VUB-Press, Bruxelles, 1990.

(6) Cité par Paul Dirkx, *in Les Relations littéraires franco-belges de 1914 à 1940, op. cit.*, pp. 21-22.

(7) *Cf.* Raymond Vervliet, *in Les Avant-gardes littéraires en Belgique*, sous la direction de Jean Weisgerber, Labor, Bruxelles, 1991, pp. 29-30.

(8) « Littérature et fonctionnement idéologique en Belgique francophone », numéro spécial de *La Belgique malgré tout*, revue de l'Université de Bruxelles, 1980, p. 515.

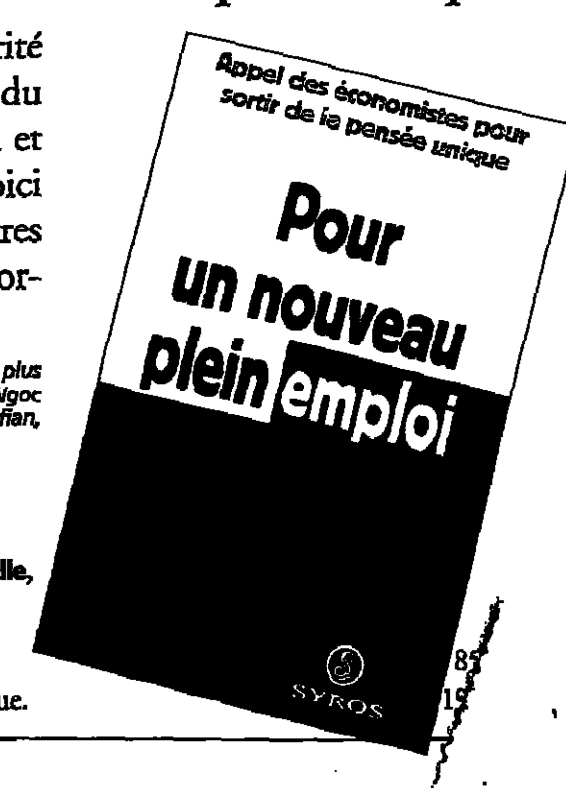
(9) *Cf.* Vincent Engel, *Alliances* (revue éditée par l'Alliance française, 101, boulevard Raspail, 75270 Paris Cedex 06), n° 27, juin 1976, dossier Belgique.

Pour un nouveau plein emploi

Appel des économistes pour sortir de la pensée unique

La pensée unique, qui se voudrait vérité scientifique, n'est qu'idéologie. Au-delà du bilan des politiques publiques d'emploi et d'austérité budgétaire et monétaire, voici – enfin ! – les lignes de force pour d'autres politiques économiques. Un livre important et très stimulant.

L'Appel des économistes pour sortir de la pensée unique réunit plus de trois cents économistes. (Ont contribué à ce livre : Hoang-Ngoc Liêm, Th. Coutrot, Fl. Lefresne, J. Gadrey, Ch. Ramaux, Ph. Zarifian, B. Théret, C. Vercellone, F. Sebai, A. Morin).



Autres nouveautés

Le temps de travail, une histoire conflictuelle, François Guedj, Gérard Vindt.

Réinventer la croissance, Michel Gaspard.

La monnaie unique en débat, Appel des économistes pour sortir de la pensée unique.

SYROS

AFFRONTEMENTS AUTOUR D'UN PATRIMOINE ESSENTIEL

Quelle « rentabilité » pour la faune sauvage ?

AU Zimbabwe, du 9 au 20 juin, les délégués des 136 Etats ayant ratifié la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (Cites) vont décider de l'avenir de nombreuses espèces animales. Les pressions s'accentuent en faveur de la reprise de ce commerce international, bien qu'elles soient à peine remises des grands massacres d'un passé proche.

Par ALAIN ZECCHINI *

En août et septembre 1996, la police britannique saisissait à Londres 127 cornes de rhinocéros, la plus grosse prise de ce type jamais effectuée en Grande-Bretagne et l'une des plus importantes au monde (1). La plupart de ces cornes étaient de rhinocéros blanc, une espèce pour laquelle l'Afrique du Sud a obtenu un déclassement de son statut de protection maximale en 1994, à la précédente conférence de la Cites. Ce déclassement était autorisé *« à seule fin de permettre le commerce international d'animaux vivants vers des destinataires appropriés et acceptables et de trophées de chasse »*. Mais, si l'Afrique du Sud affirme contrôler ce commerce, elle ne peut empêcher le braconnage, qui s'amplifie depuis quelques années – 71 rhinocéros blancs ont notamment été tués dans ses parcs et réserves nationaux entre 1990 et 1995.

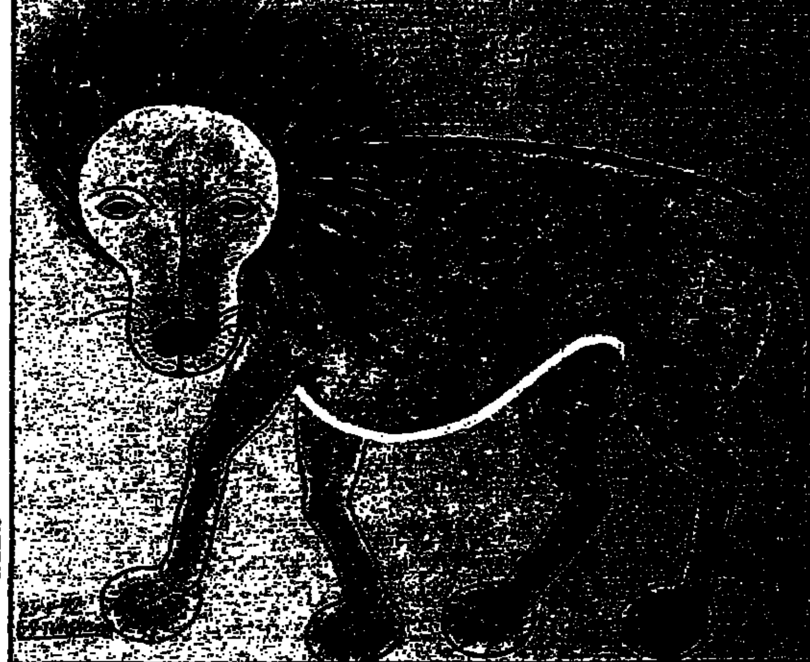
La dixième conférence de la Cites, à Harare (Zimbabwe), du 9 au 20 juin, doit examiner une nouvelle proposition de Pretoria nettement plus inquiétante : celle de l'autoriser à vendre des organes de l'animal, ainsi que des produits dérivés. En clair, il s'agit essentiellement de la corne, qui continue à faire l'objet d'une demande très importante des pays orientaux et des communautés asiatiques établies dans le monde entier (2). Cette proposition est assortie d'un quota zéro qui ne doit pas faire illusion : c'est le procédé habituel consistant à préparer le terrain pour la conférence suivante, au cours de laquelle on demande cette fois-ci des quotas substantiels.

L'exemple du rhinocéros illustre l'un des grands problèmes dont il sera question, avec plus d'acuité encore cette année, à Harare : peut-on, doit-on, exploiter « durablement » des espèces sauvages considérées comme menacées ? Parmi celles-ci, l'éléphant d'Afrique représente un peu l'arbre qui cache la forêt. La reprise de son commerce international, même limité, est demandée par le Botswana, le Zimbabwe et la Namibie, soutenus par une dizaine d'autres pays africains, par plusieurs nations occidentales et asiatiques, parmi lesquelles le Japon. Dans ce pays, les 4 000 artisans et entreprises travaillant l'ivoire n'ont jamais accepté l'interdiction du commerce international votée en 1989 à la Cites, qui a pourtant permis d'arrêter des massacres qui menaient l'espèce sur le chemin d'une extinction prévisible.

Si cette reprise était acquise (à la majorité des deux tiers, comme tous les votes hors procédure), elle ferait aussi, sans nul doute, l'affaire des pays qui accumulent depuis des années des stocks d'ivoire (au moins 600 tonnes actuellement en Afrique) dans l'attente de l'éventualité de leur commercialisation. Parmi les autres déclassements – passage de l'annexe I de la Cites (commerce international non autorisé sauf cas exceptionnels) en annexe II (commerce réglementé) – figurent ceux, proposés par la Norvège et le Japon, de trois grands cétacés, le rorqual de Bryde, la baleine grise et le petit rorqual ; le bison, pour les populations du Canada ; le varan du Bengale et le varan jaune (le Bangladesh souhaite obtenir des quotas d'exportation compris entre 100 000 et 250 000 peaux d'ici à 1999) ; les tortues de mer de Cuba.

Le passage inverse, de l'annexe II à l'annexe I, est au contraire proposé pour protéger les populations d'ours brun d'Europe et d'Asie ; le banteng et le buffle d'Asie, extrêmement menacés ; plusieurs amphibiens et un grand nombre d'oiseaux. Le sort d'autres espèces pourtant très vulnérables ne sera pas examiné officiellement à Harare : notamment les salanganes (hirondelles asiatiques), le thon rouge, les hippocampes ou les requins (3). Au total, 75 espèces sont proposées en annexes I ou II et 21 autres pourraient être déclassées.

Déclassées, pourquoi ? Parce que l'on considère qu'elles pourraient ne plus avoir besoin d'une protection spécifique. C'est là le point d'achoppement des débats entre partisans de l'exploitation « durable » et partisans de la conservation. Les premiers estiment que le plus sûr moyen d'assurer l'avenir des espèces animales est de leur donner une valeur financière, qui suppose, bien entendu, la commercialisation. Les seconds soulignent que les règles de l'économie ne peuvent conduire, en bonne logique du système libéral, qu'à épuiser la ressource, c'est-à-dire à arriver, tôt ou tard, à l'extinction des espèces en cause.


CAHIERS DE L'ADEIAO

TINGATINGA, « Lion » (1972)

Survie des baleines ou éducation des enfants

LES voix en faveur de la première option se font plus fortes depuis quelques années, car la demande des pays consommateurs d'organes d'animaux, ou d'animaux, ne cesse de croître en Occident et surtout en Orient. Dans les pays « producteurs », particulièrement en Afrique, la protection de la faune est souvent ressentie comme un sacrifice qui s'exerce aux dépens de la population : *« Ceux qui vivent dans les pays industrialisés choisiraient-ils la survie des baleines, des pandas ou des ours au détriment de leur propre existence, de l'éducation de leurs enfants ou de leurs pensions ? »*, s'interroge Mme Kay Muir, une économiste de l'université du Zimbabwe. Peut-on parler, comme certains, d'« éco-colonialisme (4) » ? Il faut d'abord noter que, si les pays considèrent leur faune comme une ressource, dont ils sont en droit d'attendre des rentrées financières, les communautés locales concernées ne se voient allouer généralement qu'une infime fraction de celles-ci, s'estimant, à juste titre, spoliées. Ensuite, la situation n'est pas la même en Asie et en Afrique. Dans ce dernier continent, et particulièrement en Afrique australe, de plus en plus nombreux sont les entrepreneurs privés qui ont compris tout l'intérêt d'opérer une reconversion, passant de l'élevage du bétail à celui de la faune sauvage (les bénéfices d'exploitation peuvent quintupler), puisque, selon les critères de la Cites, le commerce intra-étatique des espèces inscrites aux annexes est libre.

L'Afrique du Sud, qui avait trois grandes réserves privées de faune il y a une dizaine d'années, en possède désormais vingt-cinq et plusieurs centaines d'autres de taille plus réduite. Les ventes d'animaux sauvages y atteignent des prix élevés, et les administrations chargées de la conservation y participent activement (un prix moyen de 12 130 dollars a été atteint en 1996 pour les rhinocéros blancs du Natal Parks Board et de 46 660 dollars pour ses rhinocéros noirs).

Et l'on voit apparaître un autre clivage : quoi de commun entre les Masaïs du Kenya, ou les Bengalis, du nord de l'Inde, qui se plaignent de voir parfois leurs récoltes dévastées par les éléphants, et des chefs d'entreprise établis dans le bush, mais reliés en permanence à la Bourse de Johannesburg ? Les temps ne semblent pas favorables aux « laissés-pour-compte du progrès », dont le sort, pour certains, présente une sinistre analogie avec celui des animaux : des projets de redéploiement de fermiers blancs sud-africains au Mozambique et en Angola, notamment, impliquent le regroupement en « townships rurales » de petits propriétaires et d'agriculteurs, après qu'ils auraient été dépossédés des meilleures terres (5).

Pour appuyer leurs positions en faveur du déclassement, certains pays de faune font valoir que seule l'ouverture du commerce international pourrait permettre de régler les dépenses (élevées) de conservation. Mais ce sont ces mêmes pays, en Afrique australe surtout, qui tirent le plus de profit des animaux. Les bénéfices dérivés de la chasse à l'éléphant (0,35 dollar par hectare et par an), au Zimbabwe, compensent très largement les dommages causés aux arbres par cette espèce (0,15 dollar par hectare et par an) (6). En Afrique centrale, le parc de la Garamba, au Zaïre, génère des ressources quotidiennes de 50 dollars par touriste, qui couvrent les salaires mensuels de dix gardes.

Selon ses défenseurs, le déclassement concerne des populations animales « en surnombre ». Mais il faut prendre en compte les effectifs totaux d'une espèce pour évaluer ses chances de viabilité à long terme. Les populations d'éléphants d'Afrique atteignent 286 000 animaux (293 000 autres sont considérés comme « possibles », « probables » ou « hypothétiques »). Celles de rhinocéros, pour cinq espèces, à peine 12 400 animaux, et l'Afrique du Sud en accueille l'essentiel (7 500), ce qui explique son désir de les rentabiliser davantage. Or la libération de l'offre ne peut, tôt ou tard, qu'accroître la demande. Et les syndicats du crime comme les gouvernements trafiquants se jouent depuis toujours des réglementations internationales. Si un commerce limité est possible (en faisant abstraction de tous les autres facteurs importants, comme les effets d'une exploitation sur la biologie et l'éthologie des espèces), c'est à la seule condition que son cadre soit respecté. Or rien n'est moins sûr.

« Le commerce de la faune et de la flore en Inde échappe à tout contrôle. L'ivoire d'éléphant, la corne de rhinocéros et les peaux de léopard peuvent s'obtenir facilement. Les autorités responsables, à de très rares exceptions près, sont totalement incapables d'appliquer les législations sur la protection de la nature, l'environnement et les forêts », peut notamment relever l'Environmental Investigation Agency (EIA) (7). En Afrique, l'accord de Lusaka, signé en septembre 1994 entre le Kenya, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Tanzanie, l'Ougandá et la Zambie, pour lutter contre le commerce illégal de flore et de faune, n'a été suivi, à ce jour, par aucune réalisation effective. A l'évidence, les espèces animales ne sont pas considérées comme un patrimoine essentiel par certains pays.

Il est vrai que les contraintes financières représentent un problème redoutable. Doit-on, pour autant, choisir entre les deux termes de l'expression *« Use it or lose it »* – perdre la faune sauvage, ou la considérer comme *res nullius*, comme produit ? La dernière liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a surpris par l'ampleur de ses constats : 5 205 espèces animales sont en danger – 11 % des oiseaux du monde, 20 % des reptiles, 25 % des amphibiens, 25 % des mammifères et 34 % des poissons. *« Elle montre clairement*, a estimé le secrétaire d'Etat à l'intérieur américain Bruce Babbitt, *que, si l'ensemble des nations ne réagissent pas vigoureusement, une catastrophe planétaire est imminente. »* Les 136 délégations réunies à Harare sauront-elles entendre cet appel, et trouver des solutions communes ?

(1) *Bulletin Traffic*, vol. 16, n° 3, Cambridge, Grande-Bretagne, mars 1997.

(2) Lire Alain Zecchini, « Les animaux sauvages victimes du commerce », *Le Monde diplomatique*, septembre 1996.

(3) Très peu d'animaux marins sont protégés dans le cadre de la Cites. Cinq espèces de poissons de mer seulement sont inscrites aux annexes.

(4) *The Wall Street Journal*, New York, 7 janvier 1997.

(5) Voir Michel Chossudovsky, « Quand l'apartheid s'exporte au sud du continent », *Le Monde diplomatique*, avril 1997.

(6) Voir B. M. Campbell et al., « Elephant damage and safari hunting in Pterocarpus angolensis woodland in northwestern Matabeland, Zimbabwe », *African Journal of Ecology*, volume 34, Kampala, Ouganda, décembre 1996.

(7) « The political wilderness-India's tiger crisis », EIA, Londres et Washington, 1996.

(8) *The Washington Post*, 4 octobre 1996.

Une nature en coupe déréglée

SI l'exploitation de la faune fait l'objet d'âpres discussions depuis une dizaine d'années, il a fallu attendre 1992 pour que la Cites commence à examiner officiellement le cas des bois menacés par une exploitation intensive. Plusieurs pays – notamment le Brésil, la Malaisie, Singapour et l'Indonésie – s'opposent à la protection de certaines espèces, et ne veulent même pas entendre parler d'« exploitation durable ».

En 1994, la Malaisie, soutenue par l'Indonésie, avait réussi à faire repousser une proposition néerlandaise de classement du ramin, une espèce endémique des tourbières. Non sans raisons évidentes : ces deux pays sont engagés dans la destruction du ramin, pour transformer son habitat en terres cultivables.

Au Cambodge, la couverture boisée a été ramenée de 70 % à 20 % en vingt-cinq ans. La forêt originelle de la planète a été détruite aux quatre cinquièmes et, si le rythme se maintient, la moitié de ce qu'il en reste devrait disparaître d'ici cinq à dix ans. On estime que le commerce du bois et de ses dérivés augmentera de 50 % d'ici à 2010 (1).

A Harare, les délégations auront à se prononcer sur le classement en annexe II de l'acajou d'Amérique, dont le Brésil est le principal exportateur. D'autres espèces d'arbres, très menacées, ne sont pas inscrites à l'ordre du jour, comme l'ébène ou le *Prunus africana*, un prunier sauvage dont l'écorce est utilisée dans le traitement de l'adénome prostatique. Et pour l'arrêt du pillage des plantes médicinales, des orchidées, des cactus, des plantes à bulbe ou à tubercule, il faudra attendre sans doute quelques conférences supplémentaires...

(1) *The Last Frontier Forests*, World Resources Institute, Washington DC, Etats-Unis, mars 1997.

ESPRIT

Juin 1997

Le temps des religions sans Dieu

Recul des confessions, triomphe des religions

Des sagesses équivoques

Théologie et politique : le malaise

Le numéro : 85 FF – Abonnement 1 an (10 numéros) : 570 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris – ☎ 01 48 04 08 33

Université Paris VIII

Etudes européennes
DEA ET DOCTORAT

Responsables : Bernard Cassen et Jean-Claude Boyer

L'Institut d'études européennes de l'université Paris-VIII accueille candidats au DEA et au doctorat dans sa formation doctorale Mutations des sociétés et cultures en Europe : Des directeurs de recherches, représentant une douzaine de disciplines, de la science politique à la géographie, de la philosophie à la littérature et à l'économie, et couvrant toutes les aires linguistiques de la Grande Europe.

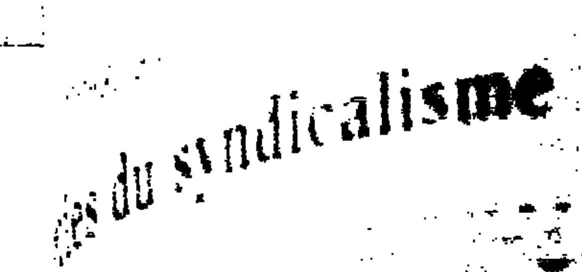
Principaux thèmes de recherche :

l'identité européenne ; l'Union européenne et ses relations avec le reste du monde ; la formation, les grands courants culturels ; les mutations du travail et de l'emploi ; les médias et l'audiovisuel ; la démocratie et la participation des citoyens.

Admission :

sur dossier et après entretien avec un jury (sessions en juillet et en septembre).

Renseignements et inscription : Institut d'études européennes.
Secrétariat : salle B 220. Tél : 01-49-40-65-92. Fax : 01-49-40-65-94.
Université Paris-VIII, 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis Cedex 02.
Adresse Internet : iee@univ-paris8.fr



FACE À LA « MODERNISATION »

Les voies du syndicalisme

A l'heure où se multiplient restructurations et plans sociaux, Jean Lojkine pose une question fondamentale : le syndicalisme peut-il se contenter de relayer la contestation des salariés (1) ? Doit-il *accompagner* une « modernisation », généralement synonyme de licenciements, en laissant au patronat le soin d'en définir le contenu ? N'est-il pas possible d'explorer une troisième voie, celle d'un syndicalisme qui, tout en combattant les conséquences de la modernisation, propose d'autres choix de gestion dans l'entreprise ? Contrairement à ce que pourrait laisser croire une lecture trop rapide de l'histoire de la CGT et, dans une moindre mesure, de la CFDT, diverses tendances du syndicalisme français se sont interrogées sur la gestion de l'économique. A maintes reprises, on retrouve cette préoccupation : durant les « années de jeunesse » de la CGT, à la Libération, puis à travers les débats sur l'autogestion en mai 1968, ainsi qu'actuellement dans de nombreuses entreprises, comme le montrent plusieurs enquêtes menées sur le terrain. Une interrogation sur la possibilité de nouvelles pratiques syndicales conclut cet ouvrage.

Dans le cadre de l'association Ressy (Recherches, société, syndicalisme), quatorze syndicalistes et chercheurs s'interrogent sur cette tendance fondamentale du syndicalisme français, de 1921 à nos jours : la division (2). Un historique des scissions (1921, 1947) est suivi de l'évocation des phases plus unitaires : réunification de 1936, rôle de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), etc. Suivent une réflexion sur les problèmes actuels de l'unité syndicale et des documents – de la Charte d'Amiens à la déclaration commune des organisations syndicales sur l'avenir de la Sécurité sociale (octobre 1996).

Déjà auteur de deux livres sur la CFDT (3), Franck Georgi nous présente une excellente biographie du grand acteur de la « déconfessionnalisation » de la CFTC, également créateur de la CFDT en 1964, Eugène Descamps (4). Plongé dans le monde du travail à l'âge de treize ans, formé à l'école de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), Eugène Descamps fut à la fois chrétien et syndicaliste, mais, soucieux de distinguer ces deux dimensions, il voulut détacher l'action syndicale de toute référence religieuse.

SECRÉTAIRE de la Fédération de la métallurgie en janvier 1954, il accède au secrétariat général de la CFTC en 1961 avec la perspective de mener à bien la déconfessionnalisation. Trois ans plus tard, c'est chose faite : Descamps a tout fait pour que cette opération se réalise sans traumatisme au sein de la CFTC profonde. Mai 68 est pour lui une période difficile, à l'issue de laquelle il semble en décalage par rapport à ses troupes et à l'esprit du temps. Des raisons de santé l'amènent à démissionner du secrétariat général en 1971, ce qui ne l'empêche pas de suivre avec attention, jusqu'à sa mort en 1990, la vie politique et syndicale : ses réserves devant le « recentrage » de la CFDT et son abandon de la politique d'unité avec la CGT se transformeront peu à peu en opposition ouverte, dont il n'hésitera pas à faire état publiquement.

MICHEL DREYFUS.

(1) Jean Lojkine (avec la collaboration de Roland Delacroix, Olivier Dembinski, Eliane Le Dantec, Catherine Levy et Thierry Rochefort), *Le Tabou de la gestion. La culture syndicale entre contestation et proposition*, Editions de l'Atelier, Paris, 1996, 266 pages, 130 F.

(2) Pierre Cours-Salliès et René Mouriaux (coord.), *L'Unité syndicale en France. Impasses et chemins (1895-1995)*, Syllepse, Paris, 1996, 256 pages, 120 F.

(3) *Soufflons nous-mêmes notre forge. Une histoire de la Fédération de la métallurgie CFTC-CFDT (1920-1974)*, 1991, et *L'Invention de la CFDT (1957-1970)*, Editions de l'Atelier, Paris 1995.

(4) Franck Georgi, *Eugène Descamps, chrétien et syndicaliste (la part des hommes)*, Editions de l'Atelier, Paris, 1997, 392 pages, 129 F.

UNE TRILOGIE SUR L'IMMIGRATION À LA TÉLÉVISION

L'héritage maghrébin

SI l'histoire de l'immigration maghrébine en France a fait l'objet d'études et de témoignages écrits (1), elle n'a, à ce jour, guère intéressé la télévision. Difficulté d'accéder avec une caméra à des communautés marginalisées et contraintes à la discrétion ? Peur de traiter un sujet réputé « sensible » ou volonté délibérée d'occulter une réalité dérangeante ? Alors que cette immigration en est à la troisième génération sur le sol français, une femme, Yamina Benguigui, a pensé qu'il était grand temps de mettre des visages humains sur cette collectivité indistincte que l'on appelle « les immigrés nord-africains ». Et de faire entendre leurs voix.

Pendant deux ans, la réalisatrice, déjà auteur en 1994 de « Femmes d'Islam » (2), a enquêté sur les lieux – banlieue parisienne, corons du Nord, Marseille, mines de Lorraine – où, depuis plus d'un demi-siècle, Algériens, Tunisiens, Marocains ont travaillé (dur), vécu (mal), aimé (douloureusement), et, souvent, ont fait souche, devenant une partie intégrante du patrimoine social, culturel et démographique français. Le résultat de cette recherche, une trilogie, intitulée « Mémoires d'immigrés. L'héritage maghrébin » (3), n'est pas seulement bouleversant de tendresse, c'est une contribution précieuse à l'histoire de la France au cours du dernier demi-siècle.

Au-delà des témoignages individuels sur le caractère singulier de chaque destin d'immigré, cette trilogie reconstitue le passé d'une communauté, le fait exister et, ainsi, le valorise. Et, en même temps, ce travail de mémoire éclaire les incertitudes et les troubles du présent.

En trois volets – les pères, les mères, les enfants –, Yamina Benguigui restitue les grandes étapes de ce peuplement : importation, dans les années 50 et 60, par les entreprises françaises de robustes célibataires jugés « dociles » par les sélectionneurs de main-d'œuvre ; regroupement familial à partir de 1974, puis, quelques années plus tard, encouragement au retour volontaire dans le pays d'origine.

Engagée sous la droite, poursuivie, avec hésitation, sous la gauche, cette politique fut un fiasco. Car, même pour ceux des immigrés qui, pendant longtemps, nourrirent secrètement un « projet de retour », la France avait fini par devenir leur pays. Ils en avaient appris la langue. Cette usine Renault, sur l'île Seguin, à Billancourt, au début ils ne l'avaient pas aimée, et puis, avec le temps et à force de sueur versée, dit l'un d'eux, ils en sont tombés *« amoureux »*. Ce pays qui les avait si mal accueillis, où ils avaient subi le froid, la solitude, l'humiliation, ils voulaient s'y insérer avec leurs familles, leurs enfants. Ces hommes n'étaient pas seulement des machines.

IMMIGRÉS hier, Français aujourd'hui. Ce qui était déjà vrai il y a vingt ans l'est encore plus maintenant. Pour les enfants des immigrés de la première génération et les enfants de ces enfants, la question du retour ne se pose plus. « Français de papier », peut-être, beurs, pourquoi pas ? Mais fils ou filles d'immigrés, non. Pour beaucoup, cela n'a aucun sens. Comme le dit Soraya Guezlane, jeune avocate à Lyon : *« Pendant toute mon enfance, j'ai vécu avec ma famille dans le projet du retour. Jusqu'au jour où il y eut la rupture. Je ne renie pas mes racines, mais ma vie est ici. Mon quotidien est français vingt-quatre heures sur vingt-quatre. »* D'une immigration de travail, on est passé à une immigration de peuplement.

C'est dire l'inanité des plus récentes législations sur les étrangers et la nationalité. Car ils ont raison, ces jeunes qui crient dans les rues de Paris et des autres villes de France : *« Première, deuxième, troisième génération, on s'en fout, on est chez nous ! »*

MANUEL LUCBERT.

(1) Lire, notamment, *L'Honneur et l'Amertume. Le destin ordinaire d'une femme kabyle*, par Nedjima Plantade, Balland, 1993.

(2) Le deuxième volet, *Le Voile et le Silence*, de cette trilogie a reçu un Golden Gate Award de San Francisco.

(3) Cette série de 160 minutes sera diffusée en continu par Canal Plus les mardi 3 juin, à 9 heures, mercredi 18 juin, à 15 h 10, et jeudi 26 juin, à 0 h 5.



La publicité, c'est la liberté

SUR CNN, une série de publicités font régulièrement l'éloge d'un produit mal aimé : la publicité. Un syllogisme sous-tend la démonstration : la liberté exige une presse pluraliste, des artistes, des émissions de divertissement et des matchs de football ; la publicité finance les journaux, galeries d'art, programmes de télévision et rencontres sportives ; sans publicité, pas de liberté !

Bien sûr, il arrive qu'un annonceur sanctionne des médias exagérément libres. En annulant par exemple des budgets publicitaires lorsqu'ils ont la fantaisie de critiquer un industriel disposant de moyens de rétorsion. Enoncé délicatement par un ancien directeur de l'information de TF 1, le principe de liberté se résume alors à : *« On ne peut pas cracher dans la soupe et passer à la caisse. »*

Mais ça, c'est déjà presque l'antiquité. Désormais, les annonceurs vont beaucoup plus loin : ils n'hésitent plus à exiger de certains titres le sommaire de leur numéro à venir. Et à indiquer que les sujets qui n'ont pas leur assentiment exposeront le journal qui les traitera – ou les traitera « mal » – à une sanction financière (1).

Ainsi, aux Etats-Unis, la société Chrysler vient de rappeler au magazine *Esquire*, qui s'apprêtait à publier une enquête sexuelle, au demeurant assez banale, les termes d'une lettre déjà envoyée à plus de cent publications par Pentacom, agent publicitaire du géant américain de l'automobile. *« Afin d'éviter tout conflit potentiel, il est exigé que Chrysler soit alerté de tout article à contenu sexuel, politique, social, ou de tout éditorial qui pourrait être jugé provocateur ou choquant. Pour chaque numéro à venir dans lequel des publicités de Chrysler sont prévues, on devra présenter le résumé écrit de chacun des articles principaux. Ces résumés seront envoyés à Pentacom avant tout bouclage du journal afin que Chrysler ait le temps de remettre en cause ou de différer la publication de ses annonces. »*

LE responsable d'*Esquire* n'a pas insisté. Plutôt que d'encombrer ses colonnes d'un petit article *« provocateur ou choquant »*, il a préféré conserver les quatre pleines pages de publicité de Chrysler. Et ainsi permettre à une grande entreprise américaine de contribuer à la survie d'une presse libre. D'un contre-pouvoir en somme.

S. H.

(1) Bruce Knecht, « Magazine Advertisers Demand Prior Notice of Offensive Articles », *The Wall Street Journal*, New York, 30 avril 1997.

DANS LES REVUES

□ **LES TEMPS MODERNES.** Questions actuelles au féminisme : c'est le thème de ce numéro, qui mérite d'être lu dans son intégralité. Il aura fallu en effet quatre années à l'équipe qui collabore à cette revue pour faire aboutir ce projet. On citera l'étude d'Anne Nova consacrée à la relation mouvements féministes-maternité pendant la période de l'entre-deux-guerres en France. D'autres articles permettent d'entrer de plain-pied dans l'actualité. Judith Ezekiel fait le point sur la situation des femmes aux Etats-Unis. Et Daniel Welzer-Lang s'interroge : comment les hommes qui veulent sortir de la « prison du genre » s'y prennent-ils, et avec quels résultats ? (N° 593, avril-mai 1997, bimestriel, 82 F. – 4, rue Férou, 75006 Paris.)

□ **NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** Mark Lilla relève, dans un long texte, le regain d'intérêt (en Allemagne notamment) pour les idées et les écrits de Carl Schmitt, écrivain nazi, antisémite et antilibéral, et cela tant parmi les intellectuels de droite que d'extrême gauche. Egalement au sommaire : Herman Melville, dont une nouvelle biographie vient de paraître aux Etats-Unis. (Vol. XLIV, n° 8, 15 mai 1997, bimensuel, 2,75 dollars. – 1755 Broadway, 5th Floor, New York, NY 10019-3780.)

□ **CAHIERS D'EUROPE.** Une belle livraison intitulée « De la démocratie, que faire ? », avec, notamment, un tour d'horizon des « démocraties en mouvement » d'une dizaine de pays européens. (N° 2, printemps-été, semestriel, 155 F. – 10, rue de La Vacquerie, 75011 Paris.)

□ ***POLITIQUE ÉTRANGÈRE.*** « Stratégie et conflits : l'après-demain », multiples interrogations sur l'avenir du système international après la fin de la bipolarité. (N° 1, 1997, trimestriel, 115 F. – 27, rue de la Procession, 75740 Paris Cedex 15.)

□ **NEW LEFT REVIEW.** Développement capitaliste, société de consommation et destruction de l'environnement en Chine ; les nouvelles élites en Europe de l'Est ; à propos du communautarisme. (N° 222, mars-avril, bimestriel, 5 livres sterling. – 6 Meard Street, London W1V 3HR, Royaume-Uni.)

□ **RECHERCHES INTERNATIONALES.** Un dossier sur les recompositions politiques à l'Est et en Russie, mais aussi une étude originale de l'historien Maher Al-Sharif sur le marxisme palestinien. (N° 47, hiver 1997, trimestriel, 100 F. – 64, bd Blanqui, 75013 Paris.)

□ **DISSENT.** Todd Gitlin analyse l'absence d'ironie et le volontarisme un peu narcissique des *cultural studies*. Les leçons des élections américaines de 1996. (Printemps, trimestriel, 7,50 dollars. – 521 Fifth Avenue, Suite 1700, New York, NY 10017, Etats-Unis.)

□ **MULTINATIONAL MONITOR.** Autour du thème « Travail contre capital », la dernière livraison de cette publication fondée par Ralph Nader analyse les réactions syndicales à l'Alena. (Vol. 18, n° 3, mars, mensuel, 3 dollars. – 1530 P. Street, NW, Washington DC 20005, Etats-Unis.)

□ **L'AUTRE AMÉRIQUE.** Ce numéro dresse un bilan des grèves des ouvriers de Staley dans la ville de Decatur (*cf. Le Monde diplomatique*, octobre 1996) et s'intéresse à l'état du mouvement syndical aux Etats-Unis. (N° 15, premier trimestre 1997, trimestriel, 25 F. – Editions Syllepse, 42, rue d'Avron, 75020 Paris.)

□ **CIRAC FORUM.** Un numéro spécial sur l'enseignement des sciences économiques et de la gestion en Allemagne et en France. (Hors série, n° 2, mars, 120 F. – Cirac, 97, rue Anatole-France, 92300 Levallois-Perret.)

□ **MICROMEGA.** Introduite par un article polémique sur le « dalemismo » (du nom du numéro un du Parti démocratique de la gauche, Massimo D'Alema), la revue de Carlo Carraciolo propose trois dossiers : « Du côté de la justice », « L'Italie sauvée des langues » et « L'actualité du latin ». (N° 5/96, novembre-décembre, abonnement 5 numéros : 100 000 lires. – Viale del Castro Pretorio, 116, 00185 Rome.)

□ **PAPELES DE CUESTIONES INTERNACIONALES.** On trouvera dans cette revue du Centro de investigacion para la paz (CIP), un dossier équilibré sur la question basque. Le rappel des racines historiques, économiques et sociales du conflit, s'il ne justifie pas les actions violentes d'ETA, entend néanmoins apporter des éléments d'interprétation. (N° 61, 1997, 172 pages, 1 200 pesetas. – Ausias March, 16, 32, 08010 Barcelone.)

□ **CAHIERS MARXISTES.** « Services publics : on brade ? » Hommes politiques, acteurs, experts et journalistes confrontent leur approche du problème en Belgique et, plus généralement, en Europe. (N° 205, avril-mai 1997, bimestriel, 300 francs belges. – 21, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles.)

□ **LE COURRIER DES PAYS DE L'EST.** Au sommaire, « Une Europe centrale et orientale en mouvement », série d'articles sur la coopération des régions française avec les PECO, la transformation inachevée des structures agricoles, l'illusoire compétitivité agricole des PECO et l'industrie aéronautique. (N° 416, janvier-février 1997, mensuel, 73 F. – La Documentation française, Paris.)

□ **ARABIES.** « Jordanie-Israël, les tunnels de la paix. » Lire aussi : un panorama de l'édition en français des œuvres littéraires en arabe, par Claudine Rulleau. (N° 125, mai, mensuel, 30 F. – 92, rue Jouffroy-d'Abbans, 75017 Paris.)

□ **RIVE.** Pour son deuxième numéro, la revue de l'Université de la Méditerranée organise son sommaire autour de « La Méditerranée, une identité de frontière ». On y trouvera aussi un dossier sur l'impasse d'Oslo (avec notamment des contributions des universitaires palestinien Camille Mansour et israélien Ilan Pappe) et une riche partie culturelle. (N° 2, printemps 1997, abonnement un an : 270 F. – Corso Vittorio Emanuele II, 244, 00186 Rome.)

□ **CONFLUENCES MÉDITERRANÉE.** « Le Maghreb face à la mondialisation », avec une réflexion sur le projet euro-méditerranéen et les conséquences des accords entre l'Union européenne et la Tunisie et le Maroc. (N° 21, printemps, trimestriel, 110 F. – 5, rue Emile-Duclaux, 75015 Paris.)

□ **MERA JOURNAL.** L'islamisme au Maroc, en Turquie et aux Pays-Bas. (N° 1, 1997, irrégulier, 15 dollars. – Postbus 10765, 1001 ET Amsterdam.)

□ **AFRIQUE 2000.** Les relations franco-africaines, Français et Américains en Afrique noire, forces armées et processus démocratique, ainsi que la question de la prévention des conflits en Afrique subsaharienne. (N° 26, premier trimestre, 60 F. – Rue César-Franck, 34, 1050 Bruxelles.)

□ **DÉFIS SUD.** Les phénomènes dénoncés sous le vocable de la « mondialisation » ne touchent pas que les secteurs de l'industrie et des services. La terre, en tant que richesse, est également prise dans le tourbillon. Autour de ces « Terres fertiles, terres convoitées », de la Bolivie au Sénégal, du Brésil aux Philippines, examen des revendications, des violences et des conflits. (N° 26, 125 FB, 25 FF. – Rue aux Laines 4, 1000 Bruxelles.)

□ **JUSTICE.** Le parquet en quête de son identité : des procureurs face au pouvoir politique. La Cour criminelle internationale ou l'avènement de la « diplomatie judiciaire » sur les cendres de la justice. (N° 152, avril, bimestriel, 50 F. – BP 155, 75523 Paris Cedex 11.)

□ **PLEIN DROIT.** « Zéro or not zéro ? », numéro spécial consacré aux entraves à la venue en France des étrangers, à la lumière des nouvelles lois sur l'immigration. Jacques Derrida y dénonce la fermeture des frontières et l'abandon du principe d'asile. (N° 34, avril, périodicité non précisée, 75 F. – Gisti, 3, villa Marcès, 75011 Paris.)

□ ***HOMMES ET MIGRATIONS.*** Une très remarquable livraison sur le thème : imaginaire colonial, les figures de l'immigré. (N° 1207, mai-juin, bimestriel, 70 F. – 40, rue de la Duée, 75020 Paris.)

□ ***LES ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE.*** La nature dans la ville : une analyse historique et actuelle des pratiquants de la nature dans la cité et du travail des architectes et paysagistes. (N° 74, avril, trimestriel, 140 F. – 14, rue de Provigny, 94236 Cachan Cedex.)

□ **GOLIAS.** Mon curé chez les fachos : une enquête sur les laboratoires municipaux du Front national. (N° 53, mars-avril, bimestriel, 50 F. – BP 3045, F 69605 Villeurbanne Cedex.)

□ **LIGNES.** Un dossier sur Guy Debord avec, notamment, des textes de Michel Löwy, Jean-Michel Prodon et Francis Marmande ; à lire aussi, un article de Sami Naïr, « L'espoir ». (N° 31, mai, trois numéros par an : 100 F. – Editions Hazan, Paris.)

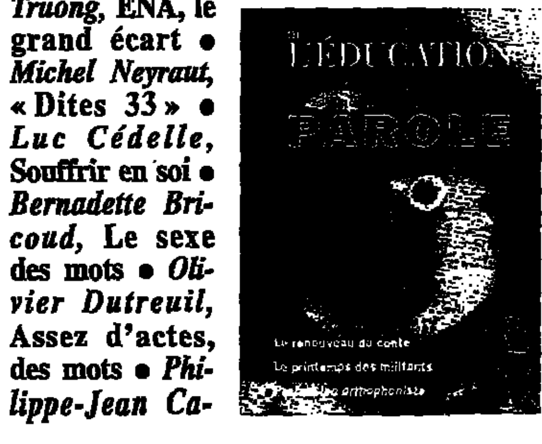
□ ***LE BULLETIN DE « LETTRE INTERNATIONALE ».*** Au sommaire de ce numéro, une trentaine d'articles sur « les intellectuels », « la condition juive », « les dieux trahis » et « l'Allemagne », plus une nouvelle. (N° 8, été 1997, abonnement trois numéros par an : 290 F. – 41, rue Bobillot, 75013 Paris.)

□ **DÉCADES.** Une livraison consacrée au « cinéma, l'après-guerre et le réalisme ». On lira, en particulier, les articles de Daniel Serceau et de Gérard Leblanc. (Hiver, semestriel, 140 F. – Editions Jean-Michel Place, Paris.)

□ **SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ.** La médiatisation de l'information scientifique, le cas de la météo. (N° 41, mai, trois numéros par an, 110 F. – Presses universitaires, université Toulouse-Le Mirail, 56, rue du Taur, 31000 Toulouse.)

□ **PSYCHOLOGIE DE LA MOTIVATION.** Le visage du XX[e] siècle n'est pas celui du paradis qu'avaient imaginé et prédit de grands esprits du siècle dernier, tels Hegel et Hugo. Sans doute avons-nous confondu deux notions pourtant bien différentes : le progrès et l'évolution. Or le progrès favorise, mais n'assure pas, l'évolution vers un véritable acquis de l'esprit démocratique, souligne Armen Tarpinian. (N° 23, premier semestre 1997, 80 F. – 83, avenue d'Italie, 75013 Paris.)

• *Julia Kristeva*, La passion de dire • *Sylvain Auroux*, Je comprendre vous • *Françoise Atlani*, Phonétiquement correct – Entretien avec Ivan Fonagy • *Nicolas Truong/Marc Dupuis*, L'éthique du verbe – Entretien avec le philosophe Paul Ricœur • *Alain Rey*, Le « vécu » ambigu du langage • *Patrick Champagne*, Communication, piège à « çon » • *Alain Garrigou*, Qui ne dit mot consent • *Joëlle Gardes-Tamine*, La règle libératrice • *Roger Pol-Droit*, La voix à suivre • *Francis Marmande*, L'air du temps • *Pascal Bouchard*, La voix de son maître • *Nicolas Truong*, ENA, le grand écart • *Michel Neyraut*, « Dites 33 » • *Luc Cédelle*, Souffrir en soi • *Bernadette Bricoud*, Le sexe des mots • *Olivier Dutreuil*, Assez d'actes, des mots • *Philippe-Jean Catinchi*, La loi du silence • *Philippe Breton*, Des promesses, toujours des promesses • *Marc Fumaroli*, Mots en fête... • *Pierre Boncenne*, Jean Lebrun, le moine ironique de France-Culture ...



UNE NOUVELLE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR

Et aussi :
• *Michel Serres*, L'émergence de grands récits • *Jean-Michel Gaillard*, Le baccalauréat : entre ambitions et illusions • *Hervé Hamon*, Lettre ouverte à ceux qui se taisent • *Macha Séry*, Le renouveau du conte • Le militantisme en débat, avec *Christophe Aguiton, Dan Franck* et *Albert Jacquard*...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LES LIVRES

LES TRACES DES ANCÊTRES

Parcours d'un Ottoman

RETOUR DANS LES BALKANS, de Nedim Gürsel, traduit du turc par Zühal Türkkan, éditions Qorum, Ottignies (Belgique), 158 pages, 1997, 99 FF.

NEDIM GÜRSEL, comme le rappelle Pedrag Matvejevitch, *« est à l'antipode du stéréotype du Turc qui persiste dans l'imaginaire européen. »* C'est ce Turc-là qui gêne...

On aura souvent reproché au gouvernement d'Ankara de vouloir réinvestir les Balkans, et tout particulièrement pendant le conflit en Bosnie : une opinion assez large aura vu dans un intérêt dicté par la présence géographique et par l'histoire une tentation de reconquête des provinces danubiennes et balkaniques. Pour l'auteur, la question se formule plutôt ainsi : peut-on – c'est-à-dire comment – revenir sur le lieu où vos aïeux, ou tout au moins une partie d'entre eux, ont vécu ?

Première étape : Sarajevo. Difficile d'ajouter quoi que ce soit de neuf sur une ville dont le vrai visage se dérobe sans cesse, régulièrement mutilée par le conflit : le regard ne parvient pas à se stabiliser entre « l'avant » et « l'après » ; d'ailleurs, l'auteur choisit souvent de laisser la parole à des voix locales. Témoin gêné, il élabore une élégie dédiée à un lieu désormais symbolique, un nom propre confondu dans une image de destruction. Il s'agit bien d'une tragédie en trois actes : *« Le premier acte est le nettoyage ethnique, le deuxième le mémoricide et le troisième l'urbicide. »*

La Macédoine : ici, on peut, sans crainte de sacrilège, rappeler l'exemple d'une présence ottomane bien vécue, en accord avec le reste des nombreuses communautés. Mais, dans la « salade » actuelle, deux groupes dominent et s'affrontent potentiellement : les Slaves et les Albanais. En effet, la question albanaise forme le spectre d'une troisième guerre balkanique. Quant au petit groupe turc, il se maintient par la culture, l'enseignement et la presse, même si l'image de la Turquie, à travers l'effervescence stambouliote, est souvent idéalisée. Autre symbole d'une volonté de bien faire, goutte d'utopie versée dans un chaudron de sorcières, le Festival de Struga continue d'accueillir la fine fleur de la poésie internationale. Un aspect important du lien entre les Balkans et le monde ottoman apparaît : le champ littéraire à travers l'évocation des dernières années de l'Empire des nouvelles du « Maupassant turc », Omer Seyfettin, puis de celles de Necati Cumali (natif de cette région), ainsi que le thème des « rapatriés », ces immigrés turcophones arrivés en vagues successives depuis 1922.

OMER SEYFETTIN avait largement évoqué toute la période des guerres de 1912 et 1913 à travers le cosmopolitisme de villes comme Monastir, Usküp (Skopje) et Salonique : Nedim Gürsel s'arrête un moment dans cette ville souvent visitée pour dresser un bilan des relations gréco-turques (et – pourquoi pas ? – imaginer l'impossible réconciliation), ouvrant le chapitre par un clin d'œil, car Salonique est en effet aussi la ville natale de Mustafa Kemal Atatürk ! Cette dernière partie examine sans en avoir l'air les fractures idéologiques et culturelles de la Grèce moderne.

Le ton de l'essai est particulièrement adapté au sol foulé : doux-amer, alternativement cru et poétique, il s'applique à élaborer une des « mémoires » possibles du lieu (sur une réalité généralement mal saisie par les Européens). Ni revancharde ni ignorante, cette version proposée par un Turc de Paris sur le *« monde d'hier »* fait penser à certains passages des Mémoires de Canetti. Monde véritable dans sa complexité, « réactivé » par le souvenir, forme de souvenir qui glisse de l'historique au familial. Oui, le regard d'un « Sudiste » amené à vivre dans l'Occident septentrional est éclairant : à la différence du poète du début du siècle Yahya Kemal Beyatli, le romancier de 1996 ne connaît pas *« l'amertume des territoires ottomans perdus »* ; il ne peut que contempler, avec tristesse et parfois indifférence, l'étendue du désastre.

TIMOUR MUHIDINE.

DIPLOMATIE

UN MONDE D'INGÉRENCE. – Philippe Moreau Defarges

★ Presses de Science Po, Paris, 1997, 128 pages, 75 F.

Le principe de non-ingérence, posé en 1945 dans la Charte de l'ONU, en corollaire de la souveraineté, fonde l'ordre juridique international. Il est aussi, selon l'auteur, professeur de sciences politiques à Paris, *« un enjeu et une arme »*. Jusqu'où s'étend le droit réservé des Etats ? L'ingérence peut-elle être apolitique ? Est-ce un acte de force ou de faiblesse ? L'interdépendance croissante des Etats et des économies, que Philippe Moreau Defarges juge inévitable, la multiplication des médias et des systèmes de communication ainsi que des systèmes de surveillance rendent les souverainetés nationales de plus en plus aléatoires. Les « nouvelles » et « anciennes » ingérences peuvent-elles se fondre en un mécanisme global qui nécessiterait un arsenal juridique et, peut-être, un Etat mondial, ô combien utopique et dangereux ? L'Inde et la Chine pourront-elles employer comme elles le veulent leurs énormes réserves de charbon, le Brésil continuer à détruire la forêt amazonienne, le Japon poursuivre l'exploitation des forêts d'Asie ? Il est probable qu'un droit d'ingérence écologique, qui pour l'instant se heurte aux souverainetés nationales, s'imposera – mais de quelle façon ?

ODILE FELGINE.

L'ALLIANCE INCERTAINE. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands, 1954-1996. – Georges-Henri Soutou

★ Fayard, Paris, 400 pages, 160 F.

Ayant eu accès aux archives officielles, l'auteur a pu disposer de la correspondance diplomatique française jusqu'à l'année 1974. Reste que, partisan passionné du système atlantique et de l'intégration européenne, il en donne une version contestable. Il s'attache à démontrer que la politique française n'a pas vraiment changé à l'égard de l'Allemagne en passant de la IVe à la Ve République. Ce raisonnement se heurte à un fait indiscutable : après le retour au pouvoir du général de Gaulle, la France a choisi une stratégie radicalement incompatible avec celle de l'Organisation atlantique, de laquelle l'Allemagne ne voulait se dissocier d'aucune manière. On retiendra, par-dessus tout, l'acharnement, peu connu mais significatif, de plusieurs dirigeants allemands pour obtenir l'arme nucléaire, et l'extraordinaire aveuglement des dirigeants de la IVe République, qui leur facilitèrent la tâche pour des objectifs politiques inaccessibles.

PAUL-MARIE DE LA GORCE.

UNE DIPLOMATIE INFORMELLE POUR L'EUROPE. Le groupe de contact Bosnie. – Francine Boidevaix

★ Fondation pour les études de défense, Paris, 1997, 192 pages, 140 F.

L'ouvrage consacré par Francine Boidevaix aux négociations qui accompagnèrent et conclurent la tragédie yougoslave, et en particulier au Groupe de contact qui s'en occupa, est extraordinairement précieux. L'auteur a bénéficié des sources les plus importantes et de témoignages remarquablement précis et nombreux. Son ouvrage vaut par ce qu'il révèle ou confirme du comportement des puissances européennes et des Etats-Unis. Bien que Francine Boidevaix passe trop vite sur les événements de juin à décembre 1991, elle établit le désastreux alignement de la France sur les positions allemandes en faveur de la dislocation de la Yougoslavie et de la reconnaissance des nouveaux Etats dans des frontières sans validité internationale et qu'une grande partie des populations refusaient passionnément.

Plus précieux encore est le récit de cette étrange aventure diplomatique que fut le Groupe de contact, qui comprenait la France, l'Angleterre, l'Allemagne, la Russie et les Etats-Unis. Le récit est impitoyable pour ce qui est du comportement des gouvernements européens, en particulier français et anglais, impuissants à sortir du cadre politique où ils s'étaient eux-mêmes enfermés, constamment manœuvrés par la détermination allemande, acharnés, après leurs premiers échecs, à vouloir impliquer les Etats-Unis dans la gestion de la crise et ensuite obligés de laisser faire la politique américaine...

P.-M. de La G.

DISARMAMENT AND DEMOBILISATION AFTER CIVIL WARS. – Mats R. Berdal

★ Oxford University Press, Adelphi Paper, Londres, 1996, 88 pages, 13,99 livres.

Depuis 1989, les efforts internationaux pour mettre fin aux conflits en Afrique, Amérique centrale et dans le Sud-Est asiatique ont souvent inclus les programmes pour désarmer et démobiliser les soldats des milices et des forces gouvernementales. Dans chaque cas, l'objectif fut double : réduire les forces armées et redéfinir leur rôle, cela afin de mieux contrôler une source potentielle d'instabilité interne et régionale. Dans le chapitre premier de cet excellent opuscule, l'auteur étudie le contexte du désarmement, de la démobilisation et de la transition vers la paix. Dans les chapitres suivants est évoquée, notamment, la formation de nouvelles forces armées et de polices nationales. Enfin, le livre, en se fondant sur des études de cas (Mozambique, Somalie, Angola, Amérique centrale), se penche sur le problème de l'assistance fournie à cette réintégration à la vie civile, alors que les processus de paix sont encore fragiles.

O. F.

PROCHE-ORIENT

LE CHEIKH DE LA NUIT. Sanaa : organisation des souks et société. – Franck Mermier

★ Sindbad - Actes Sud, Arles, 1997, 253 pages, 128 F.

Antennes paraboliques, centres commerciaux « à la saoudienne », véhicules tout-terrain sillonnant les artères de la capitale du Yémen : après tant d'autres villes du tiers-monde, Sanaa est à son tour gagnée par la société de consommation. Pour Franck Mermier, anthropologue, directeur de l'Institut français d'études yéménites de Sanaa, cette ville et son marché sont le lieu idéal pour observer le changement qui affecte la société tout entière. Et c'est ainsi qu'il accorde une grande place à l'histoire et, surtout, aux institutions et coutumes qui assurèrent la prospérité du commerce. En se fondant notamment sur le Qanûn de Sanaa (code rédigé dès le début du XVIIIe siècle), sur les chroniques de l'époque et les travaux des historiens, il décrit de façon très vivante les formes anciennes d'organisation sociale, politique et culturelle de la ville, les institutions régissant les corps de métiers, le statut très hiérarchisé de ses habitants.

Cet édifice prestigieux subit depuis une vingtaine d'années les coups de boutoir de la modernité : l'urbanisation rapide et les importations de produits étrangers ont raison des activités artisanales, les commerçants doivent s'adapter aux nouveaux circuits d'échange de sorte que l'organisation sociale se trouve bouleversée. Le « cheikh de la nuit », qui a donné son nom à ce livre, était le gardien de l'ordre nocturne dans le souk : *« Ne serait-il plus,* se demande alors l'auteur, *qu'un des derniers avatars symboliques d'une citadinité déjà révolue ? »*

MICHELINE PAUNET.

À LA RECHERCHE D'UNE MODERNITÉ ARABE. L'évolution des arts plastiques en Egypte, au Liban et en Irak. – Silvia Naef

★ Editions Slatkine, Genève, 1996, 500 pages, 400 FF.

Héritiers d'une longue tradition artistique, injustement réduite à l'art de l'arabesque, les arts plastiques connurent dans le monde arabe à partir des années 30 une grande explosion, notamment en Egypte, au Liban et en Irak. Maniant avec une grande créativité le langage propre – et universel – de cette discipline, sans toutefois méconnaître la vision ancienne, ils représentent actuellement l'un des aspects les plus vigoureux de la modernité arabe. Agrémenté par quelques tableaux et enrichi d'un précieux index biographique des artistes cités, le présent ouvrage retrace, avec minutie et esprit critique, leur parcours dans les trois pays mentionnés. Il constitue désormais un ouvrage de référence pour le lecteur français et s'inscrit dans une collection sérieuse, « Arabiya », riche de douze autres volumes, dont le premier, *Le Mouvement moderniste de la poésie arabe contemporaine*, fait déjà autorité.

B. H.

Manière de voir

LE TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR

LE MONDE diplomatique



De la guerre de 1967 à l'agonie des accords d'Oslo

Au sommaire

■ La longue agonie des accords d'Oslo, par **Alain Gresh**. ■ Ne pas tirer un trait sur le passé, par **Georges Corm**. ■ Comment conjurer le risque d'une perpétuelle servitude, par **Edward Saïd**. ■ L'avenir brouillé des réfugiés, par **Rosemary Sayigh**. ■ Aspirations démocratiques en Cisjordanie et à Gaza, par **Graham Usher**. ■ Troublante normalisation de la société israélienne, par **Dominique Vidal**. ■ Les intellectuels et la paix au Proche-Orient, une perspective égyptienne, par **Mohamed Sid-Ahmed**. ■ De la menace israélienne au péril islamiste, par **Mohamed Sid-Ahmed**. ■ Quand l'Occident alimente la course aux armements, par **Joe Stork**. ■ Désordre persistant à Beyrouth, par **Samir Kassir**. ■ La Syrie refuse la capitulation, par **Alain Gresh**. ■ Ces choix hasardeux de la monarchie hachémite, par **Alain Renon**. ■ Blocage égyptiens, par **Mohamed Sid-Admed**. ■ L'ombre de Washington, par **Michael T. Klare**. ■ Ce pétrole toujours plus convoité, par **Nicolas Sarkis**. ■ Malheur kurde, échec américain par **Kendal Nezan**. ■ Le régime irakien déchiré par les luttes de clans, par **Faleh A. Jaber**. ■ Incertitudes en Arabie saoudite, par **Alain Gresh**. ■ Poussée conservatrice au Koweït, par **Yahya Sadowski**.

L'affrontement actuel n'est qu'une phase plus aiguë du conflit opposant Israël au monde arabe (juin 1967), par **Eric Rouleau**. ■ Les bases occidentales de la région : un « quadrillage » toujours menacé mais solide (juillet 1967), par **Georges Chaffard**. ■ L'Union soviétique a des raisons sérieuses de ne pas lâcher les pays arabes progressistes (juillet 1967), par **Bernard Féron**. ■ Le règlement du sort des réfugiés ne saurait être dissocié de l'ensemble du problème (juillet 1967), par **Micheline Paunet**. ■ Vœux pieux, froide réalité (novembre 1973), par **Claude Julien**. ■ Les Palestiniens et la négociation (décembre 1973), par **Pierre Rondot**. ■ La liquidation de l'obstacle palestinien (juillet 1982), par **Amnon Kapeliouk**.

45 F

BON DE COMMANDE

à retourner accompagné de votre règlement à : LE MONDE – vente au numéro – 21 *bis*, rue Claude-Bernard, 75005 Paris. France.

Je souhaite recevoir :

☐ exemplaires de *Manière de voir* 67-97 PROCHE-ORIENT LA PAIX INTROUVABLE [34]

Numéros encore disponibles :

☐ Le bouleversement du monde [25]
☐ Leçons d'histoire [26]
☐ Conflits fin de siècle [29]
☐ Le sport, c'est la guerre [30]
☐ Le nouveau modèle américain [31]
☐ Scénarios de la mondialisation [32]
☐ Géopolitique du chaos [33]

Prix unitaire > France métropolitaine : 51 F (port inclus) > DOM-TOM et étranger : 56 F (port inclus)

Reportez le montant total de votre commande : |______|

Nom : ....

Prénom : ....

Adresse : ....

....

Code postal : |_|_|_|_|_|

Ville : ....

Pays : ....

L'ÉGYPTE ET SES REPÈRES

« C'est de toi que je parle »

LA DANSE DES PASSIONS, d'Edouard al-Kharrat, traduit de l'arabe par Marie Francis-Saad, Actes Sud, Arles, 1997, 126 pages, 78 F.

ETONNANTE Egypte : à la fois glaise nilotique et esprit éthéré, toujours en elle coexistent deux visages qui apparaissent tour à tour avant de revenir à l'ombre œuvrer de façon souterraine. Dans le domaine idéologique, depuis le début du XIXe siècle, un courant moderniste et un autre populiste et national alternaient aux commandes du pays. Dans le domaine littéraire coexistaient également deux courants : un traditionaliste et un autre réformiste, qui donna naissance à la littérature arabe moderne. Dans le dernier demi-siècle, cette dualité est figurée par un courant « classique », consacré en 1988 par le prix Nobel de littérature décerné à Naguib Mahfouz, et un autre, souterrain mais vigoureux, représenté par Edouard al-Kharrat, qui s'impose maintenant sur la scène littéraire.

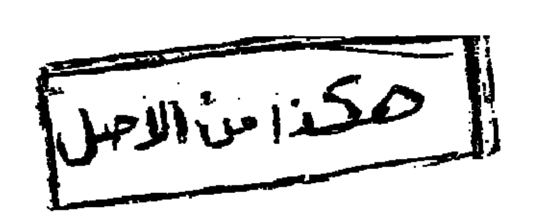
Si le premier – soit dit de façon schématique – a constitué le modèle « bourgeois » (dans le sens de ce qui est relatif à la vie de la cité) centré sur le social, le second est plutôt axé sur l'individu. Individu non pas en tant que monade séparée, mais bien au contraire comme microcosme représentant tout homme, et mettant en œuvre toutes ses facultés – dans le droit-fil de la tradition romantique : *« En parlant de moi, c'est de toi que je parle. »* D'ailleurs, Edouard al-Kharrat est venu à la littérature par le biais du militantisme dans les rangs de l'extrême gauche, ce qui lui valut les prisons du roi Farouk.

DANS toute son œuvre, l'auteur essaie de mettre à nu les profondeurs de l'âme humaine, dans ses différentes dimensions : psychologique, cognitive, mystique et affective. Dans un sens, on pourrait parler de lui comme du Proust de la littérature arabe. Sa démarche lente, analytique, fouineuse, répétitive, tend à révéler l'homme dans son processus de connaissance de l'être et du monde.

Son narrateur dit de lui-même dans un récit : *« Je ne renonce pas à parcourir les voies labyrinthiques de la tentation et de la connaissance, je ne crains pas d'y trouver ma perte. »* Mais la fibre mystique, qu'il tient de la tradition soufie comme du mysticisme copte, y tient une grande place, tout habitée par la recherche d'une esthétique absolue, où l'onirique est toujours présent. *« Ivre je suis, du trop-plein et du manque, d'assouvissement et de désir, de bienfaits et de privations, toujours avec excès... Pourquoi t'ai-je aimé ? Pourquoi ? »* Aimer ! justement, c'est l'amour qui occupe dans tout cela le rôle de révélateur, de catalyseur mystérieux.

Dans une société qui n'en finit pas de chercher ses repères, la modernité littéraire représentée par Edouard al-Kharrat se trouve ainsi fondée sur l'individu. Celui-ci n'est cependant pas fondé uniquement dans le cœur (par opposition à raison) comme chez les romantiques français ; il embrasse les deux à la fois, dans une dynamique complexe, un peu à la manière du romantisme fondateur d'Iéna. Aussi ses récits analytiques sont-il autant de poèmes. Le mélange des genres, visible dans ce recueil, est la forme de cette modernité. Devenu une autorité incontournable, surtout pour les jeunes écrivains, qui trouvent en lui un modèle et un critique attentif et stimulant, il était temps que, grâce à cette belle traduction, le lecteur francophone le connaisse dans toute son envergure et non pas au travers d'un prisme sociologique auquel on pouvait plus facilement réduire son beau récit *Alexandrie, terre de safran*, paru il y a quelques années (Julliard, 1986).

BOUTROS HALLAQ.



DU MOIS

SOCIÉTÉ

LE DÉVELOPPEMENT. Histoire d'une croyance occidentale. – Gilbert Rist

★ Presses de Sciences Po, Paris, 1997, 427 pages, 80 francs.

Quand le président des Etats-Unis, Harry Truman, prononce le 20 janvier 1949 son discours sur l'état de l'Union, il ignore sans doute qu'il inaugure officiellement l'« ère du développement ». Avec l'utilisation, pour la première fois, de l'adjectif « sous-développé », deux milliards d'habitants de la planète vont brusquement perdre leurs spécificités, leurs cultures, leur identité pour entrer dans une catégorie indifférenciée. L'idéologie du développement *concomitante de l'hégémonie* américaine vient opportunément prendre le relais de l'idéologie coloniale. Mais les raisons de son succès, malgré les échecs manifestes des politiques menées en son nom, sont à rechercher au plus profond de l'imaginaire occidental.

En retraçant l'histoire théorique et pratique du développement, l'auteur nous fait parcourir les étapes d'une véritable croyance s'imposant à tous, au Nord comme au Sud. De la création des institutions internationales de développement à l'émergence des ONG, les doctrines se sont succédé comme autant de métamorphoses d'un même mythe. Les fidèles n'ont cessé de s'accrocher à une espérance collective, celle d'un bien-être *matériel généralisé*, refusant de voir une réalité faite de destructions, de croissance des inégalités et d'extension de la misère. Les doctrines libérales font de la soumission aux lois du marché la condition du bonheur collectif. Le développement est devenu une réalité virtuelle à laquelle on feint de croire pour donner un sens aux pratiques sociales. Pour Gilbert Rist, il est urgent de remettre en cause la croyance. Il ouvre des pistes pour y parvenir dans un domaine où tout reste à faire.

SILVIA PÉREZ-VITORIA.

LE TRAVAIL TOUJOURS MOINS OU AUTREMENT. – Alain Lebaube

★ Le Monde-Editions / Marabout, Paris, 1997, 290 pages, 46 F (poche).

Dans le débat sur un choix de *société*, voire de civilisation, le travail, l'emploi et le fonctionnement de l'entreprise sont en première ligne face aux mutations (technologique, géopolitique et culturelle) qui conduisent à sortir de l'ère industrielle. Dans ces trois domaines, Alain Lebaube propose un tableau précis et brillamment commenté *des éclatements* en cours, ainsi que des expériences menées en France comme dans les autres pays développés.

En *récusant à la fois la crispation sur le passé* et les foucades du « capitalisme dur », il trace les pistes du nouveau modèle social à inventer. Et il n'oublie pas de les relier à la mise en question de l'économie capitaliste de marché et à l'exploration d'une « économie plurielle ». Une économie certes avec marché, mais également appuyée sur un fort secteur public et sur la logique solidaire d'un tiers-secteur social et écologique. Si l'on y ajoute une discussion sur *le* revenu minimum distributif destiné à faire face aux situations de précarité, il ne reste plus qu'à mener une même réflexion inventive sur les monnaies, si l'on veut déboucher sur une alternative sociale et économique capable de réaliser ce qui, chez d'autres, n'est qu'une rengaine : mettre l'économie au service de l'homme.

JACQUES ROBIN.

LES MÉDECINS FACE À L'ÉTAT. Une comparaison européenne. – Patrick Hassenteufel

★ Presses de Sciences Po, Paris, 1997, 367 pages, 198 F.

Bien que régulièrement mise en cause à la « une » des journaux, l'évaluation du pouvoir médical reste incertaine. Est-il vraiment à la mesure de l'influence occulte qu'on lui prête sur *les décisions* de l'Etat ? *Après s'être attaché* à reconstituer, dans une perspective comparative, la genèse de l'organisation de la profession et avant de s'interroger sur l'ampleur de la *« crise de la représentation médicale »*, l'auteur s'efforce de comprendre *« un certain nombre d'aspects des politiques de santé en Europe, à partir des configurations nationales de la représentation »*. Une approche permettant de mieux comprendre les stratégies de maîtrise des dépenses : *« maîtrise administrée »* en France, où la représentation professionnelle a conservé une organisation éclatée ; *« maîtrise auto-administrée »* en Allemagne, par suite d'une plus forte intégration institutionnelle de syndicats médicaux mieux structurés.

Pour terminer, cette conclusion : en France, *« la réalité du lobby médical s'effrite progressivement sous le double effet de la fragmentation interne de la profession médicale et de sa dépendance vis-à-vis de l'Etat »*.

JACQUES LE GOFF.

THE INTERNATIONAL WHO'S WHO OF WOMEN 1997.

★ Europa publications, Londres, 1997, 628 pages, 215 livres.

Deuxième édition de cet ouvrage de référence, *qui* a pour ambition de remédier à l'habituelle sous-représentation des femmes dans les Who's Who. Le portrait de 5 500 femmes, de tous pays et de tous horizons, est ainsi dressé. Ecrivains ou diplomates, engagées dans la politique, les arts, les sciences, ou encore les sports, chacune a été sélectionnée pour la « marque » qu'elle imprime au monde d'aujourd'hui. Reste que la célébrité des unes n'a pas grand-chose à voir avec la célébrité des autres. *Certaines ont acquis leur renommée au* fil des années et la doivent à leur valeur propre, à leur talent ou à leur travail. D'autres ont reçu dès la naissance le privilège – ou le fardeau – d'être exposées à la vue du monde entier. Les unes sont aussi connues à l'étranger que dans leur propre pays, les autres sortent tout juste de l'ombre et risquent d'y retourner un jour.

Si la Française Ariane Mnouchkine côtoie Nadine Gordimer et Andrée Chedid, et si Winnie *Mandela n'est pas loin d'Aung San Suu* Kyi, en revanche, Stéphanie de Monaco se retrouve avec Jessye Norman. On peut regretter que certaines grandes figures engagées dans la lutte quotidienne pour les droits de l'homme – telles que Geneviève Antonioz-de Gaulle, par exemple – soient encore oubliées dans cette seconde édition, alors que d'autres Françaises, à la contribution plus discutable – comme la voyante Elisabeth Teissier –, ne manquent pas à l'*appel*...

F. B.

SCIENCES SOCIALES

LA GUERRE DES RÊVES, EXERCICES D'ETHNO-FICTION. – Marc Augé

★ Le Seuil, Paris, 1997, 180 pages, 110 F.

Intrépide explorateur de notre modernité, Marc Augé nous invite à prendre conscience de l'un de ses aspects les plus inquiétants : l'invasion de la réalité par la fiction. *Le flot d'images* qui déferle entraîne une confusion grandissante entre le réel et le fictif ; le second devient la *règle et le modèle* du premier, au risque de mettre en péril cette « épreuve de la réalité » dont nulle vie individuelle ou sociale ne saurait se passer. A l'origine de cet impérialisme de la fiction, Marc Augé discerne un dérèglement du dispositif qui gouverne l'imaginaire. Depuis la nuit des temps, celui-ci repose sur trois piliers : l'imaginaire individuel – par exemple, le rêve –, l'imaginaire collectif – par exemple, le mythe, le rite et le symbole – et la fiction, autrement dit la *création littéraire ou artistique*. Ces trois pôles sont reliés par tout un réseau d'échanges et d'interactions ; par ailleurs, ils constituent autant de places qui peuvent être occupées par des ensembles historiques variés. Dans l'histoire de l'Europe, par exemple, le rôle de l'imaginaire collectif est d'abord occupé par l'imaginaire païen ; puis celui-ci cède sa place à l'imaginaire chrétien et glisse vers le pôle de la fiction. A partir du XVIIIe siècle, l'imaginaire chrétien connaît le même destin : il *s'efface* devant les « grands récits » de la modernité et bascule à son tour dans la fiction.

Mais dans le désenchantement contemporain, rien n'a pris leur relève au pôle de l'imaginaire collectif : dès lors, celui-ci est demeuré vacant, et l'imaginaire individuel n'a plus d'autre interlocuteur que la fiction, avec les conséquences redoutables qu'entraîne ce tête-à-tête. Certes, il n'appartient à personne d'inventer un nouvel imaginaire *collectif, mais en attendant son* apparition, Marc Augé appelle à définir une morale de la résistance, qui restaurerait la frontière entre le réel et l'image, et rendrait à celle-ci son statut d'approche partielle, à jamais incapable d'absorber l'infinie diversité de la réalité.

EMMANUEL TERRAY.

UN ANTHROPOLOGUE DANS LE SIÈCLE. – Paul Henry Chombart de Lauwe

★ Descartes et Cie, Paris, 1997, 324 pages, 150 F.

A vingt-deux ans, le jeune Paul Henry Chombart de Lauwe, passionné d'instinct par *« l'étude de l'homme » et par le pilotage* des avions, passe en Sorbonne deux certificats d'ethnologie et réussit à « monter une mission », en avion et en Afrique ! A plus de quatre-vingts ans, il avoue que ce voyage ne lui réussit guère : il revint en France atteint de furonculose et d'un abcès au rein. Qu'à cela ne tienne ! Renonçant *définitivement à l'Afrique* et à la photographie aérienne, il se consacre avec ferveur à l'ethnologie. Comme certains de ses maîtres ont pu travailler sur *les peuples* dogons ou bantous, il va étudier en scientifique la vie quotidienne des familles ouvrières dans *l'agglomération parisienne*. Il *rédigera sur* ce sujet sa thèse de doctorat, qui rencontre un écho extrêmement favorable. D'instinct, il a *inventé une nouvelle branche* de l'ethnologie et de l'anthropologie : la sociologie urbaine.

Devenu maître de recherche au CNRS, Paul Henry *Chombart de Lauwe* consacre toute sa vie, avec ses jeunes disciples, à étudier et à comprendre la situation des classes sociales dans les agglomérations, à mettre en relief les grandes structures et les mécanismes de transformation des villes. Il laisse derrière lui une œuvre considérable et, dans ce gros livre-entretien, il raconte sans complaisance ses souvenirs, ses rencontres, ses ambitions, ses travaux, ses combats.

MAURICE PONS.

CENTRE DE FORMATION PRESSE & MULTIMEDIA METAMEDIA EDUCATION

" Les stages intensifs "

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION
Photojournalisme
Droits du multimedia
Techniques éditoriales
Journalisme sur Internet & Intranet
Art & techniques de la photographie

TECHNOLOGIES *MULTIMEDIA*
Direction production
Responsable multimedia
Concepteur EAO multimédia
Ingénierie multimedia

Tél : 01 43 55 54 00 Fax : 01 43 55 72 25
18 rue Guillaume Bertrand 75011 Paris

« LA SUISSE, L'OR ET LES MORTS »

Complicités avec le nazisme

LA Suisse est le deuxième pays le plus riche du monde. Or elle ne *possède aucune matière première*. Sa matière première, c'est l'argent des autres, constate Jean Ziegler dans son *réquisitoire cinglant contre* les banquiers suisses et leurs acolytes politiques (1). Sans leur aide financière, les assassins *nazis auraient été acculés à abandonner* la guerre dès 1942, affirme le sociologue et député socialiste genevois. La Suisse, pays neutre et terre d'accueil ? Nullement. En verrouillant ses frontières en 1942 – alors qu'à cette date il connaissait l'existence des chambres à gaz –, le gouvernement suisse a livré des milliers de juifs à une mort certaine. Il a été en fait un partenaire actif et silencieux au service des bourreaux nazis. Non par idéologie raciste, mais par pure vénalité.

Aucun autre pays neutre – ni le Portugal ni la Suède – n'a accepté l'or volé des Allemands. Flairant des *« affaires en or »*, les banquiers suisses ont joué les intermédiaires, les blanchisseurs de cet or provenant des banques des pays envahis ou des juifs assassinés. Le consentement du gouvernement fédéral leur était acquis. Avec les francs suisses reçus en échange de leurs lingots, le Reich a pu acheter les matières premières indispensables *pour la fabrication des armes* et la poursuite de la guerre. Quant aux industriels de l'armement suisses, ils livraient *dès 1939 leurs engins de mort à Hitler*, et ceci jusqu'en avril 1945.

Ces accusations sont basées sur des documents accablants provenant des archives autrichiennes, *allemandes*, britanniques et américaines ; remis au député socialiste par des hauts fonctionnaires, des banquiers et des enquêteurs, ils corroborent les révélations faites par le Congrès juif mondial depuis l'été *1996*.

Pourquoi cette complicité avec les sbires du Reich nazi ? Sauver la Suisse de l'annexion, à l'instar de l'Anschluss autrichien, est la raison la plus souvent invoquée par les responsables helvétiques. Justification inacceptable pour Jean Ziegler au vu des conséquences dévastatrices de cette collaboration. Pourquoi « l'autre Suisse », celle des gens simples, ne s'est-elle pas réveillée pour résister à la politique de sa classe dirigeante ? A cause d'une structure du pouvoir immuable et du fort consensus dont elle bénéficie, répond le sociologue. Depuis deux cents ans, l'édifice des classes n'a jamais été ébranlé ni par la guerre ni par la révolution. Sous l'apparence d'un pluralisme démocratique, la même oligarchie, les mêmes réseaux financiers, les mêmes familles régissent le pays. Pour cette oligarchie, être aux côtés des nazis était un moindre mal, c'était sauver la Suisse des bolcheviques et de la révolution. Toute velléité de résistance fut donc muselée et réprimée. *L'étudiant* Maurice Bavand, auteur d'un attentat contre Hitler, à qui ce livre est dédié, fut livré par Berne à la Gestapo et décapité. Paul Grüninger, capitaine de *police de Saint-Gall*, fit entrer clandestinement 2 000 juifs en Suisse. Condamné, mis au ban de la société, il *mourut pauvre et oublié en 1972* et ne fut réhabilité qu'en 1993.

Comment enfin expliquer la bonne conscience inébranlable des banquiers suisses, même lorsqu'ils sont confrontés avec les preuves de leur cupidité – celles d'hier et d'aujourd'hui (blanchiment de l'argent de la drogue ou de l'argent volé par M. Mobutu) ? Le sociologue explique cette bonne conscience par le calvinisme et la foi en la prédestination. La richesse financière étant considérée comme un signe de la grâce divine, de quoi les nantis se sentiraient-ils coupables ?

Pour s'être attaqué à ces faux élus de Dieu mais vrais « requins de la finance », le député genevois a été privé de son immunité parlementaire et a perdu tous ses biens en d'innombrables procès. Son pamphlet est un acte de résistance, un *« essai d'intervention »* pour faire abolir le secret bancaire et donner la parole à « l'autre Suisse ».

BRIGITTE PÄTZOLD.

(1) Jean Ziegler, *La Suisse, l'Or et les Morts*, Edition du Seuil, mars 1997, 320 p., 120 F.

UNE BIOGRAPHIE DE PRIMO LEVI

Tragédie d'un optimiste

LES raisons qui acculèrent Primo Levi à se jeter dans une cage d'escalier le 11 avril 1987 resteront à jamais incertaines. L'écrivain italien ne laissa aucun indice permettant d'éclairer son geste, d'autant plus inexplicable qu'il avait plusieurs fois condamné le suicide, même dans les moments d'ultime douleur. Nombre de commentateurs s'empressèrent d'établir un lien avec son séjour à Auschwitz, comme ils l'avaient fait avant pour d'autres rescapés, dont le philosophe autrichien Jean Amery, codétenu de Primo Levi. Lui-même n'avait-il pas écrit que *« le suicide admet une nébuleuse d'explications »* ?

Cet acte tragique marquait une fin, mais il relançait avec une intensité nouvelle les questions *que, depuis quarante* ans, l'écrivain posait avec obstination.

Comment vivre après Auschwitz ? Comment écrire et penser après les génocides des juifs et des Tsiganes ? La poésie a-t-elle encore un sens au cœur de la nuit concentrationnaire nazie ? Autant d'interrogations qui ne cessèrent de hanter Primo Levi, comme elles tourmentèrent Hannah Arendt ou Theodor Adorno.

Primo Levi s'était *« condamné à parler d'Auschwitz, à être le gardien de sa mémoire »*, analysa le critique italien Cesare Cases. Toute son œuvre s'organise autour de cette expérience ultime. Sa force réside dans une écriture dépouillée de toute scorie, de tout pathos, condensé de son approche de chimiste (métier qu'il ne cessa d'exercer) et de ses souvenirs des camps.

Myriam Anissimov a compris que, pour raconter cette vie (1), il lui fallait épouser cette concision, cette clarté, ce tâtonnement scientifique qui avance par hypothèses et n'affirme qu'avec des preuves.

Primo Levi convint lui-même que « sans » Auschwitz – mais *tout est contenu* dans ce « sans » –, son existence n'offrait rien que de très banal : le déroulé logique d'un fils de bonne famille, dans un Piémont tout tolérant aux juifs, promis à un avenir serein entre famille et travail, s'échappant parfois pour des courses en montagne. L'avènement du fascisme, un engagement tardif dans la Résistance (le groupe Justice et *Liberté*), l'arrestation puis la déportation firent voler en éclats toutes ses certitudes.

Le parcours de Primo Levi ensuite, témoin et écrivain, fut semé d'embûches, d'errances et de souffrances. Il lui fallut presque vingt ans pour sortir de la confidentialité sa chronique d'Auschwitz, *Si c'est un homme* (2), pourtant jetée en un souffle sur le papier dès son retour. Désormais diffusé à travers tous les continents, le manuscrit fut alors repoussé par des éditeurs italiens, cependant issus de la Résistance. Le monde n'était pas prêt.

Malgré d'autres œuvres majeures – *La Trêve, Le Système périodique* ou *Les Naufragés et les Rescapés* (3) –, Primo Levi ne fut jamais reconnu comme écrivain à part entière de son vivant. Il restait un témoin avant tout. Son talent littéraire ne fut consacré qu'après sa mort.

Honnête homme, il vécut douloureusement les attaques venues de gauche lui reprochant un engagement social trop mou, et celles issues de la communauté juive n'acceptant pas ses prises de position *(timides) dans le conflit* israélo-arabe.

Enfermé dans toutes ces contradictions, sans compter celles de la famille, la retraite lui fut difficile, d'autant qu'au début des années 80 l'avènement des thèses négationnistes furent comme un cinglant soufflet à l'objectif de toute une vie : lutter contre l'oubli.

SYLVIE BRAIBANT.

(1) *Primo Levi, ou la tragédie d'un optimiste*, Jean-Claude Lattès, Paris, 1996, 696 pages, 175 F.

(2) *Si c'est un homme*, Julliard, Paris, 1987, et Robert Laffont, Paris, 1996.

(3) *La Trêve*, Grasset, Paris, 1963 et 1988 ; *Le Système périodique*, Albin Michel, Paris, 1988, et LGF Biblio, Paris, 1995 ; *Les Naufragés et les Rescapés*, Gallimard, Paris, 1989.

LES RÉVÉLATIONS DE L'HISTORIEN VAHAKN DADRIAN

L'Allemagne et le génocide arménien

PAR son refus persistant de reconnaître le génocide arménien, la Turquie a jeté un voile épais sur *le rôle joué par son alliée d'alors*, l'Allemagne impériale. Quatre-vingt-un ans après, le livre de Vahakn Dadrian (1) est *la première étude importante* ayant trait aux *« preuves historiques sur la complicité allemande »*. L'auteur de la monumentale *Histoire du génocide arménien* (2) utilise abondamment les archives allemandes et autrichiennes, ainsi que des *documents ottomans, qu'on ne peut* suspecter de sympathie pour la cause arménienne.

Cette étude révèle l'implication d'officiels militaires et civils allemands en service en Turquie pendant la première guerre mondiale. Ainsi le général Bronsart von Schellendorf, chef de l'état-major ottoman, a-t-il personnellement signé l'ordre de déportation des Arméniens et ordonné l'adoption de *« mesures sévères de sécurité »* contre les recrues arméniennes non armées servant dans les bataillons de travail forcé turcs. De même, le lieutenant-colonel Boettrich, chef du service des chemins de fer, a donné l'ordre de déporter les cheminots arméniens – très peu survécurent.

Vahakn Dadrian montre également que *les généraux allemands avaient une* connaissance préalable des objectifs et des conséquences de ces déportations. Les consuls en poste dans différentes villes d'Anatolie envoyaient régulièrement des rapports à l'ambassade allemande, informant celle-ci que *« le gouvernement turc voue les Arméniens à une politique d'anéantissement »*. En outre, les généraux allemands ont participé à la préparation et à la justification idéologiques de ces massacres. Proche collaborateur du général Bronsart et chef d'état-major de la IIIe *armée ottomane*, basée dans les six *velayat* de l'est du pays, où se concentrait la population arménienne, Félix Guse a *activement encouragé* la déportation des Arméniens, dénonçant ces derniers comme des *« traîtres »* et des *« ennemis de l'intérieur »*.

D'autres officiers allemands ont participé encore plus directement au génocide. A Urfa, près de 25 000 Arméniens, craignant la déportation et le massacre, s'étaient barricadés et avaient réussi à repousser l'infanterie turque : le commandant Wolffskeel, officier de l'artillerie allemande, intervint et transforma leur quartier en un tas de décombres.

L'armée allemande espérait répandre la rébellion islamique dans les territoires sous contrôle russe, britannique ou français. C'est pourquoi, parallèlement à la déclaration du djihad (sur laquelle elle insista), elle participa à l'entraînement et au financement d'une unité – l'Organisation spéciale – supposée mener une guerre de guérilla dans le Caucase et en Iran. Mais l'appel au djihad échoua et les défaites essuyées par les Turcs sur le front de l'est empêchèrent toute activité substantielle de sabotage. L'Organisation spéciale fut donc utilisée – contre l'*« ennemi intérieur »* – comme instrument de la déportation et de la destruction de la population arménienne.

L'Allemagne, à l'époque de la première guerre mondiale, avait les moyens de faire pression sur les autorités turques pour sauver le peuple arménien du génocide. Plusieurs de ses consuls conseillèrent à Berlin d'agir dans ce sens. Mais la politique officielle allemande mit en avant la *« non-ingérence »* dans les affaires intérieures turques, tout en participant *directement* à l'annihilation des Arméniens.

VICKEN CHETERIAN.

(1) Vahakn N. Dadrian, *German Responsability in the Armenian Genocide*, Blue Crane Books, Watertown, Massachusetts, 1996, 304 pages, 25 dollars.

(2) *Histoire du génocide arménien*, Paris, Stock, 1996, 695 pages, 180 F.

L'opaque transparence de l'Union européenne

Par INGRID CARLBERG *

SELÇUK

UN vent de révolte soufflait sur le pays... Les caisses de l'Etat étaient vides, et le peuple, taillable et corvéable à merci, n'avait plus confiance dans ses dirigeants, et pas davantage dans une bureaucratie arbitraire. Les privilèges de l'élite et son culte du secret soulevaient la colère de larges couches de la population. La situation s'aggrava lorsqu'il s'avéra que, à l'insu de tous, ces dirigeants avaient conclu avec des étrangers des accords contraignants en matière de politique extérieure. Une entente protégée par une véritable forteresse de silence...

Cela pourrait être une description un peu sommaire de l'une de ces crises de légitimité qui affectent les institutions européennes, plus particulièrement depuis le conseil européen de Maastricht de décembre 1991, au cours duquel fut adopté le traité qui allait être signé au mois de février suivant. En réalité, cette crise de confiance éclata... en Suède, il y a plus de deux siècles. Elle se solda, en 1764, par la victoire, au Parlement, des partisans de la transparence, regroupés au sein du parti des Bonnets, sur le parti des Chapeaux.

Avec l'arrivée au pouvoir des Bonnets, la Suède devint le premier pays à passer d'une culture du secret à une administration ouverte, le droit de regard des citoyens en constituant le point d'ancrage. En 1766, les Bonnets intégrèrent à la Constitution une loi sur la liberté de la presse, qui reconnaissait le principe de la transparence et le droit de chacun à accéder aux documents publics. Il s'agissait de combattre les abus de pouvoir par la crainte que ferait naître, chez les agents de l'Etat et chez les politiques, le fait de se savoir observés. Il parut tout aussi important de ne pas laisser aux seules autorités le soin de décider ce qui pouvait être placé sous la lumière des projecteurs.

Une culture du secret

DEUX cents ans après cette révolution, l'Union européenne cherche des solutions à la crise de confiance qui l'affecte. Les négociateurs de la Conférence intergouvernementale (CIG) ont en effet discuté la proposition du Conseil européen de Dublin de décembre 1996 d'introduire, dans le futur traité, un article qui donnerait à chaque ressortissant de l'Union un droit de regard sur les documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission. Ce débat a commencé après la ratification du traité de Maastricht et la prise de conscience de l'ampleur des résistances qu'il soulevait.

Le premier « non » danois au référendum de juin 1992 sur la ratification du traité de Maastricht et le « petit oui » français du mois de septembre de la même année ouvrirent les yeux des eurocrates. Nombreux étaient les citoyens qui, soumis à de rigoureux programmes d'austérité, ne comprenaient pas le sens des décisions de l'Union et faisaient savoir sans ambiguïté qu'ils n'étaient pas prêts à suivre à l'aveuglette leurs dirigeants sur le chemin d'une intégration européenne de plus en plus poussée.

La Communauté économique européenne (CEE), devenue Union européenne en 1993, s'était construite par la coopération intergouvernementale, avec tout ce que cela impliquait de discrétion diplomatique et de secret, et ce même dans des pays appliquant la transparence. Depuis l'Acte unique (1986) et le traité de Maastricht, un nombre croissant de décisions sont prises à l'échelle communautaire. Dans beaucoup de domaines, le Conseil peut légiférer à la majorité qualifiée, c'est-à-dire contre l'avis d'un ou de plusieurs Etats. Des questions qui étaient tranchées par les Parlements nationaux se discutent désormais au niveau européen.

Pour les pays qui pratiquent la transparence, ce changement a soulevé des questions fondamentales: Les citoyens ont perdu leur capacité de contrôle sur des décisions qui s'appliquent directement à eux, et qui sont donc, en dernier ressort, des décisions nationales.

Lors du débat de la CIG, on a donc vu s'affronter des cultures administratives très différentes, qu'un ancien commissaire européen, M. Joao de Deus Pinheiro, décrivait ainsi : *« Il y a deux tendances en Europe. L'une, que je qualifierais de napoléonienne, où tout est secret, sauf ce qui est public. Et l'autre selon laquelle tout est public, sauf une partie très limitée qui, pour diverses raisons, doit être tenue secrète. »*

Le Danemark, les Pays-Bas, la Finlande et la Suède représentent en effet une pratique ouverte de l'administration, tandis que le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, la Belgique et le Luxembourg constituent le noyau d'une tradition administrative plus fermée. Ce clivage a été perceptible durant les travaux de la CIG, qui devraient se conclure ce mois de juin au conseil européen de La Haye.

C'est seulement au Parlement européen que les travaux du législateur s'effectuent sous le contrôle de l'opinion. Mais cette transparence n'a qu'une portée limitée dans la mesure où – sauf dans les quelques domaines où il dispose du pouvoir de codécision – le Parlement ne joue qu'un rôle mineur. En revanche, le secret, la confidentialité et la discrétion sont la règle pour les travaux de la Commission et du Conseil.

Les ressortissants de l'Union qui, à l'occasion, tentent de prendre connaissance des documents ou des travaux préparatoires aux décisions de la Commission ou du Conseil dépendent du bon vouloir ou de l'humeur des fonctionnaires. Le fait que de nombreuses et importantes décisions sont adoptées par des comités de fonctionnaires inaccessibles, dont les institutions sont d'ailleurs incapables de citer les noms, renforce cette opacité.

Jusque-là, la pratique du secret au sein de l'UE n'avait jamais été sérieusement remise en question. Il semblait naturel que l'administration de l'Union reflète la culture continentale de rétention de l'information qui prévaut, notamment, au sein de l'administration française où, chose extraordinaire pour les Européens du Nord, l'Etat peut poursuivre ses fonctionnaires coupables de « fuites ». Mais, après Maastricht, les gouvernements de l'UE se retrouvant brutalement dans la situation des Chapeaux suédois du milieu du XVIII[e] siècle, la notion quelque peu magique de « transparence » fut rajoutée au vocabulaire communautaire. Avec elle, l'Union retrouverait la confiance des citoyens et la démocratie en sortirait renforcée.

Le Conseil et la Commission, respectivement en décembre 1993 et en février 1994, adoptèrent de nouvelles règles de transparence et des « codes de conduite » censés permettre le plus large accès possible aux documents internes. En outre, le Conseil envisagea de rendre publics les résultats des votes à incidence législative émis en son sein. La Commission promettait d'organiser davantage de conférences de presse et de publier un nombre accru de Livres verts spécialisés pour faciliter la discussion publique de ses propositions de directives.

Sous le regard des citoyens

« UNE *révolution de la transparence* », proclamèrent eurocrates et dirigeants politiques du continent. Las ! Les représentants de deux des trois Etats membres admis en 1995, la Suède et la Finlande, portèrent un jugement très négatif sur ces prétendues avancées. Pour eux, il ne saurait y avoir de transparence aussi longtemps que les institutions auront le pouvoir d'en fixer elles-mêmes les limites. Pour motiver sa plainte déposée auprès de la Cour de justice de Luxembourg contre le Conseil, qui avait refusé de lui communiquer des documents, le journal suédois *Journalisten* estime que les règles de « transparence » ne sont que de façade. *« Ni les décisions, ni les codes de conduite, ni les déclarations politiques ne constituent un fondement légitime à la prétention d'un individu à avoir le droit de recevoir des documents du Conseil »*, lui avait en effet indiqué le Conseil dans sa réponse... La même mésaventure était arrivée en 1994 au quotidien britannique *The Guardian*, qui fut débouté par la Cour en avril 1996 (1).

C'est pourquoi le Danemark, les Pays-Bas, la Suède et la Finlande œuvrent pour l'introduction, dans le traité qui sortira de la CIG, d'une disposition sur le droit des citoyens à l'accès aux documents des institutions européennes. Il semble qu'ils y sont parvenus. Mais il est tout aussi important, soutiennent-ils, que les modalités et les limites de la transparence soient fixées dans une disposition réglementaire, et pas seulement dans un nouveau code de conduite dénué de toute force contraignante.

Les deux camps en présence ont de grandes difficultés à se comprendre. En particulier quand le Danemark exige que les réunions du Conseil soient publiques et quand la Suède suggère que l'Union suive son modèle en créant un registre qui recenserait tous les documents – même secrets –, registre accessible à tous (2). L'exaspération est à son comble lorsque les représentants de Stockholm proposent d'élargir à l'ensemble de l'Union le principe de la liberté de communication qui a cours dans leur pays : tous les agents de l'Etat y disposent du droit de fournir des informations, même secrètes, susceptibles d'être publiées, sans qu'aucun supérieur hiérarchique puisse même tenter de savoir de qui émane la requête.

Les adversaires d'une transparence totale estiment qu'elle nuirait à l'efficacité. La confidentialité, selon eux, constitue une garantie contre les blocages qui ne manqueraient pas de se produire si les ministres et les fonctionnaires devaient tenir compte, dans leur démarche, de la perception qu'en auraient les médias. La transparence, ajoutent-ils, va à l'encontre des méthodes diplomatiques, ce qui revient à oublier que le Conseil mène moins des négociations internationales qu'il ne produit de la législation supranationale.

Les pays favorables à la transparence, en revanche, en exigent davantage pour garantir l'efficacité de la prise de décision et la légitimité qui en découle. Le droit de regard des citoyens est considéré comme un moyen sans équivalent pour combattre l'inefficacité, l'éloignement du terrain, les erreurs, les abus de pouvoir et la corruption. C'est pourquoi ils refusent de se contenter que les institutions organisent quelques conférences de presse supplémentaires... Comme a pu le dire M. Magnus Isberg, président de la commission des lois du Parlement suédois, *« il n'est nul besoin de bien connaître la nature humaine pour comprendre que, en matière de contrôle démocratique, les informations les plus intéressantes sont précisément celles que les services officiels fourniront en dernier »*.

(1) Lire Gérard de Sélys, « La machine de propagande de la Commission », *Le Monde diplomatique*, juin 1996.

(2) Le public n'aurait pas accès aux documents secrets mais connaîtrait au moins leur existence.

* Journaliste à *Dagens Nyheter*, Stockholm.



Dans ce numéro :

PAGE 2 :
« Paix introuvable au Proche-Orient », par **Paul-Marie de La Gorce**.
Courrier des lecteurs.

PAGE 3 :
Le Pérou otage d'un pouvoir autoritaire, par **Pablo Paredes**. – Morts vivants et morts tout court, par **Maurice Lemoine**.

PAGES 4 et 5 :
AFRIQUE : Fausse embellie économique, par **Sanou Mbaye**. – Le Zimbabwe prisonnier de ses créanciers, par **Victoria Brittain**.

PAGE 6 :
Les certitudes bibliques des colons israéliens, par **Patrick Coupechoux**.

PAGE 7 :
Le monde arabe orphelin de la démocratie, par **Gilbert Achcar**.

PAGES 8 et 9 :
Le Maroc prêt pour l'alternance, suite de l'article de **Zakya Daoud** et **Brahim Ouchelh**. – Jemaa-el-Fna, patrimoine oral de l'humanité, par **Juan Goytisolo**.

PAGE 10 :
Reconnaissance régionale pour la junte birmane, par **André et Louis Boucaud**.

PAGE 11 :
Mue douloureuse de la société japonaise, par **Christian Sautter**.

PAGES 12 et 13 :
ROUMANIE : La réforme entre villes et campagne, par **Jean-Yves Potel**. – « De la peine, de la sueur et de l'austérité », par **Edith Lhomel**.

PAGES 14 à 17 :
LE GRAND DÉBAT SUR LA MONDIALISATION : Une obligation morale, par **Peter Martin**. – Mais pourquoi cette haine des marchés ? par **Martin Wolf**. – Pour sauver la société ! par **Bernard Cassen**. – Face au journalisme de marché, encourager la dissidence, par **Serge Halimi**. – Des réformes qui ne sont pas allées assez loin, par **Guy de Jonquières**. – Une machine infernale, par **Riccardo Petrella**.

PAGES 18 et 19 :
Le sexe des sciences, par **Ingrid Carlander**.

PAGES 20 et 21 :
La nécessaire refondation de l'éducation populaire (**B. C.**). – Une autre manière de faire de la politique, par **Christophe Dabitch**.

PAGES 22 et 23 :
L'islam au miroir des médias, par **Alain Gresh**. – Comment Roubaix est devenue une « ville à majorité musulmane », par **Damien Roustel**. – Au nom de l'honneur, l'affaire Nazmiye, par **Annick Hermet**.

PAGE 24 :
Le narcissisme des micro-journaux américains, par **Mathieu O'Neil**.

PAGE 25 :
Lourdes derrière la façade, par **Hubert Prolongeau**.

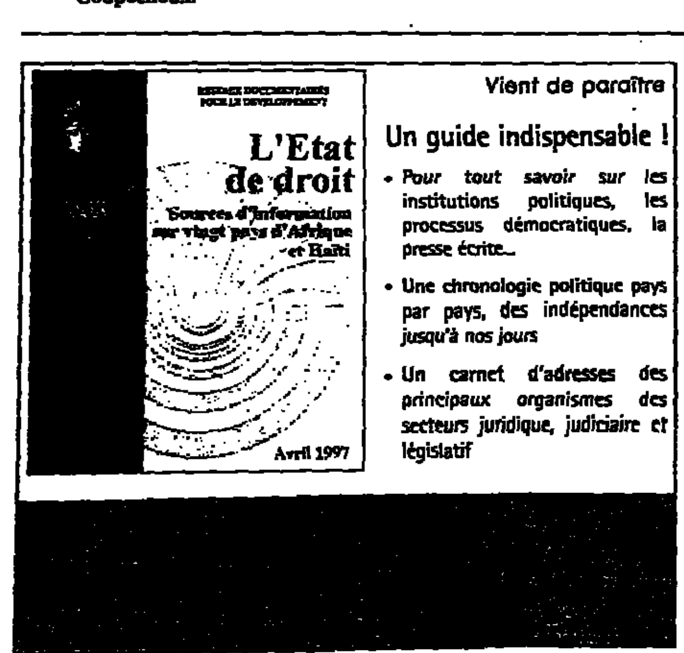
PAGE 26 :
HISTOIRE : Le génocide des juifs en débats, par **Philippe Burrin**.

PAGE 27 :
Quand Bruxelles et Paris révolutionnaient l'art, par **Lionel Richard**.

PAGE 28 :
Quelle « rentabilité » pour la faune sauvage ? par **Alain Zecchini**.

PAGE 29 :
Les voies du syndicalisme, par **Michel Dreyfus**. – L'héritage maghrébin, par **Manuel Lucbert**.
Dans les revues.

PAGES 30 et 31 :
LES LIVRES DU MOIS : « Retour dans les Balkans », de Nedim Gürsel, par **Timour Muhidine**. – « La Danse des passions », d'Edouard al-Kharrat, par **Boutros Hallaq**. – « La Suisse, l'Or et les Morts », de Jean Ziegler, par **Brigitte Pätzold**. – « Primo Levi, ou la Tragédie d'un optimiste », de Myriam Anissimov, par **Sylvie Braibant**. – « Histoire du génocide arménien », de Vahakn Dadrian, par **Vicken Cheterian**.



Vient de paraître

Un guide indispensable !

- Pour tout savoir sur les institutions politiques, les processus démocratiques, la presse écrite...
- Une chronologie politique pays par pays, des indépendances jusqu'à nos jours
- Un carnet d'adresses des principaux organismes des secteurs juridique, judiciaire et législatif

Le Monde diplomatique du mois de mai 1997 a été tiré à 290 000 exemplaires.

